

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N° 85**

**Avril 1992**

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 30 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## SOMMAIRE

- FRANÇOIS MITTERRAND ÉVOQUE LA QUESTION KURDE EN TURQUIE**
- LONDRES POUR L'AUTONOMIE KURDE EN IRAK**
- LE PARLEMENT EUROPÉEN CONDAMNE LA RÉPRESSION AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- LA SYRIE S'ENGAGE À NE PLUS SOUTENIR LE PKK**
- COLLOQUE LINGUISTIQUE KURDE DU PRINTEMPS**
- CONCOURS POUR L'OCTROI DE BOURSES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**
- A SIGNALER**
- CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

---

### François Mitterrand évoque la question kurde en Turquie

**L**E président de la République française a effectué les 13 et 14 avril une visite d'Etat en Turquie, la première d'un chef d'Etat français depuis le voyage du général de Gaulle en 1968. Intervenant trois semaines après la répression massive des manifestations du *Newroz* (le Nouvel An) au Kurdistan, qui a fait 95 morts dans la population civile, et qui a conduit à une nette détérioration des relations germano-turques, cette visite, «prévue de longue date», s'est déroulée «sur le fil du rasoir». Le président français, à la fois sensible au sort du peuple kurde et désireux de promouvoir les intérêts économiques et politiques de la France, a finalement décidé de

se rendre en Turquie sans s'interdire d'y défendre publiquement les droits des Kurdes. Une démarche qui n'est pas sans rappeler sa visite en Israël où il avait, devant la Knesset, plaidé pour la reconnaissance des droits des Palestiniens.

Cet exercice délicat a commencé par une interview diffusée la veille de sa visite par la télévision turque et le quotidien stambouliote à grand tirage *Hürriyet*, dans laquelle M.Mitterrand a notamment déclaré : «*Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il faille encourager la revendication de nombreux Kurdes vers un Etat unifié qui provoquerait d'immenses difficultés avec plusieurs pays du Proche et*

*du Moyen-Orient, en particulier la Turquie et qui conduirait à des conflits multiples dont personne n'a intérêt. Mais, vous ne trouverez pas de solution et vous ne serez pas approuvés par un pays comme le mien si à la base les Kurdes turcs ne bénéficient pas de tous les droits qui doivent être les leurs. Il faut que cette population, en Turquie comme ailleurs, se voie reconnue les droits normaux de toute minorité. Il faut que les droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen soient respectés. Parmi ces droits, il y a les droits culturels, c'est-à-dire le droit d'exister, de pouvoir s'exprimer, de pouvoir pratiquer sa langue, de pouvoir être reconnu et cela ne peut signifier un encouragement au terrorisme qui est toujours une méthode détestable».*

Ce message diffusé intégralement à la télévision a été publié à la une de la presse quotidienne sous le titre: «Mitterrand dit non à un Etat kurde». Les responsables politique turcs ont «regretté» que le président français parle des Kurdes en termes de «minorité», ce concept s'appliquant en Turquie à des communautés non musulmanes. Le président Özal a dit qu'il allait exposer à M. Mitterrand le point de vue turc. Et, de fait, le problème kurde s'est trouvé au centre des entretiens du président français avec ses interlocuteurs turcs, cela dès son arrivée à l'aéroport d'Ankara. Selon Turgut Özal, tout au long du trajet de l'aéroport à Ankara ils n'ont cessé de parler de cette question sur laquelle François Mitterrand a également interrogé le premier ministre Démirel et le vice premier ministre İnönü, tandis que Bernard Kouchner s'informait auprès du ministre turc de la Justice des «réformes juridiques en préparation sur le problème kurde». L'avenir des Kurdes irakiens, le problème de la prolongation du mandat de la force aérienne alliée pour la protection des Kurdes, basée en Turquie, ont également occupé une place importante dans les discussions franco-turques.

Au cours du dîner offert en son honneur au Palais de Çankaya, le président français a de nouveau évoqué le problème kurde. Tout en dénonçant le «terrorisme aveugle», il a insisté sur la nécessité de satisfaire les «aspirations légitimes de la population kurde dans le cadre du droit des gens, du droit international et du respect de l'identité culturelle», et réaffirmé son opposition à «toute répression collective». Même pour juguler le terrorisme, a-t-il ajouté, *un Etat démocratique doit, en toutes circonstances, rester à l'intérieur du droit».*

Une dépêche d'agence faisant état de bombardements de l'aviation turque au Kurdistan irakien a jeté un certain froid sur la deuxième journée de la visite de F.Mitterrand, marquée par l'inauguration d'une université française à Istanbul. Les autorités turques ont démenti cette information, qui était cependant exacte. (L'armée attendra le 16 avril pour annoncer la mort de «31 terroristes du PKK», en fait pour la plupart de paysans kurdes «suspects», refusant de collaborer avec les unités de la contre-guérilla, abattus les 14 et 15 avril dans la province de Mardin).

Au cours de la conférence de presse donnée à Istanbul avant son départ pour la France, le président Mitterrand, tout en se félicitant du resserrement notable des liens franco-turcs, a réaffirmé: «*La France est l'amie du peuple kurde souffrant. Elle défendra les droits et les intérêts de ce peuple*». C'est la première fois dans l'histoire de la République turque qu'un chef d'Etat étranger plaide, en Turquie même, publiquement en faveur de la reconnaissance des droits du peuple kurde. Il y a encore deux ans parler de l'existence des Kurdes en Turquie aurait été considéré comme sacrilège par Ankara. Les déclarations très «pédagogiques» de François Mitterrand sont présentées par les dirigeants turcs comme un échange d'opinions « franc et direct », laissant ainsi clairement entendre que les deux parties sont loin d'une communauté de vues sur cette question.

Les divergences ont été moins importantes sur les autres questions abordées au cours de cette visite. La Turquie et la France vont coopérer pour le règlement par le dialogue et la négociation du conflit arméno-azéri. Les deux pays envisagent également un certain partenariat pour le développement économique des républiques «turcophones» d'Asie Centrale. Premier investisseur étranger en Turquie dans des domaines aussi variés que les cosmétiques, l'aviation, l'industrie automobile, la France, dont les échanges commerciaux avec Ankara ont, en 1990, atteint 12 milliard de FF, espère s'implanter en Asie Centrale grâce à l'influence politico-culturelle supposée de la Turquie. En échange elle semble disposée à faciliter l'entrée de celle-ci dans la CEE. «*La Turquie serait mieux à même de plaider sa cause en Europe si elle parvenait à régler le problème kurde par le dialogue*» a encore rappelé aux dirigeants turcs Jean Musitelli, le porte-parole de l'Elysée. La question kurde devient assurément de plus en plus incontournable pour la Turquie tant dans sa politique intérieure que dans ses relations extérieures.

## Londres pour l'autonomie kurde en Irak

**L**e chef de la diplomatie britannique, M. Douglas Hurd a déclaré, le 21 avril à Ankara, que pour son pays la demande d'autonomie des Kurdes irakiens était «justifiée», «*Nous pensons que les dirigeants de la population kurde sont sages de ne pas argumenter en faveur d'un Etat indépendant*» a-t-il indiqué avant d'ajouter : «*Nous ne croyons pas à un Etat kurde indépendant. Ce ne serait pas réaliste (...). L'idée d'un Etat indépendant n'est réaliste ni pour le Sud-Est de la Turquie, ni pour l'Iran, ni pour la Syrie.*».

Arrivé dans la capitale turque, une semaine après le président Mitterrand, le ministre britannique a consacré l'essentiel de ses entretiens à l'avenir de la force aérienne multinationale, basée à Incirlik, en Turquie. Cette force, dont le mandat expire fin juin, assure actuellement la protection aérienne des Kurdes irakiens, une protection que les milieux nationalistes turcs considèrent comme un encouragement à la création d'un Etat kurde indépendant. «*Je suis convaincu que la situation au nord de l'Irak exige une vigilance et un pouvoir constants. Le comportement habituel du gouvernement irakien est de s'avancer pour tâter le terrain et de reculer lorsqu'il y a une réaction ferme. Il est dans l'intérêt de la Turquie*

*d'éviter un autre afflux de réfugiés à sa frontière*» a déclaré le ministre britannique à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants turcs. Ceux-ci sont d'ailleurs convaincus par cet argument. Ils ne veulent, à aucun prix, de nouveaux réfugiés kurdes irakiens à leurs frontières, ce phénomène ne pouvant que renforcer les sentiments nationalistes des Kurdes de Turquie et accroître la solidarité inter-kurde... Ils cherchent à marchander au mieux auprès des Occidentaux, la carte de la prolongation du mandat de la force alliée. En échange de cette prolongation, ils veulent s'assurer du silence ou, à tout le moins, de la neutralité bienveillante de leurs alliés sur la répression au Kurdistan de Turquie et obtenir de nouveaux crédits pour leur économie déjà fort endettée (46 milliards de dollars).

De fait, au terme de sa visite, M. Douglas Hurd a promis que son pays allait agir de concert avec la France, pour une réévaluation des relations de la CEE avec la Turquie et pour le déblocage du protocole financier gelé depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980 par Bruxelles. Ainsi Ankara se trouve récompensé par la CEE pour sa «bienveillance» envers les Kurdes irakiens au moment même où ses troupes martyrisent la population du Kurdistan turc et provoquent le dépeuplement de ce dernier.

## Le Parlement européen condamne la répression au Kurdistan de Turquie

Le Parlement européen a adopté le 8 avril une proposition de résolution présentée en commun par le groupe socialiste, le parti populaire européen et les groupes libéral, démocratique et réformateur sur la situation des Kurdes en Turquie.

Voici les principaux extraits de cette importante résolution :

### «Le Parlement européen

A. vu ses résolutions, en particulier celle du 12 mars 1992, concernant les atteintes aux droits de l'homme dont sont victimes les Kurdes en Turquie et dans le nord de l'Irak ainsi que les pourparlers engagés à ce sujet avec le parlement turc, et regrettant que la réunion de la commission parlementaire mixte CEE-Turquie prévue pour les 23, 24 et 25 mars ait été annulée pour la deuxième fois par les Turcs,

B. déplorant la violence qui a fait plusieurs victimes dans le sud-est de la Turquie à la suite des cérémonies qui ont marqué le nouvel an kurde,

C. estimant que de tels faits entretiennent la spirale de la violence,

D. considérant que, dans plusieurs villes, un couvre-feu absolu a été décrété, qu'il n'est plus possible à la presse de faire son travail d'information sans entraves et que la région se trouve de facto en situation de guerre,

E. s'indignant des nouvelles attaques militaires turques perpétrées contre le Kurdistan irakien, lesquelles ont fait au moins 60 victimes parmi la population civiles,

F. prenant acte des manifestations kurdes dans plusieurs Etats membres de la Communauté,

G. rappelant les déclarations relatives aux droits de l'homme et aux droits des minorités du Conseil de l'Europe et de la CSCE, dont la Turquie fait partie,

H. soulignant le rôle essentiel que le respect des

droits de l'homme doit jouer dans les relations de la Communauté avec les pays tiers en général et les pays associés en particulier, (...).

1. exprime sa sympathie aux familles des victimes de cette flambée de violence ;

2. condamne l'ampleur et la sévérité excessives des actions menées par les forces armées turques dans le sud-est de la Turquie, actions au cours desquelles les droits fondamentaux de citoyens innocents ont été foulés aux pieds ;

3. condamne les actes terroristes du PKK et du Dev Sol, qui ne peuvent que compromettre les efforts du nouveau gouvernement turc pour améliorer le respect des droits de l'homme dans l'ensemble de la Turquie ;

4. demande à la Turquie de respecter pleinement les droits de l'homme dans sa lutte contre les actions terroristes et de ne pas faire intervenir l'armée sur son territoire ;

5. demande qu'une enquête internationale fasse la lumière sur les responsabilités dans ces affrontements sanglants entre militaires, forces de l'ordre et manifestants ;

6. réaffirme sa conviction que la question kurde ne peut être résolue que pacifiquement et que cela constitue une condition essentielle de la démocratisation en Turquie ;

7. appelle donc le gouvernement à prendre toutes les mesures permettant de rétablir un climat de confiance entre l'Etat et les citoyens de cette région (levée de l'Etat d'urgence notamment) et de permettre un dialogue

conduisant à une solution démocratique, pacifique et respectueuse des droits de toutes les populations concernées ;

8. invite à nouveau le Conseil et la Commission à faire tout ce que faire se peut, dans le cadre de la communauté internationale, dans le but de trouver une solution définitive à la question kurde (...).

Par la voix de son président, la Turquie a considéré cette résolution comme un « soutien au terrorisme séparatiste ». La presse a également abondé en ce sens et dénoncé « le rôle néfaste des lobbies pro-kurdes en Europe ».

De son côté, le Premier ministre Démirel a accusé « l'Europe de ne pas comprendre ce qui se passe en Turquie et de mettre ses lunettes à l'envers ». Le conseil des ministres a publié un long communiqué dans lequel la Turquie se veut l'héritière d'un « empire qui a, pendant des siècles, permis la cohabitation pacifique et heureuse, dans la justice, des millions de gens de trois continents appartenant à des religions, à des langues, à des races et à des couleurs différentes » et affirme, sans complexe, qu'elle « doit sa continuité étatique à la grande conception humaniste turque et au fait qu'elle embrasse avec justice et compassion toute personne vivant sur son sol ». Une conception qu'à part les dirigeants nationalistes turcs eux-mêmes ne partagent ni les anciens peuples assujettis à l'empire ottoman, ni évidemment les Kurdes, Arabes et autres « minorités comblées » de la Turquie.

## La Syrie s'engage à ne plus soutenir le PKK

**L**E ministre turc de l'intérieur, Ismet Sezgin a effectué, du 15 au 17 avril, une visite de 3 jours à Damas. Cette visite consacrée d'un bout à l'autre au problème du soutien apporté par la Syrie au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui, depuis août 1984, mène la guérilla dans le Kurdistan de Turquie, s'est déroulée dans un climat très tendu. La partie turque a voulu d'emblée obtenir des Syriens la condamnation du PKK comme « organisation terroriste » et l'engagement écrit de ne plus tolérer les activités de ce parti sur le territoire syrien. Damas voulait bien stigmatiser le terrorisme en général mais sans aucune référence au PKK. Finalement c'est au cours d'un long tête-à-tête avec le président syrien Assad que le ministre turc a eu gain de cause, sans que l'on sache en contrepartie de quelles compensations économiques et politiques.

Le 17 avril, un protocole turco-syrien en 8 points a été signé dont voici les principales dispositions (cf. p. 33 le texte intégral du protocole) :

- Les deux parties ont, en commun, condamné le terrorisme sous toutes ses formes et méthodes, y compris dans sa dimension internationale et sont convenues de le combattre ensemble, de prendre les mesures nécessaires pour empêcher sur leur territoire respectif le séjour, le passage, l'organisation, la réunion, la propagande ainsi que l'entraînement des organisations déclarées hors-la-loi par l'une ou l'autre des parties, d'extrader mutuellement les membres arrêtés des organisations illégales dans le cas où ceux-ci seraient des ressortissants de l'une ou de l'autre des parties afin qu'ils soient jugés conformément aux règles en vigueur (dans le pays concerné)

- Les deux parties ne permettront le développement, sur leur sol, des activités illégales visant la sécurité et la stabilité de l'une d'entre elles. Les parties concernées développeront davantage la coopération existante, y compris l'échange de renseignements, contre les organisations, les groupes et les personnes se livrant à de telles activités.

• En plus des rencontres individuelles, de messages écrits, de conversations téléphoniques et de toute autre sorte de moyens nécessaires pour une solution rapide et efficace des problèmes communs, il est décidé de tenir des réunions périodiques trimestrielles, alternativement dans l'un et l'autre pays entre les responsables de sécurité des deux pays. En cas de nécessité, à la demande de l'une des parties, une réunion peut être organisée sans attendre le délai prévu.

• La partie turque a exprimé en détail ses préoccupations en rapport avec les activités terroristes du PKK. La partie syrienne a précisé que le PKK est déclaré, en Syrie, organisation illégale, et que ses membres arrêtés seront inculpés et livrés aux autorités judiciaires.

Les deux pays s'engagent également à «arrêter et extraire des personnes recherchées, des criminels et des déserteurs».

La signature de ce protocole a été saluée comme une «victoire diplomatique» par le gouvernement turc. Cer-

tains observateurs habitués aux engagements syriens non suivis d'effet et rappelant le précédent accord turco-syrien de 1987, se montrent plus prudents. Il semble toutefois que la marge de manœuvre de Damas soit désormais fort réduite. La fin du conflit Est-Ouest, la disparition de l'Union Soviétique, son alliée traditionnelle, la forte dépendance économique vis-à-vis des monarchies pétrolières alliées des Etats-Unis, laissent peu de choix au petit pays très militarisé et sans ressources significatives qu'est la Syrie. Engagée dans les pourparlers de paix sous l'égide de Washington dans l'espoir de récupérer le plateau de Golan occupé depuis 1967 par Israël, elle cherche à se donner une image «respectable». La carte du PKK lui ayant assez largement servi pour obtenir de la Turquie des concessions appréciables sur le partage des eaux de l'Euphrate, Damas, qui doit de toutes façons se retirer de la Bekaa en septembre prochain, pourrait bien cette fois-ci ordonner la fermeture des camps d'entraînement du PKK sur les territoires sous contrôle syrien et interdire au chef de cette organisation de mener ses actions politico-médiatiques à partir de la Syrie.

## Colloque linguistique kurde du printemps

Deux fois par an, les linguistes, écrivains et journalistes kurdes regroupés autour de l'Institut se réunissent en colloque pendant une semaine pour débattre des divers problèmes de la langue kurde (grammaire, orthographe, terminologies spécifiques, etc...).

La réunion du printemps 1992 s'est tenue du 12 au 18 avril dans la petite île de Biskops Arno, près de Stockholm, dans les locaux de l'Ecole supérieure pour la formation adulte, avec la participation de 17 intellectuels kurdes

couvrant à peu près toutes les régions du Kurdistan.

Au programme de cette session : les termes de grammaire, la terminologie juridique, la description des costumes traditionnels et des objets domestiques de la vie rurale, étude du vocabulaire des revues kurdes des années 1930 Hawar et Ronahî, etc...

La prochaine réunion linguistique, se tiendra en novembre.

## Concours pour l'octroi de bourses d'enseignement supérieur

**D**EPUIS sa fondation l'Institut Kurde organise tous les ans un concours en vue de recruter des étudiants (es) kurdes à qui des bourses d'enseignement supérieur sont accordées dans plusieurs pays d'Europe. Ce concours est ouvert à tous les Kurdes titulaires au moins d'un baccalauréat. Les candidats aux études universitaires doivent être âgés de moins de 25 ans, ceux titulaires d'une licence ou d'une maîtrise souhaitant préparer un doctorat de moins de 30 ans. A critères scolaires égaux la priorité

est accordée aux femmes et aux candidats les plus jeunes.

Le concours comporte deux étapes. Dans un premier temps, la Commission des Bourses de l'Institut, formée d'enseignants et chercheurs kurdes, opère une sélection sur dossier. Ensuite, les candidats admissibles se trouvant déjà en Europe sont convoqués pour entretiens à Paris. Les dossiers des candidats admissibles résidant au Kurdistan sont à nouveau examinés par la Commission

qui établit alors, à la mi-septembre, la sélection définitive. Les étudiants ainsi sélectionnés sont, en fonction de leurs mérites et de disciplines qu'ils veulent étudier, répartis entre les pays offrant des bourses où après une année de stage linguistique ils entreprendront leurs études.

Pour l'année universitaire 1992-1993, une trentaine de bourses seront attribuées. (A ce jour l'Institut Kurde a

permis à 175 jeunes Kurdes à faire des études universitaires).

Les dossiers de candidature comprenant une lettre de présentation, les originaux et les traductions certifiées en anglais ou en français des diplômes, doivent parvenir à l'Institut Kurde **au plus tard le 31 juillet 1992**, date de clôture de dépôt de candidatures.

## A signaler

• **LA COALITION GOUVERNEMENTALE TURQUE CONTRE LA CRÉATION D'UN PARTI KURDE.** Le parti de la Juste Voie (DYP) et le Parti populiste social-démocrate (SHP) qui gouvernent actuellement la Turquie se sont mis d'accord pour que leur projet de réforme de la loi sur les partis politiques exclut toute possibilité de création d'un parti politique kurde. En effet, le nouveau projet continuera d'interdire les partis «*affirmant l'existence en Turquie des minorités nationales ou religieuses, confessionnelles ou linguistiques*» autres que celles reconnues par des traités internationaux (les minorités arménienne, grecque et juive). Le gouvernement qui se veut «*réformiste, libéral et pluraliste*» laisse comme ses prédécesseurs le même choix aux 12 à 15 millions de Kurdes de Turquie : assimilation dans le prétendu «*creuset culturel anatolien*» ou révolte violente pour faire entendre leurs aspirations.

• **ÖZAL POUR DES PROGRAMMES EN KURDE A LA TÉLÉVISION TURQUE.** Le 20 avril, à la veille de sa visite aux Etats-Unis, le président turc Turgut Özal a lancé un pavé dans la mare en proposant que la chaîne régionale GAP diffuse aussi des programmes en langue kurde. Affirmant avoir obtenu le soutien des chefs de la marine et de l'armée de terre à sa proposition, Özal a présenté celle-ci comme une «*mesure destinée à détendre l'atmosphère à un moment où des familles sont chaque jour endeuillées par la mort de leurs enfants*». «*Le sang appelle le sang*» a-t-il ajouté, et «*nous ne devrions pas baser toute notre politique sur la répression. Il faudrait montrer que l'Etat prend en compte les aspirations de la population locale*».

Ce «*lot de consolation*» a cependant suscité des polémiques passionnées dans les milieux politiques turcs. Tandis que le SHP d'Inönü se déclarait favorable à cette idée, le Premier ministre Demirel s'y est déclaré tout à fait opposé, «*car elle est contraire à la Constitution et la société turque n'est pas prête à l'accepter*». La cour constitutionnelle est également intervenue dans le débat en indiquant que la Constitution interdisait strictement «*l'enseignement, l'instruction et la diffusion en langue kurde*».

• **ÖZAL RAPPELE LES PROMESSES DE FÉDÉRATION FAITES PAR ATATÜRK AUX KURDES.** Dans une interview accordée depuis les Etats-Unis au quotidien turc *Hürriyet* (30 avril 1992), le président turc appelle à «*un débat sans tabous*» sur la question kurde. Voici des extraits de cet entretien iconoclaste dans le contexte turc : «*Pendant longtemps, il nous a fallu nous occuper des tabous en vigueur en Turquie. A mon avis, ceux-ci constituent les obstacles les plus importants au progrès de notre société. Je vais vous donner un exemple de ma dernière déclaration. J'ai demandé que l'on examine la liste des députés formant la première Assemblée nationale de la Turquie avec les noms des régions qu'ils représentaient officiellement. On y trouve des députés du Lazistan, des députés du Kurdistan. On cite également le nom du Kurdistan lors des discussions sur la question de Mossoul, dans les procès-verbaux des sessions à huis clos de l'Assemblée, que j'ai pu lire, ainsi que dans les déclarations d'Atatürk. Il y a des gens qui viennent de Syrie, et du nord de l'Irak. Ils disent : «rassemblons-nous ensemble, ce n'est pas juste de continuer ainsi». Il y a quelque chose que Atatürk a dit textuellement comme suit, c'est sa déclaration. Il leur dit : «Nous créons notre Etat ici. Créez aussi votre propre Etat. Nous pouvons ensuite nous réunir au sein d'une fédération». Il y a ce genre de propos. Cela n'a rien à voir avec notre devise actuelle «la langue de la Turquie est le turc». Nul ne veut que l'on change cet article de la Constitution. L'anglais est bien la langue officielle des Etats-Unis. Mais comme vous pouvez le constater, il y a des télévisions en espagnol dans ce pays. Naturellement (en diffusant nous mêmes des programmes en kurde), nous empêcherons que d'autres donnent des informations erronées à nos citoyens (kurdes) des ces régions. On empêchera des propagandes hostiles. Puis dans cette région vivent nos seulement nos citoyens (kurdes), mais aussi des Kurdes en Irak, en Syrie, en Iran, qui ont des liens de parenté avec nous. J'avais indiqué déjà en 1988, lorsque nous avons accueilli chez nous des peshmergas (irakiens) que ces derniers étaient des congénères de nos citoyens (kurdes). Environ 35-40% de la population ethniquement Kurde de la Turquie vit dans cette région. A mon avis, le pourcentage des kurdes vivant dans l'Ouest de la Turquie doit être de 60-65% (...).*



## Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie

### LE 1ER AVRIL

au cours des affrontements entre les guérilleros du PKK et des unités de gendarmerie à Çermik, dans la province de Diyarbakir, 4 militants kurdes et 5 gendarmes ont été tués. A Besni, dans la province d'Adiyaman, deux militants du PKK ont été tués par des militaires. A Silvan, l'un des fiefs du nationalisme kurde, les assassinats «par des personnes non identifiées» commandités par la Contre-guérilla plongent la ville dans un climat de terreur. Dans la journée du 1er avril plusieurs maisons ont été mitraillées et deux personnes ont été abattues à bout portant.

### LE 7 AVRIL

l'armée annonce la mort de «15 terroristes et de 2 protecteurs de village au cours des affrontements survenus pendant les fêtes religieuses de Ramadan». D'après un bilan établi par le quotidien *Hürriyet* du 8 avril, la répression des manifestations de Newroz aura occasionné des dégâts matériels de 8 à 10 millions de francs dans la petite et pauvre ville de Cizre, en partie détruite par les tirs des chars et des automitrailleuses.

### LE 8 AVRIL

l'état-major de l'armée turque annonce qu'elle a commencé à miner la frontière turco-irakienne «afin d'empêcher les infiltrations terroristes». Ce programme sera mené à bien en 2 mois. Une fois toute la zone frontalière minée, elle sera entourée de barbelés et sera surveillée jour et nuit par des caméras à infra rouge. Le même jour, 91 personnes coupables d'avoir participé à un meeting sur «la solidarité des peuples turc et kurde contre la terreur d'Etat» organisé par deux organisations de gauche (SP et HEP) ont été écroués à Mersin, sur la côte méditerranéenne.

A Silvan, la députée Leyla Zana, dénonce la «campagne d'extermination» menée par l'Etat contre les citoyens kurdes. En une semaine 7 personnes ont été abattues dans les rues de cette ville par des «inconnus». Les Escadrons de la mort sèment aussi la terreur dans les villes de Nusaybin, Bismil et Cizre, autres fiefs du nationalisme kurde.

### LE 9 AVRIL

imposition du couvre-feu à Silvan après l'assassinat dans la matinée de 3 personnes, connues pour leurs opinions patriotiques: Ahmet Turan, Nihat Kadinan et Abdulmenaf Yavuz. Deux autres personnes ont été blessées par balles. La foule a pu saisir l'un des assassins, qui était étranger et qui portait un gilet pare-balles. La police est

intervenue pour «sauver du lynchage» le tueur et «prévenir des émeutes». Dans la nuit du 9 au 10 avril des très violents affrontements ont opposé à Idil, dans la province de Sirnak, des partisans du PKK aux troupes turques. La police a incendié les domiciles et magasins des responsables politiques de gauche (HEP, SHP).

### LE 10 AVRIL

le «super-gouverneur de la région d'état d'exception» annonce la mort de «5 terroristes du PKK», dont 1 à Besni, dans la province d'Adiyaman, 2 à Mardin, 2 à Silopi et 1 à Silvan. Dans la soirée une fillette de 12 ans, Fatma El, et une femme âgée de 55 ans, Mme. Ayse Öz, ont été tuées au cours de l'intervention des unités de contre-guérilla dans la ville de Nusaybin.

### LE 12 AVRIL

5 militants du PKK ont trouvé la mort à Silopi, dans la province de Sirnak au cours des affrontements avec l'armée. Celle-ci n'a pas divulgué ses pertes. Un autre Kurde était tué à Hasankeyf, dans la province de Siirt, tandis que le corps d'un étudiant de l'université de Diyarbakir, Cesur Tur, 23 ans, était trouvé à Idil. Le même jour 3 personnes ont été blessées par balles à Nusaybin.

### LE 14 AVRIL

en pleine visite du président Mitterrand, nouvelle intervention de l'armée turque au Kurdistan irakien. Cette 16ème intervention, annoncée par les médias turcs (agence *hha* et le quotidien *Hürriyet*) et confirmée par les sources kurdes d'Irak, a causé des dégâts matériels importants au Kurdistan irakien. Au cours des affrontements à Palu et Sirnak 2 militants du PKK et 1 soldat ont été tués. Dans d'une conférence de presse donnée à Ankara, le secrétaire général adjoint du parti HEP, M. Harrun Çakmak, a affirmé que 5 Kurdes avaient été brûlés vifs à Dargeçit, dans la province de Mardin, par des soldats furieux de ne pas avoir trouvé d'armes lors de la perquisition, maison par maison, de ce village. Tous les villageois ont été torturés. Les forces de répression turques étant protégé par la loi dite anti-terreur, promulguée en avril 1991, les déclarations de M. Çakmak et les plaintes des familles des victimes n'ont aucune chance de déboucher sur des poursuites judiciaires.

### LE 16 AVRIL

l'armée annonce la mort de «31 terroristes tués les armes à la main» dans les villages de Savur, dans la province de Mardin. Un soldat aurait été tué au cours de ces vastes opérations de râtissage déclenchées le 14 avril pour

retrouver un sous-officier turc fait prisonnier quelques jours auparavant par le PKK. La nouvelle est donnée en une quinzaine de lignes par la presse, qui, en raison du black-out sur les informations concernant les activités de l'armée au Kurdistan, se contente de reproduire le bref communiqué militaire. Cependant les témoignages recueillis par des organisations de droits de l'homme établissent que la plupart des victimes sont des paysans des environs froidement abattus car ils n'avaient pas accepté de coopérer avec l'armée. Aucune enquête sur cette tuerie n'a été diligentée. Le même jour à Istanbul, au cours des descentes dans des « planques » de l'organi-

sation turque d'extrême-gauche Dev-Sol, 11 militants dont 6 femmes étaient tués à Istanbul par la police.

#### LE 19 AVRIL

l'aviation turque est à nouveau intervenue contre les « camps du PKK » au Kurdistan irakien. En fait de camps ce sont les campements et villages des réfugiés kurdes irakiens qui ont subi pendant 6 heures des bombardements intenses des avions turcs. Le Front du Kurdistan a appelé la communauté internationale à empêcher les interventions turques sur le territoire du Kurdistan irakien.

### UN BILAN DE 8 ANNÉES DE GUERRE

Dans un entretien publié par le quotidien turc *Milliyet* du 3 avril, le général Dogan Günes, chef d'état-major des armées turques, établit le bilan suivant des affrontements militaires au Kurdistan du 15 août 1984 au 27 mars 1992 : **Au total 3264 personnes ont été tuées dont :**

108	officiers et sous-officiers
562	soldats
35	policiers
160	protecteurs de village
1026	civils kurdes
1383	militants du PKK

L'armée affirme avoir saisi à ce jour 6520 fusils, 3900 revolvers, 260 missiles antichars RPG-7, etc..... Ces armes seraient à 90% d'origine soviétique, chinoise ou d'Europe de l'Est, c'est à dire des armes que, de l'Iran à l'Algérie, on retrouve partout dans le Proche-Orient.

## En bref, la revue de presse

TURQUIE : ANKARA NORMALISE LE KURDISTAN. UNE SEMAINE APRÈS LES TROUBLES, LA REPRISE EN MAIN S'ACHÈVE, (*La Croix*, 1<sup>er</sup> avril 1992), p.1.

L'IRAK INTENSIFIE LES ATTAQUES CONTRE LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 1<sup>er</sup> avril 1992), p.2.

LE PLAIDOYER DES KURDES A BRUXELLES. (*THE EUROPEAN*, 2 AVRIL 1992), p.2.

LES TROUPES DE BAGDAD RESSERRENT LEUR ÉTAU SUR LES KURDES, (*Le Monde*, 2 avril 1992), p.2.

KURDISTAN : ANKARA ÉCRASE LES KURDES. L'insurrection kurde en Turquie a déclenché une mini-tempête en R.F.A. et une réaction officielle de la CEE. C'est un bon indice de l'importance croissante de la lutte de libération nationale menée au Kurdistan. (*Rouge*, 2 avril 1992), p.3.

PROTESTATION DE DÉPUTÉS KURDES DE TURQUIE. 14 députés kurdes de l'assemblée nationale de Turquie ont annoncé mardi qu'ils quittaient la majorité gouvernementale pour protester contre la répression menée contre leur peuple au Kurdistan. — CINQ MOIS APRÈS LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES, ON EST LOIN DE L'OPTIMISME QU'AVAIT SUSCITÉ L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE LA COALITION DIRIGÉE PAR M.SULEYMAN DEMIREL. (*L'Humanité*, *Le Monde*, 2 avril 1992), p.3-4.

LES KURDES OUBLIÉS. (*Révolution*, 2 avril 1992), p.4.

ALLEMAGNE : CONTRAINT À LA DÉMISSION APRÈS LE SCANDALE DES LIVRAISONS D'ARMES AU GOUVERNEMENT TURC. M. Gerhard Stoltenberg est remplacé au ministère de la défense par M. Volker Rühe. (*Le Monde*, 2 avril 1992), p.5.

LES KURDES FUIENT A NOUVEAU LEURS FOYERS

- EN RAISON DES BOMBARDEMENTS DE BAGDAD. (*The Christian Science Monitor*, 2 avril 1992), p.5.
- DES CHARS POUR RIEN ? (*The Wall Street Journal*, 2 avril 1992), p.6.
- COMBAT EN IRAK. (*L'Humanité*, 1<sup>er</sup> avril 1992), p.6.
- LE DOUBLE TROUBLE KURDE. (*International Herald Tribune*, 2 avril 1992), p.7.
- LES KURDES EN IRAK ONT UN BESOIN URGENT DE SECOURS INTERNATIONAL. (*International Herald Tribune*, 2 avril 1992), p.8.
- LES ARMES ALLEMANDES PARLENT EN TURQUIE. Bonn a renouvelé ses protestations contre l'utilisation d'armes allemandes par les Turcs dans leurs opérations militaires contre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Mais l'Allemagne, qui abrite plus de un million de Turcs sur son territoire, est gênée aux entournures. Et la polémique reprend sur la politique de Bonn vis-à-vis d'Ankara. (*Le Courrier International*, traduction d'un article de *Frankfurter Rundschau* - Bonn, 2 avril 1992), p.9.
- QUE VEULENT LES KURDES ? (*Le Courrier International* traduction d'un article de *Cumhuriyet* - Istanbul, 2 avril 1992), p.10.
- KURDISTAN : POPULATION MASSACRÉE PAR LA POLICE TURQUE. (*L'Humanité*, 2 avril 1992), p.10.
- «LE CHAOS NE PEUT PAS DURER INDÉFINIMENT». La mi-temps démocratique est terminée. C'est l'opinion du quotidien turc *Milliyet*, face aux événements dans le Kurdistan. Qui manipule les manifestants réprimés par l'armée ? Des puissances extérieures ne seraient pas étrangères à la déstabilisation de cette région. (*Le Courrier International*, traduction d'un article de *Milliyet* - Ankara, 2 avril 1992), p.11.
- COMBIEN DE MARTYRS AVONS-NOUS FAIT AUJOURD'HUI ? Le reportage de Roisin Duffy de Cizre sur les récents troubles pendant le Nouvel An kurde. (*The European*, 2 avril 1992), p.12.
- CEE/PARLEMENT : ARC-EN-CIEL RÉCLAME UN EMBARGO SUR LES ARMES VERS LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 3 avril 1992), p.13.
- KOHL RESTE FERME DANS LA QUERELLE AVEC LA TURQUIE. (*The Financial Times*, 3 avril 1992), p.14.
- L'ONU ENCORE «PRÉOCCUPÉE» PAR L'IRAK. (*The Washington Post*, 4 avril 1992), p.14.
- RÉPRESSION DE KURDES, VISÉES EXPANSIONNISTES. LA TURQUIE PREND UN TOURNANT DANGEREUX. Conséquence à long terme de la Guerre du Golfe, la Turquie menace aujourd'hui d'embraser le Proche Orient. (*La Nouvelle Solidarité*, 3 avril 1992), p.15.
- LA CEE PROTESTE CONTRE LA RÉPRESSION PAR LA TURQUIE DE LA MINORITÉ KURDES. (*El País*, 4 avril 1992), p.16.
- ATTAQUES EN TURQUIE ET EN IRAK, LES KURDES SE TROUVENT AU CENTRE DES ACTIONS DIPLOMATIQUES. Les puissances occidentales sont préoccupées par le fait que le sentiment anti-kurde montant en Turquie pourrait saper la volonté de celle-ci à soutenir la couverture aérienne alliée, du Nord de l'Irak établie après l'invasion du Koweït par l'Irak. (*The Washington Post*, 3 avril 1992), p.17.
- LA DEMANDE D'AUTONOMIE DES KURDES DIVISE LA TURQUIE. L'escalade de la violence suscite la polarisation du pays. Au milieu des affrontements chaque partie commence à chercher une solution. (*The Los Angeles Times*, 3 avril 1992), p.18.
- A L'OMBRE DE SADDAM, UN AN APRÈS AVOIR FUI LES TROUPES IRAKIENNES, LES KURDES VIVENT ENCORE DANS UNE CRAINTE DÉSESPÉRÉE. (*The Toronto Star*, 4 avril 1992), p.19-21.
- DANS LA CRISE KURDE IRAKIENNE, DES PROBLÈMES POUR LES ÉTATS-UNIS. Le maintien des liens avec la Turquie complique la protection des minorités. (*The Washington Post*, 4 avril 1992), p.22.
- LES KURDES REDOUTENT LE DÉPART DES GARDIENS. On s'attend à ce que Saddam frappe si les coalition se retire. (*The Toronto Star*, 5 avril 1992), p.23-24.
- LA CEE PROTESTE CONTRE LE MANIEMENT TURC DE LA RÉVOLTE KURDE. (*International Herald Tribune*, 4-5 avril 1992), p.25.
- EXPOSITION DE PEINTURE : MODERNITÉ KURDE AVEC JAMAL ABDO. (*La Croix du Midi*, 5 avril 1992), p.26.
- 'BEAUCOUP DE SANG SERA VERSÉ' LES KURDES DE TURQUIE INTENSIFIENT LA LUTTE CONTRE ANKARA. (*Newsweek*, 6 avril 1992), p.27.
- LES CHAMPS MORTELS DU KURDISTAN. (*The Toronto Star*, 6 avril 1992), p.28.
- LES KURDES D'IRAK DANS LE MIRE. (*International Herald Tribune*, 30 mars 1992), p.29.
- UN RASSEMBLEMENT RÉGIONAL KURDE. Au gymnase Sous-Aléry, la fête du Nouvel An. (*Dauphiné Libéré*, 6 avril 1992), p.30.

MANIFESTATION CONTRE LE MASSACRE DES KURDES. Une petite centaine de personnes ont défilé sous la pluie, samedi à Bordeaux, pour attirer l'attention sur le massacre du peuple kurde. (*Sud-Ouest*, 6 avril 1992), p.30.

FRANCE-TURQUIE : M. MITTERRAND EN VISITE D'ÉTAT EN TURQUIE LES 13 ET 14 AVRIL. (*A.F.P.*, 7 avril 1992), p.31.

TÉMOIGNAGE DE RETOUR DU KURDISTAN. Le premier convoi humanitaire de l'opération Picardie-Kurdistan est arrivé sur place. Un Picard témoigne. (*Le Courrier Picard*, 7 avril 1992), p.32.

LE TEXTE INTÉGRAL DE L'ACCORD SIGNÉ PAR LA SYRIE AVEC LA TURQUIE. EXPLICATIONS SYRO-TURQUES. — LA SYRIE FERMERA DES CAMPS. — SATISFACTION MÊLÉE DE PRUDENCE APRÈS LA SIGNATURE D'UN ACCORD ANTITERRORISTE AVEC LA SYRIE. — ÉMIGRATION JUIVE ET PROBLÈME KURDES. La syrie lâche du lest. (*Milliyet*, 20 avril, 24 heures 14 avril, *Le Courrier* 23 avril, *Le Monde* 21 avril, *Nice Matin* 29 avril 1992), p.33, 45, 87, 101.

LES KURDES SOUS L'OPPRESSION TURQUE. LE MASSACRE DÉMOCRATIQUE DU PRINTEMPS. (*Avvenimenti*, 8 avril 1992), p.34-36.

LE TEXTE DE LA RÉOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN. (*European Parliament, Parlement Européen*, 8 avril 1992), p.37-38, 39-41.

TEMO : LE TEMPO ! Temo, le Kurde, sera au Mille-Club vendredi pour un concert Kurdistan. (*Le Var Matin*, 8 avril 1992), p.41.

LES KURDES INTENSIFIENT LA TERREUR DANS UN DRAME EMPOISONNANT. (*The European*, 9 avril 1992), p.42.

LE CASSE-TÊTE TURC DE L'ALLEMAGNE. Le conflit kurde a révélé le caractère ambigu des relations entre l'Allemagne et la Turquie. Le massacre des populations civiles kurdes par l'armée turque a d'abord suscité l'indignation de l'Allemagne. Elle plonge maintenant sa classe politique dans l'embarras. Comment arrimer la Turquie à l'Europe tout en exerçant un contrôle sur son mode de répression asiatique ? (*Le Courrier International*, traduction d'un article de *Die Zeit* - Hambourg, 9 avril 1992), p.42-43.

L'IRAK «MARCHANDE» SON REFUS. Tandis que la répression augmente au nord et au sud. (*Le Courrier*, 9 avril 1992), p.44.

CONTRE LES KURDES, SADDAM ATTEND SON HEURE. (*Le Nouveau Quotidien*, 4 avril 1992), p.44.

MISSION D'ARCHITECTES SANS FRONTIÈRES AU

KURDISTAN IRAKIEN. Une mission de l'organisation humanitaire *Architectes sans frontières* se trouve actuellement au Kurdistan irakien pour identifier les besoins de la population en vue de la préparation d'un programme de développement et de reconstruction de l'habitat. (*A.F.P.*, 9 avril 1992), p.45.

ARTISTES À GIGNAC : SYMBOLIQUE DE LA PEINTURE KURDE. Jusqu'au 20 avril, une prenante exposition vous attend à la salle de l'ancien couvent de Gignac. (*Midi-Libre*, 10 avril 1992), p.45.

NE MÂCHE PAS «TEMO». Le message de «Temo», chanteur et musicien du Kurdistan est bien passé à Draguignan. (*Le Var Matin*, 10 avril 1992), p.46.

LES KURDES DANS FEU DE L'UNION SOVIÉTIQUE. (*Pogrom*, Mars-Avril 1992), p.47-49.

TURQUIE : QUELLE INTÉGRATION POUR LES KURDES ? Après des promesses d'espoir, une forte répression s'abat sur les Kurdes qui se radicalisent pour voir enfin leurs droits reconnus. Une question au cœur du débat politique turc, (*Vendredi*, 10 avril 1992), p.50.

DEMIREL TENTE DE NEGOCIER LE LABYRINTHE KURDE. Un plan économique et de droits de l'homme à remis la réforme à l'ordre du jour de la Turquie dit John Murray Brown. (*The Financial Times*, 10 avril 1992), p.51.

TURQUIE : LA PROCHAINE VISITE DU CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS. M. Özal exposera à M. Mitterrand la «situation réelle dans le Sud-Est anatolien», (*Le Monde*, 11 avril 1992), p.51.

EXÉCUTIF TURC : BATAILLE LARVÉE. Le conflit entre le chef du gouvernement et le président présente des aspects bien mesquins, (*24 Heures*, 11 avril 1992), p.52.

LA VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FRANÇAIS EN TURQUIE : FRANÇOIS MITTERRAND HOSTILE À UN KURDISTAN INDÉPENDANT. — UN VOYAGE D'AFFAIRES SUR FOND DE RÉPRESSION KURDE. (*Agence Centrale de Presse*, 12 avril 1992), p.52, 54, 55.

VISITE-MITTERRAND - RÉACTION DE KENDAL NEZAN. Le président de l'Institut kurde de Paris, comme tous les membres de son peuple, suit de très près l'escalade de la violence en Turquie. Pour lui, si le principe du voyage de François Mitterrand dans ce pays ne doit pas être remis en cause, cette visite aurait dû, toutefois, avoir lieu à un autre moment. Il s'en est expliqué à l'ACP-Telpresse. (*Agence Centrale de Presse*, 12 avril 1992), p.53.

FRANCE-TURQUIE : LE PRÉSIDENT MITTERRAND PARLE DE L'EUROPE ET DES KURDES DANS UNE INTERVIEW À LA TÉLÉVISION TURQUE. — TURQUIE : À L'EST DU NOUVEAU. — FRANCE-TURQUIE : UN

RÉCHAUFFEMENT VOULU ET RAISONNÉ. la normalisation s'accompagne d'une progression spectaculaire des investissements français et d'un effort important dans le domaine culturel. — FRANÇOIS MITTERRAND EN VISITE OFFICIEL EN TURQUIE: LES AFFAIRES AVANT TOUT. Le voyage présidentiel maintenu malgré la répression perpétrée par Ankara contre les Kurdes. La brouille germano-turque, conséquence de la condamnation des récents massacres par Bonn est-elle l'occasion d'une «bonne donne», selon l'expression de l'Élysée? — MITTERRAND MARCHE SUR DES ŒUFS À ANKARA. Partagé entre la volonté de dénoncer la répression anti-kurde et l'opportunité d'établir des liens privilégiés avec une puissance régionale naissante, le Président français devra jouer serré aujourd'hui et demain dans la capitale turque. — FRANÇOIS MITTERRAND PRÊT À RENFORCER L'ANCRAGE EUROPÉEN DE LA TURQUIE. (A.F.P., *Le Figaro* 12 avril, *L'Humanité*, *Libération* 13 avril, *Les Échos* 14 avril 1992), p.56, 57, 58, 59, 65.

«JE NE CROIS PAS QU'UNE FORTERESSE EUROPE AIT DE L'AVENIR». Une interview du premier ministre turc au «Figaro» à l'occasion de la visite d'État de François Mitterrand aujourd'hui à Ankara. — UN MARCHÉ DE 200 HÉLICOPTÈRES. Le tandem franco-allemand Eurocopter espère équiper l'armée turque. Un contrat de 10 milliards de francs qu'il dispute aux Américains et aux Italiens, (*Le Figaro*, 13 avril 1992), p.61-63.

LE SOL PRODUIT DE LA TERREUR POUR LES KURDES D'IRAK. Scowcroft affirme que les Irakiens projettent d'attaquer les Kurdes. (*The New York Times*, 13 avril 1992), p.64.

ENTRETIEN AVEC MASSOUD BARZANI. LE RÉALISME CONTRE LE RÊVE. Le président du Front du Kurdistan d'Irak espère bien être élu, le 17 mai, à la tête d'une entité kurde dont le statut reste à définir et qui demeure, à chaque minute, sous la menace de Saddam Hussein, (*Liberté*, 28 avril 1992), p.66.

LES RELATIONS ENTRE ANKARA ET L'EUROPE ET LA QUESTION KURDE DOMINERONT LA VISITE DE M. MITTERRAND EN TURQUIE. — MITTERRAND BIEN ACCUEILLI EN TURQUIE. le chef de l'État français a consacré l'essentiel de ses entretiens avec les dirigeants turcs à la question kurde. — MITTERRAND S'OPPOSE A UN ÉTAT KURDE — LORS DE LA PREMIÈRE JOURNÉE DE SA VISITE D'ÉTAT, M. MITTERRAND A SOULIGNÉ LA «COMMUNAUTÉ DE VALEURS ET D'INTÉRÊTS» ENTRE LA TURQUIE ET L'EUROPE. — LA FRANCE, PREMIER INVESTISSEUR ÉTRANGER. — L'AXE PARIS-ANKARA RENFORCÉ. François Mitterrand a resserré les liens franco-turcs et réaffirmé au président Özal qu'il n'était pas opposé à l'adhésion de son pays à la CEE. — SUR FOND DE DRAME KURDE. Le président de la République en visite officielle en Turquie alors que l'armée de M. Özal pilonne le nord de l'Irak. — MITTERRAND À ISTANBUL,

LE NUAGE KURDE DANS UN CIEL BLEU. (*Le Monde*, *Libération*, *International Herald Tribune* 14 avril, *Le Monde*, *Libération*, *L'Humanité*, *L'Indépendant* 15 avril 1992), p.68, 69, 70, 71, 73, 74.

AVERTISSEMENT AMÉRICANO-FRANCO-BRITANNIQUE À L'IRAK. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont lancé mardi un avertissement à l'Irak à la suite du renforcement de ses moyens militaires au nord du pays, a-t-on appris de sources informées. — IRAK : NOUVEL AVERTISSEMENT À SADDAM. — LES ALLIÉS HAUSSENT LE TON. (A.F.P. 14 avril, *Le Quotidien de Paris*, 15 avril, *L'Indépendant* 16 avril 1992), p.71, 75, 79.

CONFÉRENCE SUR UNE ACTION HUMANITAIRE AU KURDISTAN, (*Yonne Républicain*, 14 avril 1992), p.69.

LA TURQUIE A LA POURSUITE DU PKK. Ankara attise les dissensions entre les Kurdes et envisage de bombarder des bases au Liban. (*Pais*, 15 avril 1992), p.75.

TURQUIE : LES TROIS VERROUS. KURDISTAN, Chypre et Arménie sont les dossiers auxquels Ankara doit apporter une solution. Suffisant pour entrer dans la CEE? (*L'Express*, 16 avril 1992), p.76.

LA TURQUIE, LES KURDES ET L'EUROPE. LE POINT DE VUE DE KENDAL NEZAN (*Libération*, 16 avril 1992), p.77, 78.

TONTON (MITTERRAND) VICTIME DE SES TURQUERIES. (*Le Canard Enchaîné*, 16 avril 1992), p.79.

LA TURQUIE REJETTE LA PROTESTATION DE LA CEE. (*The European*, 16 avril 1992), p.79.

LA VISITE D'ÉTAT DE MITTERRAND A ANKARA. (*Die Tageszeitung*, 16 avril 1992), p.80.

PEUPLE EN ÉTAT D'EXCEPTION. LA QUESTION KURDE N'EST PLUS UN SUJET TABOU À ANKARA. Il y a un an à peine, prononcer le mot «kurde» était encore interdit. Le premier ministre Demirel a eu des paroles d'ouverture non suivies d'effet. Ainsi qu'en témoigne la répression des manifestations de Newroz le 21 mars, (*L'Humanité*, 17 avril 1992), p.81.

TURQUIE : L'ARMÉE A INTENSIFIÉ SON OFFENSIVE CONTRE LES EXTRÉMISTES KURDES ET D'EXTRÊME GAUCHE. — RÉPRESSION ANTI-KURDE. LA POLICE TURQUE SE DÉCHAÎNE, Des dizaines de morts dans les opérations contre les Kurdes et l'extrême gauche. (*Le Monde* 17 avril, *Le Quotidien de Paris*, *Le Nouvel Quotidien* 21 avril 1992), p.82.

L'ARMÉE TURQUE PILONNE LA PROVINCE DE MARDIN. Les affrontements se poursuivent avec de très nombreuses victimes. Les forces spéciales d'Ankara font

régner la terreur. — LE PKK MENACÉ DANS SES BASES. Damas arrête des centaines de Kurdes et promet de fermer les camps de la Bekaa. (*L'Humanité* 20 avril, *Libération* 22 avril 1992), p.83.

LE DÉFI DE RAFSANJANI : PEUT-IL CHANGER LA FACE DE L'IRAN. Le président Rafsanjani s'efforce de convaincre le monde qu'il est un mollah tout à fait moderne. (*International Herald Tribune*, 20 avril 1992), p.84.

LE CHOIX DES KURDES : ASSIMILATION OU DISPARITION ? Gérard Chaliand, expert en questions stratégiques, vient de publier «*le Malheur kurde*» (éditions du Seuil), un livre qui présente très clairement les enjeux liés à l'existence de cette minorité à cheval sur la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Il dénonce ici l'oppression persistante de 12 millions d'entre eux en Turquie. (*Le Quotidien de Paris*, 21 avril 1992), p.85-86.

AGGRAVATION DU TERRORISME. En moins d'une semaine, attentats et représailles ont fait 56 morts en Turquie, dont 48 présumés terroristes. (*Libération*, 21 avril 1992), p.87.

LES ÉTATS-UNIS ONT IGNORÉ UNE ALERTE PRÉCOCE SUR LE PROJET NUCLÉAIRE IRAKIEN. Les bureaucrates ont étouffé un avertissement de 1989. (*International Herald Tribune*, 21 avril 1992), p.88.

L'AN PROCHAIN AU KURDISTAN. (*The Wall Street Journal*, 21 avril 1992), p.89.

UN IRAN PLUS AIMABLE ? CEUX QUI EN DOUTENT ATTIRENT L'ATTENTION CONTRE LES ATTAQUES PERPÉTRÉES À L'ÉTRANGER. La différence entre maintenant et avant est qu'ils ne veulent pas être pris, indique un diplomate à Téhéran. (*International Herald Tribune*, 21 avril 1992), p.90.

LES ÉLECTIONS KURDES PROVOQUENT LES TROMPETTES DE GUERRE DE SADDAM. (*The European*, 23 avril 1992), p.91.

TURQUIE : UNE DÉCLARATION DE M.DOUGLAS HURD. Les Britanniques estiment «justifiée» la demande d'autonomie des Kurdes. Tandis que les incidents meurtriers continuent dans le Sud-Est de la Turquie, le problème des Kurdes - en Turquie comme en Irak - est au centre des préoccupations des autorités d'Ankara, qui ont reçu le secrétaire au Foreign Office britannique, M. Douglas Hurd. (*Le Monde*, 31 avril 1992), p.92.

LES KURDES DE VIC FÊTENT LEUR NOUVEL AN. (*La Montagne*, 25 avril 1992), p.92.

L'IRAK LANCE UNE OFFENSIVE CONTRE LA PLACE

FORTE DES REBELLES DANS LES MARAIS DU SUD. (*The Financial Times*, 23 avril 1992), p.92.

TERRORISME D'ÉTAT CONTRE LES KURDES. Bouclages par l'armée, brutalités des «Özal Team», coups de main des «gardiens de villages» et des commandos de la «contre-guérilla» sont quotidiens. (*Liberté*, 24 avril 1992), p.93.

LA LOI DU PLUS FORT RÈGNE À DIYARBAKIR. La capitale du Sud-Est sert de quartier général des opérations anti-kurdes. Le Sud-Est turc en état d'urgence : au moins 120.000 hommes sont prêts à se déployer en cas de troubles. (*La Croix*, 24 avril 1992), p.94.

ENTRETIEN AVEC UN DÉPUTÉ KURDE DE TURQUIE : ARRÊTER L'ENGRENAGE DE LA VIOLENCE. Zoubeir Haydar, député du département de Siirt, analyse la situation au Kurdistan et propose des solutions. (*L'Humanité*, 27 avril 1992), p.95.

LE KURDISTAN BIEN VIVANT DANS LES MÉMOIRES. Les exilés involontaires possèdent le pouvoir tragique de ressusciter leur terre natale par la danse, un chant, et le Kurdistan irakien s'est matérialisé pour quelques heures, samedi soir, à Vic-le-Comte... (*La Montagne*, 27 avril 1992), p.96.

TRAQUANT LES MILLIARDS DE SADDAM, L'OCCIDENT TROUVE QUE JUSQU'ICI ILS SONT LARGEMENT ILLUSOIRES. (*International Herald Tribune*, 27 avril 1992), p.97.

LE PAYS INTERDIT. VOYAGE AU KURDISTAN D'IRAK. (*L'Humanité*, 28 avril 1992), p.98.

AMNESTY INTERNATIONAL : MEHDI ZANA EN DANGER DE MORT. (*Liberté*, 30 avril 1992), p.99.

DÉBAT PASSIONNÉ EN TURQUIE : LE KURDE À LA TÉLÉVISION ? Une proposition du président turc Turgut Özal d'ouvrir à la langue kurde la chaîne de télévision publique GAP, qui émet dans l'Est et le Sud-Est anatolien à majorité kurde, a suscité en Turquie des débats passionnés dans les milieux politiques et la population, au point que le sujet est devenu presque aussi populaire que le football. (*Le Courrier*, 29 avril 1992), p.99.

L'IRAK A VENDU L'AIDE ALIMENTAIRE POUR ACHETER DES ARMES, RÉVÈLENT LES ÉTATS-UNIS. (*International Herald Tribune*, 28 avril 1992), p.100.

LES COLLABORATEURS DE BUSH ATTAQUÉS POUR LEURS LIENS AVEC UNE BANQUE IMPLIQUÉE DANS L'AFFAIRE DU PRÊT À L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 30 avril 1992), p.101.

**INSTITUT KURDE DE PARIS**

**REVUE DE PRESSE**

**REVUE DE PRESSE**

**REVUE DE PRESSE**

**106, rue La Fayette, 75010 - Paris. Tél. 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04**

La Croix - 1<sup>er</sup> avril 1992MERCREDI 1<sup>er</sup> AVRIL 1992

Turquie  
**ANKARA**  
**NORMALISE LE KURDISTAN**

**Une semaine  
après  
les troubles,  
la reprise  
en main  
s'achève**

**ANKARA**  
DE NOTRE CORRESPONDANT

La plupart des boutiques de Diyarbakir ont levé leurs rideaux métalliques samedi, en dépit du mot d'ordre de fermeture lancé par deux députés du Parti populaire du Travail (HEP, pro-kurde), et alors que les équipes spéciales de la police sillonnaient les rues de la capitale du sud-est. À Cizre, petite ville turque acculée aux frontières syriennes et irakiennes, où se sont déroulés les plus violents affrontements entre la guérilla kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et l'armée turque, le couvre-feu a été allégé dimanche. Comme à Sîrnak et Nusaybin, les blindés campent sur les carrefours. Ces derniers jours, les opérations de ratissages auraient fait au moins huit morts.

Une semaine après les événements sanglants qui ont accompagné la célébration du Newroz, fête du printemps kurde, faisant une soixantaine de morts selon la presse, une centaine selon l'Association des droits de l'homme, la révolte est matée, la reprise en main s'achève. « Le bon sens l'a emporté à Diyarbakir », pouvait titrer dimanche, triomphateur, le quotidien populaire *Hürriyet* (*La Liberté*).



La révolte kurde, qui a accompagné la célébration du Newroz, a été matée dans le sang par l'armée turque. (Photo AFP.)

« Abdullah Ocalan – le chef du PKK installé dans la plaine de la Bekaa au Liban – n'a pas atteint ses objectifs », explique un journaliste de Sabah. De fait, au lieu d'embraser tout le sud-est de la Turquie, le soulèvement annoncé par l'ERMK, branche armée du PKK, n'a guère dépassé les limites du département montagneux de Sîrnak. La guérilla a semble-t-il subi de lourdes pertes en hommes et en armes.

Surtout, au lieu d'ébranler les esprits, les images à la télévision d'une vraie guerre menée avec de vrais chars n'ont fait que renforcer le « bloc national ». Alors qu'à Londres le PKK déclarait la guerre à outrance contre la Turquie et que, dans les capitales européennes, les représentations et intérêts turcs étaient occupés ou saccagés, le président

de la république Turgut Özal a appelé l'opposition et l'opinion à soutenir sans réserve l'action du gouvernement contre le terrorisme. Lundi à Istanbul, deux soldats turcs étaient tués et trois autres blessés dans le mitraillage d'un bus militaire par des inconnus.

Faute d'avoir su mettre sur pied une politique de rechange pour le sud-est kurde où l'échec de l'option militaire et policière appliquée depuis 1987 est pourtant patent, le premier ministre Süleyman Demirel s'est vu, alors qu'il prêchait la démocratisation, obligé de durcir le ton, au risque d'affaiblir son partenaire de coalition, le Parti populaire social démocrate (SHP) : il est de plus en plus probable en effet que la vingtaine de députés kurdes du parti de M. İnönü va quitter et le SHP et la coalition

gouvernementale. Du coup, M. Demirel pourrait avoir recours, comme force d'appoint, aux 19 députés ultra-nationalistes du colonel Türkesh.

La décision de l'Allemagne de stopper ses livraisons de chars et d'avions réformés de l'armée est-allemande a fourni une occasion en or au ministre de l'intérieur İsmet Sezgin de détourner le mécontentement. La presse, unanime, a repris à la volée les propos du ministre accusant l'Allemagne de protéger le PKK. Seul à surnager dans le tourbillon nationaliste, le quotidien *Cumhuriyet* s'interroge sur le sort des Kurdes du nord de l'Irak, pris en tenaille entre les interventions répétées de l'armée turque et les troupes de plus en plus menaçantes de Saddam Hussein.

Stephen COLES



# Iraq Steps Up Attacks Against Kurds

By Chris Hedges  
New York Times Service

**ASKI KALAK, Iraq** — In apparent violation of the cease-fire agreement signed after the Gulf War, Iraqi military forces are shelling and shooting at thousands of Kurdish civilians along their front lines.

The attacks, against about a dozen small villages and towns along the Great Zab River, have forced the entire population of 40,000 people to flee their homes since last Wednesday, according to the United Nations High Commissioner for Refugees.

"The Iraqis have always lobbed a few mortar rounds now and then towards the Kurds," a UN official said, "but since last Wednesday they have been dropping up to 300 heavy artillery shells a day in the area. It is quite a dramatic increase."

On the road leading from the Aski Kalak bridge, on the front line, to the city of Erbil, dozens of families, piled onto farm carts hauled behind tractors and old pick-up trucks, streamed north toward the city. Women and children, staring vacantly out across the fields, covered with a thin layer of new spring grass, clutched burlap bags with a few possessions. Some cars had large, ungainly pieces of furniture lashed to the sides.

The occasional burst of a 155mm shell shook the ground and sent a thick plume of white and black smoke skyward. With each blast, the windows and doors in the houses along the road rattled and shook.

Allied forces set up a security zone after an abortive Kurdish uprising after the Gulf War. It was

created to convince 1.5 million refugees in Iran and Turkey that they could return home, and it roughly corresponds to Iraq's 36th parallel. The 15,000 allied troops that moved into the enclave last spring have been withdrawn, but the allies maintain a small military monitoring team in the town of Zakho, and their warplanes make daily flights over the area from Incirlik, Turkey.

The zone does not extend as far west as Aski Kalak, but Iraqi authorities must respect the rights of Kurdish civilians under agreements based on UN Security Council Resolution 688 that were worked out by UN officials in Baghdad after the war. The shelling is seen by many UN officials in northern Iraq as a violation of the cease-fire agreement.

While Iraqi Kurds struggle to defend their autonomous zone in the north, Turkish Kurds have been

battling government troops to create a similar independent enclave in Turkey.

On Monday, Turkish warplanes struck four Kurdish villages in northern Iraq, wounding at least two people. The air strike, the fifth this month, was aimed at Turkish rebel bases along the border, the Turkish authorities said.

There are also 1,000 international and UN personnel in the north, including 500 lightly armed UN guards, to help deter an Iraqi attack.

The failure of the allied forces to respond to the recent attacks has worried many Kurdish and Western officials, who say that unless a stern reprimand, threatening the use of force, is given to Baghdad it will continue to harass civilians living near the front lines and seize Kurdish-held territory.

The European, April 2 1992

## Kurds' plea to Brussels



EC

THE bitter conflict between the Turkish army and Kurdish civilians spread to Brussels on Monday. Around 150 Kurds invaded the European Parliament's offices to draw attention to their plight after dozens of their compatriots were killed in bloody clashes in Turkey over the weekend. Other Kurds smashed the windows of nearby offices belonging to the Turkish embassy and Turkish airlines.

A meeting between Euro MPs and Turkish parliamentarians had to be hurriedly postponed as Kurdish men, women and children staged their sit-in. Frustrated Belgian police surrounded the building, unable to enter the EC institution which is outside Belgian

jurisdiction. Almost five hours after it began, the demonstration ended peacefully without any damage to the parliament.

**CFC ban:** European environment ministers agreed this week to bring forward by 18 months the deadline for banning chlorofluorocarbons (CFCs) in the Community. As concern mounts at the growing destruction of the protective ozone layer in the northern hemisphere, the EC will press other countries to follow its example.

**Georgia in mind:** The EC said this week that it would recognise Georgia, the former Soviet republic that decided not to join the new Commonwealth of Independent States. The decision was announced after Georgia agreed to accept terms laid down by the EC for recognition. These include guaranteeing the rule of law, democracy and human rights.

**Doctors' tonic:** Europe's doctors have become the latest professional group to establish a Brussels bridgehead. After waiting 33 years, the Standing Committee of Doctors of the EC, which represents medical organisations, opened a permanent office in the Belgian capital this week.

Le Monde - 2 a vril 1992

### IRAK

#### Les troupes de Bagdad resserrent leur étau sur les Kurdes

Les forces irakiennes ont récemment acheminé des renforts près des villes de Kirkouk et de Mossoul pour renforcer le blocus économique qu'elles imposent aux Kurdes, a-t-on souligné, mardi 31 mars, à Washington. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a indiqué que les troupes de Bagdad « ont également bombardé des positions kurdes près du pont d'Aski Kalak » sur la rivière Zab, entre Mossoul et Erbil.

Un haut fonctionnaire du département d'Etat a expliqué que les Kurdes empruntaient ce pont pour tenter de forcer le blocus. Les bombardements et les renforts semblent destinés à resserrer l'étau, a-t-il ajouté. M. Boucher a cependant mis l'accent sur le fait que les Irakiens n'avaient pas pénétré dans la « zone de sécurité » délimitée l'année dernière par les alliés pour protéger la population kurde, dans le triangle Zakkou-Dohouk-Amadiyah. Aucun appareil irakien n'a non plus violé l'interdiction de voler au nord du 36° parallèle, a-t-il ajouté. — (AFP.)

ROUGE - 2 avril 1992

**KURDISTAN**

# Ankara écrase les Kurdes

*L'insurrection kurde en Turquie a déclenché une mini-tempête politique en RFA et une réaction officielle de la CEE. C'est un bon indice de l'importance croissante de la lutte de libération nationale menée au Kurdistan.*

La Turquie veut être un quasi-pays européen, tout en restant l'un des piliers du Moyen-Orient. Ses relations économiques, financières et politiques étroites avec la CEE fondent sa volonté d'être reconnue officiellement comme un membre à part entière de cette instance, une priorité politique pour la grande majorité des hommes politiques turcs. Le problème kurde, le premier problème politique en Turquie aujourd'hui, a été nié dans ce pays depuis des décennies. Depuis la partition du Kurdistan en quatre, au début des années vingt, sous les auspices de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis. Toute proportion gardée, on peut parler d'une forme de politique d'apartheid. L'Anatolie du sud-est (le nord-ouest du Kurdistan), consistant une sorte de réserve dans laquelle les « Turcs des montagnes » - les mots Kurdes et Kurdistan étaient interdits - n'avaient aucun droit à la reconnaissance de leur identité. La langue kurde était interdite, pour ne pas parler de la publication des livres, journaux, ou de la simple duplication de cassettes de musique

kurde, qui pouvaient valoir à tout coupable la prison et la torture. Ankara s'est résolu trop tard, il y a un an, à reconnaître ces libertés, déjà dépassées.

La naissance-renaissance d'un mouvement de libération nationale kurde en Turquie s'opère à la fin des années soixante, et à la faveur de la crise que connaît l'extrême gauche turque face à la dictature militaire. Un courant politique - dont le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est le représentant principal -, qui avait longtemps admis le principe de subordonner la lutte nationale à la lutte des travailleurs turcs et kurdes, inverse alors sa démarche, et prend peu à peu l'importance qu'il a aujourd'hui.

La force de l'insurrection qui vient d'avoir lieu le démontre. Et aucun observateur sérieux ne peut croire que l'armée turque a réglé le problème en faisant usage des chars et des bombardements aériens contre la population civile des villes insurgées du Kurdistan. Un nouveau pas vient, à l'inverse, d'être franchi dans l'affrontement au Kurdistan de Turquie, et sa dynamique va jouer en synergie

avec la guerre de libération nationale menée au Kurdistan d'Irak depuis des décennies, pour poser, sur la scène internationale, la question du droit d'un peuple à l'autodétermination.

L'armée turque, qui commande en dernière instance le choix d'une politique à Ankara, sera aussi incapable de comprendre cette question que ne l'était l'état-major de l'armée française stationnée en Algérie. C'est dire que la lutte de libération sera longue et

sanglante. Nulle illusion n'est possible à ce propos, hélas.

Les vagues de l'insurrection, qui viennent de faire des remous jusque sur les bancs du conseil de la Communauté européenne, démontrent à leur manière combien notre responsabilité est particulière à l'égard des combattants kurdes. Nous sommes en droit d'exiger du gouvernement français et, partant, de la Communauté européenne, une politique pré-

cise à l'égard de la Turquie. La cessation provisoire des livraisons d'armes du gouvernement allemand à Ankara est une bonne chose, mais c'est une goutte d'eau. Il faut exiger la levée de l'état d'urgence instauré dans les provinces du Kurdistan, une situation qui est cautionnée par les gouvernements occidentaux et la CEE. Les forces de l'armée turque doivent évacuer le Kurdistan de Turquie (où chaque village est flanqué d'un poste militaire), les forces spéciales être dissoutes car ce sont, en fait, des « escadrons de la mort ». Les Kurdes doivent avoir le droit de déterminer eux-mêmes leur statut à l'égard de la Turquie. De l'autonomie à l'indépendance !

Le PKK doit être reconnu à titre d'interlocuteur par Ankara et par les instances internationales ; la guerre ne cessera pas tant que ses propositions n'aient pas été prises en compte : un cessez-le-feu immédiat, permettant l'organisation d'un vote libre pour les Kurdes. Ces exigences minimales doivent conditionner le maintien des relations des pays de la CEE avec la Turquie.

Michel Morel

ROUGE N° 1489 - 2 AVRIL 1992 -

L'Humanité - 2 avril 1992

## PROTESTATION DE DEPUTES KURDES DE TURQUIE

Quatorze députés kurdes de l'Assemblée nationale de Turquie ont annoncé mardi qu'ils quittaient la majorité gouvernementale pour protester contre la répression menée contre leur peuple au Kurdistan, qu'ils ont qualifiée de « politique de douleur et de larmes ». Ils ont justifié leur démission par l'incapacité du gouvernement à résoudre le problème kurde en Turquie par le dialogue et la démocratie. Ils estiment que, au lieu de la politique « d'ouverture » et de « compréhension » à l'égard des Kurdes par le premier ministre Demirel après son élection, le gouvernement a adopté « une politique d'annihilation des 10 millions de Kurdes du pays par des exécutions sommaires, la torture, des attaques contre la rébellion et le bombardement d'objectifs civils ». Ils étaient affiliés au groupe du SHP (Parti social démocrate populaire) où restent encore six élus d'origine kurde

Révolution - 2 avril 1992

# Les Kurdes oubliés

Jacques Dimet

**L**es Kurdes ne font plus recettes. A l'issue de la guerre du Golfe qui vit les « Alliés » bombarder et raser un pays qui n'en pouvait mais, les insurrections des Kurdes du nord de l'Irak furent saluées comme étant le combat de la liberté contre la dictature. On parla à ce propos encore du devoir d'ingérence. Les révoltes chiites et mêmes sunnites furent, elles, pour des raisons politiques, passées sous silence. Aujourd'hui, ce sont les Kurdes du Kurdistan de Turquie qui se font massacrer. Dans le silence généralisé des médias occidentaux. Nous fera-t-on croire qu'il y a à la fois des bons Kurdes et des mauvais Kurdes ? Ne serait-ce pas plutôt que la Turquie, puissance qui se veut européenne, est membre de l'OTAN et est devenue depuis l'effondrement de l'URSS et la guerre du Golfe une pièce maîtresse dans la stratégie américano-occidentale ? Pour Washington, l'Iran n'est pas encore fiable ; l'Irak, dont la puissance a été considérablement réduite par la guerre, ne peut plus jouer un rôle régional ; l'effondrement soviétique libère des espaces où l'idéologie pan-touranienne (parfois qualifiée de pan-turquiste) peut faire des ravages. On rêve tout haut à Ankara de ressusciter, non pas l'ancien empire ottoman mais le Turkestan asiatique ; certaines forces issues de l'ancienne Union soviétique semblent prêtes elles aussi, pour contrecarrer, disent-elles, l'influence iranienne, à jouer ce jeu. Les Kurdes sont quelque vingt millions sur le territoire actuel de la Turquie. Depuis des décennies ils se sont donné des organisations de combat, dont certaines mènent la lutte armée. Les régions de « l'est anatolien » sont sous commandement militaire et l'armée turque joue le rôle d'une armée d'occupation. Jusqu'à la guerre du Golfe, il était interdit de

Le Monde  
2 avril 1992

## TURQUIE

# Quatorze députés kurdes ont quitté l'un des partis membres de la coalition

Cinq mois après les élections générales, on est loin de l'optimisme qu'avait suscité l'arrivée au pouvoir de la coalition dirigée par M. Suleyman Demirel. Quatorze députés nationalistes kurdes ont quitté lundi 30 mars le Parti populiste social-démocrate (SHP) - et donc la coalition. Ils protestent contre la politique « de douleur et de larmes » d'un gouvernement qui, selon eux, « n'a pas su tenir ses promesses » à l'égard de la population kurde.

ISTANBUL

de notre correspondante

Six seulement des vingt-deux députés kurdes nationalistes élus à l'automne soutiennent encore le gouvernement. Deux autres, Leyla Zana et Hatip Dicle, très controversés dans le Parti social-démocrate, avaient été forcés de s'en séparer en janvier. Ces vingt-deux parlementaires, à l'origine membres du Parti travailliste du peuple (HEP), avaient été élus le 20 octobre sur les listes du Parti social-démocrate de M. Inonu.

La coalition de M. Demirel, qui détient toujours 250 des 450 sièges de l'Assemblée, n'est pas en danger imminent. Mais le départ de ces députés, qui auraient pu servir

d'intermédiaires entre le gouvernement turc et une population kurde de plus en plus hostile, confirme que l'occasion de dialogue qui s'était présentée avec l'arrivée du nouveau gouvernement a été manquée.

Pendant ce temps, le bilan continue de s'alourdir : quatre soldats et six combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont trouvé la mort mardi lors de nouveaux affrontements dans le Sud-Est. La vague de violence n'a cependant pas affaibli la détermination du gouvernement, plus décidé que jamais à défendre l'unité du pays et à venir à bout du « terrorisme séparatiste ». Lors d'une conférence de presse à Istanbul, lundi, M. Suleyman Demirel a exclu la possibilité d'accorder l'autonomie aux quelque douze millions de Kurdes de Turquie. « Si vous ouvrez des portes comme l'autonomie ou l'autodétermination, nous allons être divisés et nous serons tous malheureux. Il est dans notre intérêt à tous de garder le pays intact. »

### Voyage à Damas du ministre de l'intérieur

L'appui accordé au PKK par une partie importante de la population kurde n'a pas été mentionné. Pour le gouvernement turc, séparatisme et PKK vont de pair. M. Demirel s'est dit déterminé à lutter contre lui « avec tous les moyens à [sa]

disposition », y compris les raids contre le nord de l'Irak qui, a-t-il précisé, entrent dans le cadre de la « poursuite à chaud » prévue par la charte des Nations unies.

Le ministre de l'intérieur, M. Ismet Sezgin, se rendra d'autre part à Damas en avril pour convaincre la Syrie de cesser de soutenir le PKK qu'elle abrite dans la vallée de la Bekaa. « Nous avons beaucoup de moyens à notre disposition, mais nous voulons vivre en paix », a déclaré le premier ministre.

M. Demirel a aussi déploré l'attitude de l'Allemagne qui « ne comprend pas ce qui se passe en Turquie ». Il a refusé de condamner certains abus commis par les forces de sécurité. « Les pays qui luttent contre le terrorisme devraient être soutenus et non pas critiqués, a-t-il déclaré. Il s'agit d'une région où, lorsque la nuit tombe, des forces illégales opèrent, tuant la population. La totalité de notre politique et de nos actions est de protéger les droits de l'homme et non de les violer. »

Le premier ministre a affirmé que le cabinet n'avait pas abandonné son programme de démocratisation. Les quatorze députés kurdes démissionnaires, qui se sont déclarés opposés à toute forme de violence, ont annoncé qu'ils étaient prêts à soutenir tout effort du gouvernement dans ce sens.

NICOLE POPE

parler kurde dans les régions kurdes. Des milliers de prisonniers politiques kurdes (ainsi toujours que des Turcs et des Arméniens) continuent de croupir dans les prisons de Turquie et le pouvoir civil issu des dernières élections n'a de fait aucun contrôle sur la répression qui dépend directement de l'état-major militaire et du président de la République, Turgut Ozal, l'homme qui ne doit son pouvoir qu'au coup d'Etat de 1980. La France est on ne peut plus discrète dans cette affaire. Bernard Kouchner a sans doute fort à faire ailleurs. Le premier ministre préfère sauver de quelques voix son siège de Châtelleraut plutôt que de dire un mot sur le massacre des Kurdes. Le ministère français des Affaires étrangères est on ne peut plus silencieux. François Mitterrand, comme pour les exécutés d'Indonésie

et les prisonniers politiques du Maroc et de Corée du Sud, a choisi le silence. Les droits de l'homme s'arrêtent où commence le faux réalisme politique. La politique de répression massive mise en œuvre par les états-majors à Ankara fait renaître le climat de guerre civile qui avait déjà, à la fin des années soixante-dix, permis aux militaires d'instaurer leur dictature. Des attentats ont eu lieu dans la capitale et à Istanbul. Les militaires font entendre de dangereux bruits de bottes qui pourraient sonner le glas de la fragile libéralisation qui touchait l'ouest du pays. En opprimant le peuple kurde les militaires turcs renforcent aussi l'oppression sur leur propre peuple. Le temps est pourtant venu de reconnaître la réalité politique et nationale du Kurdistan de Turquie. ■

ALLEMAGNE : contraint à la démission après le scandale des livraisons d'armes au gouvernement turc

## M. Gerhard Stoltenberg est remplacé au ministère de la défense par M. Volker Rühe

Contraint d'assumer la responsabilité de la livraison illégale de quinze chars Leopard 1 à la Turquie, le ministre allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, soixante-trois ans, a remis, mardi 31 mars à Bonn, sa démission au chancelier Kohl (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> avril). Il sera remplacé à la tête de la Hardthöhe par un fidèle de M. Kohl, M. Volker Rühe, qui était jusqu'à présent secrétaire général du Parti chrétien-démocrate (CDU).

BONN

de notre correspondant

A moins d'une semaine des élections régionales dans son ancien fief du Schleswig-Holstein, où il est toujours président d'honneur de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), et dans le Bade-Wurtemberg, l'affaire Stoltenberg tombait au plus mal pour son parti. Il fallait limiter les dégâts. La démission du ministre de la défense soulage son secrétaire parlementaire, M. Otfried Hennig, qui est tête de liste de la CDU dans le Schleswig-Holstein face au ministre-président, M. Björn Engholm, le chef de file des sociaux-démocrates (SPD).

M. Stoltenberg avait tenté une

ultime manœuvre pour se tirer d'affaire, en sacrifiant le directeur des services d'armement de son ministère, M. Wolfgang Ruppert. En vain, car cette manœuvre a donné le sentiment que le ministre cherchait à fuir ses responsabilités. Sa position était d'autant plus fragile que l'affaire des livraisons de chars à la Turquie n'était pas la première du genre. Il y a quelques mois, il avait déjà été pris en défaut à la suite de la découverte dans le port de Hambourg d'une cargaison de matériel militaire provenant des stocks de l'armée de l'ancienne Allemagne de l'Est et destinée à Israël. Officiellement livré par les services de renseignement allemands (BND), le chargement avait été présenté aux douanes sous l'étiquette « matériel agricole ». A l'époque, M. Stoltenberg avait refusé d'endosser la responsabilité de l'affaire.

Les chars Leopard 1 avaient été fournis à la Turquie en dépit d'une décision de la commission des finances du Bundestag de geler l'aide, pour dénoncer le bombardement par l'aviation turque, en 1991, d'objectifs kurdes situés en territoire irakien. Mais il aura fallu attendre la décision du gouvernement, la semaine dernière à Bonn, de suspendre totalement l'aide militaire à Ankara (pour protester contre l'intervention des forces armées turques contre la rébellion

kurde dans le Sud-Est anatolien) pour se souvenir du premier avis de la commission des finances... Le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Dieter Volgel, avait reconnu, vendredi 27 mars, que cette fameuse décision de 1991 n'avait pas été transmise par le ministère concerné à la société Krauss Maffei, en charge de la livraison.

### Manque d'imagination

Les partis d'opposition avaient réclamé, pour jeudi, la convocation d'une session extraordinaire du Bundestag pour examiner l'affaire. Le chancelier Kohl, qui n'a pas pour habitude pourtant de sacrifier ses ministres, surtout sous la pression, a été obligé cette fois de réagir vite. La position de M. Stoltenberg s'était déjà notoirement dégradée ces derniers temps au sein de la CDU. On lui reprochait principalement d'être incapable de tenir en main son ministère. Certains proches du chancelier l'accusaient aussi de freiner les discussions sur la définition d'une politique de sécurité européenne et de montrer peu d'empressement pour la mise en place de l'embryon d'armée commune décidée par Bonn et Paris.

Cet homme du Nord, au flegme accentué, figurait dans les pre-

mières années du gouvernement Kohl comme un dauphin potentiel si le chancelier, qui avait connu une période difficile, avait dû jeter l'éponge. Ministre-président du Schleswig-Holstein jusqu'à la chute de Helmut Schmidt en octobre 1982, il occupait dans le nouveau gouvernement conservateur le portefeuille clé des finances. C'est à lui qu'il était notamment revenu de mettre en place la politique de réduction des impôts réclamée par les milieux d'affaires.

Au faite de sa carrière, il avait été probablement un peu « sures-timé ». Homme de rigueur, il n'a jamais représenté un véritable danger pour le chancelier Kohl, qu'il a surtout gêné par son manque d'imagination et dont il ne partageait pas la ferveur européenne. Les malversations électorales puis le suicide de son successeur à la tête du gouvernement de Schleswig-Holstein, M. Uwe Barschel, avaient sérieusement ébranlé son prestige politique. En avril 1989, c'est déjà un homme sur le déclin qui cédait son portefeuille des finances au nouveau président du Parti social-chrétien (CSU) de Bavière, M. Theo Waigel, à la veille des grandes négociations sur la réunification allemande et l'Union monétaire européenne.

HENRI DE BRESSON

## Kurds Flee Homes Again As Baghdad Bombs North

By Michael Georgy

Special to The Christian Science Monitor

ASKI KALAK, IRAQ

IRAQI forces have begun shelling Kurdish villages and towns, forcing 40,000 people to flee their homes since last Wednesday, in apparent violation of the United Nations cease-fire agreement.

"We are counting the seconds and the hours before a major Iraqi military offensive," says Kahaddir Swari, the regional commander for the Kurdistan Democratic Party, one of two main rebel groups.

The 4 million Kurds in north-

ern Iraq live in a security zone set up by the United States-led coalition after an abortive Kurdish uprising following the Gulf war. The security zone, which roughly corresponds to the 36th parallel, was created to encourage about 1.5 million Kurds who had fled to Turkey and Iran to return home.

Under the cease-fire, the Iraqis agreed not to target Kurdish civilians, even those in towns outside the safe haven set up by the coalition, such as Aski Kalak. UN Security Council Resolution 688 calls on Iraq to "end the repression of its civilian population."

But Kurdish officials fear Iraqi forces are again on the march, after a winter during which they

remained in their positions along a 120-mile front. In November, Iraqi forces also shelled and advanced on rebel positions.

"The Iraqis appear to have started this creeping advance they began in November and then put on hold during the heavy winter snows," says US Col. Richard Naab, who heads the coalition's military mission in the north. "Most of us do not expect an all-out attack."

The Iraqis have also imposed an economic blockade on the north since the end of October, refusing to let food, or fuel across their lines.

The attacks and the embargo have made it difficult for Kurdish leaders to prepare for elections to select a parliament and a paramount leader. The elections, originally scheduled for tomorrow, have now been postponed until the end of the month.

The Wall Wtreet Journal — April 2, 1992

## Tanks for Northing ?

**T**HE scale of the shelling, often done by heavy long-range artillery, has stunned UN officials.

"The Iraqis have always lobbed a few mortar rounds now and then toward the Kurds," said a UN High Commissioner for Refugees official. "But since last Wednesday they have been dropping up to 300 heavy artillery shells a day in the area. It is quite a dramatic increase."

Families, piled on top of trucks and tractors, moved along the road from Aski Kalak to the nearby city of Erbil to escape the shelling. Many held feed bags full of the few possessions they had salvaged from their homes. Several cars and small pickup trucks had tables and chairs tied to the roof. One taxi, with two flat tires, limped down the road in a pathetic effort to flee.

Groups of men dressed in turbans and balloon trousers stood on a hilltop beside the road looking toward the fields and houses they had just left. The shells, reverberating with each impact, shook the frames of the houses — with each concussion a delicate pillar of black and white smoke drifting skyward.

Naswir Saeed and her young daughter, who had fled by foot, sat morosely by the roadside. Her husband had remained in the village to find their other four children and lead them to safety.

"We were not going to flee," she said, "but then a shell destroyed half of our neighbor's house."

The houses in Aski Kalak, a village of 4,000 along the front line, 20 miles south of Erbil, stands empty. Groups of *peshmerga* guerrillas, or "those who defy death," armed with Kalashnikov rifles and a few rocket-propelled grenades, are the only inhabitants.

Iraqi forces have twice launched attacks, which the rebels have repulsed, to take the bridge leading into Aski Kalak over the Great Zab River. The latest attack took place at the end of February.

But the rebel commanders say the Iraqis have reinforced their troops on the hillsides overlooking the river, bringing in 97 tanks and dozens of field guns in the past week. They say the number of Iraqi soldiers has jumped from 700 to 2,000.

"We can only stand up to the Iraqis for one or two days," says Mr. Swari, the regional commander.

An estimated 60,000 Kurdish fighters face 130,000 Iraqi troops along a front that extends both above and below the security zone. The *peshmerga* guerrillas, armed with light weapons such as assault rifles and rocket-propelled grenades, face a line of Iraqi tanks, armored personnel carriers, and heavy artillery.

Two rebels, armed with assault rifles, stood on the rooftop of the command headquarters in Aski Kalak peering toward the dim outlines of the Iraqi positions.

Shifting their feet on the cold concrete they stood in silence as night fell.

"It's cold," one said, as he walked to his sandbagged position on the edge of the roof.

Germany accuses Turkey of indiscriminate violence against Kurdish separatists; Turkey trumps that insult by bringing up Germany's Nazi past. Germany stops arms shipments; Turkey recalls its ambassador.

In the latest chapter of the saga, Germany's defense minister, Gerhard Stoltenberg, resigned Tuesday because 15 tanks were sent to Turkey after the Defense Ministry had agreed with a recommendation of a parliamentary budget committee not to send them. When TV showed German weaponry being used against the Kurds, the high priests of Bonn's church of foreign policy were shocked, *shocked* that weaponry given to a NATO ally fighting a serious insurgency was actually used against the insurgents.

As far as we can tell, Helmut Kohl's government has never spent 10 minutes in a row thinking about the Kurds. Perhaps it didn't know that the armed Marxist Kurdish resistance, known as the Kurdish Workers' Party (PKK), has accounted for some 3,000 deaths—most of them Kurds—in eight years of Syrian-sponsored fighting. Recent craven acts include bombing the Covered Bazaar in Istanbul and a wave of terror over the Nowruz holiday weekend, which left up to 55 people dead. There will be "bloodshed . . . from now on," said a pleased Abdullah Ocalan, leader of the PKK.

The PKK has bases in northern Iraq, is financed by Syria and has training camps in the Bekaa valley. The German government has publicly labeled the PKK as terrorists and even prosecuted some of them for crimes committed on German soil. To issue, as Germany has, a blanket condemnation of the use of force against a well-armed, well-financed and well-organized terrorist force like the PKK seems remarkably naive.

There is no gainsaying the fact that the larger Kurdish population of Turkey, perhaps 10 million people, hasn't had an easy time. Until recently, Kurdish language, culture, music and dress were banned. The long period of repression made it impossible for the Kurds to develop a democratic leadership; Marxist terrorists filled the vacuum. That said, Turkey is not going to change its mind about the seriousness of the threat it faces.

The sacrifice of Mr. Stoltenberg will change nothing: Turkey will keep fighting the terrorists, using materiel purchased from Russia and Ukraine, rather than taking East Germany's castoffs; the PKK will keep plotting from Damascus. One hopes that before long Germany and Turkey will be able to patch up this quarrel. But the episode raises the question of whether in the future the West's allies will find ways to either support or do damage to one another.

L'Humanité — 1er avril 1992

### COMBATS EN IRAK

La radio iranienne a fait état lundi de violents affrontements entre l'armée irakienne et les Kurdes dans le nord de l'Irak, et d'attaques des insurgés chiites à Bassorah, dans le sud. Selon Radio-Téhéran, 20 soldats irakiens ont été tués dimanche et lundi lors de combats avec les combattants kurdes dans le sud de la province d'Erbil (Kurdistan), près de Kalak, et les Kurdes auraient « subi de lourdes pertes ». Par ailleurs, des avions turcs ont attaqué huit villages de la vallée de Sidakane, dans le nord de l'Irak.

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**  
 Published With The New York Times and The Washington Post

THURSDAY, APRIL 2, 1992

## Kurdish Double Trouble

When Iraq's powerful, modern army wages high-tech war against overmatched Kurdish guerrillas, killing and uprooting innocent civilian populations, Americans know what to call it. Ugly repression, verging perhaps on genocide. What then should Americans think when Turkish forces attack Kurds in southeastern Turkey? Or when Turkish planes bomb Iraqi Kurdish areas, as they have done at least five times in the past month?

The American response has been muted, for understandable reasons. Turkey has a democratically elected government. It is a NATO ally and a valued member of the coalition against Saddam Hussein. And it faces an armed Kurdish guerrilla movement operating out of sanctuaries in Iraq and Syria. But none of this justifies Turkey's ugly repression against Kurdish civilians. In Turkey as in Iraq, an abused people desperately needs the international community to demand restraint.

The Kurds, a non-Arab people related to the Iranians, briefly enjoyed recognition as a separate nation after World War I, when the defeated Ottoman Empire was subdivided by the victorious Allies. But under pressure from Turkey, provisions for an independent Kurdistan were abandoned. Instead the Kurds became a persecuted

minority scattered under several flags. More than 10 million live in Turkey, about 4 million each in Iran and Iraq, the remainder in Syria and the nearby republics of the former Soviet Union.

The Kurds have suffered most in Iraq, where outsiders — including the United States — have used them repeatedly as strategic pawns, then abandoned them to Baghdad's cruel revenge. They have been driven from their villages, intentionally starved, fired on from the air and the ground, even massacred with poison gas. Now, in blatant violation of last year's Security Council resolution, the Iraqi army again advances on Kurdish lines.

Turkey's huge Kurdish population has fared better by comparison, but its situation is deteriorating rapidly. The Turkish Kurds have been subject to systematic human rights violations, including torture. And now they are caught between military and guerrilla fire.

In both countries, Kurds are in acute danger. The international community is not required to support separatist demands for a Kurdish state. But it is morally bound to demand that both Baghdad and Ankara cease their ugly repression of Kurdish civilians before it becomes genocide.

— THE NEW YORK TIMES.

## U.S. Calls Shelling of Kurds Minor

By Norman Kempster

*Los Angeles Times Service*

WASHINGTON — Iraqi soldiers are shelling Kurdish villages and military positions in northern Iraq, but the military action is considered minor and not in violation of the cease-fire that ended the Gulf War, the State Department says.

"We characterize the situation as one of continued troop movements and skirmishing between Iraqi forces and Kurds," a department spokesman, Richard A. Boucher, said. "I wouldn't characterize it at this point as a major offensive."

He said that the shelling had occurred near the Aksi Kalak bridge. A State Department official described the target as a bridge used by smugglers trying to break the Iraqi economic embargo of the Kurdish region. The attacks were apparently intended to cut the supply route and "increase the pressure on Kurdish areas," the official said.

Nothing in the UN Security Council resolution that imposed cease-fire conditions on Baghdad prohibits Saddam Hussein, the Iraqi leader, from trying to starve the Kurds by sealing off the region from the rest of the country. But the resolution prohibits "oppression" of the Iraqi population, a provision that could cover an economic embargo of the Kurdish region.

The State Department official characterized Iraq's recent activities as no more tyrannical than normal,

adding, "Repression is what the Iraqi government does every day."

Nevertheless, the Bush administration clearly hoped to minimize Baghdad's military and economic pressure on the Kurds. As he prepares for his re-election campaign, President George Bush faces the possibility that the Gulf War, once his proudest achievement, could become an embarrassment if Iraq renewed a full-scale offensive in Kurdistan.

Mr. Boucher said there was no evidence that Iraqi forces had entered the Kurdish security zone established by the United States and its allies after Iraq's suppression of a Kurdish uprising last year. Nor, he added, was there credible evidence of Iraqi aircraft operating north of the 36th Parallel in violation of cease-fire terms.

Iraq denied Wednesday that its army had clashed with Kurdish guerrillas or shelled villages in Kurdish areas of northern Iraq in recent days, The Associated Press reported from Nicosia, quoting the Iraqi press agency INA. An Iraqi government spokesman also rejected reports of a military buildup aimed at disrupting elections for a Kurdish assembly in the region.

[A Kurdish official in Ankara said the Iraqi Army had abruptly stopped its heavy shelling of Kurdish areas in northern Iraq on Wednesday after seven days of bombardment. "So far today there has been no shelling," said Serchil Kazaz, an Ankara-based representative of the Patriotic Union of Kurdistan. ]

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, APRIL 2, 1992

# The Kurds in Iraq Urgently Need International Rescue

By Shep Lowman and Steve Corliss

**WASHINGTON** — Less than a year after international security guarantees and a big relief effort coaxed Iraq's Kurds down from the mountains of Iran and Turkey, deteriorating conditions in northern Iraq threaten to cause another mass exodus by hundreds of thousands. Refugee movements are typically unpredictable, but the early warning signs of this impending humanitarian crisis are clear.

Last week, Iraqi forces renewed their creeping advance northward into the Kurdish-controlled provinces, indiscriminately shelling frontline towns and villages. Saddam Hussein's immediate territorial objective was apparently limited. His broader objective was likely psychological pressure. The reported flight of up to 40,000 civilians living in the affected area provided a preview of the chaos that would inevitably result from continued Iraqi military pressure.

These events underline the critical need to extend and strengthen current security arrangements and the United Nations presence in northern Iraq. Even if this done, however, the Kurds cannot hold out much longer against the economic war that Saddam is waging against them. Along with other Iraqis, the Kurds have suffered under the international trade embargo that followed Iraq's invasion of Kuwait. Last October, however, Saddam also imposed a comprehensive internal blockade on the three Kurdish-held provinces.

This blockade has the clear potential to severely erode the ability of the Kurdish leadership to continue to effectively resist pressures from Saddam Hussein. Saddam's stranglehold on the provinces will soon leave the Kurds with only three unacceptable choices: attack, flee or

allow themselves to be choked into submission. Saddam has sharply restricted the flow of food and fuel to the Kurdish-held provinces. According to local administrators, government rations and international relief supplies cover only 40 percent of normal consumption. Some additional supplies come from Turkey and Iran, but at prices that only the well-to-do can afford. Malnutrition is already prevalent and will become progressively more serious.

Saddam has limited fuel supplies to an estimated 20 percent of normal consumption. Long lines of vehicles wait at official gas stations, while a thriving black market redistributes this fuel at relatively extortionate prices. Many poorer Kurds have endured the harshest winter in memory without kerosene or oil for heating, and health workers at provincial clinics have had to treat patients in sub-freezing conditions.

Apart from these limited amounts of food and fuel, nothing else passes the Iraqi army's strict highway checkpoints. Soldiers thoroughly search each car heading north and confiscate all food, and even clothing that appears newly purchased. Cars are allowed to proceed only with the fuel needed to complete the journey. Any excess is siphoned off.

In addition to restricting the flow of goods and services, Saddam has attempted to create chaos in the area by directing all civil servants to withdraw to government-controlled areas. Demonstrating remarkable courage, nearly all government workers defied orders and remained on the job. Saddam cut off their salaries in retaliation, and stopped all payments to

government pensioners as well. Most have now gone unpaid for four months at least and readily admit to spending an increasing amount of time on personal survival.

As a result, government services are rapidly breaking down; the affected sectors include health care, water supply and sanitation. Provincial authorities no longer receive technical support or supplies from Baghdad.

Stores of essential medicines are dwindling rapidly. The main operating room at Erbil Hospital functions only two days each week, and the backlog of patients grows continually. Local officials predict that total paralysis will soon strike the overburdened public health system.

Even before the internal blockade began to bite, the economy of the Kurdish provinces was crippled. Farm production never recovered from the 1988 operation in which Saddam razed nearly all 4,000 Kurdish villages to the ground. While farmers are ready to return to their fields, they lack seed and fertilizer. Similarly, factories lie idle with their physical plant deteriorating for want of raw materials and spare parts. The Kurds are quickly exhausting reserve supplies and their purchasing power.

Despite such hardship and uncertainty, the Kurds have chosen democracy, and hundreds are defiantly stepping forward to assume leadership roles. People living within eyesight of the Iraqi army lines have elected local councils in town meetings. Engineers, doctors and lawyers have formed professional societies and elected representatives. Elections are due Friday for a representative assembly to manage the area on a

temporary basis and to negotiate with Baghdad. The Kurds are making this public commitment to a new society with full knowledge that Saddam remains utterly ruthless and bent on vengeance. None doubt that his agents are still among them, recording names, dates and places. Recent revelations of systematic torture and mass executions make clear the risk they have assumed. Many Kurds will have no option but to flee, should the Iraqi army and secret police return precipitously.

Urgent action is needed to stabilize conditions in northern Iraq. The UN Security Council and the allied states must move now to lift the internal blockade. If Saddam refuses to yield, the Security Council must then recognize that the internal blockade has created a separate economic entity and an administrative vacuum in northern Iraq.

Accordingly, the United Nations and the international community will have to work directly with the Kurdish leadership on an interim basis to meet the basic needs of the area's people, while seeking a political settlement between the Kurds and Baghdad. Failure to act decisively will convince Saddam that the world has again abandoned the Kurds, and the likely result will be another tragedy on the mountain-sides of Turkey and Iran.

*Mr. Lowman, a refugee policy analyst for the U.S. Catholic Conference and a former deputy assistant secretary of state for refugee affairs, and Mr. Corliss, a Washington attorney and consultant for Refugees International, recently spent eight days in northern Iraq. They contributed this comment to the International Herald Tribune.*

# Les armes allemandes parlent en Turquie

**Bonn a renouvelé ses protestations contre l'utilisation d'armes allemandes par les Turcs dans leurs opérations militaires contre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Mais l'Allemagne, qui abrite plus de un million de Turcs sur son territoire, est gênée aux entournures. Et la polémique reprend sur la politique de Bonn vis-à-vis d'Ankara.**

Martin Winter - *Frankfurter Rundschau* (Bonn)

**L**es bombardements de l'armée turque contre les Kurdes dans leur propre pays et en Irak ont dévoilé au grand jour ce que Bonn aurait préféré masquer : la politique de l'Allemagne vis-à-vis de la Turquie est désespérément empêtrée entre une rhétorique des droits de l'homme et une politique de la force. Ankara peut être sûr qu'aux pires violations des droits de l'homme et des minorités, l'Occident ne répondra que par un tout petit vent de protestations.

Ni l'Allemagne ni l'OTAN ne sont prêts, par des sanctions sévères, à contraindre la Turquie à respecter les droits de l'homme et des minorités. Lorsque l'enjeu est important, les impératifs de puissance et de sécurité comptent davantage que le rêve d'un monde nouveau et pacifique. Cela fait longtemps que l'Allemagne ferme les yeux sur les affaires turques, et il n'y a pas de raisons de croire que les choses changeront fondamentalement cette fois-ci.

Autrefois déjà, les réactions aux dictatures militaires, à la persécution et à la répression des minorités en Turquie étaient plutôt molles. Même l'agression contre Chypre, contraire au droit des peuples, n'a pas provoqué son exclusion de l'OTAN. Pour tout cela, il n'y avait et il n'y a qu'une explication : l'importance géostratégique de la Turquie. Pendant la guerre froide, le pays servait de flanc Sud à l'OTAN, comme avant-poste et zone de mobilisation contre l'Union soviétique. Aujourd'hui, après la désintégration des blocs, l'Occident croit à nouveau qu'il a besoin de la Turquie. En tant que rempart contre les Etats islamiques au Proche et au Moyen-Orient et comme intermédiaire pour les Républiques d'Asie centrale, nées de l'héritage soviétique.

Ainsi la misère se perpétue. Déjà pendant la guerre du Golfe, la Turquie a pu, à travers une situation concrète, se faire une idée de son nouveau rôle. convoité en tant que zone de mobilisation des alliés, le pays a extorqué de l'argent et des armes aux pays occiden-



WHILE BUILDING A SHELTER IN THE MOUNTAINS, MASSOUD THE REBEL STRUCK OIL MASSIVE MILITARY AID FOR THE OPPRESSED PEOPLE OF KURDISTAN WILL ARRIVE SHORTLY.

"Alors qu'il construisait un abri dans les montagnes, Massoud le Rebelle a trouvé du pétrole. Une aide militaire massive pour le peuple opprimé du Kurdistan arrivera bientôt."  
Petit bonhomme : "Informez le hadji Bush. Nous sommes crédibles!"

*Dessin de Pat Oliphant (UIP Syndicate)*

taux. L'Allemagne a pour sa part livré pour 1,5 milliard de marks de matériel de l'ex-Armée nationale populaire (Nationale Volksarmee, NVA) de l'ex-RDA. Les armes qui ont été livrées n'ont pas grand-chose à voir avec les missions de l'OTAN, mais ressemblent beaucoup à des instruments de guerre contre des minorités : kalachnikovs, bazookas, chars d'assaut et munitions, tout cela en très grande quantité.

## On fermera les yeux, comme d'habitude

L'annonce d'un arrêt des livraisons est une tentative, inappropriée et embarrassée, de se dérober à la responsabilité des exactions brutales contre les Kurdes. Inappropriée, car seule une redéfinition en profondeur des relations avec la Turquie pourrait forcer un respect des droits de l'homme et des minorités. Les livraisons d'armes ne sont qu'une partie du problème. Embarrassée, parce que la suspension des livraisons d'armes s'applique seulement le temps d'éclair-

cir la question de leur utilisation contre les Kurdes. Si elles n'ont pas été utilisées, les livraisons reprendront de plus belle. Et si oui, on fermera les yeux, comme d'habitude.

Si Bonn est sincère dans sa volonté de promouvoir les droits de l'homme et des minorités dans le monde, elle doit faire plus. Toutes les livraisons d'armes à la Turquie doivent alors être stoppées. Ceci vaut aussi pour les 45 avions de reconnaissance Phantom, que l'Allemagne veut envoyer sur les rives du Bosphore d'ici à la fin 1993. La Turquie, très bien armée, n'est pas sans défense, d'autant qu'elle bénéficie, en tant que membre de l'OTAN, d'une garantie d'assistance. Mais il faut de toute urgence signifier clairement que les temps sont révolus, où l'on pouvait, au nom d'un enjeu géostratégique, tolérer un armement croissant tout en détournant le regard de ce qui se passait politiquement.

Une politique sincère vis-à-vis de la Turquie impliquerait aussi de ne plus tromper Ankara sur la question communautaire. Bonn se couvre de ridicule quand il menace aujourd'hui la Turquie de conséquences possibles quant



# Que veulent les Kurdes ?

Turker Alkan - Cumhuriyet (Istanbul)

à son adhésion à la CE. Les partenaires de la Communauté sont d'accord depuis longtemps pour trouver que la Turquie, pour des raisons purement économiques, n'est pas mûre pour entrer dans la CE. Mais tant que ces réserves ne seront pas formulées ouvertement et qu'une perspective économiquement viable d'amarrage stable au marché européen n'aura pas été offerte à la Turquie, Ankara sera à l'abri de la mauvaise conscience et des intérêts de sécurité des Européens. De ce fait, la Turquie pourra, sans crainte de représailles, continuer à enfreindre les droits de l'homme et ceux des minorités.

Corriger les erreurs politiques commises vis-à-vis de la Turquie sera long et coûteux. Cela concerne autant l'adhésion à la CE, promise à l'époque de la guerre froide, que l'armement du pays. Ce n'est qu'en y mettant fin que l'on se donnera des chances raisonnables d'améliorer la situation. Il faut donner à la Turquie des perspectives économiques sur lesquelles elle puisse compter. Et à l'Europe la liberté de pouvoir, en échange de la stabilité économique, exiger de manière crédible le respect des droits de l'homme et des minorités. ■

**P**uisque le monde est entré dans l'ère du savoir, il est sorti de celle de l'Etat social : voici la dernière perle de Monsieur Özal. Ne dites pas : "Tiens, tiens, tiens, quel rapport ?" Notre Président, qui se dit au dessus des partis, essaie de saper comme il peut l'aile sociale-démocrate de la coalition.

"L'ère du savoir ?" Ça tombe bien. Nous sommes donc entrés dans l'ère du savoir. Nous avons même fêté récemment "l'année du savoir". Et, tout en la fêtant, nous avons évincé de leurs postes et poursuivi en justice les fonctionnaires qui, lors du recensement, avaient inclus le "kurde" parmi "les langues que nous parlons". Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il n'y a pas de Kurdes en Turquie et donc personne pour parler cette langue ! Ces événements se sont déroulés à l'époque où Özal, qui parle maintenant de "l'ère du savoir", était Premier ministre.

Est-ce que l'ère du savoir signifie une époque où tout le monde sait tout ? Bien sûr que non ! C'est seulement une époque où les spécialistes croient connaître certains sujets. Mais chez nous, tout le monde connaît tout. Aucun problème. C'est surtout le cas

de ceux, en pleine ascension sociale, qui deviennent encore plus savants à chaque promotion. Maintenant que le problème kurde est à notre porte, tout le monde palabre, tout le monde dit n'importe quoi.

"Il faut reconnaître leur indépendance. Qu'ils se débarrassent de nous et que nous aussi, on se débarrasse d'eux." "Ah non, le peuple kurde ne souhaite pas l'indépendance. Ce qu'il veut, c'est une fédération. Mais une telle solution ne serait pas acceptée par le peuple turc." "Mensonges. Personne en Turquie ne veut d'une fédération. D'ailleurs, le fédéralisme, c'est du séparatisme. Il suffit de reconnaître aux Kurdes leurs droits culturels."

Qui dit que fédération implique séparatisme ? Tous les Américains, Allemands, Indiens ou Suisses sont-ils séparatistes ?

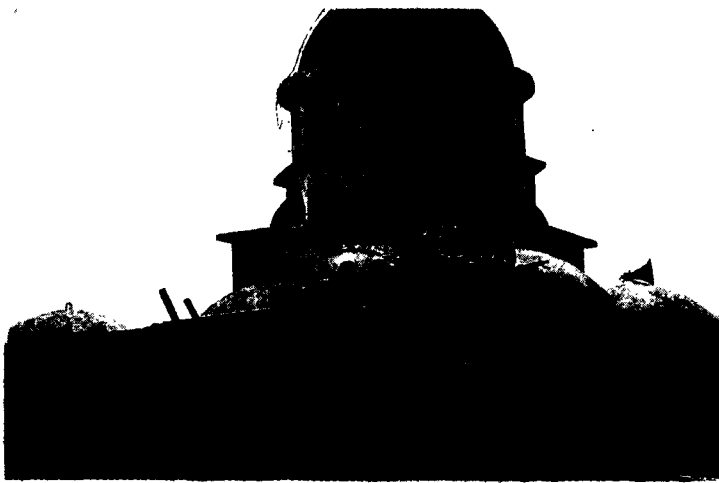
"Tu essaies de dévier le sujet. Les Kurdes ne veulent pas d'une fédération. Ils ne demandent même pas le droit à leur culture. Tous les problèmes proviennent de l'agitation de quelques terroristes provocateurs. Il suffit de les trouver, de les faire sortir de leur trou. Il n'y a pas de quoi faire tant de bruit. Les forces de l'ordre sont toujours prêtes. Et elles régleront cette affaire en peu de temps."

Au fait, que veulent les Kurdes ? Quelqu'un le sait-il vraiment ? Chacun y va de sa conclusion, mettant en avant ses propres présomptions en les faisant passer pour le désir des Kurdes.

Dans l'ère du savoir, nous vivons une véritable crise de non-savoir. Ce qui se passe actuellement est l'aboutissement on ne peut plus naturel d'une société qui a peur de connaître ne serait-ce que le nombre des Kurdes. A mon avis, une bonne partie du drame vécu dans le sud-est du pays et l'impuissance de l'Etat face à ce drame proviennent de cette méconnaissance.

Dans l'ère du savoir, nous payons le prix fort parce que nous nous sommes nous-mêmes condamnés à l'obscurité. Comment résoudre le problème kurde ? En créant d'abord les conditions d'une discussion sans haine, sans poursuites judiciaires, sans discriminations. Et en prenant ouvertement connaissance de l'opinion de tous - Kurdes ou Turcs. En déterminant une politique qui prendrait en compte les souhaits exprimés.

Dans l'ère du savoir, c'est de cette façon que l'on résout les problèmes. Pas en palabrant ! Si, bien entendu, il n'est pas déjà trop tard.



## KURDISTAN

Population massacrée par la police turque

Les populations civiles kurdes payent une nouvelle fois un lourd tribut aux opérations de police, lancées depuis une dizaine de jours par les autorités turques. Prenant en quelque sorte le relais des actions de représailles déclenchées par Saddam Hussein, dans la partie irakienne du Kurdistan, les forces de l'ordre d'Ankara se sont engagées dans une gigantesque chasse aux militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La télévision allemande diffusait la

semaine passée, un reportage saisissant montrant des foules de civils kurdes, parmi lesquels des enfants, soudain plongés dans l'enfer d'une attaque aérienne de la soldatesque turque. L'Allemagne a décidé de suspendre ses livraisons d'armes à Ankara, notamment depuis qu'il fut révélé que des armes provenant du stock de l'ancienne armée est-allemande, bradées par Bonn à la Turquie, avaient servi dans les massacres.

## “Le chaos ne peut pas durer indéfiniment”

**La mi-temps démocratique est terminée. C'est l'opinion du quotidien turc *Milliyet*, face aux événements dans le Kurdistan. Qui manipule les manifestants réprimés par l'armée ? Des puissances extérieures ne seraient pas étrangères à la déstabilisation de cette région.**

Oktay Akbal - *Milliyet* (Ankara)

**A** bas les droits de l'homme", c'est le slogan scandé par certains policiers lors des funérailles de leurs collègues à Izmir. La situation est terrifiante, l'enlèvement chaque jour plus sensible. Il ne reste plus rien à dire si, dans un pays, les hommes chargés de veiller sur la paix et la sécurité, blâment les droits de l'homme !

Regardez-ça : dans le sud-est de la Turquie, des milliers de gens sortent dans la rue pour la fête du printemps kurde, le Nevroz. Des drapeaux rouge, vert et jaune... Que représentent-elles ces couleurs ? Une organisation nommée le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan). Des habits portant les couleurs du même drapeau et des photos dans les mains... Et des armes, encore des armes : depuis les mitraillettes jusqu'aux lance-missiles. La population fête le Nevroz, mais on leur tire dessus !

Le blâme n'est pas à jeter sur la démocratie et surtout pas sur les droits de l'homme ! C'est plutôt sur les actions entreprises à droite et à gauche afin de diviser le pays. Que veut-on ? Instaurer un Etat kurde dans le Sud-Est ? Est-ce que la population locale dans cette région le désire vraiment ? Ou est-ce que ceux qui le désirent ne seraient pas certaines puissances extérieures rêvant d'obtenir à bon marché le pétrole de cette région ou certains Etats qui se présentent comme nos amis mais qui ne laissent échapper aucune occasion pour nous tendre des pièges ! Le pays est au bord d'un abîme. Et que font nos députés au Parlement face à cette réalité ? Ils blo-

quent le budget du ministre de la Culture, Fikri Saglar ! Ils veulent l'éloigner de cette fonction ! Comme si c'était le problème le plus urgent ces jours-ci. La coalition gouvernementale dispose de plus de 250 sièges, mais seulement 90 viennent voter. Où sont les autres ? En train de prendre leur café ou leur thé ! En rêvant à l'évincement de Saglar !

### “Le but de la population était de fêter le Nevroz”

Ecoutez les commentaires d'un député du SHP-HEP (HEP, le parti fondé par des députés kurdes du Sud-Est et qui a fusionné avec le SHP d'obédience sociale-démocrate) : “Le but de la population était de fêter le Nevroz.” Quelle drôle de façon de faire la fête, avec entre les mains, les drapeaux du PKK, et les armes les plus lourdes !

Il faut voir la vérité en face... et elle est décevante. Surtout l'agitation à l'intérieur du SHP, où les querelles et les petits calculs entament sérieusement la confiance de notre peuple dans la social-démocratie. Quel drôle de parti que celui qui ne soutient même pas son propre ministre ! Une partie importante de ces députés votent contre la prolongation de l'état d'urgence et certains d'entre eux ne viennent même pas au Parlement. Faut-il se rappeler ce qu'avait dit Erdal İnönü (dirigeant du SHP) sur Deniz Baykal : “Il est toujours absent lors des

décisions importantes. On ne peut pas lui faire confiance.” Quelqu'un qui lutte pour le leadership et qui a employé tous les moyens pour devenir le secrétaire général du SHP, ne doit-il pas exprimer son opinion lors d'un vote si important ? Non, il se dérobe, il disparaît ; et puis, au premier congrès du parti, il accusera de la manière la plus sévère ceux qui ont assumé, aujourd'hui, les responsabilités.

Et comment pourrions-nous expliquer à ceux qui ont crié “A bas les droits de l'homme !” que les droits de l'homme sont nécessaires pour tout le monde ? Et comment expliquer aux révoltés habillés de jaune, de vert et de rouge, que le pays est indivisible.

Le SHP est en train de perdre du terrain chaque jour. On craint même qu'il ne tombe au-dessous de la barre des 20 % aux prochaines élections générales. Il faut d'abord qu'il se sépare du second parti qu'il garde en son sein. Dans chaque pays, il peut exister des partis représentant une région spécifique, mais, ici, ceux-ci mènent un combat indépendant, sans se fédérer à un grand parti national.

Nous sommes tous obligés de nous ressaisir. Cette comédie de l'erreur est en train de tourner au drame. Le chaos ne peut pas durer indéfiniment. Rappelons-nous de l'avertissement du leader du CHP (parti de tendance sociale-démocrate interdit par les militaires après le coup d'Etat du 12 septembre 1980), Ecevit, deux jours avant le 12 septembre : “Si cela continue ainsi, quelqu'un risque de donner un coup de sifflet et mettra fin à la démocratie.” ■

# How many martyrs have we made today?

**A**N OLD woman, her face ravaged by age and poverty, shouted at us: "How many martyrs have we made?" as we ran out of the way of a tear gas canister, fired from a tank to disperse the crowd.

By the end of the day we could have told her at least 50, more than ten in her home town of Cizre - a Kurdish nationalist stronghold near Turkey's border with Iraq.

It was 21 March - Nevros Day, the Kurdish new year.

Traditionally a time for celebrating new life after the long hard winter in this austere mountainous region, lately it has become, in many areas, a focus for the expression of Kurdish nationalism. Or, more precisely, an opportunity for a clash between the PKK, an acknowledged Kurdish guerrilla organisation which wants a free Kurdistan, and the security forces, which have often been accused of human rights abuses in this region.

Tension was already at an all-time high in the weeks before Nevros. Some newspapers predicted a massacre, a spring uprising, and some even suggested that Turkey could return to military rule.

Troops were moved in, and by Wednesday tanks were in place in Cizre and the surrounding hills. Many believed that confrontation was inevitable.

Earlier the PKK had kidnapped ten village guards (a civilian force issued with Kalashnikovs and paid a salary).

In the early hours of Thursday, two had been returned. The faithful on their way to prayer in this month of Ramadan found them hanging by the neck opposite the mosque. They had been shot first, money said to be the equivalent of a month's salary stuffed into their mouths, and a note saying that the PKK was responsible.

Another was found

**Roisin Duffy** reports from Cizre on the recent unrest in Turkey during the Kurdish New Year

in a similar condition in a back street the following day.

On Friday, at nightfall, the tanks pulled back to their base across the Tigris river. It was as if this was the signal the PKK had been waiting for. At 6am the air rang with the sound of single repeated shots and machine gun fire.

By morning tanks were already in position on the hills overlooking Cizre. Another four were on the main street.

All was silent and all shops were closed by order of the PKK. The scene, like the build-up before a wild-west gunfight.

Suddenly dancing and singing

started, and people moved in a circle, a small, white-haired man conducting the event.

On seeing a camera, people showed the two-finger victory sign. The banned Kurdish flag appeared, furtively at first and then paraded around as people chanted political slogans.

About 1,000 men, woman and children moved towards the cemetery. More were to come from other districts, but we heard that they were not getting through from the main road, where some 200 people were crouching on the ground, surrounded by the military. A military spokesman explained that it was not a celebration, but a demonstration.

Suddenly shots rang out. People moved in all directions. Some 2,000 people came from nowhere up the street towards

the military. There was tear gas, and we heard shooting from the direction of the cemetery.

At noon a curfew was imposed and almost immediately a gun battle started.

From the hotel roof I counted four ambulances driving to and from the hospital. Just before 5pm the tanks moved away and the shooting stopped.

Assuming the battle was over, we went en masse to the hospital, brandishing a white flag just in case. Fifteen to 20 wounded, the administrator said, six dead between Cizre and Sirnak.

But there were no wounded in the hospital, because there were no facilities to treat them. A trainee doctor said the wounded had been given serum and taken to the nearest large town.

**'Shooting began again, the bullets ricocheting off the hospital'**



Conflict: Kurdish people avoid the military in Sirnak

Shooting, this time heavier, began again outside, the bullets ricocheting off the hospital. The doctor said that he felt safe as a Turk among the Kurds in Cizre, but that colleagues in neighbouring Sirnak felt differently: "They announced through loudspeakers that they don't want any government employees in the area. But here people don't treat us badly."

The shooting died down. A convoy of taxis with the now obligatory white flag took us back to the hotel. Gun battles continued until 11pm, and the late news told us that there would be a curfew the next day. We discussed the situation among ourselves, and agreed to travel back in convoy to Diyarbakir - a

five-hour journey - in case of trouble.

Six taxis set off. Just before 8am we passed a police checkpoint which waved us on.

Soon afterwards, just outside Nusaybin, we were stopped. Through the window of our taxi I could see a policeman ordering those in the first car to get out. Then he was throwing luggage from the car and shouting. He made his way down the line, kicking doors and shouting. We got out, and a burst of gunfire rang out. In Turkish the policeman raged: "You call that human rights?" pointing in the direction of the fire. He struck a colleague standing near me in the stomach. A French journalist beside me put her hand up to protect herself, but he hit her, and then, staring madly, he

slapped me hard across the face, pointing all the while to where the gunfire came from.

We remained silent, afraid of what might happen. The shooting stopped, and he ordered us to drive on.

We later learned that Nusaybin had been peaceful on Saturday. Disturbances had begun after reports of the battle in Cizre.

Battles continued on Monday and curfews were extended to four major towns in the region.

The Ankara-based *Turkish Daily News* described the conflict as "a two-sided provocation which has now reached the brink".

The problem now facing the country is whether there is the political will to pull it back together - but many believe that it is already too late for that.

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

ECF0333 4 F 0286 BEL /AFP-SH37

Ind.-Int.

CEE/Parlement: Arc-En-Ciel réclame un embargo sur les armes vers la Turquie

BRUXELLES (CEE), 3 avr (AFP) - Le président du groupe Arc-en-Ciel (régionalistes) du Parlement européen a demandé vendredi aux ministres des Affaires étrangères des Douze de décréter lundi à Luxembourg un embargo total sur les exportations d'armes à destination de la Turquie.

M. Jaak Vandemeulebroucke (Volksunie - nationaliste flamand - Belgique), président du groupe, estime dans un communiqué que la CEE ne peut adopter une attitude mi-figue mi-raisin sur la question kurde. "Elle doit prendre ses responsabilités" car "sa crédibilité est encore une fois en jeu, a-t-il dit.

"La seule manière d'arrêter la guerre que mène l'Etat turc au Kurdistan, contre la population civile kurde sous le prétexte de combattre le terrorisme du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-opposition armée marxiste) est l'instauration d'un embargo total sur les armes", a-t-il ajouté.

Pour M. Vandemeulebroucke, l'attitude du gouvernement belge et de toute la CEE lors de la préparation de la réunion de Luxembourg est "particulièrement hypocrite. "Des milliers de Kurdes sont systématiquement assassinés" et la "Turquie viole depuis des décennies les droits de l'Homme".

(La Belgique a annoncé jeudi qu'elle renonçait à décréter un embargo sur les armes à destination d'Ankara parce qu'il est "visiblement impossible d'obtenir" de la CEE une décision commune en ce sens. Plusieurs partis politiques flamands ont demandé une décision en ce sens.)

Selon le député européen, la Turquie, qui est membre de l'OTAN, devrait être sanctionnée également par l'Alliance atlantique parce qu'elle ne respecte pas les droits de l'Homme.

jh/ros

AFP 031643 AVR 92

# Kohl stands firm on Turkey row

By Quentin Peel in Bonn

CHANCELLOR Helmut Kohl of Germany refused to back down yesterday in his confrontation with Turkey, insisting that German weapons supplied to its Nato ally can only be used for its defence "in the framework of the alliance".

Although he stopped short of direct criticism of Turkey's campaign against Kurdish guerrillas and civilians, which caused Germany to suspend all arms shipments last week, he said that Ankara must observe all its commitments to human and minority rights.

In a parliamentary debate on the row between the two normally close allies, Mr Kohl sought to turn the debacle to belated electoral advantage. With an eye on the state elections in Baden-Württemberg and Schleswig-Holstein on Sunday, the chancellor delivered a ringing defence of his government's foreign policy.

But Mr Hans-Ulrich Klose, the SPD parliamentary leader, taunted Mr Kohl for allowing the row to get out of hand. He said that Mr Dick Cheney, the

Turkey is to introduce economic reforms for the impoverished Kurdish minority after unrest in the area in which more than 100 have died in the past 10 days, writes John Murray Brown in Ankara.

The measures represent the first concrete steps to address the Kurdish problem and stem growing support for the Syrian backed Kurdish Workers Party which is fighting an eight year campaign for independence.

US defence secretary, had been forced to intervene between the Nato partners.

"We have reached a sorry state when our big brother in the alliance, the US, must help us to return to the path of foreign policy virtue," he said.

● The number of foreigners seeking political asylum in Germany reached a record of more than 35,000 last month, with refugees from Yugoslavia alone running at 13,175. Romania was the second largest source, with 5,544 and Turkey third with 2,406.

been at pains to encourage Iraq to cooperate with the council but at the same time are unsure if the recent Iraqi behavior marks a new phase or is merely a diversionary tactic.

Meanwhile, diplomatic activity with Iraq has intensified. U.N. officials indicate that recent talks in Vienna with Iraqi representatives on the limited sale of Iraqi oil to pay for humanitarian needs have been "encouraging." An Iraqi diplomat here says there appears to be a "more positive" atmosphere in Baghdad's dealings with the United Nations. For the moment, however, virtually no one is willing to predict whether this new mood will be sustained.

"We're moderately satisfied," said a U.S. official. "But I wouldn't go overboard because with the Iraqis it's always on-again off-again. There are still a lot of big questions."

"There are rather worrying signs within Iraq both in the military build-up at the Kalak Bridge [in northern Kurdistan] and the shelling of the Shias [in the south]," said a British official, who speculated Iraqi authorities could be trying to temporarily placate the council while dealing with domestic problems.

"The Iraqis don't like to take on the council on too many fronts at one time." If they're being nasty to the Kurds and Shia, then maybe they won't be nasty on [the U.N. resolutions]," he said, referring to the council's authorization for the sale of oil to pay for humanitarian aid.

Iraq has resisted exporting oil, arguing that the mechanisms sought by the United Nations to oversee the sale infringe on its sovereignty. Last January, talks on oil sales appeared headed for success, but Iraq halted the negotiations.

In his report to the council, Ekeus said that a recent U.N. inspection team had verified the destruction by Iraq of 86 previously undisclosed missiles. In a letter to the council last month, Baghdad claimed a total of 89 ballistic missiles and three training missiles had been destroyed and buried. The inspection team was unable to find six of these missiles in the muddy terrain but are not pressing the matter.

At the same time, Ekeus said that despite a March 19 pledge by Iraq to make available a "dossier of comprehensive, final and complete information on relevant programs" connected with its weapons capability, the Special Commission has yet to receive anything.

U.N. officials said Aziz indicated Iraq would hand over a declaration after the Ramadan religious period ends this weekend, but they are unsure whether it will address all of the U.N. demands.

The Washington Post - April 4, 1992

# U.N. Still 'Concerned' About Iraq

'Nonobstruction' Does Not Mean 'Cooperation,' Ekeus Says

By Trevor Rowe  
Special to The Washington Post

UNITED NATIONS, April 3—The official in charge of U.N. efforts to eliminate Iraq's weapons of mass destruction told the Security Council today that while Baghdad recently revealed some new data on its arms holdings, much remains to be done to implement the Persian Gulf War cease-fire resolutions.

Rolf Ekeus, the Swedish diplomat in charge of the U.N. Special Commission on Iraq, said Baghdad still has not indicated its acceptance of the resolutions, which deal with long-term monitoring of its chemical, biological, nuclear and ballistic weapons capabilities.

He also said the complete destruction of chemical munitions and equipment associated with the prohibited weapons has yet to be carried out, and Iraq has not fully disclosed all aspects of its weapons programs.

"We have a situation of nonobstruction, but we can't say we have cooperation as long as we're con-

vinced that things are concealed," Ekeus told reporters after briefing the council. "We're still concerned that there are missiles out there, the information on chemical weapons is inconsistent, and we're concerned that with biological weapons we don't have enough information."

Last month, Ekeus said Iraq seemed to be displaying a "new attitude" in its dealings with the Special Commission. His remarks followed a visit here by Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz and the provision of new information on Baghdad's missile and chemical arsenals.

That apparent change in Iraqi behavior came after a series of sharp warnings from the Security Council, Britain and the United States to cooperate. At the time, Iraq had refused to allow a U.N. inspection team to oversee the destruction of equipment used in the manufacture of ballistic weapons. The destruction was carried out late last month.

Officials and diplomats here have

*Képression de Kurdes, visées expansionnistes*

# La Turquie prend un tournant dangereux

Nouvelle Solidarité  
3 avril 1992

**Conséquence à long terme de la Guerre du Golfe, la Turquie menace aujourd'hui d'embraser le Proche Orient.**

La Turquie a franchi une étape dangereuse le week-end des 21 et 22 mars, quand les militaires et les gendarmes turcs ont ouvert le feu dans sept villes du Sud-Est, tirant sur des foules de Kurdes non-armées qui manifestaient pacifiquement pour l'autonomie. Des civils ont été massacrés dans les villes de Cizre, Sirnak, Nusaybin, Yusekova, Batman, Van et Adana. Si l'armée et le gouvernement turcs pensaient que cette politique mettrait rapidement fin à la menace du «séparatisme kurde», ils ont fait pour le moins une erreur de calcul monumentale.

Les massacres, qui ont fait plus de 100 victimes civiles (les militaires en admettent 93), sont plutôt une aubaine pour les extrémistes et les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mènent depuis des années une guérilla sanglante contre l'Etat turc. Désormais nombre de Kurdes — dont la grande majorité avaient jusqu'à présent rejeté le séparatisme — sont convaincus que la voie légale et pacifique menant à l'autonomie est une illusion.

Le bain de sang a provoqué dans la région kurde de la Turquie la première véritable insurrection, et la situation risque de tourner à la guerre civile. Les effets de ce tournant dramatique se feront sentir bien au-delà de la Turquie, à commencer par ses voisins au Proche Orient.

## ! Coup d'Etat à froid

Qui a décidé de ce changement de politique ? La réponse est partiellement fournie par un des conseillers du premier ministre turc Suleyman Demirel dans des déclarations faites au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 25 mars. Selon ce conseiller, qui a souhaité garder l'anonymat, les chefs militaires et le président Turgut Ozal sont responsables de l'escalade sanglante qui fait le jeu du PKK. C'est l'armée qui, en passant ou-

tre les instructions des autorités civiles (du gouvernement de Demirel), a créé cette crise dans le Sud-Est, crise la plus grave sur le plan de la sécurité intérieure depuis la fondation de la république turque dans les années 20.

Toujours selon ce conseiller, les combats à grande échelle n'ont commencé qu'après que les militaires et les gendarmes eurent tiré sur des foules pacifique et non armées. Aussi bien Ozal que le PKK, d'après lui, «cherchent pour des raisons différentes un coup d'Etat militaire». En outre, précisa-t-il, les chefs militaires se sentaient soutenus par les «propos irresponsables» d'Ozal, qui avait déclaré à la suite des massacres et de l'insurrection qu'«à partir de maintenant, l'insurrection kurde ne peut qu'être matée dans le sang».

Ces derniers mois, le gouvernement de Demirel est pris en tenaille entre l'armée et Turgut Ozal et sa politique est par conséquent celle du fait accompli, tant vis-à-vis du Kurdistan que de la Transcaucasie. Le Parti de la Mère Patrie, le parti de l'opposition parlementaire d'Ozal, demande au gouvernement de prendre des mesures concrètes en Transcaucasie, y compris, le cas échéant, une intervention militaire directe pour «apaiser l'Arménie» ou la «punir». Les pressions ont eu des effets : bien que le gouvernement Demirel ait toujours suivi une politique de répression sélective envers le PKK, il avait jusqu'à maintenant hésité à franchir le Rubicon et à s'engager dans la suppression massive, non discriminatoire, de l'ensemble du mouvement kurde, notamment de ceux qui recherchent l'autonomie par des moyens légaux.

Les mêmes pressions ont amené Demirel à déclarer le 24 mars que la Turquie allait «construire un mur infranchissable le long de la frontière avec l'Irak», afin d'isoler les régions kurdes des deux pays. Il a qualifié les manifestations kurdes du week-end dernier de «provocations organisées par des extrémistes». Ce faisant, il ne fait que précipiter dans les bras du

PKK toutes les forces politiques kurdes, y compris la grande majorité qui ne réclame que l'autonomie à l'intérieur de l'Etat turc. Le 25 mars, l'armée de l'Air a commencé à bombarder des centres kurdes dans le Nord de l'Irak, près de la frontière. Et on menaçait de s'en prendre à la Syrie pour le soutien qu'elle donne au PKK.

## ! La bataille des factions

Le changement opéré par Demirel n'est pas uniquement dû à la menace bien réelle de putsch futur, mais aussi au souvenir des coups d'Etat précédents, en 1960, 1971 et 1980. En 1960, non seulement le gouvernement du président Adnan Menderes et son parti furent renversés, mais Menderes et 13 de ses collaborateurs furent pendus. Au moment où la sécurité intérieure est au plus instable et que la guerre civile menace, on ne peut pas exclure que des putschistes soient tentés d'arrêter, de juger et de condamner les dirigeants de l'actuel gouvernement, comme boucs émissaires du désastre.

Sur la question du Kurdistan, on peut distinguer en gros deux, voire trois écoles de pensée. Un groupe, représenté par les chefs militaires, et par Ozal et le Parti de la Mère Patrie, réclame depuis toujours la liquidation impitoyable, quel qu'en soit le coût en termes de vies humaines, du PKK, afin de donner aux Kurdes une leçon qu'ils ne seraient pas prêts d'oublier.

L'école opposée se retrouve particulièrement dans les rangs du SHP, parti de la coalition de Demirel présidé par le vice-premier ministre Erdal Inonu. Le SHP dispose de 48 sièges au Parlement, dont environ la moitié vont à des représentants du bloc kurde HEP, lequel prône l'autonomie par des moyens constitutionnels. Ce dernier groupe propose d'isoler le PKK en donnant aux Kurdes de plus en plus d'autonomie, à commencer par la langue, la culture et les moyens

d'information. Un bain de sang, disait ce parti, se retournerait contre ceux qui l'ont perpétré, car il inciterait à l'insurrection généralisée. Ces dernières semaines, un fossé profond s'est creusé au sein des deux factions.

Jusqu'au drame du week-end dernier, ce qui pouvait apparaître comme la troisième voie, représentée par Demirel, consistait en l'application des versions modifiées de ces deux politiques. C'est ainsi que, tout en évitant les bains de sang, les opérations militaires contre le PKK ont été considérablement intensifiées, et à partir de la fin février, les frappes aériennes turques en territoire irakien se faisaient au rythme d'une par semaine. Mais en même temps, pour la première fois, on a autorisé la parution de journaux en langue kurde et même l'usage de la langue.

Dans la semaine du 23 mars, l'armée a envoyé dans le Sud-Est du pays un grand nombre de troupes, de véhicules blindés et de chars. Outre l'objectif intérieur, cette concentration a pour but de préparer un affrontement avec la Syrie. Dès le début du mois, Demirel avait sermoné l'ambassadeur syrien pour l'attitude bienveillante de son pays envers le PKK, et devant le Parlement, il a menacé Damas de représailles si ce soutien ne cessait pas immédiatement.

Le 25 mars, le conflit commençait à prendre une dimension internationale. Ce jour là, l'Aviation turque se mit à bombarder les centres kurdes du Nord de l'Irak, non seulement près de la frontière turque, mais aussi près de la frontière iranienne. En même temps, les médias turcs se sont mis à faire courir le bruit que la Turquie pourrait agir contre la Syrie pour la «punir» de son soutien accordé au PKK. Etant donné la configuration géopolitique du Proche Orient, en menaçant la Syrie, la Turquie est devenue un instrument, volontaire ou non, des scénarios américano-israéliens dans la région.

Le même jour, le correspondant du grand journal turc *Milliyet*, interviewé à la BBC, a rappelé sur un ton menaçant que la Syrie dépend des eaux de l'Euphrate venant de la Turquie. Cette gestion des eaux de l'Euphrate est le résultat d'un accord signé il y a cinq ans entre les deux pays, dans lequel la Syrie s'engageait à ne plus soutenir le PKK qui disposait de camps d'entraînement dans la vallée de la Bekaa au Liban. Si Ankara fermait le «robinet» de l'Euphrate, la Syrie n'aurait le choix qu'entre «lutter ou mourir». Le correspondant de *Milliyet* a ajouté que, si une intervention militaire directe de la Turquie n'était pas probable à ce stade, elle n'était néanmoins pas à exclure. Le conflit turco-syrien pourra se dénouer au plus tard en avril, quand le ministre turc de l'Intérieur Ismet Sezgin arrivera à Damas pour remettre ce que nombre d'observateurs appellent un ultimatum à la Syrie.

Konstantin George



La police kurde s'apprête à intervenir contre le PKK à Cizre.

## La CE protestará ante Turquía por reprimir a la minoría kurda

El País - 4 avril 1992

J. M. MARTÍ FONT, Bonn  
La Comunidad Europea hará pública una nota conjunta de protesta contra Turquía por las violaciones de los derechos humanos en la represión de la minoría kurda, según aseguró ayer el portavoz del Ministerio de Asuntos Exteriores alemán, Hans Schumacher. A propuesta de Bonn, los directores de la Comisión de Cooperación Política de la CE llegaron el jueves en Lisboa a un acuerdo sobre un texto de condena que, según Schumacher, será presentado antes del próximo lunes. El portavoz de Exteriores alemán quiso dejar bien claro que la iniciativa la ha llevado Bonn en todo momento.

El pasado día 2, tras prohibir la venta de material militar a Turquía, la diplomacia alemana inició gestiones directas ante cada uno de sus socios comunitarios encaminadas a conseguir que se sumaran a una condena contra el Gobierno de Ankara. Bonn no logró su objetivo, pero consiguió que la Comisión de Cooperación Política de la CE asumiera el tema. Según fuentes diplomáticas en Lisboa, se baha-

jaban dos documentos, el alemán y el portugués. Todo parece indicar que Bonn pretendía que se incluyeran sanciones, probablemente un embargo de armamento, a lo que se oponía la mayoría de los miembros comunitarios, y especialmente Londres. Pero ya el jueves, en Bruselas, el ministro de Exteriores belga, Willy Claes, se mostró de acuerdo con la protesta, aunque descartó el embargo.

La crisis surgida en torno a la venta de armamento germano a Turquía, utilizado posteriormente para la represión de la minoría kurda en contra de lo establecido en el tratado entre Bonn y Ankara, se saldó con la dimisión del ministro de Defensa alemán, Gerhard Stoltenberg, y una tormentosa sesión del Bundestag en la que el canciller Kohl condenó de nuevo los abusos de los derechos humanos por el Gobierno turco.

El portavoz del Gobierno de Bonn, Dieter Vogel, indicó ayer que el embargo total de material militar impuesto a Ankara permanecerá en vigor hasta que la crisis entre ambas capitales, en torno al tratamiento de la minoría kurda, se haya resuelto.

The Washington Post April 3, 1992

# Attacked in Turkey and Iraq, Kurds Become Focus of Diplomacy

By Jonathan C. Randal  
Washington Post Foreign Service

ANKARA, Turkey, April 2—Kurdish leader Massoud Barzani left here for home today after a six-week tour of Western Europe at a time when his embattled people are facing attacks on two sides—from Turkey and Iraq—and finding themselves the fulcrum of regional diplomacy.

Barzani has expressed concern that Turkey's cross-border raids against the Turkish separatist Kurdish Workers' Party are counterproductive, embittering Iraqi Kurds and complicating his own efforts to control the 200-mile Iraqi border with Turkey.

Turkey's general staff started the air raids last August against alleged enclaves of the Kurdish Workers' Party (known as the PKK) in northern Iraq despite protests from the region that innocent villagers were the only victims.

Such violence this week led 14 of Turkey's 22 Kurdish parliamentary deputies to leave the ruling coalition of Prime Minister Suleyman Demirel. One of the Kurds was quoted as receiving telephone calls from constituents complaining, "What are you doing there when we are dying?"

Clashes with the PKK since the Kurdish New Year, two weeks ago, have claimed more than 100 lives. Partially in response to the violence, Demirel has just unveiled new social measures to help the impoverished Kurds of the southeast—and to diminish the spreading influence of the separatists, who began their rebellion in 1984.

Indeed, just a year after Iraqi Kurds fled to the mountains to escape President Saddam Hussein's avenging army, Kurds on both sides of the Iraqi-Turkish border are claiming unaccustomed influence in the destinies of these two countries that accommodate them so uneasily.

Turkey and Syria, nominal allies in the Persian Gulf war to liberate Kuwait, are embroiled in a high-level controversy, with Demirel accusing Damascus of openly sup-

porting the Kurdish separatists.

The Kurdish question also is affecting Turkey's relations with its principal European ally, Germany, which accuses Ankara of using German-donated equipment against Kurdish civilian demonstrators in violation of defense agreements.

In Iraq, Kurdish leaders are planning local elections for April 30 in defiance of Saddam. Last week, his long-range artillery dislodged a reported 40,000 Kurds from their homes. Barzani, of the Kurdish Democratic Party, said the elections are consti-

---

*Western powers are concerned that rising anti-Kurdish public sentiment may undermine Turkey's willingness to continue the allied air cover over northern Iraq that was established after Iraq invaded Kuwait.*

tutional under a 1970 autonomy agreement with Baghdad.

Iraq is concerned that the vote could accelerate the emergence of an independent Kurdish state. Such fears are fed by Barzani's Iraqi Kurdish rival, Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, who favors federation—an ill-defined status viewed as a step toward divorce from Iraq.

The United States, Britain and France formally respect Iraq's territorial integrity and also acknowledge ally Turkey's concern that even an autonomous zone in Iraq could encourage Kurds in Turkey to take actions leading to breakup of this highly centralized state—built by Ataturk on the ruins of the Ottoman Empire in the 1920s.

The Western powers look on anxiously at the recent increase of bloodshed in Turkey's Kurdish southeast. They are concerned that rising anti-Kurdish public sentiment may undermine Demirel's willingness to continue the allied air cover over northern Iraq that was established after Iraq invaded Kuwait.

U.S., British and French aircraft based at Turkey's Incirlik airfield are credited with preventing Iraqi troops from again occupying Iraqi Kurdistan and sending its nearly 3 million inhabitants fleeing once more to the mountains.

The agreement with Turkey covering the allied air force expires June 28 and Demirel has said any further mandate must be approved by a highly nationalist parliament rather than mere decree.

Ozdem Sanberk, undersecretary at the Foreign Ministry, said in an interview that he thought approval in the spring parliamentary session, ending late May, "will be more difficult" because of the rising violence in Turkey's war with the PKK. Some 3,500 lives have been lost since fighting began in 1984.

Spurred by domestic and foreign criticism of human rights abuses, especially in Kurdistan, Demirel's government has taken up revision of Turkey's notoriously repressive penal code to bring it in line with Western European legislation.

Analysts and diplomats equate Demirel's decisiveness with the military's success in thwarting a call for "general insurrection" at the Kurdish New Year, broadcast repeatedly by Abdullah Ocalan, the PKK leader. Syria backs Ocalan and trains his guerrillas in Lebanon's Beqaa Valley.

Demirel announced his legislative proposals in tandem with his accusation of "unacceptable" behavior by Syria in allowing the PKK to move men and war materiel across Syrian territory. He said "it should be clearly understood that our patience has a limit."

Such a broadside was interpreted as buttressing the official Turkish line that the PKK depended on bases in Iran, Iraq and Syria, despite growing evidence that the guerrillas enjoy wide support inside Turkey.



## REBELLION

# Kurds' Quest for Autonomy Divides Turkey

■ Escalating violence polarizes the country. Amid the fighting, both sides start looking for a solution.

By HUGH POPE  
SPECIAL TO THE TIMES

**I**STANBUL, Turkey—The prosperous shopkeeper in Istanbul's ancient commercial center seemed the last sort of person likely to identify with the Kurdish rebellion that has shaken Turkey to its foundations over the last two weeks.

Yet there he was, surrounded by smuggled Japanese electronic goods, angrily voicing support for the Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas—a group denounced as terrorists by Turkey, the United States and several of Turkey's NATO allies.

"For years we were too scared to say we were Kurds," Nevzat Sekerci said to nods of agreement from his neighbors, who said Kurds make up about a third of the merchants in this warren of shops beside the sea inlet still called the Golden Horn. "We don't want a separate state. But now we want more freedom for Kurdish culture, television, papers, all those things. And if it comes to it, I suppose we'll go back and fight for it."

More than 100 people have been killed in mostly Kurdish-related violence in the last 10 days, triggering an angry row with Germany, Turkish air raids on rebel bases in northern Iraq and a wave of terrorist killings of police and soldiers in western Turkey.

But perhaps the most striking effect of events here has been a polarization of the political landscape of Turkey, dividing Turks from Kurds as never before.

Some 12 million Kurds live in Turkey, one in five of the population of 57 million and half of the 20 million to 25 million Kurds split in tribes among the mountains of Turkey, Iraq, Iran, Syria and the Soviet Union.

The Turkish government says more than half of the Kurds, like Sekerci, have now emigrated from the mountains



Associated Press

PKK supporters hold sit-down protest in Cizre under soldiers' watchful gaze.

to the big western cities of Turkey. There, middle-class Kurdish professionals are often assimilated and proud of a modern Turkish identity.

But because of a high Kurdish birth-rate, the impoverished nature of their villages and the feudal character of their society, many young, poor Kurds are open to radical politics.

"If there is anything missing in full citizenship, let us correct that. The people who call themselves Kurds elect their mayors, their deputies," Prime Minister Suleyman Demirel told a news conference Monday. "The opportunities of our country are open to all of us."

But as the masthead of Turkey's second-biggest daily newspaper *Hurriyet* puts it, "Turkey is for the Turks." For 65 years, Turkey banned all expression of specifically Kurdish culture in the name of a unitary state.

As the legal restrictions against it have slowly started to lift in the past year, the Kurdish identity is beginning to manifest itself in a variety of ways.

Kurdish nationalist demonstrations that accompanied the Kurdish New Year on March 21 were the most widespread ever seen in Turkey.

About 70 Kurds were killed by gunfire. There were few, if any, casualties

among the Turkish security forces.

Kurds responded by attacking dozens of Turkish embassies, consulates, banks and businesses all across Europe.

The chief organizer was the rebel PKK, a Marxist-Leninist group that now fields at least 10,000 guerrillas and bases its fight for an independent state in Lebanon's Syrian-controlled Bekaa Valley.

The group's terrorist label, earned in pre-1990 massacres of pro-government Kurdish families, is growing somewhat unwieldy, due to the size of the rebel army, its considerable following among the hard-bitten southeastern towns and the increasing sympathy for it in western Turkish cities.

**T**he PKK has also toned down its demands for independence, now seeking a Turkish-Kurdish federation. It appears to be working in increasing harmony with the People's Labor Party, a leftist political group that Turks see as a political wing of the PKK.

Under pressure from a Turkish nationalist backlash in his own conservative party, Demirel said he is ready to consider some decentralization and economic subsidies for the region, but he firmly ruled out any idea of autonomy for the Kurds.

THE TORONTO STAR  
Saturday,  
April 4, 1992

# *In the* **SHADOW** *of* **SADDAM**

One year after  
fleeing Iraqi  
troops, the Kurds  
still live  
in desperate fear

By Bob Hepburn  
TORONTO STAR

CETEK, Iraq — Ismail Faraj leans forward as he sits cross-legged on the floor of a home demolished three times in 30 years by Iraqi armies.

"I have just one question to ask you," he says, pointing a finger at a visitor to this isolated mountain village. Instantly, the roomful of men grows silent and waits in anticipation.

"Will the Western allies support us if Saddam Hussein attacks again?" Faraj asks.

In a nutshell, that question, asked by a 32-year-old farmer in a village with no water, no electricity and hardly any food, is the issue that dominates the lives of the 3.5 million Kurds in northern Iraq.

The Kurds are deathly afraid the allies, primarily the Americans, will tire of the "Kurdish issue" and stop flying military aircraft over their land at the end of June, leaving them completely vulnerable to Saddam's troops.

Faraj watched helplessly as his mother and a brother died of cold and starvation last year in the mountains of neighboring Iran. His fear of Saddam is palpable; his suspicions of the allied forces real.

Today, one year after 1.5 million Kurds fled to the mountains to escape the wrath of President Saddam Hussein, Iraqi Kurds are still living on the edge of a disaster.

Kurds captured the hearts of television viewers around the world last year as they struggled bravely, frantically, through frozen mountain passes, up steep cliffs and across rushing rivers to safety in Turkey and Iran. Their abortive uprising, at first encouraged by the West, then later ignored, had collapsed. Saddam's armies, humiliated in Kuwait, were hunting them down, killing them by the thousands.

Their plight this spring is just as bleak. Saddam has cut supplies of food, oil and medicines. His regime is



massing soldiers, tanks, artillery and helicopters along an unofficial cease-fire line.

Worse, the Kurds fear that United Nations aid workers — their leading source of food and medicine — will pull out later this month and that the allied forces will once again abandon the Kurds and suspend "Operation Provide Comfort" by June 30.

Last March, the 95 families of Cetek, a village tucked in the mountains near the city of Sulaymaniyah, fled to Iran to escape Saddam's forces. In 1987, Iraqi troops had destroyed every building in the village — homes, a small clinic, the school. The centuries-old village had also been levelled in 1963 and 1965 by earlier Baghdad regimes.

When the Kurdish uprising broke out, the Cetek villagers were huddled in camps near their old community.

"Some of us lived in tents," Isnail Faraj said. "My mother and brother died of starvation. Every family lost somebody."

Most of the villagers returned home last May when the fighting died down. They found everything in ruins. With U.N. help, the villagers started to rebuild — one of 1,800 towns that Saddam destroyed and are now being resettled. Another 2,200 villages are still a jumble of broken stone walls and overgrown weeds.

## KURDISTAN IN QUESTION

The dilemma  
of a people  
without  
a nation

PART I

"We need sheep, rice, electricity, oil for cooking," said Khader Mohammed Ahamad, 64, the village elder. "Without these, many will go hungry."

But Ahamad said — without a pause — that the entire population of Cetek would flee to the mountains again if Saddam pushes his army northward one more time.

"Saddam believes time is in his favor," says U.S. Army Colonel Richard Naab, who leads the allied observer team in Zakho. "He is just waiting to walk back into northern Iraq, and he's the kind of character who would bring the whole country down in flames to try it."

The fears appear justified.

U.N. officials warned earlier this week that Iraq is escalating attacks on Kurdish villages and that Saddam has turned down appeals to ease his four-month-old economic blockade against struggling Kurdish civilians.

They said Iraqi forces shelled more than a dozen villages in the past week, driving more than 40,000 residents from their homes. The shelling is believed part of a campaign to harass Kurds and force them to cancel an April 30 election to select 100 delegates to a "national assembly."

About 130,000 Iraqi troops are now in the region, including the Republican Guards, veteran fighters who are fiercely loyal to Saddam.

Kurdish leaders say Iraqi forces have cut roads between major Kurdish cities in the north, virtually halting deliveries of food, medicine and fuel for heating, cooking and transportation. Relief organizations are



**FLEEING DEATH:** Kurds, ranging from heavily burdened men to this injured boy, fled Saddam's forces last year.

# Kurds still live in desperate fear

feeding more than two million Kurds a month.

Baghdad imposed the economic blockade last November on areas north of the 36th parallel controlled by Kurdish rebels. The guerrillas seized control of the mountainous region 12 months ago.

Western troops moved into northern Iraq last April to assist the Kurds after Baghdad crushed their revolt. They forced Saddam to withdraw his troops south of a line roughly along the 36th parallel. The allies also withdrew, but kept a tiny presence in Zakho on the border with Turkey and retained extra air power at Incirlik, a NATO base in Turkey.

Autonomy talks that Saddam promised last spring with the Kurdish rebels have totally broken down.

"In my opinion, we have no chance of peaceful co-existence with Saddam Hussein," says Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two major rebel groups. "Either Saddam Hussein will try to finish us or we must try to finish Saddam Hussein's dictatorship."

☆☆☆

In the spring, the Kurdish mountains are spectacularly beautiful. Snowcapped, steep, rugged. It's a land of rushing streams, stunning canyons and valleys, cliffs with footpaths lined with stones.

Travellers along the two-lane roads in northern Iraq pass dozens of villages wiped out by Iraqi forces from 1987 to 1989. Many are rising from the ruins.

Kurds are dragging themselves home from the mountains and refugee camps, returning to the 4,000 villages Saddam ordered destroyed while the West averted its eyes because it was supporting Iraq in its eight-year war with Iran. For most Kurds, home is a pile of smashed stones.

Children, exhausted from the worst winter in 40 years, sit barefoot on cardboard sheets in the cold outdoors. Babies crawl on the rocky ground. Most homes — what Canadians would call shacks — have no heat, water or electricity.

Living conditions are appalling. Gasoline is in short supply; food is hard to find; meat is virtually nonexistent. Even middle-class Kurds can-

not afford to buy the little food that is available.

Kurdish women now line roadways picking grass to eat at dinner. On several occasions last week, Kurdish families served foreign guests a meal consisting of rice mixed with edible grass along with a watery bean soup. Nothing else. At that, the Kurds considered the meal a minor feast.

Despite the desperate living standards, the Kurds are free.

They now control a wide area of northern Iraq, including the cities of Erbil and Sulaymaniyah, both with more than one million residents. They operate radio stations, a daily newspaper, tiny television transmitters, schools, police, garbage collection.

They lack money to pay for any of these services, or to pay for the bullets used in the outdated rifles toted by the young, mainly inexperienced *peshmerga* ("those who face death") fighters who one day may again be asked to battle the veteran Iraqi army, with its attack helicopters, missiles, rockets, artillery and fleets of tanks.

At first glance, life appears normal.

But the Kurdish groups are facing an administrative nightmare in trying to organize food distributions, garbage pickup as well as an April 30 election for a national assembly.

The election of the 100-member assembly may appear symbolic, but it is critical for the Kurds' image abroad and will also provide the Kurds with a sense that they really are starting to control their own lives. If the elections are democratic and run fairly, they will "scare the hell out of Baghdad," said one international organizer in Zakho.

Jalal Talabani, one of the main Kurdish leaders, said in an interview at his mountain headquarters that the Kurds have gained a great deal since the abortive uprising.

"Half of Kurdistan is liberated," he said. "Also, the world knows about the tragedy of the Kurds, the massacres. The position of Europe, the U.S. attitude toward the Kurds has changed. All this is positive."

But Talabani said the fact that Saddam remains in power in Baghdad is frightening. "We can't live with a butcher who used chemical weapons on the Kurds. How do you deal with such a man?"

Talabani claims the *peshmerga* can hold off the Iraqi army if they get some help from the West.

Most *peshmerga* guerrillas, however, appear little more than teenagers. They are paid the equivalent of \$7 a month. It's big money in an area where the majority of people aren't earning a cent.

The guerrillas have fought for decades in the Iraqi mountains and have earned a reputation as ferocious fighters. But they are armed with old Kalashnikov rifles and appear able to delay an advance by well-trained Iraqi tank crews only by minutes — not hours or days.

Naab, the U.S. army colonel, said he doubts whether Saddam is ready for a fight right now. But he warned that the Iraqi leader is edging ever closer to a major confrontation with the Kurdish forces.

Starting last fall, Naab and his eight-man monitoring team inside northern Iraq noticed a marked change in attitude toward the Kurds by Baghdad. That's when Saddam imposed the economic embargo. He has been tightening the screws ever since.

For example, fuel supplies have been slashed to barely 10 per cent of normal requirements. It takes up to 10 days waiting in line to get butane for cooking — if it's available at all.

Naab believes the Kurds cannot survive without outside help. He said the Kurdish people worry Saddam will mistake any withdrawal by the allied forces as a signal from the West that it is all right to attack the Kurds.

That fear is echoed repeatedly in towns and villages across northern Iraq.

"The conflict must be solved from the outside," said Asad Gozen, a 37-year-old English-speaking member of the rebel Patriotic Union of Kurdistan who lives in Choqlawa. "Kurds are brave, but we are tired of fighting. The next time we fight Saddam he may use missiles."

In Erbil, the largest city in Kurdish-held territory, residents can hear the noise of daily shelling by Iraqi forces barely 15 kilometres (9 miles) from the city limits.

"Sure people are afraid," Abdullah Rashid, a butcher, said. "We are afraid Saddam will attack like last time. If the fighting starts, most people will flee again."

About 80 per cent of the more than one million residents of Erbil ran to the mountains last spring when the Iraqi troops pushed north to crush the Kurdish uprising. The Iraqis left Erbil last November after continued guerrilla attacks and public demonstrations, along with Western pressure, forced Saddam to withdraw his troops just beyond artillery range of the city.

As Rashid spoke, two American F-111 fighter jets roared across the city. The butcher and the crowd gathering in his tiny shop smiled.

"People are happy when they hear the jets," he said. "We feel safe. If we

don't hear them every day, we become afraid."

Rafat Shamso, another butcher, is convinced the allies will support the Kurds if Saddam attacks again. "Nobody wants the government back," he said.

Opposition to the Iraqi government appears universal among the Kurds. Not a single positive word was expressed by dozens of people interviewed during a week-long trip through northern Iraq. Support for the *peshmerga* seemed genuine.

"If the *peshmerga* wasn't here, the government would be back inside the city," said Mohammed Sabir, who operates an Erbil vegetable stand.

Most people also want an autonomous Kurdistan to remain part of Iraq, but never with Saddam in power. Few people said they want an independent state — at least for now.

Azad Jundiani, editor of the daily newspaper New Kurdistan News, is one of the people who favors an independent state over some form of limited self-rule.

"The time of autonomy is past," he said. "Autonomy is for minorities who don't have a culture, a language, a history. Kurds have learned we cannot accept being treated as minorities. We are not to accept being ruled anymore."

But in the squalid camps where barefoot children huddle around open fires for warmth and parents worry where the next meal is coming from, the talk of independence and autonomy seems a luxury.

"We have no money, no petrol, no kerosene, very little food," said Walid Siso Khalef, a 35-year-old father of 10 children living in Khelakh refugee camp outside Zakho.

One small electric heater is all that warms the three rooms in the cement-block camp used by Khalef and his family. Meals consist of crushed wheat, rice or lentil soup. Sometimes they eat fish Khalef catches in the Tigris River. They never buy meat or chicken.

For most Kurds in northern Iraq, the daily struggle to feed and house themselves is a trauma. Many appear simply worn out by the constant battles with the Baghdad regime of Saddam Hussein.

But the Kurds realize that the Western allies must remain in the region to deter Saddam from launching another war in their mountain homeland.

Concluded Khader Mohammed Ahamad, the village elder of Cetek: "If the allies stay, we feel safe. If they go, we may die."

# In Iraqi Kurds' Plight, Problems for U.S.

## Maintaining Ties With Turkey Complicates Protection of Minority

By John M. Goshko and George Lardner Jr.  
Washington Post Staff Writers

One year after the United States and its allies put a protective arm around Iraq's embattled Kurds, the plight of this stateless minority poses a potential conflict between the U.S. policy goals of confronting Iraqi President Saddam Hussein and maintaining close ties with Iraq's neighbor, Turkey.

For U.S. policymakers, the problem is how to protect the Kurds, who were forced to concentrate in northern Iraq after being attacked by Saddam's forces following the Persian Gulf War, while also limiting the ability of insurgent Turkish Kurds to use the area as a haven to launch terrorist attacks against Turkey.

Since March 1991 when Saddam crushed a Kurdish rebellion, most of Iraq's 3.5 million Kurds have crowded into a protected enclave in northern Iraq delineated by the U.N. Security Council. Blocking Saddam from sending his forces into the area are U.S. military aircraft based in southern Turkey.

NEWS  
ANALYSIS

But Turkish forces have lately moved against some Kurds in the area. Confronted by escalating terrorist attacks from the Turkish separatist Kurdish Workers Party (known as the PKK), Turkey has responded with air attacks on suspected PKK enclaves in northern Iraq.

Charges that the main victims of the Turkish reprisals were innocent villagers have caused Iraqi Kurds to feel besieged from two sides—from Ankara as well as Baghdad—and created problems for U.S. efforts to keep Turkey anchored firmly in the Western alliance. Sympathy for the Kurds has damaged Turkey's image in much of Western Europe and has caused Germany, one of the most important allies of Turkey and the United States, to accuse Ankara of illegally using German-supplied weapons against Kurdish civilians.

At the same time, rising anti-Kurdish sentiment in Turkey, where there are 12 million Kurds, has caused concern about whether Turkish Prime Minister Suleyman Demirel will continue to permit U.S., British and French planes to maintain air cover over northern Iraq after the basing agreement expires June 28.

Turkish officials, angered by Western criticism, have hinted that the highly nationalist Turkish parliament might be reluctant to help protect a Kurdish enclave in Iraq that could spill across the border and lead to creation of an independent Kurdish state embracing parts of both countries.

In marked contrast to Germany, the Bush administration has backed the Turkish line, branding the PKK a "terrorist organization" and supporting Turkey's right to defend itself against terrorism. U.S. officials deny that the American position was adopted to placate Ankara and argue that it is incorrect to assume a parallel between the Kurdish problems in Iraq and Turkey.

The officials said that the United States regards maintaining the safety of Iraq's Kurdish north as a moral obligation to protect the Kurds from what a recent U.N. report by Max Van der Stoep, former foreign minister of the Netherlands, characterized as "mass murder" and "genocide."

"We went in a year ago when thousands of Kurds were fleeing into the mountains and trying to cross the border into Turkey," one official said. "Now most have returned to their homes because our residual presence and that of the U.N. has reassured them. I can't say

what we'll be doing after June, but I don't think any U.S. government would expose the Kurds again to the horrors that were committed against them last year."

The officials pointed out that Iraq's principal Kurdish leaders—Massoud Barzani and his chief rival, Jalal Talabani—appear to understand the importance of assuring the larger Iraqi population and Turkey that they are not separatists seeking to create an independent state.

"Their operative word is 'autonomy,' not 'independence,'" one noted. "They want a considerable degree of local autonomy for Kurdistan, but they say it should be done within a framework that preserves the territorial integrity of Iraq. They also understand the importance of having Turkey's cooperation if they are to win the necessary concessions from Baghdad."

But the Bush administration looks differently on the Kurds under siege by the Turkish military. "The bottom line on the PKK," one official said, "is that its claims to speak for all Turkish Kurds are dubious, and it is frankly a terrorist organization trying to achieve an independent state through terrorism and violence."

While that is the official U.S. line on the PKK, some U.S. government analysts feel the organization has been evolving into what could more accurately be called "an insurgent rather than a terrorist movement."

"There's no question that many of these PKK guys are butchers, but they've changed their tactics a lot in recent years," one official said. "They still kill village guards, but not their families. They still kill teachers, but Turkish teachers, not Kurdish teachers."

One government analyst scoffed at the idea that the Iraqi Kurds are "good," while the Turkish Kurds are "bad," adding, "They are all Kurds, and they are unhappy about their situation in both countries." He said that the Kurds in Iraq have also engaged in terrorist acts.

Even officials who maintain the Turkish attacks are justified acknowledge that the tactics used by the Turks frequently have been counterproductive. They note that Turkish cross-border bombings have tended to hit Iraqi Kurdish villages rather than PKK camps, that Turkish troops used to combat the insurgency frequently are poorly trained young recruits and, as one official said, "the Turkish security forces' method of crowd control is to shoot the demonstrators."

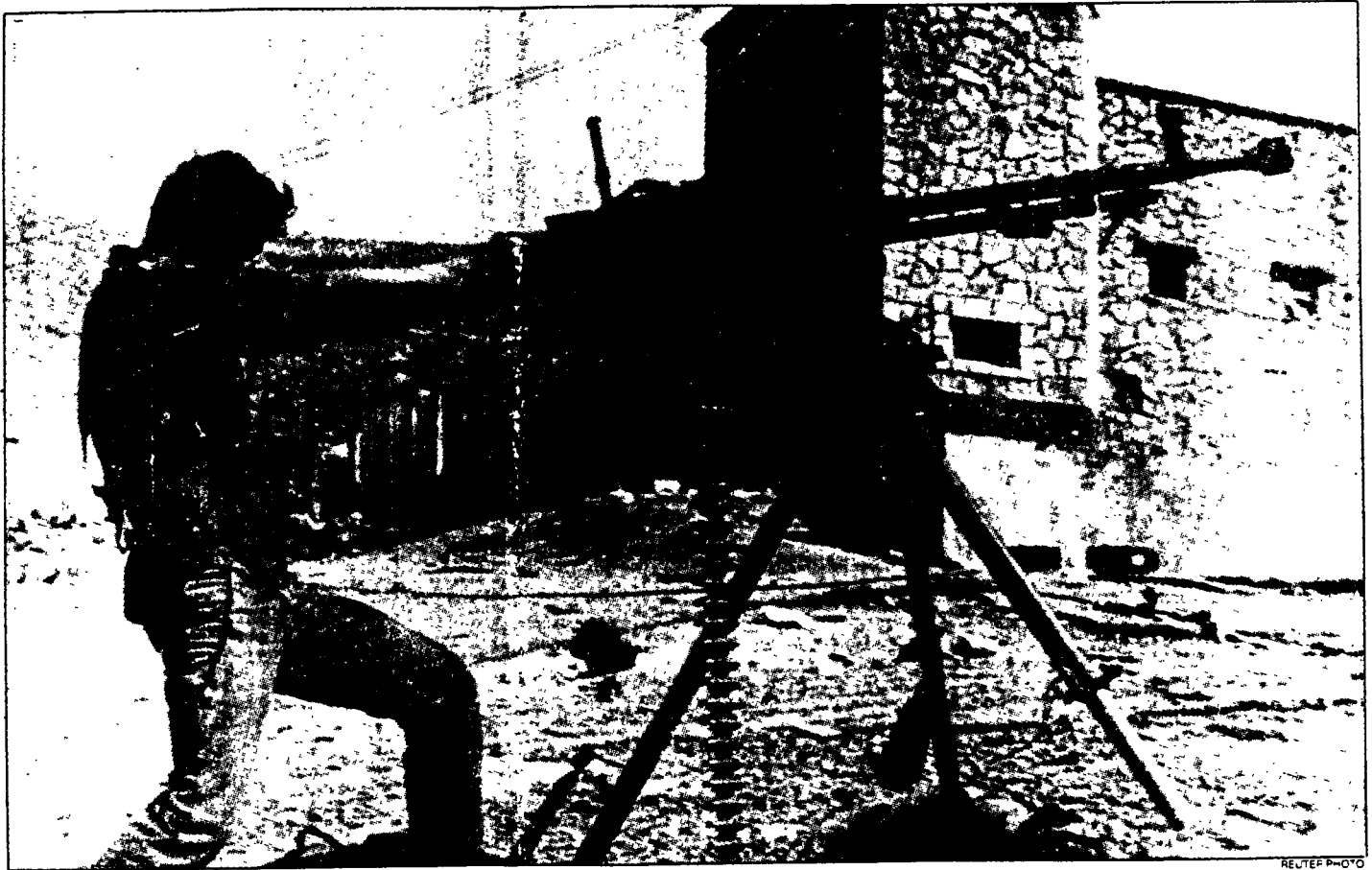
"Turkey's treatment of Kurds has been far from exemplary, but it's nothing like the atrocities committed by Iraq," an official said. "Yet these heavy-handed tactics blur the distinctions and make Turkey seem almost indistinguishable from Iraq. They also allow the PKK to take credit for those reforms the Turkish government has made such as eliminating the penalties for speaking and writing in Kurdish."

The officials said the United States has no evidence to support Turkish claims that the PKK is getting arms from Saddam's government. But, they acknowledge, the PKK does have camps in Iraq and local Kurdish villagers are powerless to control them.

In the end, one official said, the Turks are likely to decide that it is to their advantage to have the United States and its allies continue the air cover. "A year ago when thousands of Kurds were trying to flee across the border, Turkey made an impassioned appeal to the U.N. that it could not take care of the refugees. I don't think the Turkish government wants to face that kind of situation again."

Staff writer R. Jeffrey Smith contributed to this report.

*Saddam expected to strike if coalition forces pull out*  
**Kurds dread departure of guardians**



**FIREPOWER:** A Kurdish guerrilla fires an anti-aircraft gun during action against Iraqi forces

last spring. The Kurds claim to have some heavy equipment but little is in evidence.

By Bob Hepburn  
 TORONTO STAR

ERBIL, Iraq — Muhsin Othman walks confidently into the no-man's land separating his scraggly Kurdish guerrilla fighters from the Iraqi army's elite Republican Guards.

Othman is the perfect model of a *peshmerga* (those who face death) fighter — upright, strikingly handsome in his baggy pants and colorful cummerbund with a loaded pistol at his hip.

"It won't be easy to stop the Iraqis," he says as he strides across an open field. "They have put their strongest divisions here. They are planning to attack. They are just waiting for a sign from the West."

Othman is commander of the Kurdish front on an isolated stretch of road about 10 kilometres (six miles)

outside Erbil, the largest city under Kurdish control in northern Iraq.

Here, across a flat plain, is where the Iraqi forces, now barely three kilometres (two miles) away, are likely to launch their campaign to recapture the wide swath of northern Iraq they lost last spring to the Kurds.

The Kurds believe Iraqi President Saddam Hussein will order his troops to advance as soon as Western coalition forces, principally the Americans, withdraw from the region. That could happen as early as June 28 when the last eight coalition soldiers in northern Iraq leave, and when the U.S. air force halts its daily overflights from its base at Incirlik in southern Turkey.

More and more Iraqi troops, tanks, armored personnel carriers and attack helicopters are pouring into area. Every day there are fresh reports of shelling along the ceasefire line that divides Iraqi forces from the *peshmergas*. Some days as many as 300 shells rain down on the

Kurds. So far, the shelling has merely turned up sod in the surrounding wheat and tomato fields. No Kurds have been injured.

"They dig holes to scare our people," Othman says as he stands over a shell crater. "They are trying to weaken our morale."

The *peshmergas* have a romantic image as fearless mountain fighters. They may be, but at first glimpse they appear a disorganized, poorly trained and badly equipped band of mostly unemployed youths. Othman's troops look like they could fight off the Iraqi troops for minutes, not hours or days. They are armed with Kalashnikov rifles, some mortars, a few rocket-propelled grenades. Othman claims to have an anti-tank gun mounted on a pickup truck but it was nowhere to be seen.

At a *peshmerga* camp outside Zakho, the guerrillas sleep in the bombed-out barracks of an old Iraqi military post. There is no electricity, no heat. Windows are covered with corrugated metal

**KURDISTAN  
 IN QUESTION**  
 The dilemma  
 of a people  
 without  
 a nation  
**PART 2**

is convinced the Kurds can defeat Saddam next time. "We fought the government five times when it had chemical weapons, so it will be easy to fight it now when it has none," Molud says as he peers toward the Iraqi lines. "We are strong; our morale is higher."

It has been a long winter in the area called Free Kurdistan. The Kurds, who are short of food, fuel, medicine and weapons, are trying to cope with the complexities of administering the mountainous area that encompasses about 10 per cent of Iraq. They are concerned that the United Nations, which has spent more than \$250 million in Iraq since the end of the Gulf war, might terminate relief operations at the end of April. Many U.N. officials now feel the emergency has passed because most Kurds have returned to their villages.

At the same time, Kurds are trying to determine whether the Western coalition will come to their aid if Saddam attacks. They point to Bush's indecision last spring when he encouraged the Kurds to rebel against Saddam but then failed to send troops to save them when Iraqi forces launched a brutal counterattack. Up to 2 million Kurds fled across snowy mountain passes to safety in Turkey and Iran.

The Kurds note that while Bush has constantly demanded Saddam allow U.N. inspections of Iraqi chemical and nuclear weapons, he has ignored Saddam's economic and trade embargo against Kurdistan that has caused widespread shortages of food and fuel. The shortages are much worse than those suffered in southern Iraq, which already is under a U.N.-imposed economic blockade. Still, many Kurds believe Bush will stand by the Kurds.

"We think George Bush will be more helpful in an election year," said Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two major Kurdish political organizations. "He didn't finish the job and remove Saddam Hussein and he doesn't want to be reminded of it as the U.S. election gets closer."

Iraq suffered massive military losses during the Gulf war but still has about 50 per cent of its pre-war military capacity. "Given the right opportunity, Saddam will attempt to move north," said a Western ambassador based in Turkey. "He's stupid enough and power hungry enough to try."

The envoy is also convinced the United States will strike back at Iraq the moment it attacks the Kurds or the rebellious Shiites in southern Iraq. Furthermore, he believes the United States will keep flying patrols over northern Iraq after its current mandate ends in late June. Turkey is pressuring the Americans to end the flights but likely will knuckle under to subtle U.S. pressure.

In an interview at his mountain headquarters in the village of Kalocholin, Talabani said Saddam is too afraid of



JALAL TALABANI

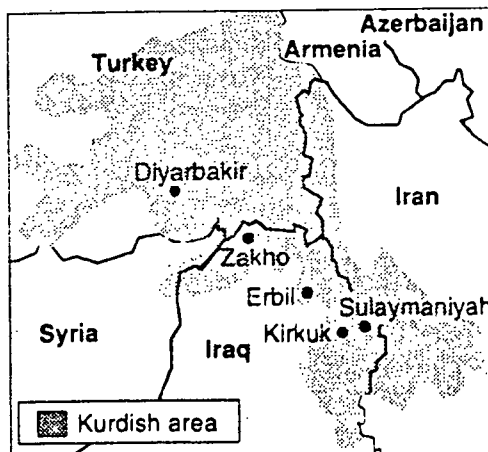
against the cold winds. The "guard house" at the entrance is an old cardboard box once used to pack a refrigerator.

The fighters eat rice, flat bread and a watery bean soup for dinner — night after night. On the rare evenings when a small generator is working, the men sit around in silence watching Arabic game shows broadcast on Syrian and Turkish television. Still, the *peshmergas* are determined to battle Saddam to the death.

"If we are united, we will be strong," says Othman Hama, a 51-year-old fighter on the Erbil front line. "Let the Iraqis come to the city. We are ready for him."

But Hama, who has been a *peshmerga* since 1963, is tired. He hopes the next battle will be the last. "Maybe the government will collapse," he says wistfully. Then, sadly, he adds that the Kurdish rebels "maybe lack financial means" to buy the bullets, mortars and artillery necessary to withstand an Iraqi onslaught.

Barzan Hassan Molud, 25, has been a *peshmerga* for nine years. He saw two brothers die in battle with the Iraqis but



## Main Kurdish organizations

**Kurdish Democratic party (KDP):** Founded in 1946, it is the oldest Kurdish party. It was led for years by Mustafa Barzani, and is now headed by his son, Massoud Barzani. He has 30,000 regular guerrillas.

**Patriotic Union of Kurdistan (PUK):** Led by Jalal Talabani, a lawyer who created party in 1975, PUK is breakaway faction of the KDP. Talabani sees the party as left-wing, urban and more modern than the KDP. It is based in the major cities of Sulaymaniya and Erbil. Has about 30,000 full-time guerrillas.

**Kurdistan Socialist party in Iraq (KSPI):** It is the third largest party, but trails the KDP and PUK by a wide margin. It is headed by Rasoul Manend and Mahmoud Othman.

**Kurdistan People's Democratic party (KDPD):** It is led by prominent nationalist Sami Abdurrahman, who once tried to oust Barzani from the KDP leadership.

**Iraqi Kurdistan Front:** This is the main umbrella organization for Kurdish parties and guerrillas. Run jointly by Barzani and Talabani, it is in charge of military operations in Kurdish-controlled areas of northern Iraq.

**Kurdistan Workers party (PKK):** This Marxist-Leninist party operates in eastern Turkey and is heavily involved in terrorism. It has camps in northern Iraq and about 10,000 hardcore activists.



MASSOUD BARZANI

coalition forces to march north in the near future. Talabani believes Washington and London will extend the current mandate to keep coalition forces in the region after the June deadline.

"I cannot accept the idea the Iraqis are planning for an immediate attack," he said. "The morale of the Iraqi army is very low, it cannot fight well or launch a widescale offensive."

He quickly added, however, that "Saddam isn't working in a logical way. We must expect him to attack at anytime."

While the Kurds are worried about their immediate safety, they also are struggling to restore some semblance of economic life to their devastated region. Kurdish organizations are working with international agencies to rebuild villages, roads, bridges, schools and hospitals that Saddam destroyed in the 1980s.

Talabani is convinced the Kurds will have a better chance of survival if they can revive the economy quickly. He talked of reopening cement and cigarette factories, of injecting money into agriculture to allow farmers to buy seeds and diesel oil for their tractors.

"This devil Saddam Hussein was planning to annihilate Kurdistan," the rebel leader said. "He tried to destroy the economic fabric of the people, of the villages."

Talabani wants to develop some type of relations, formal or informal, with neighboring Turkey and Iran. Both

countries, however, are wary of dealing with the Iraqi Kurds because of internal strife with their own Kurdish populations. Iran and Turkey thus remain opposed to any hint of an independent Kurdistan as their neighbor, while the Iraqi Kurds need open borders to be able to ship wheat, fruits and vegetables to overseas markets.

In the face of all these difficulties, the Kurds are trying to stage their first election, now scheduled for April 30 after two postponements. Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic party, originally proposed the vote for a national assembly as a way to improve the administration of Kurdish-held territory.

Currently, the Iraqi Kurdistan Front is in charge of daily and long-range planning for the area. The front is comprised of eight Kurdish parties, ranging from the big groups headed by Talabani and Barzani to small factions with barely 1,000 members. In recent months, rivalry between them has turned the front into an unwieldy operation that is bogged down in petty disputes and personal jealousies.

Saddam has warned the Kurds that he won't tolerate the election unless the Kurds stop dealing with Western countries. He has accused Kurdish leaders of being foreign agents out to destroy Iraq. "They want to turn Kurdistan into a territe to devour the whole of Iraq," he said in a recent Baghdad speech.

Andrew Whitley, director of Middle East Watch, an international human

rights organization, said the election is a sign the Kurds are trying to organize themselves on a democratic basis. Voting will be monitored by international observers.

"An election that would have genuine legitimacy is necessary for the Kurds to negotiate with Baghdad and also with outside world," he said recently.



On March 22, 1945, William Morland, the charge d'affairs at the U.S. embassy in Baghdad, wrote a top-secret memo to the state department in Washington.

Morland described the plight of the Kurds and why they were pleading for Western help.

"The basic grievances of the Iraqi Kurds is apparently that they do not want to be a minority and that in general they dislike, distrust and hold in contempt the Arab government in Baghdad," he wrote in the document, which has since been declassified.

"Grievances include insufficient schools and teachers, poor communications, deplorable health conditions, low prices and inadequate markets for agricultural produce.

"They want some form of self-rule and local autonomy so they might themselves be responsible for the solutions of their own problems — if not an independent nation."

Forty-seven years later, the Kurds are voicing the same complaints and seeking the same solutions.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, APRIL 4-5, 1992

## EC to Protest Turks' Handling of Kurdish Revolt

*The Associated Press*

BONN — The European Community, at German insistence, will formally protest Turkey's handling of its Kurdish separatist fight, including Turkish attacks on civilian populations, the German government said Friday.

A strongly worded protest was to be delivered to Ankara immediately by the EC representative from Lisbon, which holds the Community's rotating presidency, said Hanns Schumacher, spokesman for the German Foreign Ministry.

Details of the protest were confidential, but Mr. Schumacher said

that Germany was satisfied with its contents.

Last week, Germany urged the EC to condemn Turkey's attacks on Kurdish civilians and to remind Ankara that as a NATO member, it was obliged to respect human rights.

Germany also urged a Community arms embargo against Turkey. Bonn halted arms shipments to Turkey last week amid reports that German weapons were being used in the fight against Kurds in the southeast.

But Belgium's foreign minister, Willy Claes, said in Brussels on

Thursday that the Community could not agree on a common arms embargo.

Mr. Schumacher said that the protest was agreed upon by EC representatives meeting in Lisbon late Thursday. Although he would not discuss its contents, he said, "It was a result of the German recommendation."

Turkey's Kurdish insurgency has rocked politics in Germany, home to 1.7 million Turks, the most of any European country.

The German defense minister, Gerhard Stoltenberg, was forced to resign this week after it was re-

vealed that German tanks were shipped to Turkey in violation of a government ban last year, prompted by Ankara's handling of its Kurdish minority.



Exposition

## Modernité Kurde avec Jamal Abdo

Jamal Abdo est né le 27 mai 1961 dans une famille kurde, près de Derbesia, la frontière turco-syrienne.

Il s'intéresse au théâtre, à l'architecture, mais doit s'exiler en Allemagne de l'ouest, à Aix la Chapelle, et vivre de divers petits métiers, il devient régisseur de théâtre, il participe à des chorégraphies modernés et jazz. A par-

tir de 1989, il travaille comme architecte décorateur à la télévision. L'art moderne joue un rôle central dans sa vie, et il y consacre l'essentiel de son énergie.

Jamal Abdo peint de grandes œuvres, travaille de vastes structures, crée des installations originales, en utilisant des couleurs claires, des blancs, des couleurs

primaires, lumineuses. L'originalité réside surtout dans l'emploi de matériaux tels que des coquilles d'œufs, des clous, du fil de fer barbelé. L'aspect agréable à l'œil de ses œuvres n'empêche pas une symbolique forte, où l'exil est omniprésent.

Malgré de nombreuses expositions, installations et performances en Allemagne et dans quelques pays de l'Europe du Nord, Abdo expose pour la première fois en France, à l'occasion des Rencontres Méditerranéennes, et à l'invitation de l'Office Culturel de Bédarieux et de l'Office Départemental d'Action Culturelle. Les salles contemporaines de la Maison des Arts, Musée de Bédarieux, ont suscité de ce jeune artiste l'envie de créer un espace d'installations tout à fait novateur, et d'envisager une performance d'artiste lors du Vernissage.

Cette exposition s'inscrit dans le cadre d'une série de manifestations consacrées à l'Art Kurde en exil, au sein des Rencontres Méditerranéennes, avec Temo, Barde et musicien, le 27 mars à Bédarieux, et onze peintures kurdes en exil en France, à partir du 1er avril à Gignac (salle de l'ancien couvent).

Exposition modernité kurde-Jamal Abdo, du 31 mars au 18 avril, Maison des Arts, Musée de Bédarieux. Ouverte tous les jours, de 14 à 18 heures. Entrée : 10 F, tarif réduit (groupes, scolaires) : 5 F, carte culturelle : gratuit.

Renseignements : Office Culturel de Bédarieux, Hôtel de Ville, 34600 Bédarieux, tél. : 67.23.16.95.

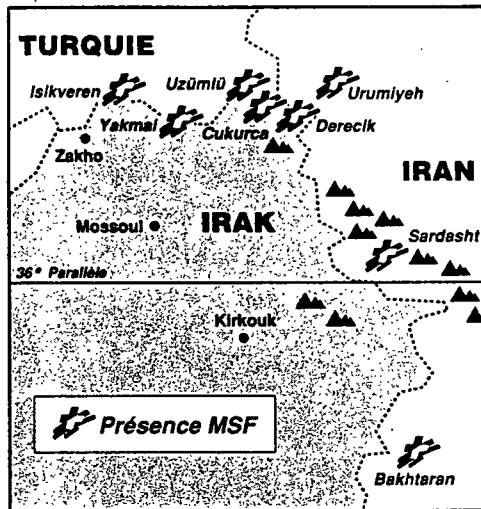
La Croix du Midi  
5 avril 1992

Presse Océan  
6 avril 1992



## MERCI

Grâce à votre soutien, à celui des collectivités locales et de la Communauté Européenne, nous avons pu porter assistance au peuple kurde sur les frontières du nord de l'Irak et envoyer depuis le 29 mars : 85 000 couvertures, 8 000 abris et tentes, 2 000 tonnes de matériel par 57 avions spécialement affrétés.



Aujourd'hui, 165 Médecins Sans Frontières de toutes les régions de France et d'Europe sont aux côtés des kurdes.

### CONTINUEZ AVEC NOUS A PORTER ASSISTANCE AU PEUPLE KURDE

Il nous faudra encore de nombreuses semaines pour soigner, abriter, faire survivre des milliers de femmes, d'enfants et d'hommes qui ont tout perdu, sauf leur dignité.

#### AIDEZ-NOUS EN ENVOYANT VOS DONNS A :

MEDECINS SANS FRONTIERES - KURDISTAN  
8, Rue Saint-Sabin - 75544 PARIS cédex 11

NOM : \_\_\_\_\_ ADRESSE : \_\_\_\_\_  
MONTANT DE VOTRE DON : \_\_\_\_\_

CCP 4060 U Paris  
Carte bancaire sur minitel : 3615 code MSF

Une couverture coûte 35,00F. Un abri pour 6 personnes coûte 250,00F  
Des biscuits protéinés coûtent 30,00F par semaine, par enfant.

# 'A Lot of Blood Will Be Shed'

## Turkey's Kurds step up the fight against Ankara

**T**hey came down from the snowy mountains of Iraq and slipped out from Turkey's shadows to seize what Kurdish leader Abdullah Ocalan deemed their "greatest opportunity in history" to achieve independence. Armed with mortars, rockets and assault rifles, thousands of ragged Kurdish guerrillas last week attacked sites all over southeastern Turkey, the heartland of Turkish Kurdistan. Masked members of the Marxist Kurdish Workers' Party (PKK) raided government offices and army barracks. As the conflict spread across the country, rebel sympathizers bombed a police station and business center in Istanbul and killed two military intelligence officials in an ambush. Kurds stormed Turkish embassies, airlines and banks in several European cities to protest what they called military atrocities. The Turkish Army mobilized quickly. Warplanes strafed suspected guerrilla strongholds in northern Iraq. Soldiers reinforced local militias in hand-to-hand combat in the streets. "This is war," declared Turkish Prime Minister Suleyman Demirel.

The army regained control within a few days and, at the weekend, most of the rebels had crept back into hiding. But nearly 100 people were dead, and neither side believed the lull would last. For the Kurds, the conflict was only the latest in their eight-year struggle to establish an autonomous homeland. For Ankara, the showdown underscored a key dilemma of the government's strategy: how to squelch an explosive insurgency movement while trying to win the acceptance of Western nations that remain sensitive to human-rights violations.

**Secular ally:** The precariousness of Turkey's position quickly became clear. Germany, Turkey's biggest trading partner and a key West European ally, condemned Ankara's response to the uprising and immediately suspended arms shipments, claiming Turkish troops had used German weapons against the Kurdish rebels. By contrast, Washington praised the government's "restraint." Since the gulf war, the United States has been actively courting Turkey as its chief secular ally in a region threatened by the rise of Islamic fundamentalism. But some U.S. analysts worry that Washington's lack of obvious concern for the rebels could spark a new humanitarian crisis among the Kurds, much like



AP/WIDE WORLD

Can Ankara squelch the insurgency without losing Western support? *Kurdish demonstrator*

the one that resulted after Iraqi President Saddam Hussein crushed a Kurdish uprising last year.

For Demirel, last week's confrontation was a major political and personal setback. Previous leaders had lifted a ban on use of the Kurdish language and instigated a \$30 billion public-works project aimed at transforming Turkey's backward southeast into a fertile breadbasket. Demirel recently won high marks from the Kurds, who constitute one fifth of Turkey's 57 million peo-

ple, for seeking a diplomatic rather than military solution to the insurgency. But he has refused to discuss their central demand for full independence. In addition, assassination squads, which many Kurds believe are connected with the Turkish Army, have murdered at least 60 prominent Kurds since the beginning of 1991. Last week's crackdown only exacerbated Kurdish fears. "Demirel said he would embrace the people with compassion," remarked Ocalan from the rebel headquarters in Lebanon's Bekaa Valley "Now he wants to annihilate us."

Continuing unrest could weaken Demirel's five-month-old centrist government coalition and endanger Turkey's recent experiment with democratic reform. It might hamper Ankara's drive to convert the newly emerging Islamic states of the former Soviet Union into secular, free-market countries. Ripples could also spread throughout the region, with the governments of Iraq, Syria and Iran threatening to put more political and military pressure on their minority Kurdish populations.

Peace is unlikely any time soon. Demirel has promised to seal off the main routes of guerrilla infiltration by turning Turkey's 200-mile border with Iraq into "a wall" of fortifications. Ocalan, meanwhile, claims he will establish a 500-member Kurdish parliament by the summer, while he pushes ahead with his military campaign. "I don't care if even 100,000 people are killed," Ocalan says. "A lot of blood will be shed." That much seems certain.

RAY WILKINSON and SAMI KOHEN in Istanbul

### Danger Zone

**F**or eight years, the Kurds have been seeking an independent homeland in Turkey.



# Kurdistan's killing fields

By Bob Hepburn  
TORONTO STAR

SULAYMANYAH, Iraq — Three steel hooks in the ceiling give Sabah Rashid Mohammed's living room a grisly touch.

The hooks were once used for a single purpose — to hang Mohammed's friends and other Iraqi Kurds.

"The Iraqi soldiers would make people stand on a chair, put a rope around their necks and then push the chair away," he says as he stares up at the three huge hooks. "I saw it happen three or four times. They would force us to sleep on the ground while the bodies hung above us, then make us take them down in the morning."

Now, that same chamber where hundreds of Kurds were tortured and hanged is Mohammed's living room. It was one of dozens of cells in the Iraqi secret police's Amin prison now used as a place to sleep by homeless Kurds.

"I am not afraid," Mohammed says in the cell he has transformed with rugs, pillows and lanterns into a makeshift living room. "I

spent three months in this same jail. I know what this room was for."

Nearby is the trailer that a U.S. report called the "raping room." It's where Iraqi secret police gang-raped Kurdish women and girls, then nailed their underwear to the wall as "trophies."

Mohammed lives in the former prison with families from the nearby city of Kirkuk who fled last spring when Iraqi President Saddam Hussein ordered his troops to stamp out the Kurdish uprising in northern Iraq after the Persian Gulf war. When the uprising ended, Iraqi troops controlled Kirkuk, leaving hundreds of thousands of Kurds who fled the city without a home.

To find shelter in a former torture chamber, though, may be the ultimate irony for these refugees. For it was here, and at hundreds of other locations in Iraq, that Saddam's forces carried out one of the most brutal, systematic mass exterminations of an ethnic group since World War II.

"As many as 300,000 have disappeared and are feared dead. That's tantamount to genocide," says Andrew Whitley, executive director of Middle East Watch, an international human-rights organization.

Details of the Iraqi massacre against Kurds during the late 1980s are slowly emerging as Kurdish leaders sift through a mountain of secret police documents, diaries, tape-recordings and videotapes seized when Iraqi troops vacated large parts of northern Iraq during the Kurdish uprising last March.

The Kurds are finally able to lift the lid on this hidden campaign of terror and torture, which remained far from foreign eyes because northern Iraq was one of the most restricted areas in the world for foreigners.



**BURN VICTIM:** Kurds claim Iraqis used napalm to quell 1991 revolt, leaving its victims scarred, like this boy shown last April at Isikveren refugee camp.

Today, video-rental shops in downtown Sulaymaniyah carry copies of tapes showing gruesome scenes of Kurdish boys being tied to poles, blindfolded, then executed by firing squad.

"Good job," one Iraqi secret police officer is heard to say on one videotape as his colleagues empty their pistols into the still-jerking body of a Kurdish youth.

Kurdish leaders contend they also have a tape-recording of a session in which police tortured a victim to death for failing to provide information they were seeking. They also claim to have a photograph of three officers — one holding his fingers in a "V" for victory sign — beside a body whose throat was slit.

**KURDISTAN  
IN QUESTION**

The dilemma  
of a people  
without  
a nation

**PART 3**

The scenes were videotaped or otherwise recorded to be sent to Baghdad to show Saddam his orders were being carried out.

In this bloodbath, Saddam ordered his troops to destroy nearly 4,000 villages with bulldozers and dynamite; unleash chemical weapons on 70 villages, including Halabja where 5,000 died in one day; bury executed prisoners in mass graves; and seize young men and ship them to unknown locations where their fates are still a mystery.

And while all this was going on, Western leaders turned a blind eye to the slaughter because they were backing Saddam in his eight-year war against Iran, which they considered more dangerous to the region's security.

"The parallel with the Holocaust in Nazi Germany is an apt one," Whitley said recently in Washington as he described how truckloads of Kurds were driven to army fortresses for mass executions.

"It's like Cambodia although the numbers aren't on the same scale," he said. "But it's different, in the sense that this is a clear case of one ethnic group trying to destroy another."

Each major town under Kurdish control in northern Iraq has its own tales of horror.

In Erbil, which claims to be the oldest city in the world, residents point out the cemetery on the edge of the city where half of the land was used for mass graves. One grave contained the bodies of 19 students shot in the head.

The bodies were discovered last September after the Iraqi forces pulled out of Kirkuk. They were easy to find; the gravediggers knew where all the mass graves were.

Last November, searchers found 140 bodies in a mass grave in Sulaymaniyah. All the victims wore clothes; some still wore blindfolds.

Saddam has flatly denied that Iraq launched a calculated program to annihilate Kurdish citizens but his carefully planned killing spree started in early 1987 and hit its peak in late 1988. By the time it was over, a minimum of 180,000 people had "disappeared."

The operation was called "Anfal," after a verse in the Koran that reputedly gives Muslims the right to plunder the women and property of infidels. It's a word that still sends shivers up the backs of most Kurds, who are also Muslims.

It started when Saddam ordered the destruction of Kurdish villages in the north with the stated goal of destroying rebel strongholds. The villagers were moved into vast, gray settlement camps in the south. Baghdad said the Kurds actually preferred living there because they were better equipped than their mountain villages.

In reality, thousands of men never made it to the camps. Men were separated from the women and children, the old and the very young, and driven away in trucks and then disappeared. Human rights workers believe the biggest mass graves remain undiscovered in the south. Many women and children died because of lack of food in the new camps.

Starting in February, 1988, and escalating for most that year, the Iraqis used poison gas on Kurdish villages suspected of harboring members

of the Kurdish *peşmerga* (those who face death) guerrillas.

The most celebrated case occurred at Halabja in March, 1988, when up to 5,000 civilians were killed within an hour after poison gas was dumped on the city. Kurds now consider Halabja a mandatory stop for visitors to northern Iraq. They treat it as a reminder to the world of the horror of Saddam, much as the sites of Nazi death camps in Europe are stark reminder of Hitler's attempted extermination of the Jews during World War II.

In Kurdistan, however, nothing is all black or all white. There are massacres on both sides.

A Reuter news agency reporter watched last Oct. 7 in Sulaymaniyah as Kurdish fighters executed 60 unarmed Iraqi prisoners. Six were shot while sitting on the ground with hands on their heads; others were killed as they surrendered; still others were machine-gunned after being taken into a building.

It was just another day on the killing fields of Kurdistan.

# Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

MONDAY, MARCH 30, 1992

## Focus on Kurds in Iraq

What to do about the Kurds, a separate Muslim people with a distinct language and of a number (20 million) and cohesive tradition that have won many others statehood? Their misfortune is to arrive late in international consciousness, when states — Iraq, Turkey and Iran among them — have already been formed and recognized in the territory where they live. Kurds, having already suffered grievously, are immensely vulnerable, lacking both the means of self-protection and reliable international patronage.

Their peril is greatest in Iraq, where the United Nations certifies, Saddam Hussein continues to perpetrate the most savage atrocities. Already under UN pressure, on the disarmament front, he should be placed under further pressure on the human rights front. And even that is not enough. A new wave of terror looms if the Gulf War allies do not extend past their June expiration date (1) the Turkey-based air umbrella put up over survivors of last year's ill-fated rebellion in Kurdish areas of northern Iraq, and (2) the UN monitors on the ground in those areas. Iraq's Kurds desperately need to be assured of more reliable relief and economic conduits from Turkey to counter Saddam Hussein's internal blockade. Their steps toward politi-

cal organization — elections are planned for April 3 — should be encouraged.

Embarrassing as it is to Turks and their friends in Washington and elsewhere, Kurds are also in distress in Turkey, where they make up a long-subordinated 20 percent minority. Although the Turkish government has sometimes dangled an option of cultural autonomy, the dominant Turkish army acts on a perceived threat of national dismemberment. And not without some reason: The Kurdish Workers Party, or PKK, seeks a separate state by arms and conducts a sometime terrorist struggle that has cost several thousand lives (mostly of Kurds) over the years. This struggle revived recently. The United States, grateful to its Gulf ally, has put the onus on the PKK. Germany, with many Kurds among its guest workers, blames Turkey.

In the PKK the Turks do face a serious and ugly threat. But they have been slow to explore political options, and they have committed systematic human rights violations. Turkey's allies have a responsibility to counsel restraint. The primary focus of an increased international effort to comfort the Kurds must not swing away from Iraq.

— THE WASHINGTON POST.

DAUPHINÉ LIBERTÉ - 6 avril 1992

# Un rassemblement régional kurde

*Au gymnase Sous-Aléry, la fête du Nouvel An*

Cinq cents personnes au bas mot, venues de toute la région Rhône-Alpes fêter, en léger différé, le Nouvel An kurde.

C'était dimanche après-midi. à Cran, dans l'enceinte du gymnase Sous-Aléry au fronton orné d'un calicot au slogan explicite : « Halte au massacre ! »

« Newroz » — nom béni de ce qui tient lieu pour les Kurdes de fête nationale — est célébré tous les ans à la fin mars, tant à l'intérieur du Kurdistan lui-même que dans les pays de la diaspora.

Les dernières péripéties politico-guerrières — implication de l'armée Turque dans des actions terrestres et consécutivement démission du ministre de la défense d'Allemagne fédérale — ont donné du relief à l'événement.

Autant dire que ce rassemblement fut à la fois empreint de gravité (persistance d'une situation précaire sur le terrain) et chaleureux parce qu'on ne se dérobe pas à une fête de cette importance.

Mise sur pied par l'association des travailleurs du Kurdistan en France « Komkar », la manifestation a donc réuni les nationaux kurdes et leurs familles; cer-



taines installées en France depuis les années 70. Parmi eux, bon nombre de réfugiés politiques dont les 13 Kurdes de haute Savoie visés par une mesure d'expulsion en septembre 90 et finalement sauvés d'un rapatriement catastrophique grâce à l'action conjuguée de plusieurs associations locales.

Participaient à la fête : MM Abdullah Akagunduz, secrétaire national de l'association KOMKAR, Ali Mehmet responsable du comité de haute Savoie ainsi que divers groupes folkloriques venus de Paris et d'Allemagne Fédérale.

Parmi les artistes invités, des orchestres de musique tradition-

nelle et le fameux troubadour Sivan, l'un des chanteurs les plus populaires du Kurdistan en exil.

Coup de phare sur l'actualité, diaporama sur l'histoire Kurde, et programmes culturels se sont déroulés en alternance assez tard dans la soirée.

JP G ■

## Manifestation contre le massacre des Kurdes

*Une petite centaine de personnes ont défilé sous la pluie, samedi à Bordeaux, pour attirer l'attention sur le massacre du peuple kurde*



Rassemblement place de la Victoire, samedi, en faveur du peuple kurde. (Photo Michel Lacropix).

SUD-OUEST  
6 avril 1992

Le Parti communiste turc marxiste-Léniniste (TKPML), le Parti des travailleurs kurdes (PKK) et le Devrimci Isci ont mobilisé une petite centaine de personnes samedi sur le coup de 14 heures, place de la Victoire, pour manifester contre le « massacre du peuple kurde par le gouvernement turc ». Les manifestants, parmi lesquels les « déboutés du droit d'asile », entendaient également signifier au gouvernement français de « prendre clairement position »

Durant leur marche les conduisant de la place de la Victoire à la place Jean-Moulin, les manifestants ont dénoncé les massacres qui ont eu lieu « le 21 mars pendant la fête du Newroz, le nouvel An kurde,

symbole de l'insurrection contre l'exploitation, la répression et l'esclavage pour les peuples du Moyen-Orient ».

Sous des slogans hostiles au régime fasciste turc, les manifestants ont arpenté calmement le cours Pasteur et la rue Duffour-Dubergier, provoquant un léger ralentissement alors que la circulation de ce samedi pluvieux était dense.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0377 3 I 0492 FRA /AFP-SB47

France-Turquie

M. Mitterrand en visite d'Etat en Turquie les 13 et 14 avril

PARIS, 7 avr (AFP) - Le président François Mitterrand se rendra en visite d'Etat en Turquie les 13 et 14 avril, à un moment où Ankara subit les critiques de certains membres de la CEE concernant sa politique envers sa minorité kurde.

Le principe de cette visite était acquis mais aucune date n'avait jusque là été officiellement annoncée.

Cette visite permettra, estime-t-on à Paris, de faire un tour d'horizon des questions de caractère bilatéral, notamment les perspectives de développement de la coopération industrielle - la France étant devenue en 1991 le premier investisseur dans ce pays - ainsi que des relations entre la Turquie et l'Europe, en particulier la place de la Turquie dans le système européen en construction (CEE, UEO).

La situation dans cette région, au carrefour de l'Europe et du Proche et du Moyen Orient, et le rôle de la Turquie dans le Caucase, en particulier au Nagorny Karabakh, ainsi qu'auprès de la coalition alliée dans le conflit du Golfe, tout comme le problème de Chypre devraient également être au centre des entretiens franco-turcs.

M. Mitterrand sera le 13 avril à Ankara, où il aura des entretiens politiques avec les dirigeants turcs dont le chef de l'Etat Turgut Ozal, le Premier ministre Suleyman Demirel et le vice-président Erdal Inonu puis le 14 à Istanbul où il visitera notamment le lycée de Galatasaray, dont le développement au niveau universitaire doit faire l'objet d'un accord franco-turc.

La France est sur le plan commercial le quatrième fournisseur de la Turquie après la RFA, les Etats-Unis et l'Italie et le sixième client de ce pays.

Les exportations françaises se sont élevées en 1991 à 6,5 milliards de Francs (1,16 md de dollars), les importations représentant 4,8 milliards de FF (857 millions de dollars).

Les Français sont en compétition directe avec les Américains pour la vente à la Turquie de deux cents hélicoptères, un contrat de 10 milliards de francs, selon des sources informées.

L'Allemagne qui abrite 1,6 million de Turcs, dont environ 400.000 Kurdes, a condamné fermement la manière forte employée par Ankara contre les Kurdes au cours des dernières semaines et a décidé de geler ses envois d'armements à la Turquie. La Belgique, qui a découvert qu'elle exportait des éléments servant au montage de blindés en Turquie, a finalement renoncé à décréter un embargo sur les armes à destination d'Ankara en raison des divisions au sein de la CEE.

Le gouvernement turc a de son côté souligné qu'il luttait "contre le Parti kurde du Travail (PKK), marxiste et terroriste, mais pas contre la population kurde".

L'épouse du chef de l'Etat français, Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation humanitaire France-libertés qui a beaucoup aidé les Kurdes irakiens, ne sera pas du voyage en Turquie, selon plusieurs sources informées.

mj/jl

IDF

AFP 071840 AVR 92

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

# Témoignage de retour du Kurdistan

*Le premier convoi humanitaire de l'opération Picardie-Kurdistan est arrivé sur place. Un Picard témoigne.*



*Les bénévoles procèdent aux premières distributions de vivres, devant les deux camions affrétés par Picardie-Kurdistan.*

Deux semi-remorques, chargés de vivres et de vêtements, ont été acheminés au Kurdistan irakien. Ce premier convoi de l'opération humanitaire, Picardie-Kurdistan, organisée par l'association Solidarité\*, est arrivé à destination le 4 mars. D'autres suivront en avril (\*).

Quatre Picards (Dominique Lagourgue, Laurent Bourgens, Pierre de la Breteche et François Claes) ont participé à la distribution de cette aide humanitaire offerte par la Picardie.

François Claes nous livre son témoignage.

« Le 4 mars au matin, notre convoi traverse la frontière turco-irakienne, délimitée par un petit fleuve que surplombe un pont endommagé par les bombardements.

Cette fois nous y sommes ! Dans cette zone administrée par les Kurdes, au nord de l'Irak, règne une ambiance de no man's land. Une atmosphère pesante. L'impression que la vie s'est arrêtée.

Au premier point de contrôle, les peshmergas

(résistants kurdes) nous réservent un accueil chaleureux. Plusieurs associations humanitaires travaillent dans le secteur, notamment les associations kurdes. D'emblée il faut se rendre à l'évidence : les Kurdes, peuple courageux, se prennent en main.

Notre convoi se dirige vers la zone montagneuse où les villages ont le plus besoin d'aide, isolés pendant l'hiver.

Des scènes terribles nous attendent. Les villageois patagent dans la boue et la neige sans chaussures, vêtus très légèrement.

Malgré la misère, les Kurdes nous accueillent avec le sourire. Les enfants accourent. Les anciens nous parlent de la situation. Les villages n'ont pas reçu d'aides depuis des mois. Comment ont-ils pu survivre dans de telles conditions ?

## **L'hiver le plus froid**

L'explication vient des adultes : « Nous sommes obligés de manger nos semences

destinées à la culture ».

A la sensation de tristesse devant un tel constat se mêlent la joie de pouvoir aider ces gens, cela grâce aux Picards qui se sont mobilisés en un temps record. Les entreprises, les écoles et les particuliers peuvent être fiers.

Deux zones de distribution sont délimitées dans la région d'Amadia, encore non couverte par l'aide internationale. 4 000 personnes (soit environ 500 familles) reçoivent chacune 11 kg de vivres, de quoi subsister un mois.

En ce mois de mars, la situation est calme. Le pays a subi l'hiver le plus rude de son histoire. Mais déjà chacun sait que les combats vont reprendre entre l'armée irakienne et la résistance kurde. Des accrochages sont signalés dans plusieurs régions du Kurdistan.

Avec le dégel surgit un autre danger : les champs de mines auparavant localisés se déplacent, emportés par la fonte des neiges. 22 millions

de mines ont été disséminées au Kurdistan.

Quel avenir pour les Kurdes ? Rentrés des camps de réfugiés de Turquie et d'Iran, ils ont retrouvé un pays ruiné, détruit (4 500 villages dynamités par l'armée irakienne). Les récoltes n'ont pas eu lieu et le gouvernement de Bagdad laisse passer très peu de vivres pour les habitants. Même le rationnement qui devrait procurer le minimum vital n'est pas assuré par Saddam Hussein.

Au-delà de l'aide internationale, la situation humanitaire et politique des Kurdes d'Irak demeure incertaine. Mais en plus de la nourriture et des vêtements que Solidarité leur a apporté, nous leur avons donné un soutien moral de la part des Picards. Les Kurdes savent qu'ils ne sont pas oubliés ».

**(\*) Solidarité Initiative Picardie Kurdistan.**  
BP 0509 Amiens Cédex. Tél. 22.43.14.72

20 NİSAN 1992

Milliyet

## Suriye'nin imzaladığı tutanağın tam metni

1. Taraflar, terörizmi, uluslararası boyutu dahil her türlü şekli, yöntemi ve kaynağı ile kınamışlar ve terörizmle ortaklaşa mücadele edilmesini, iki ülke topraklarında tarafların her birine yönelik terörist faaliyetlere barınma veya geçiş imkânı verilmemesi için gerekli tedbirlerin alınmasını, her iki ülkenin topraklarında, taraflardan birinin yasadışı olarak ilan ettiği örgütlerin üyelerinin ikamet, ibate, geçiş, örgütlenme, toplantı, propaganda ve eğitim yapmalarına izin verilmemesini, her iki ülke makamlarınca tutuklanan yasadışı örgüt mensuplarının, bunların taraflardan birinin vatandaşı olmaları halinde, usulüne uygun olarak yargılanmaları amacıyla uyrukluğunu taşıdıkları tarafa iade edilmesini kararlaştırmışlardır.

2. Her iki taraf, kendi ülkesinde, diğer ülke güvenliğini ve istikrarını rahatsız eden yasadışı faaliyetlere izin vermeyecektir. Taraflar, bu tür faaliyetlere adı geçen örgütler ile grup ve kişilere karşı mevcut işbirliğini bilgi alışverişi dahil daha da geliştirecektir.

3. Taraflar, ulusal sınırları boyunca yasadışı geçişlerin önlenmesine yönelik tedbirlerin artırılmasını ve bu amaçla iki ülke sınır makamları arasında daha sıkı bir işbirliği yapılmasını sağlayacaklardır.

4. Taraflar, sahte kimlik taşıyan kişilerin iki ülkeden birine giriş ve çıkışlarının, ayrıca, uyuşturucu madde geçişlerinin önlenmesine yönelik tedbirleri artıracaklardır.

5. Her iki ülkede, mücrimlerin, suçluların ve asker kaçaklarının yakalanarak tutuklanmalarına yardımcı olacak bilgi ve belge teatisine devam edilecek, bu amaçla ilave yöntemler de geliştirilecek ve bu şahıslar süratle vatandaşı oldukları ülkeye iade edileceklerdir.

6. Türkiye Cumhuriyeti ile Suriye Arap Cumhuriyeti arasındaki ortak sınır boyunca gerekçesiz ateş açma olaylarının önlenmesine yönelik tedbirler geliştirilecektir.

7. Ortak sorunlara süratli ve etkin çözüm sağlanabilmesi bakımından gerekli görülecek her türlü yola başvurulması amacıyla, telefon, yazılı mesaj, kişisel buluşma şeklinde iki ülke güvenlik yetkilileri arasındaki temaslara ilaveten, iki ülke güvenliğinden sorumlu makamların üç ayda bir sırasıyla her iki ülkede olmak üzere periyodik toplantılar yapmaları kararlaştırılmıştır. Gerekli görülen durumlarda, taraflardan birinin talebi üzerine, bu süreyi beklemeden de toplantı yapılabilecektir.

8. Türkiye tarafı, PKK'nın terör faaliyetleri ile ilgili rahatsızlığını ayrıntılarıyla dile getirmiştir. Suriye tarafı, PKK'nın Suriye'de yasadışı bir örgüt olarak ilan edildiğini, bu örgüt mensuplarının yakalandıklarında tutuklanacaklarını ve ilgili yargı organlarına teslim edileceklerini ifade etmiştir.

Traduit du texte turc publié dans le quotidien  
Milliyet du 20 avril 1992

## Le texte intégral de l'accord signé par la Syrie

1- Les deux parties ont, en commun, condamné le terrorisme sous toutes ses formes et méthodes, y compris dans sa dimension internationale et sont convenues de le combattre ensemble, de prendre les mesures nécessaires pour empêcher sur leur territoire respectif le séjour, le passage, l'organisation, la réunion, la propagande ainsi que l'entraînement des organisations déclarées hors-la-loi par l'une ou l'autre des parties, d'extrader mutuellement les membres arrêtés des organisations illégales dans le cas où ceux-ci seraient des ressortissants de l'une ou de l'autre des parties afin qu'ils soient jugés conformément aux règles en vigueur (dans le pays concerné)

2- Les deux parties ne permettront le développement, sur leur sol, des activités illégales visant la sécurité et la stabilité de l'une d'entre elles. Les parties concernées développeront davantage la coopération existante, y compris l'échange de renseignements, contre les organisations, les groupes et les personnes se livrant à de telles activités.

3- Les deux parties prendront, le long des frontières nationales, des mesures de renforcement destinées à empêcher les franchissements illégaux et assureront, dans ce but, une meilleure coopération entre les autorités frontalières des deux pays.

4- Les parties renforceront les mesures visant à empêcher l'entrée et la sortie de la frontière entre les deux pays des personnes portant de fausses cartes d'identité ainsi que le trafic des stupéfiants.

5- La poursuite entre les deux pays d'échange d'informations et de documents destinés faciliter l'arrestation et l'inculpation des personnes recherchées, des criminels et des déserteurs continuera. Et pour se faire des moyens supplémentaires seront mises en oeuvre et ces personnes seront rapidement extradées vers le pays dont ils sont citoyens.

6- Des mesures seront mises en oeuvre le long de la frontière commune entre la République de Turquie et la République Arabe de Syrie afin d'éviter des échanges de tir sans motif.

7- En plus des rencontres individuelles, de messages écrits, de conversations téléphoniques et de toute autre sorte de moyens nécessaires pour une solution rapide et efficace des problèmes communs il est décidé de tenir des réunions périodiques trimestrielles, alternativement dans l'un et l'autre pays entre les responsables de sécurité des deux pays. En cas de nécessité, à la demande de l'une des parties, une réunion peut être organisée sans attendre le délai prévu.

8- La partie turque a exprimé en détail ses préoccupations en rapport avec les activités terroristes du PKK. La partie syrienne a précisé que le PKK est déclaré, en Syrie, organisation illégale, et que ses membres arrêtés seront inculpés et livrés aux autorités judiciaires.



KURDI // L'OPPRESSIONE TURCA

# IL DEMOCRATICO MASSACRO DI PRIMAVERA

LAURA SCHRADER

*Carri armati, razzi e kalashnikov contro la gente che festeggiava in mezzo alle strade. Più di cento morti. «I miliziani turchi sparano sulle ambulanze, minacciano i medici, impediscono di portare i feriti in ospedale». Stavolta non è stato Saddam a sparare sui kurdi, ma la Turchia, che si definisce democratica e funge da avamposto della Nato nell'area. Quindici milioni di donne e di uomini vivono sotto il regime turco senza nessun diritto all'identità nazionale. La lingua kurda può essere usata solo in privato. E l'«ufficio della guerra speciale», la potente «Gladio turca», reprime ogni protesta*

Il preordinato massacro di primavera». Così le associazioni per i diritti umani, i sindacati, le organizzazioni professionali e alcuni intellettuali kurdi e turchi hanno definito i sette giorni di sangue iniziati nel Kurdistan turco il 21 marzo, Nawroz (nuovo giorno), il capodanno kurdo. L'allarme infatti era stato lanciato qualche tempo prima. «Questa primavera ci sarà un bagno di sangue tra la popolazione civile kurda, ad opera delle forze armate turche. Centinaia di persone saranno massacrate e migliaia deportate», avevano avvertito queste organizzazioni.

Puntualmente, il massacro è avvenuto. In tutte le città kurde la gente è scesa per le strade a festeggiare il capodanno come simbolo della propria identità nazionale, scandendo slogan indipendentisti. Contro i dimostranti si sono mossi i carri armati e i blindati delle forze speciali turche. Due città, Sirnak e Cizre, sono state anche bombardate. Almeno cento i morti, e tra essi molti i bambini. «Ma — affermano gli osservatori, militanti per i diritti umani, medici, parlamentari — forse sono anche di più. I miliziani turchi sparano sulle ambulanze, minacciano i medici, impediscono di portare i feriti in ospedale». Cizre e Sirnak, difese dai guerriglieri

del Pkk (Partito dei lavoratori del Kurdistan), sono state infine occupate dalle forze turche. I giornalisti (uno è stato ucciso) e una delegazione per i diritti umani sono stati allontanati. Nelle due città, che le forze turche hanno isolato tagliando i telefoni, sono iniziati i rastrellamenti.

Ma le manifestazioni della gente, anche se duramente represses con altri morti e feriti, sono continuate in diverse città, non solo kurde. A Istanbul sessanta intellettuali kurdi e turchi (tra questi ultimi il sociologo e saggista Ismail Besikli) hanno iniziato uno sciopero del

la fame contro il massacro, ma il giorno seguente sono stati arrestati. Per la repressione, sono stati usati anche carri armati, razzi e kalashnikov della ex Rdt, forniti alla Turchia dalla Germania un anno e mezzo fa per potenziare le sue (già fornitissime) difese contro un eventuale attacco di Saddam Hussein.

Le immagini filmate all'inizio delle manifestazioni, prima che i giornalisti venissero estromessi, sono apparse sugli schermi televisivi di tutto il mondo. La Germania ha protestato per l'evidente uso di questi armamenti contro i civili, e

ha bloccato l'invio di altri carri armati destinati alla Turchia. Uomini politici e giornali turchi hanno quindi accusato la Germania di essere, come ha detto il leader di un partito kurdo, Bulent Ecevit, «non alleata della Turchia ma dei terroristi che vogliono dividere la Turchia». Il riferimento è al Pkk, il Partito dei lavoratori del Kurdistan, comunista. Dall'84 il Pkk conduce una lotta armata contro la Turchia e le basi della Nato, ed ha un fortissimo seguito tra la popolazione. Chiede un referendum per l'autodeterminazione del popolo kurdo. Il leader del Pkk, Ocalan, ha ribadito nei giorni scorsi che, vista l'impossibilità di negoziare perché il governo risponde con la guerra ad ogni tentativo di risolvere pacificamente la questione kurda, il Pkk condurrà una «guerra totale» contro la Turchia.

Sono stata nel Kurdistan turco un paio di mesi fa. Dovunque, a Diyarbakir, a Mardim, a Cizre la coscienza dell'oppressione, l'exasperazione della gente, erano evidenti. «Sono kurdo», si limitavano a dire gli sconosciuti incontrati a Diyarbakir, due parole che sottintendono sofferenza e ribellione. E lungo la strada, l'autista mi indicava soltanto caserme, fortezze e carceri. «Questo è un carcere speciale per i membri del Pkk» precisò passando nei pressi di un tetro edificio

## Distruzione di villaggi e di millenarie testimonianze storiche per far posto ad installazioni militari Nato



### IN FUGA

**Kurdistan.** Una famiglia kurda in marcia per sfuggire ai bombardamenti

una politica di genocidio. Ma, pur nella repressione, in Iran, Irak e Siria la loro esistenza come popolo diverso dall'etnia dominante viene riconosciuta. In Turchia «la realtà kurda» è stata riconosciuta dopo settanta anni. Un riconoscimento, per la Turchia, ai limiti dell'incostituzionalità, visto che la costituzione turca dichiara «Esiste un solo popolo, ed è il popolo turco».

In Turchia il territorio dei kurdi è stato oggetto di uno sfruttamento selvaggio, con distruzione di migliaia di villaggi, deportazione o emigrazione forzata degli abitanti, annientamento di importanti e millenarie testimonianze storiche, per far posto ad installazioni militari della Nato e al mega progetto di centrali idroelettriche Gap che, sfruttando le acque del Tigri (che come l'Eufrate nasce nel Kurdistan) mira a stabilire il dominio della Turchia sulle acque, con conseguenze devastanti per l'ambiente.

Il Kurdistan insomma, anzi l'Anatolia sud orientale, come si dice in Turchia, è stato ridotto in miseria e sfruttato come colonia interna. Da dodici anni il Kurdistan è in stato d'assedio, sono in vigore leggi di emergenza. Non solo. Nell'agosto del '90 il governo turco ha comunicato al Consiglio d'Europa (di cui la Turchia fa parte) che nelle province kurde si sospendeva il rispetto dei diritti umani. Per quanto non fossero rispettati neanche prima, si trattò di una dichiarazione gravissima, caduta tuttavia nell'indifferenza generale. La gente è povera, alto il tasso di analfabetismo. I bambini kurdi hanno difficoltà a studiare in turco (lingua del gruppo uralo-altaico), visto che, nonostante carcere e torture, i loro genitori continuano a parlare il kurdo, una lingua assai diversa, indoeuropea.

In questo quadro di miseria, umiliazione, sfruttamento, il Pkk ha ottenuto un seguito di massa. «Settant'anni di colonizzazione e l'occupazione della Nato sono un'arma nelle nostre mani — dice un militante —. La gente non sopporta più. Siamo pronti a negoziare per una soluzione politica, ma se lo stato turco continua a usare il terrore e la violenza risponderemo alla guerra con la guerra».

vicino a Mardin. Ma nel Botan, roccaforte del Pkk, il clima cambiava. L'autista del taxi, arrivato a Cizre, si fermò, andò a parlare con un gruppo di persone, e tornò insieme ad un altro uomo a cui cedette la guida. «Siamo nel territorio del Pkk» — mi informò quest'ultimo con orgoglio, e la dichiarazione era piuttosto rischiosa, dato lo stato di guerra, con l'aviazione turca che di tanto in tanto dava la caccia ai guerriglieri anche oltre il confine iracheno. «Agli stranieri è proibito entrare a Cizre di sera», continuò, portandomi comunque nella città che, a metà pomeriggio, era completamente al buio, con tutti i negozi chiusi. Proseguendo da Cizre sulla strada che costeggia il confine siriano in direzione della frontiera irachena, mi informò che la strada era minata e aggiunse che i guerriglieri del Pkk avrebbero potuto sequestrarmi. Infatti, il Pkk chiede che gli stranieri si muniscano di un suo lasciapassare per girare nel Kurdistan, e nel Botan poteva davvero servire. «Noi kurdi, ci massacrano e nessuno dice niente» spiegò gentilmente, per giustificare un eventuale sequestro.

Già, questo è il punto. I massacri di Nawroz, non sono un'eccezione. Dall'agosto scorso, quando a Diyarbakir, in occasione dei funerali di Vedat Ayidin — un attivi-

sta dei diritti umani sequestrato, torturato e ucciso dalle forze di sicurezza — i carri armati spararono sulla folla, i casi di repressione cruenta di funerali o scioperi sono stati diversi. Ma per la prima volta, con la protesta tedesca e un più debole ma comunque significativo comunicato francese, la terribile situazione dei kurdi in Turchia è salita alla ribalta della diplomazia internazionale. Fino ad oggi, nulla o quasi usciva dai confini turchi, vista l'importanza della Turchia come alleato occidentale, baluardo del fronte sud della Nato.

Per capire quale sia la situazione dei kurdi in Turchia basta pensare che soltanto un anno fa il presidente Turgut Ozal ha ratificato un decreto che consente l'uso della lingua kurda in privato. E soltanto pochi mesi fa il nuovo primo ministro Demirel ha preso atto ufficialmente che esiste in Turchia «una realtà kurda». Si tratta di una realtà di ben 15 milioni di persone (non esistono però dati precisi) e di un esteso territorio, il sud est della Turchia. L'intero Kurdistan, una regione geograficamente, storicamente e culturalmente unitaria è stato diviso settanta anni fa, alla caduta dell'impero ottomano, tra Turchia, Iran, Irak e Siria. In tutti questi Paesi, dove i kurdi hanno continuato a rivendicare la loro indipendenza o almeno l'autonomia, i kurdi sono stati oggetto più volte di

**AL CONFINE**

Kurdistan. Profughi kurdi al confine tra Irak e Turchia



**SCHEDA/KURDISTAN TURCO**

**UN PAESE OCCUPATO**

**L**a Turchia si definisce un paese democratico. Vi si svolgono libere elezioni a cui partecipano svariati partiti (compreso quello islamico, Rafah) ma non è ammessa l'esistenza di un partito kurdo in quanto tale. Nelle ultime elezioni, 27 kurdi si candidarono come indipendenti con il Partito socialista popolare Hep, per sostenere un programma a favore dei diritti del popolo kurdo e dei diritti umani in generale. Ne vennero eletti 22, e tra loro una donna di Diyarbakir, Leyla Zana, dimissionaria dopo i fatti di Nawroz. Ma, secondo i progressisti e i democratici turchi e kurdi, la democrazia non può affer-

marsi in Turchia perché le scelte politiche dipendono ancora dalla «Gladio turca»: così è chiamata oggi, con la parola italiana, la struttura creata nel '53, come le altre, in ambito Nato, e che in Turchia esiste ancora.

Il suo vero nome è «Ufficio della guerra speciale» nel senso di guerra interna. Ne fanno parte ufficiali di alto grado (generali, soprattutto) e formalmente il primo ministro e il presidente della Repubblica. È stata creata per bloccare ogni opposizione interna. Così, ha promosso i due colpi di stato del '71 e dell'80.

L'«Ufficio della guerra speciale» è il potentissimo nemico contro cui si batte il Pkk. «Il potere non appartiene ai civili, ma alla sicurezza di stato e all'eserci-

to... ha dichiarato Ocalan, segretario generale del Pkk. «Ci rendiamo conto che il potere civile vuol fare dei passi avanti democratici, ma ne è impedito dai militari».

Questo spiega l'odio dei kurdi non contro i turchi, ma contro i militari, gli americani e la Nato, che di fatto ha occupato militarmente la loro terra e che politicamente, con la «Gladio turca» impedisce ogni evoluzione pacifica della questione kurda. E proprio la presenza della Turchia nell'alleanza atlantica, la sua granitica fedeltà agli Stati Uniti, hanno consentito finora la sanguinosa repressione del popolo kurdo nel silenzio della comunità internazionale.

EUROPEAN PARLIAMENT

8 April 1992

B3-488/RC1  
B3-493/RC1  
B3-553/RC1

JOINT MOTION FOR A RESOLUTION

by Mrs DURY, on behalf of the Socialist Group  
Mr LENZ, on behalf of the Group of the European People's Party  
Mr GAWRONSKI, Mr BERTENS and Mrs VEIL, on behalf of the Liberal,  
Democratic and Reformist Group,

and seeking to replace the motions for resolutions by:

- Mr GAWRONSKI and others, on behalf of the Liberal, Democratic and Reformist Group (B3-0488/92)
- Mrs LENZ and Mr ROBLES PIQUER, on behalf of the Group of the European People's Party (B3-0493/92)
- Mrs DURY and Mr CRAVIHNO, on behalf of the Socialist Group (B3-0553/92)

on the situation of the Kurds in Turkey

The European Parliament,

- A. having regard to its resolutions and in particular its resolution of 12 March 1992 on the violation of the human rights of Kurds in Turkey and in northern Iraq and the talks held on this subject with the Turkish Parliament, and regretting the fact that the meeting of the EC-Turkey Joint Parliamentary Committee scheduled for 23-25 March 1992 has now been called off by Turkey for the second time,
- B. deploring the violence which caused many deaths in south-east Turkey following Kurdish New Year celebrations,
- C. whereas such incidents contribute to the spiral of violence,
- D. whereas a total curfew has been imposed in several towns, unhampered press reporting is no longer possible and the region is, effectively, in a state of war,
- E. outraged at the renewed Turkish military attacks on Iraqi Kurdistan, which have claimed the lives of at least 60 civilians,
- F. noting the demonstrations by Kurds in several Member States of the EC,
- G. recalling the declarations on human rights and the rights of minorities by the Council of Europe and the CSCE, of which Turkey is a member,

DOC EN\RE\206540

PE 160.639)RC1  
160.644)RC1  
160.693)RC1  
Or. DE, EN, FR

- H. stressing the vital role respect for human rights should play in the relations of the EC with third countries in general, and in particular with associated countries,
- I. having regard to the important role which Turkey could play in forging closer relations with the countries in the region, due to its geographical position and membership of NATO, the CSCE and the Council of Europe,
1. Expresses its sympathy with the families of the victims of this outbreak of violence;
  2. condemns the excessive scale and severity of the action taken by the Turkish armed forces in south-east Turkey which violated basic human rights of innocent citizens;
  3. Condemns the terrorist acts of the PKK and Dev Sol, which can only damage the efforts of the new Turkish Government to improve respect for human rights throughout Turkey;
  4. Calls on Turkey strictly to respect human rights in combating terrorism and not to use military force against its own citizens;
  5. Calls for an international inquiry to establish who was responsible for these violent clashes between the army, police and demonstrators;
  6. Reaffirms its firmly held view that there can only be a peaceful solution to the Kurdish question and that this is a fundamental prerequisite for democratization in Turkey;
  7. Calls on the Turkish Government to do everything in its power to restore a climate of confidence between the State and the citizens of that region (in particular by lifting the state of emergency) and establish a dialogue which will lead to a peaceful settlement with due regard for the rights of all the communities concerned;
  8. Calls again on the Council and the Commission to take all possible action within the international community with a view to finding a definitive solution to the Kurdish question;
  9. Instructs its EC-Turkey Joint Parliamentary Committee and its Subcommittee on Human Rights to monitor closely the situation in Turkey, to take it up with the Human Rights Committee of the Turkish Grand National Assembly and to bring to light the immediate causes of the violence;
  10. Requests its Enlarged Bureau to consider whether it would be appropriate to send a delegation to the region - made up of members of the Subcommittee on Human Rights, the EC-Turkey Joint Parliamentary Committee and the Committee on Foreign Affairs - to investigate the situation on the spot;
  11. Instructs its President to forward this resolution to the Council, EPC, the Secretary-General of the Council of Europe, the CSCE Secretariat, the Turkish Grand National Assembly and the Government of Turkey.

DOC\_EN\RE\206540

PE 160.639)RC1  
160.644)RC1  
160.693)RC1  
Or. DE, EN, FR

# PARLEMENT EUROPEEN

8 avril 1992

B3-0488/RC1  
B3-0493/RC1  
B3-0553/RC1

## PROPOSITION DE RESOLUTION COMMUNE

déposée par Mme DURY, au nom du groupe socialiste  
M. LENZ, au nom du groupe du parti populaire européen  
MM. GAWRONSKI, BERTENS et Mme VEIL, au nom du groupe libéral,  
démocratique et réformateur

en remplacement des propositions de résolution déposées par :

- M. GAWRONSKI et autres, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur (B3-0488/92)
- Mme LENZ et M. ROBLES PIQUER, au nom du groupe du parti populaire européen (B3-0493/92)
- Mme DURY et M. CRAVINHO, au nom du groupe socialiste (B3-0553/92)

sur la situation des Kurdes en Turquie

### Le Parlement européen,

- A. vu ses résolutions, en particulier celle du 12 mars 1992, concernant les atteintes aux droits de l'homme dont sont victimes les Kurdes en Turquie et dans le nord de l'Irak ainsi que les pourparlers engagés à ce sujet avec le parlement turc, et regrettant que la réunion de la commission parlementaire mixte CEE-Turquie prévue pour les 23, 24 et 25 mars ait été annulée pour la deuxième fois par les Turcs,
- B. déplorant la violence qui a fait plusieurs victimes dans le sud-est de la Turquie à la suite des cérémonies qui ont marqué le nouvel an kurde,
- C. estimant que de tels faits entretiennent la spirale de la violence,
- D. considérant que, dans plusieurs villes, un couvre-feu absolu a été décrété, qu'il n'est plus possible à la presse de faire son travail d'information sans entraves et que la région se trouve de facto en situation de guerre,
- E. s'indignant des nouvelles attaques militaires turques perpétrées contre le Kurdistan irakien, lesquelles ont fait au moins 60 victimes parmi la population civile ;
- F. prenant acte des manifestations kurdes dans plusieurs Etats membres de la Communauté,

DOC\_FR\RC\206540.chc

PE 160.639/RC1  
PE 160.644/RC1  
PE 160.693/RC1  
Or. DE/EN/FR

- G. rappelant les déclarations relatives aux droits de l'homme et aux droits des minorités du Conseil de l'Europe et de la CSCE, dont la Turquie fait partie,
- H. soulignant le rôle essentiel que le respect des droits de l'homme doit jouer dans les relations de la Communauté avec les pays tiers en général et les pays associés en particulier,
- I. eu égard au rôle important que la Turquie pourrait jouer, de par sa situation géographique et son appartenance à l'OTAN, à la CSCE et au Conseil de l'Europe, en ce qui concerne les relations avec les pays de cette région,
1. exprime sa sympathie aux familles des victimes de cette flambée de violence ;
  2. condamne l'ampleur et la sévérité excessives des actions menées par les forces armées turques dans le sud-est de la Turquie, actions au cours desquelles les droits fondamentaux de citoyens innocents ont été foulés aux pieds ;
  3. condamne les actes terroristes du PKK et du Dev Sol, qui ne peuvent que compromettre les efforts du nouveau gouvernement turc pour améliorer le respect des droits de l'homme dans l'ensemble de la Turquie ;
  4. demande à la Turquie de respecter pleinement les droits de l'homme dans sa lutte contre les actions terroristes et de ne pas faire intervenir l'armée sur son territoire ;
  5. demande qu'une enquête internationale fasse la lumière sur les responsabilités dans ces affrontements sanglants entre militaires, forces de l'ordre et manifestants ;
  6. réaffirme sa conviction que la question kurde ne peut être résolue que pacifiquement et que cela constitue une condition essentielle de la démocratisation en Turquie ;
  7. appelle donc le gouvernement à prendre toutes les mesures permettant de rétablir un climat de confiance entre l'Etat et les citoyens de cette région (levée de l'Etat d'urgence notamment) et de permettre un dialogue conduisant à une solution démocratique, pacifique et respectueuse des droits de toutes les populations concernées ;
  8. invite à nouveau le Conseil et à la Commission à faire tout ce que faire se peut, dans le cadre de la communauté internationale, dans le but de trouver une solution définitive à la question kurde ;

9. donne mission à sa commission parlementaire mixte CEE-Turquie ainsi qu'à sa sous-commission "droits de l'homme" de suivre attentivement la situation en Turquie, d'en débattre avec la commission des droits de l'homme de la Grande Assemblée nationale de Turquie et de faire la lumière sur les causes immédiates de la violence ;
10. invite son Bureau élargi à examiner l'opportunité d'envoyer une délégation composée de membres de la sous-commission "droits de l'homme", de la commission parlementaire mixte CEE-Turquie et de la commission des affaires étrangères dans la région pour examiner la situation sur place ;
11. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, aux ministres réunis dans le cadre de la CPE, au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, au Secrétariat de la CSCE, à la Grande Assemblée nationale de Turquie et au gouvernement turc.

*Le Var Matin* — 8 avril 1992

## Temo : le tempo !

Temo, le Kurde, sera au Mille-Club vendredi pour un concert kurdistan

Il est arrivé un jour de juin 75 en France. Temo avait tout juste vingt ans, mais déjà toute une vie derrière lui, et aussi une guerre, Temo est Kurde, cette terre située en plein cœur de l'Asie mineure, qui s'étend des chaînes de l'anti-Taurus au plateau iranien d'une part, de la mer Noire aux steppes de Mésopotamie d'autre part.

**T**EMO chante sa terre natale, avec son « tembur », instrument de prédilection des bardes kurdes, qui appartient à la famille du tar persan, du saz turc et du bouzouki grec, et qu'il a fabriqué lui-même.

C'est avec sa musique que Temo nous invite aujourd'hui à la découverte de son pays ; par la magie de ses chants traditionnels ou révolutionnaires, ces chansons d'amour ou ses propres compositions, au-delà de sa terre natale, il nous transmet

l'héritage des siècles d'amour, de guerre de joie et de souffrance, vécus par son peuple.

Temo sera à la salle du Mille-Club (près de la clinique des Lauriers), vendredi à 20 h 30, pour un concert unique. A ne pas rater, pour ceux qui veulent comprendre un peu mieux le Kurdistan et ses problèmes, à travers la musique d'un de ses poètes.

Prix des places : 50 francs (30 francs pour enfants, familles nombreuses, chômeurs).



*Temo pour une soirée unique au Mille-Club. (Repro J.D.)*



# Kurds step up terror in poisoning drama

THE EUROPEAN  
9 avril 1992

**K**URDISH separatists turned to new terror tactics when they held top members of the governing party hostage and attempted to poison soldiers and their families.

Fourteen terrorists entered the True Path Party offices in Istanbul on Saturday night, allowing everyone to leave except two executive committee members. Two hours later the terrorists were captured and the hostages were released unharmed as police threw teargas and broke down doors.

In another incident, a mass poisoning was averted only after a military garrison's water reservoir pump failed to operate. Callers, claiming they were members of the separatist Kurdish Labour Party (PKK), said they had poisoned the water supply for the Sarigazi military complex near Istanbul. Soldiers checking a nearby

reservoir found canisters containing traces of cyanide and potassium.

**Double criticism:** Austria and Germany have criticised Turkey's treatment of its Kurdish minority.

The Austria foreign ministry set in motion the Conference for Security and Co-operation in Europe (CSCE) mechanism for protecting human rights, which requires Ankara to respond within ten days to Vienna's request for information. It also summoned the Turkish ambassador in Vienna.

The moves follows Germany's decision to suspend arms shipments to Turkey and a call to the EC to condemn Turkey.

President Turgut Ozal condemned Germany for "trying to intervene in everything, interfere with everyone, trying to prove it's a great power". He added: "In the past Hitler's Germany

did the same thing. But, of course, it did so in other ways. If today's Germany also does this, not in that (Hitler's) way, but through the misuse of its economic power, or by hurling threats, it will soon discover it has taken a wrong course."

**Renewed ties:** Turkish Foreign minister Hikmet Cetin arrived in Sofia on Monday for a two-day visit to Bulgaria, the first contact between the two countries at this level in ten years.

Ties between Ankara and Sofia were strained in the 1980s over communist Bulgaria's forced assimilation of its ethnic Turkish minority, but relations have improved since the overthrow of the communist regime in 1989.

**Mistake kills two:** Two Turkish villagers were killed in crossfire between two groups of police who mistook each other in the fog for Kurdish guerrillas. Four police and a girl were also wounded in the shoot-out near Karaalan village in Mardin province.

## Le casse-tête turc de l'Allemagne

Le conflit kurde a révélé le caractère ambigu des relations entre l'Allemagne et la Turquie. Le massacre des populations civiles kurdes par l'armée turque a d'abord suscité l'indignation de l'Allemagne. Elle plonge maintenant sa classe politique dans l'embarras. Comment arrimer la Turquie à l'Europe tout en exerçant un contrôle sur son mode de répression asiatique ? Pour l'éditorialiste de *Die Zeit*, cette question est cruciale, non seulement pour la CE, mais aussi pour l'équilibre mondial.

Theo Sommer - *Die Zeit* (Hambourg)

**L**a soudaine agitation des relations germano-turques n'est pas une tempête dans un verre d'eau. En apparence, l'objet de la dispute est l'utilisation illégale d'armes allemandes contre la population kurde. Au fond, il s'agit de questions plus vastes :

- L'Hellespont [le détroit des Dardanelles] est-il encore la frontière entre l'Europe et l'Asie ?

- A quelles exigences minimales un pays doit-il satisfaire, en matière de droits de l'homme, s'il veut entrer dans la Communauté européenne ?

- Que veulent vraiment les Douze : laisser la Turquie à leur porte en la refoulant dans une zone de fractures, l'Asie centrale, ou l'intégrer peu à peu dans la Communauté ?

- Et quelles sont les ambitions turques ? L'europanisation complète ou la poursuite du rêve d'un royaume pantouranien entre Scutari<sup>(1)</sup> et Ouroumtsi<sup>(2)</sup> ?

La Turquie et l'Europe ont du mal s'entendre. Les raisons en sont à la fois historiques, géographiques et politiques.

**L'Histoire.** Il y a dix générations, 300 000 Turcs assiégeaient Vienne. Leur attaque échoua, mais la suzeraineté ottomane a encore pesé pendant deux siècles sur le sud-est de l'Europe. La contre-offensive chrétienne, commencée par les Grecs en 1821, tint en alerte les États européens jusqu'en 1914. A la fin de la Première Guerre mondiale, où Allemands et Turcs étaient alliés, la Turquie a été quasi réduite au carré anatolien. En Europe, il ne lui est resté qu'un bout de la Thrace.

**La géographie.** Pour nos grands-pères, la Turquie était encore asiatique. Mais avec la guerre froide, cette vision s'est modifiée. La Turquie a adhéré au Conseil de l'Europe dès 1950. Elle a un contrat d'association avec la CE depuis 1964, et a déposé sa demande d'adhésion en 1987. Membre de l'OTAN, elle veut aussi adhérer

à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Mais la candidature turque pose problème à l'Europe, et surtout aux Allemands qui ont déjà 1,6 million de Turcs - et parmi ceux-ci de nombreux Kurdes - dans leur pays et craignent l'arrivée de millions d'autres Anatoliens. Il y a trois ans seulement, on a signifié à Ankara que la Turquie devrait patienter.

Les impondérables de la politique. La Turquie est jusqu'à ce jour une démocratie d'une stabilité douteuse. En 1960 et 1980, l'armée a confisqué par trois fois le pouvoir aux hommes politiques. Les soldats se tiennent encore dans l'ombre. La Constitution leur donne des droits de codécision concernant "la sécurité et l'indivisibilité du pays et la paix sociale". Ils garantissent ainsi l'héritage d'Atatürk. C'est positif pour la laïcité de l'Etat : les militaires s'opposent au fondamentalisme islamique, qui a recueilli 17 % des voix en octobre dernier. Mais c'est négatif là où l'unité de l'Etat paraît menacée. Alors les armes frappent aveuglément, et

les moyens politiques plus subtils n'ont aucune chance.

Le conflit kurde a pris la politique allemande au dépourvu. Après la guerre du Golfe, Bonn avait promis de l'armement aux Turcs pour une valeur de 1,5 milliard de marks (5 milliards de FF), en plus des 6 milliards (20 milliards de FF) d'aide militaire accordée durant les trente dernières années. Cette rallonge spéciale était une sorte de rançon morale contre l'absence d'engagement allemand dans le conflit du Koweït. Les stocks de l'armée est-allemande ont fournis 250 000 kalachnikovs, 500 millions de cartouches, 5 000 fusils-mitrailleurs, 100 000 bazookas et 500 000 casques à la Turquie. Mais quand les Turcs ont intensifié leurs bombardements sur la guérilla kurde dans le nord de l'Irak, sans épargner la population civile, Bonn s'est trouvé plongé dans l'embarras. C'est pourquoi la Commission budgétaire du Bundestag a suspendu la livraison des 15 derniers des 150 chars promis, ces chars qui ont été fatals à Gerhard Stoltenberg, le ministre de la Défense démissionnaire.

La mesure a été dépassée quand l'armée turque, lors de la Fête du printemps kurde, le Nevroz, a transformé en bain de sang une manifestation kurde. Le ministre des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, s'est montré aussi critique à l'égard de la politique kurde de la Turquie qu'à l'encontre de Saddam Hussein il y a un an, et la RFA a ordonné la suspension des livraisons d'armes. Ce qui a déclenché une explosion de colère en Turquie dans tous les partis. Les milieux d'affaires et les commerçants ont menacé de boycotter les produits allemands, et les commentateurs ont incité les émigrés turcs à rapatrier leurs économies. Vexés, les ministres annulent des visites officielles prévues de longue date, à Ankara comme à Bonn. Le président Özal, qui reprochait aux Allemands, pendant la guerre du Golfe, d'avoir "complètement" perdu leur esprit combatif, les accuse maintenant du contraire : il leur reproche de s'immiscer partout dans le monde, de mener, avec d'autres moyens,

une politique semblable à celle de Hitler. Ce qui met hors de lui le Chancelier, lui-même spécialiste des analogies hâtives relatives à la période hitlérienne. Le Premier ministre turc, Süleyman Demirel, n'a pas la tâche facile quand il tente d'apaiser les esprits.

De l'analyse sereine de la situation, à l'écart de tous ces emportements, il ressort quatre faits essentiels :

- Comme tout autre Etat, la Turquie a le droit d'utiliser la force armée pour se défendre contre le terrorisme et la guérilla. Il ne peut y avoir deux poids deux mesures : les pratiques qu'acceptent les Espagnols contre les Basques de l'ETA, les Britanniques contre l'IRA d'Irlande du Nord, ne peuvent être contestées lorsque les Turcs combattent le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mais, dans la lutte contre les séparatistes clandestins, personne n'a le droit de transformer toute une population civile en cible ennemie. Le politique doit primer sur le militaire. Les Turcs ont fini par reconnaître, il y a un an, qu'il existe un problème kurde. Le conflit sera résolu par l'octroi d'une large autonomie linguistique, culturelle et administrative aux Kurdes. Il faut à la fois inciter et aider Ankara à avancer dans cette direction.

- Si la Turquie veut faire partie de la Communauté européenne, elle doit se débarrasser de ce qu'il y a encore d'asiatique en elle. En premier lieu sa police : 5 000 plaintes ont été déposées en 1990 pour usage de la torture pendant des interrogatoires. La situation s'est améliorée, mais il reste encore beaucoup à faire sur le terrain des droits de l'homme. Sur ce point, l'Europe non seulement peut, mais doit absolument poser des conditions ; de même, elle doit exiger un contrôle politique sur l'armée et une solution amiable au conflit chypriote.

- Pendant la guerre froide, la Turquie jouait pour l'Occident un rôle moins important qu'aujourd'hui. A l'époque, le fait qu'elle soit membre de l'OTAN servait essentiellement sa propre sécurité. Si l'Europe de l'Ouest était devenue

le théâtre principal d'opérations militaires, elle n'aurait pas été d'un grand recours. A l'époque des missiles nucléaires, on pouvait, à distance, bloquer l'entrée du détroit des Dardanelles. Ce n'est que maintenant que le pays gagne vraiment en importance. Depuis que les six Républiques islamiques de l'ex-Union soviétique cherchent leur voie, un rôle considérable revient à la Turquie : aider l'orientation politique de ce monde islamique, pour éviter qu'il ne tombe dans la bigoterie, représenter un pôle d'attraction culturel pour les cinq Républiques turcophones [*les Tadjiks, eux, sont issus d'un peuple iranien et parlent un dialecte persan*] et constituer un contrepoids à l'Iran fondamentaliste.

- Si l'Europe veut une Turquie occidentale, libre et démocratique, elle ne doit pas lui fermer la porte de la Communauté européenne. Depuis la révolution russe de 1917, qui a séparé le pays de ses cousins turcs d'Asie centrale [*de l'ex-Turkestan russe*], la Turquie n'avait qu'une seule option en matière de politique étrangère : l'option occidentale. Maintenant, elle pourrait, dans un accès romantique d'ambition "panturque", se tourner vers l'Est. L'histoire, la langue, la culture offrent, jusqu'au Sin-Kiang, bien des points d'attache. L'attirance pour le pantouranisme pourrait prendre le dessus si l'on refuse éternellement à la Turquie un ancrage en Europe. Mais il serait également fatal à l'Europe que la Turquie, au lieu d'entraîner l'Asie centrale à l'Ouest, ne vienne à sombrer elle-même à nouveau dans l'Orient.

Ce sont ces questions qui devraient être au centre des débats, et non l'effervescence stérile actuelle. Nous, Allemands, ne pouvons pas non plus simplement balayer ces problèmes, avec de grands discours moralisateurs. ■

1. Ville de la banlieue d'Istanbul, située sur la rive asiatique du Bosphore.

2. Ouroumtsi, capitale de la Région autonome ouïgoure du Sin-Kiang (ancien Turkestan chinois), au nord-ouest de la Chine.

Le Courrier - 9 avril 1992

## Tandis que la répression augmente au nord et au sud L'Irak «marchande» son refus

Toujours soumis à un embargo sévère, Bagdad refuse pourtant d'exporter son pétrole (prévu pour 1,6 milliard de dollars) sous contrôle des Nations Unies et dont une large partie pourrait couvrir ses besoins humanitaires. La situation est très tendue au nord comme au sud du pays alors que l'accord pour le maintien des 440 gardes de l'ONU doit être renégocié.

Des Nations Unies,  
Angelica ROGET

Au Kurdistan irakien, la présence militaire s'est fortement accrue depuis un mois. «La barrière militaire qui sépare la zone gouvernementale de celle des Kurdes est particulièrement épaisse», précise Annick Roulet du programme de l'ONU qui arrive tout juste de la ville kurde de Suleymania. Les Kurdes vivent constamment dans la crainte de la répression et sont soumis à un embargo très contraignant.

Les réfugiés sont pourtant rentrés et se sont réinstallés dans les 1500 villages (sur les 4000 qu'ont détruits les forces irakiennes) qu'ils ont eux-mêmes reconstruits. Mais les bombardements sont constants, aussi bien turcs qu'irakiens, et font régulièrement des victimes auxquelles s'ajoutent celles extrêmement nombreuses dues à l'explosion des mines. On estime à 600 par mois le nombre de personnes qui en sont victimes. Depuis la guerre menée contre l'Iran, des millions de mines auraient été enfouies.

Dans la région sud, la situation n'est

guère meilleure, Ali Ali al-Adhadh qui représente le Conseil suprême de la révolution irakienne, estime, pour sa part, à 100 000 le nombre de personnes, essentiellement des chiites qui vivent dans cette région marécageuse, totalement encerclée par les troupes irakiennes et à laquelle ni l'ONU ni aucune ONG n'a accès. «Bombardés aux armes chimiques par des canons à longue portée ou par hélicoptères et soumis, par ailleurs, au même strict embargo que les Kurdes».

### Réunion en vue

Le nouveau responsable du Département des affaires humanitaires de l'ONU, le Suédois Jan Eliasson, a convoqué hier une réunion interagences pour discuter du programme humani-

taire pour l'Irak, budgétisé à 143 millions de dollars pour le premier semestre de cette année. 56 millions de dollars seulement ont été recueillis car les Gouvernements rechignent à payer. D'autant plus que l'Irak pourrait trouver les moyens nécessaires s'il acceptait d'exporter son pétrole, ainsi que les résolutions 706 et 712 l'y autorisent. En fait, Bagdad tente de monnayer son acceptation contre le renouvellement de l'accord pour le maintien des gardes, accord qui arrive à échéance à la fin juin. Même limitée, cette présence onusienne rassure, en effet, la population irakienne. Ce qui déplaît aux autorités qui aimeraient pouvoir exercer la répression, qu'elles mènent au nord comme au sud du pays, à l'abri des regards indiscrets. **A.Ro.**

Le Nouveau Quotidien - 4 avril 1992

CE QU'ILS EN PENSENT

**DIE WELT**  
UNABHÄNGIGE TAGESZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND

### CONTRE LES KURDES, SADDAM ATTEND SON HEURE

A peine un an après sa défaite dans la guerre du Golfe, Saddam Hussein semble à nouveau se trouver sur le sentier de guerre. Apparemment il prépare une opération majeure contre les Kurdes qui résistent à sa tyrannie dans le Nord. Selon les informations les plus récentes des services de renseignements, Saddam a rassemblé plus de cent mille hommes dans l'axe Mossoul-Erbil, appuyé par des chars, de l'artillerie lourde, des hélicoptères et des lance-roquettes. Il attend deux signes avant de donner l'ordre d'attaque.

Le premier, c'est l'amélioration des conditions météo. (...)

Le second signe qu'attend Saddam doit venir de l'alliance qui l'a vaincu l'année dernière.

Saddam espère que l'actuel soulèvement des Kurdes en Turquie occulte non seulement la misère des Kurdes irakiens, mais incite aussi quelques alliés à ne pas regarder de trop près lorsqu'une nouvelle guerre éclatera en Irak. Le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU prend fin le 30 juin. Les alliés demanderont-ils une prolongation? Ou vont-ils se retirer et donner ainsi la possibilité à Saddam de réaliser ses plans? (...)

AMIR TAHERI

FRA0250 4 I 0180 FRA /AFP-GP01

Irak-Kurdes-architectes

Mission d'Architectes sans frontières au Kurdistan irakien

PARIS, 9 avr (AFP) - Une mission de l'organisation humanitaire Architectes sans frontières se trouve actuellement au Kurdistan irakien pour identifier les besoins de la population en vue de la préparation d'un programme de développement et de reconstruction de l'habitat, indique jeudi un communiqué de l'Association.

Partie le 6 avril et devant revenir le 21, cette mission s'inscrit dans le cadre des actions menées sous l'égide de l'ONU, du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) et de la Commission des communautés européennes.

Selon ASF, 4.500 villages du Kurdistan irakien sont aujourd'hui détruits et la population vit dans un habitat très précaire.

Cette mission de trois personnes devra notamment identifier les sites de reconstruction à privilégier et choisir le type d'habitat adapté aux besoins spécifiques de la population, en respectant autant que possible les techniques de construction locales et l'utilisation de matériaux produits sur place

cc/lmc

IDF

AFP 091313 AVR 92

Midi-Libre - 10 avril 1992

Artistes à Gignac

## Symbolique de la peinture kurde

Jusqu'au 20 avril, une prenante exposition vous attend à la salle de l'ancien couvent de Gignac



Quelques toiles lors du vernissage.

■ Depuis quelques jours, la galerie associative la Séranne, en collaboration avec l'ODAC, vous propose de découvrir des œuvres d'artistes kurdes en exil en France. La diversité des genres et des couleurs ne nuit pas à une exposition qui, par de nombreux aspects, est intéressante. En effet, il existe

certainement un dénominateur commun à cette présentation : une sorte de cri, de déchirement d'un peuple écartelé.

Riches dans les tons et les contrastes, les œuvres captivent le regard et sont chargées de sens et de symboles.

24 heures - 14 avril 1992

## EN BREF

**Explications syro-turques.** Le ministre turc de l'Intérieur, M. Ismet Sezgin, entame aujourd'hui une visite de trois jours à Damas pour connaître la réponse syrienne aux accusations d'Ankara sur un soutien aux séparatistes kurdes du sud-est anatolien. M. Sezgin a donné le ton la semaine dernière en soulignant qu'il comptait adresser un «dernier avertissement» aux dirigeants syriens au sujet de leurs relations présumées avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un adversaire irréductible du pouvoir central turc. — (afp)

Le Courrier - 23 avril 1992

● **Kurdes : la Syrie fermera des camps.**  
- La Syrie a interpellé 500 combattants Kurdes de Turquie installés sur son territoire et s'est engagée à fermer les camps leur servant de bases d'entraînement. Selon des médias turcs qui ont rapporté l'information dans leur édition d'hier, les autorités de Damas ont pris cette décision la semaine dernière lors de la visite qu'effectuait le ministre turc de l'Intérieur, Ismet Sezgin, pour leur demander d'agir contre les rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK). (AP)

Le Var Matin - 10 avril 1992

## Ne mâche pas « Temo »

Le message de « Temo », chanteur et musicien du Kurdistan est bien passé à Draguignan

« **T**EMO », musicien et chanteur a fait salle pleine mercredi soir au petit théâtre Lily-Pons, lors de son concert exceptionnel. Cet homme de 37 ans, né au Kurdistan a enthousiasmé le public grâce à ses mélodies et son combat en faveur de son peuple martyr. Exilé, il habite la France depuis 1975.

Il nous déclarait notamment, quelques instants avant le spectacle : « Les gens sont chez vous de plus en plus prêts à écouter ce genre de musique, l'essentiel est de garder un esprit ouvert pour ça. Je ne suis pas un Johnny Hallyday, c'est totalement différent, mais il m'arrive d'écouter de la musique médiévale, du Brassens, du Brel, du bon rock ou du bon blues. Moi, je resterai toujours fidèle au peuple kurde ».

Sa définition de la réussite : « C'est de s'imposer librement par son travail. La vie, ce n'est pas de tirer les fusils, c'est de vivre la beauté et la joie. Maintenant, mon pays devient un désert. Avant, c'était le plus beau, j'ai le souvenir d'une plaine fertile, mélangée au désert avec de la verdure, de l'eau, le Tigre et l'Euphrate. Mais l'espoir demeure tant qu'on est vivant. »

L'instrument de Temo, c'est le « tembur », il l'a fabriqué lui-même avec des bois nobles : palissandre, sipo, sapin, les 8 cordes sont en acier.

Le concert du barde kurde était organisé par l'association dracénoise de « Rencontres avec le Tiers-Monde » en collaboration avec Médecins du monde.

Concernant l'esprit de ce « barde kurde », on a pu écrire : « Le barde kurde erre depuis tou-



« Temo », talentueux et sensible musicien chanteur du Kurdistan.  
(Photo C.C.)

jours de village en village, de campement en campement, en propageant à travers tout le pays la tradition : ici en ranimant le souvenir, là en attisant le feu de la résistance, en se faisant l'interprète des aspirations d'un peuple dispersé. Temo a passé toute son enfance au sein d'une population sur pied de guerre et c'est au cours de ces années de combats qu'il s'est mis à faire de la musique, à chanter, à jouer du tembur.

A présent en exil, l'errance continue, mais le combat aussi,

on s'en aperçoit quand on voit Temo interpréter ses chants. Ils commencent presque toujours par une sorte de prélude instrumental au rythme lent, poignant, c'est la conscience de l'exil, parfois la résignation... »

Un grand coup de chapeau doit également être donné à Pierre Toureille, producteur, chargé des musiques traditionnelles au sein de Radio France. C'est sans doute grâce à lui que des musiciens tels que Temo parviennent à être connus et reconnus en France.

Dr. Kamal Sido-Kurdachi

# Die Kurden in der ehemaligen Sowjetunion

Ihre Zukunft ist ungewiß

Denkt man an Kurdistan und die Kurden, so betrifft dies in erster Linie die vier Teile Kurdistans in der Türkei, Iran, Irak und Syrien. Doch auch in den ehemaligen sowjetischen Republiken Transkaukasiens und Zentralasiens leben Kurden. Sie bilden dort kein geschlossenes Siedlungsgebiet, sondern sind in einzelnen Kolonien über die Republiken Armenien, Georgien, Aserbaidschan, Turkmenien, Kasachstan und Kirgisien verteilt. Wieviele es sind, ist nicht genau bekannt. Offizielle Angaben der Statistiken aus UdSSR-Zeiten liegen mit etwa 116 000 weit unter den Schätzungen von Fachleuten wie etwa dem kurdischen Autor Kendal, der sie mit mindestens 278 463 im Jahre 1970 angibt. Ökonomisch geht es ihnen, so Kendal, gut. Mit der Pflege der Kultur sieht es hingegen, insbesondere in den islamischen Republiken, schlechter aus. Über ihre Situation vor dem Zusammenbruch der UdSSR berichtet Dr. Kamal Sido-Kurdachi, selbst Kurde, im anschließenden Artikel, der auch einen Ausblick auf die Zukunft versucht. Er lebt zur Zeit im Exil in Marburg a. d. Lahn.

## Kriege und Flucht

Der Vertrag von Gulistan (12. Oktober 1813), der den russisch-persischen Krieg von 1804-1813 um die Herrschaft über Transkaukasien beendete, brachte zum ersten Mal Kurden unter russische Oberhoheit. Persien mußte damals weite Landstriche an der persisch-russischen Grenze an das zaristische Rußland abtreten. Dazu gehörten auch Gebiete, in denen Kurden lebten, und die später teilweise als "Kurdistan-kij Uezd" bezeichnet wurden.

Nach dem Ende eines weiteren russisch-persischen Krieges (1826-1828), den das Abkommen von Turkmandschai am 10. Februar 1828 beendete, kamen weitere Teile des kurdischen Siedlungsgebietes an Rußland. Und auch das Osmanische Reich gab 1878 Teile Kurdistans an das Zarenreich ab, nachdem es diesem im Krieg unterlegen war. Zahlreiche kurdische Stämme flohen zudem

infolge der Kriege sowie kurdischer Aufstände gegen die türkische und persische Herrschaft ins Zarenreich, um dort Schutz zu suchen. Unter ihnen waren viele Yezidi-Kurden, die von Osmanen wie Persern, aber auch von kurdischen Feudalherren islamischer Konfession verfolgt wurden. Sie selbst sind vermutlich Nachfahren der zoroastrischen Meder, welche die alten medischen Traditionen und auch die Religion bewahrt haben. (1) Die Yezidi ließen sich vor allem in Armenien und Georgien nieder, die islamischen Kurden überwiegend in Aserbaidschan.

Als 1917 die bolschewistische Revolution in Rußland gesiegt hatte, befand sich Kurdistan in der schwersten Phase seiner Geschichte. Der 1. Weltkrieg hatte dort große Schäden verursacht. Doch er gab dem politischen Leben in Kurdistan auch neue Impulse. Die Kurden interessierten sich wieder für ihr Schicksal und nahmen internationale politische Kontakte auf, um ihrem Ziel, dem Recht auf ein unabhängiges Kurdistan, so nahe wie möglich zu kommen.

Die Situation der Sowjetkurden hing dabei von der Politik der Sowjetunion ab. In den ersten Jahren seiner Existenz räumte der Sowjetstaat den Kurden manche kulturellen Rechte ein. Doch die KPdSU mißbrauchte die Parole vom Selbstbestimmungsrecht der Völker. Lenin nannte das Zarenreich ein Völkergefängnis. Aber er und Stalin haben dieses Gefängnis als ökonomische Basis der aufstrebenden Großmacht wieder auferstehen lassen. Dies wirkte sich auch auf die Sowjetkurden negativ aus. Die Kontakte mit ihren Landsleuten außerhalb der Sowjetunion brachen vollständig ab. Erst nach Stalins Tod (1953) konnten sie offen wieder aufgenommen werden.

Damals erlaubte die sowjetische Führung den kurdischen Flüchtlingen, die mit Mustafa Barsani, dem künftigen Kurdenführer im Irak, 1947 aus dem Iran in die Sowjetunion geflohen waren, Kontakte zu den Sowjetkurden aufzunehmen. Vor 1953 hatten die Kurdenflüchtlinge ihre Wohnorte nicht verlassen dürfen.

## Deportation

Nachdem sich die sowjetische Herrschaft über Transkaukasien stabilisiert hatte, überzogen deren Statthalter die Region und insbesondere Aserbaidschan mit einer Politik des Terrors gegen die kurdische Bevölkerung, die von Stalin angestiftet und unterstützt wurde. In Aserbaidschan wurde das Autonome Gebiet der Kurden mit dem Zentrum Lachin, das erst 1923

gegründet worden war, 1929 bereits wieder liquidiert. Später deportierten die kommunistischen Machthaber von Moskau und Baku unter Mitwirkung von Mir Jafar Bagirov, dem damaligen Ersten Sekretär der aserbaidschanischen KP, Zehntausende von Kurden aus Nakhichevan, Lachin und Kelbadzar nach Sibirien und in die mittelasiatischen Republiken.

Binnen kürzester Zeit wurden die Menschen in Viehwaggons geladen und abtransportiert; sie konnten nicht einmal das Notwendigste mitnehmen. Die Kurden, die der Zwangsdeportation entgehen wollten und in Richtung Türkei und Iran zu fliehen versuchten, wurden von sowjetischen, iranischen und türkischen Grenzsoldaten in großer Zahl ermordet. Bis heute gibt es keine verlässlichen Angaben über dieses Massaker, denn die Regierung der ehemaligen Sowjetunion hielt alle entsprechenden Informationen zurück.

Doch Bagirov bekämpfte die Kurden nicht nur in seiner eigenen Republik, sondern belieferte auch die sowjetische Führung in Moskau mit falschen Informationen über die kurdischen Befreiungsorganisationen und deren Führungen. In der Politik der ehemaligen Sowjetunion hat es immer Gegner des Befreiungskampfes der Kurden gegeben. Die Politik Bagirovs wird auch heute in den nationalistischen pantürkistischen engstirnigen Kreisen weiterbetrieben, vielleicht ein Grund dafür, weshalb die Sowjetunion dem kurdischen Befreiungskampf immer so passiv gegenübergestanden hat.

In Aserbaidschan wird die Türkisierung fortgesetzt. Noch immer versucht die Regierung Aserbaidschans, die Identität der Kurden zu zerstören. Nach dem Verbot der kurdischen Zeitung "Sowjetskij Kurdistan" in den 50er Jahren wurden dort Publikationen in kurdischer Sprache nicht erlaubt.

## Liberales Armenien

Den Kurden in der ehemaligen Sowjetrepublik Armenien sind solche Erfahrungen erspart geblieben. Hier gab es praktisch keine Deportationen. Wie in anderen Teilen Kurdistans versuchte man allerdings auch hier, die Kurden aufgrund ihrer unterschiedlichen Religionszugehörigkeit gegeneinander auszuspielen. Man nannte sie Yezidi, Sunniten oder Schiiten, um ihr Gefühl für Einigkeit auszulöschen. Viele yezidische Kurden ließen sich damals als Yeziden registrieren, nicht als Kurden. Wer sich weigerte, sich offiziell gemäß seiner Religionszugehörigkeit zu bezeichnen, mußte mit Problemen seitens der Behörden rechnen.

pogrom

März/April 1992



Naza Chato, Sängerin und Schauspielerin im kurdischen Volkstheater in Tiflis.  
Quelle: Dr. Kamal Sido-Kurdachi

Weiteres Merkmal der Assimilationspolitik war die Übernahme kurdischer Folklore, Liedermelodien etwa oder Tänzen, die dann als armenische Folklore ausgewiesen wurde. Tausende von Kurden flohen nach Georgien, wo noch immer eine kurdische Kolonie existiert. Eine große Gruppe wanderte auch in die russische Region von Krasnodar aus.

Dennoch ist die Politik Armeniens mit derjenigen Aserbaidschans nicht zu vergleichen. In Armenien konnten die Kurden ihre Kultur und Sprache erhalten. Radio Erewan zum Beispiel

sendet täglich 1 1/2 Stunden in Kurdisch. Seit 1930 gibt es eine kurdische Zeitung mit Namen "Rija Teze" (neuer Weg), die zwei Mal in der Woche erscheint. Es gibt Schulen an denen kurdische Kinder ihre Sprache erlernen können. Am Orientalischen Institut Armeniens ist im Bereich Kurdologie, der von Prof. Dr. Sakro Mehoi geleitet wird, ein Studium der kurdischen Sprache und Geschichte möglich.

Den Kurden ging es in Armenien schon immer besser als in Aserbaidschan oder Turkmenien. Bereits 1931 gab es dort 27 kurdische Schulen.

Auch die für die Lehrerausbildung zuständige kurdische Pädagogische Hochschule von Transkaukasien befindet sich in Erewan. (3) In St. Petersburg (ehemals Leningrad) war der Armenier Orbeli für die Ausbildung der Kurdologen verantwortlich. Während der 30er Jahre wurde in vielen kurdischen Schulen Armeniens fast ausschließlich auf Kurdisch unterrichtet. Jedes Jahr erschienen fast 30 kurdisch-sprachige Bücher verschiedener Fachgebiete - in Aserbaidschan kein einziges.

Diese Phase ging mit der stalinistischen "Kulturrevolution" zuende, während der das kyrillische Alphabet eingeführt wurde, die Schulen und Zeitungen der Nationalitäten geschlossen bzw. eingestellt wurden. Neben der russischen mußten die kurdischen Kinder jetzt je nach Wohnort zusätzlich die armenische oder die georgische Schrift lernen. Erst unter Chruschtschow belebte sich das kurdische kulturelle Leben wieder.

### Auch Georgien fördert Kurden

Bis vor kurzem war Armenien das kulturelle Zentrum der Sowjetkurden. Fast alle Schulbücher kamen von dort in die anderen Republiken. Auch in Georgien hatte sich die Lage der Kurden gebessert, vor allem seit 1972, als Edvard Schevardnadze erster Sekretär des Zentralkomitees der KPdSU in Georgien wurde. Er versuchte, die Situation der nationalen Minderheiten Georgiens zu verbessern, verkündete die Gründung eines kurdischen Volkstheaters und einer Kommission, die sich mit den Alltagsproblemen der Kurden befassen sollte.

Nach dem Zusammenbruch der Sowjetunion dürfte es für die Kurden nun schwer werden, als kleine Gruppen in jeweils souveränen Republiken wie Kasachstan, Kirgistan, Aserbaidschan, Turkmenistan oder Georgien ohne eine eigene Infrastruktur ihr kulturelles Leben weiterzuführen.

### Glasnost und die Kurden

Nachdem die damalige sowjetische Führung die Glasnostpolitik ausgerufen hatte, begannen auch die Sowjetkurden, sich verstärkt für ihre Rechte einzusetzen. Sie forderten vor allem die Rückkehr in ihre ehemaligen Gebiete in Transkaukasien, von wo sie durch Zwangsdeportationen unter Stalin vertrieben worden waren, und Wiederherstellung der kurdischen Autonomiestrukturen. Zu diesem Zweck gründeten sie ein Komitee aus kurdischen Vertretern der verschiedenen Republiken. Dessen Vorsitzender, N.K.Nadirov, war ehemals Vizepräsident der Akademie der Wissenschaften der kasachischen SSR.

Dieses Komitee organisierte im Sommer 1989 in Moskau einige Kundgebungen mit Tausenden von Kurden. Seine wichtigste Initiative aber war bislang die Kurdenkonferenz vom 25./26. Juli 1990 in Moskau, die mit Hilfe der Akademie der Sozialwissenschaften organisiert wurde. (6) Daran nahmen auch Vertreter der Exil-Kurden aus Europa teil. Die Teilnehmer der Konferenz verabschiedeten eine Erklärung, in der sie von der damaligen sowjetischen Regierung unter anderem forderten:

Schaffung eines Zentralrates der Kurden für die gesamte UdSSR; Gründung eines kurdischen Kulturzentrums in Moskau mit einzelnen Abteilungen in den Republiken mit kurdischer Bevölkerung; Gründung eines kurdischen Verlages für die Publikation kurdisch-sprachiger Literatur; Wiedereinführung des kurdisch-lateinischen Alphabets; Anerkennung des Rechts der Sowjetkurden, offizielle Beziehungen zu den Kurden in anderen Ländern zu unterhalten; Einstellung der Militärhilfe für alle Länder, in denen Kurden unterdrückt werden. Auch sollte sich die damalige Sowjetunion bei der UNO um eine friedliche und gerechte Lösung des Kurdenproblems bemühen. (7)

## Die einzelnen Republiken

Wieviele Kurden in der Sowjetunion leben läßt sich nicht genau sagen, denn die offiziellen Angaben weichen von eigenen kurdischen Schätzungen teils erheblich ab. Aus der Zeit vor dem ersten Weltkrieg ist eine präzise Zahlenangabe nur aus Armenien bekannt: Im Gouvernement Erewan lebten damals 40 159 Kurden (8). In der Region "kurdistskij uezd", dem ehemaligen autonomen Gebiet der Kurden in Aserbaidschan, lebten 1925 34 598 Kurden, die dort etwa 80 % der Gesamtbevölkerung ausmachten (9).

Nach dem Ende des Bürgerkrieges besserten sich die Lebensbedingungen in Transkaukasien spürbar. Dies wirkte sich auch auf die Geburtenrate aus, nicht aber auf die Statistiken. Die Gesamtbevölkerung Aserbaidschans zum Beispiel stieg zwischen 1926 und 1939 um 39% (11), die Zahl Kurden aber nur auf 40 000 (10). Da sie jedoch unter gleichen wirtschaftlichen und sozialen Bedingungen lebten wie die übrige Bevölkerung dieser Republik, müßte auch ihre Geburtenquote in etwa gleich gewesen sein, so daß man von tatsächlich mindestens 50 000 Kurden ausgehen kann. Im Zensus von 1949 für Aserbaidschan tauchen die Kurden dann gar nicht mehr auf.

Wo sind sie geblieben? Zwar haben während des zweiten Weltkrieges viele Kurden in der Roten Armee gedient. Sicher war aber die Zahl der Gefallenen unter ihnen nicht so hoch, daß es die gesamte Bevölkerungsgruppe ausgelöscht hätte. Zwischen 1913 und 1969 gibt die offizielle Statistik Aserbaidschans eine Verdoppelung der Gesamtbevölkerung an (12); davon ausgehend kann man von mindestens 60 000 Kurden zu diesem Zeitpunkt ausgehen. Die Statistik verzeichnet 1969 allerdings nur 1 500. Die islamischen Kurden, so heißt es zur Erklärung in Aserbaidschan, hätten sich an die ebenfalls islamischen Aserbaidschaner assimiliert. Nach eigenen sowjetkurdischen Angaben liegt die Anzahl der kurdisch-sprachigen Aserbaidschans Einwohner inzwischen sogar bei 150 000 bis 200 000 (13).

Innerhalb der ehemaligen Sowjetrepublik Armenien leben die meisten Kurden in Erewan, einige auch in den mehr als 20 Dörfern des kurdischen Distrikts (kurdskij rajon) von Alages und Talinn. Offizielle Angaben zufolge stieg ihr Anteil an der Gesamtbevölkerung zwischen 1959 und 1979 von 1,5% (26 000) auf 1,7% (51 000). (14) Im Vergleich dazu wuchs die Zahl der Kurden in Georgien im gleichen Zeitraum von 0,4% (16 000) auf 0,5% (26 000) (15).

In Turkmenien gab es 1926 etwa 22 000 Kur-

den. 30 Jahre später waren es offiziell nur noch 2000 und auch 1970 nur knapp 3000. Auch hier ist eine nationalistische Politik vorherrschend, die auf Assimilation abzielt und eine kulturelle Infrastruktur für die Kurden nicht zuläßt. Verwaltungstechnisch werden die Kurden als solche nicht erfaßt, das Ständesamregister weist sie als Turkmenen aus. (16) Der Leiter des Kurdischen Institutes in Paris Kendal, selbst Kurde, schätzt die Zahl der Kurden in dieser zentralasiatischen Republik auf etwa 50 000. Sie siedeln in den Regionen Geok-Tepe, Kaakhka, Brekbit, Turkmenkala und Bayram Ali (17).

Nach Angaben von 1970 lebten in Kasachstan 12 313 Kurden im Umkreis von Alma Ata und nahe der Stadt Dzhambul (18), in der mittelasiatischen Republik Kirgisien 7974 Kurden im Distrikt Otsche (19).

### Insgesamt geht Kendal für das Jahr 1970 von 278 463 Kurden aus:

Armenien	37 486
Aserbaidschan	150 000 bis 200 000
Georgien	20 690
Kasachstan	12 313
Kirgisien	7974
Turkmenien	50 000

Total 278 463 bis 328 463



Prof. Dr. N.K. Nadirow, Vorsitzender des Kurdenkomitees in der ehemaligen UdSSR  
Quelle: Dr. Kamal Sido-Kurdachi

## Ausblick:

Manche Autoren stellen die Situation der Sowjetkurden im Vergleich zu derjenigen der Kurden etwa aus der Türkei sehr positiv dar. Und tatsächlich ist ihre Lage im Vergleich mit dem türkischen (oder irakischen) Teil Kurdistans relativ besser. Vergleichen aber sollte man

eher mit den Minderheiten innerhalb der ehemaligen Sowjetunion. Denn die Lebensbedingungen für Völker, denen man jegliche eigenständigen nationalen, wirtschaftlichen, sozialen oder kulturellen Strukturen vorenthält, ist in jedem Fall untragbar.

Die Unabhängigkeit der Republiken der ehemaligen Sowjetunion hat für die "kleinen Völker" nichts zum Besseren verändert. Menschenrechtsverletzungen gehören überall zur Tagesordnung. Hatte das sowjetische Regime die Völker der UdSSR im Namen des proletarischen Internationalismus unterdrückt, so tun dies nun die nationalistischen regierenden Kreise, "um die nationale Souveränität zu verteidigen".

Schon werden Befürchtungen laut, daß Minderheitenangehörige mancher Republiken durch die rigorosen Voraussetzungen zum Erwerb der Staatsbürgerschaft staatenlos werden könnten. Beobachter warnen vor einem "Apartheidssystem" gegenüber den nationalen Minderheiten, das sie auf Dauer zu Bürgern zweiter Klassen mache. Wer dann Angehörige seines Volkes in anderen Staaten innerhalb oder außerhalb der GUS hat, bei denen er im Ernstfall Zuflucht suchen kann, steht besser da als die Kurden. Für sie, ein Volk ohne Staat, das in allen seinen Heimatländern unterdrückt wird, könnte die Lage dramatisch werden - zumal die Politiker in Aserbaidschan und Turkmenien sich an der pantürkischen und panislamistischen Ideologie zu orientieren scheinen, wie sie auch die Türkei gegenüber den Kurden dort pflegt.

1. Erhard Franz: Die Kurden und das Kurdentum, Zeitgeschichte eines Volkes und seiner Nationalbewegung, Hamburg 1986, S. 158

2. Kendal: Die Kurden in der Sowjetunion; in: Kurdistan und die Kurden Band 1, herausgegeben von Gerard Chaliand u.a., Göttingen, 1984, S. 416

3. ebenda, S. 421

4. ebenda

5. ebenda, S. 422

6. Izvestija, 29.7.1990

7. Rezaljucija vsesojuznoj konferenzii - sovetskij kurdj: istorija i sovremennost', Moskva, 25. - 26. 7. 1990

8. Catoev K.M.: kurdj sovetskoj Armenii, Erevan 1965, S. 3

9. Bol'saja sovetskaja enciklopedija, Moskva 1929, tom 1, S. 642

10. ebenda, 1937, tom 35, S. 534-535

11. ebenda, 1949, tom 1, S. 440

12. ebenda 1970, tom 1, S. 249

13. Kendal, a.a.o., S. 416

14. Sovetskij demograficeskij slovar', Moskva 1985, S. 24

15. ebenda, S. 104

16. Kendal, a.a.o., S. 417

17. Aristova T.F.: kurdj Zakavkaz'ja, Moskva 1966, S. 19-20

18. Kendal a.a.o., S. 417

19. ebenda



Vendredi - n° 140 - 10 avril 1992

## TURQUIE

## quelle intégration pour les Kurdes ?

*Après des promesses d'espoir,  
une forte répression s'abat sur les Kurdes qui se radicalisent  
pour voir enfin leurs droits reconnus.*

*Une question au cœur du débat politique turc.*

Jamais la célébration du nouvel an kurde n'avait été aussi meurtrière en Turquie, depuis la lutte de guérilla menée par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), d'obédience marxiste-léniniste, en août 1984

Le Newroz fut pourtant fêté pacifiquement dans la majorité du Sud-Est anatolien, malgré quelques affrontements près de la frontière syrienne. L'armée turque a eu recours à des véhicules blindés venus des stocks de la Bundeswehr, ce qui a entraîné la suspension de toute aide militaire de l'Allemagne et la démission du ministre de la défense, G. Stoltenberg.

La question kurde devient l'affaire politique intérieure centrale en Turquie. Elle n'est pas réductible à une question de maintien de l'ordre. C'est au moment où se trouve au pouvoir un gouvernement plus conscient qu'aucun autre avant lui de la gravité de cette question que les provinces orientales risquent de s'embraser.

La coalition dirigée par S. Demirel et le social-démocrate Erdal İnönü a formulé certaines promesses porteuses d'espoir pour les Kurdes. Instaurant un ministère des Droits de l'homme, reconnaissant "l'identité kurde", autorisant pour la première fois dans l'histoire de la Turquie républicaine la parution de journaux en langue kurde, envisageant de supprimer les "protecteurs de villages", c'est-à-dire les milices kurdes armées par l'Etat créées par le précédent régime, un processus positif semblait s'ouvrir.

La tâche est ardue. Depuis plusieurs années, la situation se détériore dans cette partie du pays : recrudescence des affrontements armés, assassinats perpétrés par de mystérieux groupes suspec-

tés d'être téléguidés par la police, impuissance des autorités locales civiles devant les autorités militaires, justice expéditive et exécutions d'instituteurs par les commandos du PKK... Des secteurs de plus en plus significatifs de la population se tournent vers cette organisation. Mais, moins pour se rallier à ses thèses séparatistes que par désespoir de voir jamais le gouvernement central garantir les droits de l'homme élémentaires, la sécurité et le travail. Les efforts pour promouvoir une solution politique et démocratique semblent voués à l'échec ces dernières semaines.

Dans les deux parties, les ultras s'acharnent à faire échouer toute possibilité de dialogue et de négociation : la direction du PKK semble jouer la carte d'une politique jusqu'au-boutiste, largement influencée par plusieurs Etats de la région ayant tout intérêt à affaiblir la Turquie et amoindrir la place qu'elle est en train d'acquérir grâce à une série d'initiatives régionales.

Il faut notamment savoir que l'état-major du PKK est basé dans la plaine de la Bekâa libanaise, totalement contrôlée par les Syriens... A contrario, une partie de l'appareil d'Etat, notamment dans l'armée, est hostile à toute ouverture de dialogue. Des polémiques sont maintenant publiques et la question kurde n'est plus un sujet tabou. Cette transparence nouvelle peut d'ailleurs introduire une autre difficulté, celle de dresser l'une contre l'autre deux communautés largement mêlées dans les grandes villes et qui, jusqu'alors, cohabitaient sans difficulté avec les mêmes droits.

La question est complexe : ainsi, de nombreux intellectuels kurdes souhaitent une télévision, une presse et un

enseignement en kurde. Pourtant, dans de nombreux foyers, on ne ressent pas la nécessité de faire passer à l'écrit une culture de tradition orale et ressentie comme peu susceptible de favoriser l'accès au progrès et l'intégration dans la société turque. Cette contradiction entre les exigences de la modernité et du développement, qui passent par un Etat fort et centralisé et l'affirmation d'une identité propre, est très souvent exprimée. C'est de l'Etat que l'on attend les investissements économiques mais aussi la neutralisation partielle des structures traditionnelles étouffantes d'origine familiale et tribale.

Se perpétue ainsi la division en deux courants opposés qui a, de tout temps, empêché l'élaboration d'un projet nationaliste rassemblant la société kurde de Turquie : l'un, conservateur, reste encadré par les élites tribales et religieuses qui marchandent leur soutien aux partis politiques, après avoir marchandé leur ralliement à la République ; l'autre, élitiste et modératiste, qui dispose à l'étranger du monopole de la représentation dont il est loin de jouir sur le terrain, est animé par les bénéficiaires de l'extension de l'enseignement et les victimes de l'absence de débouchés.

L'avenir se pose en termes différents de part et d'autre de la frontière. Si, en Irak, la revendication principale est l'autonomie territoriale, en Turquie, le mécontentement né de la pesanteur de l'Etat et des interdits débouche sur une prise de conscience d'une identité fondée sur la langue et de plus en plus sur la revendication de droits culturels dans le cadre de l'intégration nationale. Mais rien ne dit, surtout si rien ne change, que la jeune génération kurde continuera à considérer, comme ils le chantent aujourd'hui dans les écoles que "leur première mission (soit) de protéger éternellement la République turque"... Plus que jamais, et comme partout, la seule solution sera politique -c'est-à-dire non militaire- et démocratique.

Didier Billion

# Demirel attempts to negotiate the Kurdish labyrinth

An economic and human rights plan, says John Murray Brown, has put reform back on to Turkey's political agenda

IT WAS ALWAYS going to be difficult to argue the case for reform after the recent bloodshed in Turkey's Kurdish region. But Turkish Prime Minister Suleyman Demirel's bold pitch in introducing an economic package for the region and submitting human-rights legislation to parliament has taken even his closest supporters by surprise.

Incensed perhaps by the criticism from Germany, the European Community and now by the Social Democrats within his own conservative-led coalition, the veteran Turkish politician has seized the initiative to put Kurdish reform back onto the political agenda.

The government can breathe more easily on the military front, having thwarted the threat of a general Kurdish insurrection and drawn the sting of the Kurdish Workers Party (PKK), even though the military gains may prove harder to translate into political advantage. The prime minister can also point to some other achievements: two Kurdish-language newspapers have been established and a private Kurdish cultural centre is being started. Even the possibility of a Kurdish political party, another long-held taboo, is now being discussed at the national level.

Nevertheless, many of Turkey's 10m Kurds remain disillusioned with Ankara's politicians, the resentment exacerbated by what has been the security forces' increasingly harsh counter-insurgency tactics. The latest violence, with more than 100 people killed following demonstrations

to mark the Kurdish new year, has merely played into rebel hands.

Mr Demirel may now even find himself charged with caving in to PKK pressure: by seeking social and political answers to the problem he is challenging the hard-line view that only a military solution can bring peace. General Dogan Gures, chief of the general staff, only last week repeated his threat to crush the PKK, whose eight-year campaign for Kurdish independence has claimed more than 3,000 lives. There have been renewed air attacks on alleged rebel targets in North Iraq, underlining the government's claim that the PKK represents an external threat, despite the growing evidence that it is taking root inside Turkey.

Mr Demirel seems obliged to endorse his military publicly and has launched an unusually forthright attack on the PKK's Syrian backers. He is planning to send his interior minister, Mr Ismet Sezgin, to Damascus next week to reiterate Turkey's concern at what it sees as Syrian complicity.

However, Mr Demirel's real fear is probably closer to home, with the prospect of a racial backlash by ethnic Turks growing every day. Turkish newspapers have become almost ghoulish in their profiles of the young conscript casualties in the Kurdish east, bringing home to many Turks a conflict which had until recently seemed quite remote. In some provincial cities, Turkish businessmen already are refusing to employ ethnic Kurds. Against this background, Mr

Demirel's forthcoming submission of his programme to parliament will be a difficult balancing act. This will be made more so by the weak coalition between his True Path party and the Social Democratic Populists (SHP). The coalition has insufficient support to throw out the military's 1982 constitution, which many government officials still maintain is at the root of the Kurdish problem.

Moreover, 16 of the 22 radical Kurdish deputies have resigned from the coalition. While few Turks regret the departure of the Kurds' combative and often-disputatious parliamentary performance, Mr Demirel has lost a potential channel for negotiations with the guerrillas.

All hopes are resting with Mr Demirel's human-rights legislation, which was approved last week by the justice ministry. The proposals envisage changes in the criminal procedure code, particularly on police conduct during the period of arrest and interrogation. The aim is to reduce detention periods, provide suspects with access to legal counsel and thereby stamp out torture.

In an interview last week in the nationalist daily newspaper *Hurriyet*, Mr Demirel also unveiled spending plans to introduce financial support for free health care in the Kurdish region and for its unemployed. The measures may well seem modest but, taken together with the human rights legislation, they represent the first concrete measures in what is expected to be a major political initiative to address Kurdish problem.

## TURQUIE : la prochaine visite du chef de l'Etat français

### M. Ozal exposera à M. Mitterrand la « situation réelle dans le Sud-Est anatolien »

Le président turc, M. Turgut Ozal, a estimé, jeudi 9 avril, que la condamnation de la Turquie par le Parlement européen à Strasbourg, concernant les actions des forces armées turques dans le Sud-Est anatolien, était inacceptable. Il a indiqué que « tous les sujets » seraient abordés avec le chef de l'Etat français, qui se rend en visite en Turquie les 13 et 14 avril. « Tout doit être discuté avec M. Mitterrand. Je lui ferai part de la situation réelle dans le Sud-Est anatolien », a-t-il déclaré.

« Ce n'est pas acceptable. De cette façon, ils soutiennent le terrorisme », a estimé le chef de l'Etat turc dans

un entretien avec l'AFP à Ankara, à propos de la résolution adoptée jeudi par le Parlement européen. « Les droits fondamentaux de citoyens innocents, dit-il notamment, ont été foulés aux pieds dans le sud-est de la Turquie. » M. Ozal n'a fait aucun commentaire sur la condamnation parallèle des « actes terroristes » par le Parlement européen.

Il a accusé l'assemblée de Strasbourg d'avoir ajouté foi à des « informations non vérifiées ». « Si, comme ils le disent, les forces de l'ordre avaient mitraillé la foule, affirme M. Ozal à propos des affrontements qui ont marqué les fêtes du Nouvel

An kurde, fin mars, il y aurait eu plus de morts que les cinquante à soixante dont il a été fait état. » L'ordre avait été donné « de ne pas tirer sur les populations civiles, femmes et enfants. Seuls des terroristes ont été tués », a-t-il ajouté.

M. Ozal a également démenti qu'un photographe du journal populaire turc *Sabah Izet Kezer*, tué le 23 mars dans la ville de Cizre, ait été victime d'une balle tirée depuis un véhicule blindé des forces de l'ordre, comme l'ont affirmé des témoins. - (AFP)

24 heures - 11 avril 1992

## EXÉCUTIF TURC

**Bataille larvée****Le conflit entre le chef du gouvernement et le président présente des aspects bien mesquins.**

● Le premier ministre turc Demirel a été condamné vendredi à 10 millions de livres turques d'amende (environ 3000 frs) pour insulte au chef de l'Etat, Turgut Ozal. Demirel, alors dans l'opposition parlementaire, avait accusé dans un discours public en mars 1991 Ozal «d'égarement, d'inattention, et de trahison» en l'accusant de risquer l'unité du pays en s'accrochant à son poste de président en dépit des protestations de l'opposition.

La cohabitation reste difficile entre Ozal, qui avait rassemblé de facto tous les pouvoirs au Palais présidentiel après son élection en octobre 1989, et son adversaire politique qui a remporté les législatives d'octobre 1991. Demirel ne reconnaît toujours pas de pouvoirs constitutionnels au président, élu par sa seule majorité présidentielle en de-

hors du consensus traditionnel au sein du parlement.

**Résolution rejetée**

Sur le plan diplomatique, la Turquie a qualifié vendredi d'«attitude inacceptable» la résolution du Parlement européen qui condamne «l'ampleur et la sévérité excessive des actions menées par les forces armées dans le sud-est de la Turquie», dans un communiqué du Ministère des affaires étrangères. Les mesures prises par les forces de l'ordre sont destinées à prévenir la menace armée du Parti des travailleurs du Kurdistan à l'encontre de la population de la région, selon le communiqué, qui critique le terme de «minorité» utilisé par le Parlement européen pour désigner les Kurdes. — (afp).

ACP050 PR:03 PEXEFIN FRANCE-TURQUIE 299

VISITE-MITERRAND-KURDISTANT PAPIER FREVU

ACP/TEL PRESSE

LA VISITE D'ETAT DU PRESIDENT FRANCAIS EN TURQUIE

FRANCOIS MITERRAND HOSTILE A UN KURDISTAN INDEPENDANT

Ankara, 12 avril (de l'envoyé spécial de l'ACP-Telpresse, Jacques Baudrier) - Des Kurdes libres, mais sans Kurdistan. A la veille d'effectuer une visite d'Etat de deux jours en Turquie, François Mitterrand a accordé, dimanche, une interview à la télévision turque et au journal "Hürriyet", dans laquelle il se déclare hostile à la création d'un Kurdistan indépendant.

"Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il faille encourager la revendication de nombreux kurdes vers la création d'un Etat unifié qui provoquerait d'immenses difficultés avec plusieurs pays du Proche et du Moyen Orient, en particulier la Turquie", a déclaré François Mitterrand. Le chef de l'Etat a néanmoins souligné que "les droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen" devaient être "respectés" en Turquie. "Vous ne trouverez pas de solutions et vous ne serez pas approuvés par un pays comme le mien, si à la base, les kurdes turques ne bénéficient pas de tous les droits qui doivent être les leurs", a insisté le président français.

Lors de son entretien, François Mitterrand a également abordé la question de l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne, thème qui devait être discuté à l'occasion de son séjour à Ankara et à Istanbul. "Le problème particulier pour la Turquie, c'est la libre circulation des personnes et la possibilité de s'installer et de travailler là où on le désire. Or, la Turquie représente une très forte densité démographique", a-t-il rappelé. Avant de préciser: "Humainement, la demande de la Turquie est parfaitement compréhensible et ce n'est pas une demande abusive; c'est parfaitement admissible, mais c'est un gros problème pratique qui se pose pour des pays occidentaux qui ont déjà devant eux des problèmes d'émigrations extrêmement compliqués".







A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0215 4 I 0454 FRA /AFP-CD86

France-Turquie

Le président Mitterrand parle de l'Europe et des Kurdes dans une interview à la télévision turque

PARIS, 12 avr (AFP) - Le président François Mitterrand estime que la Turquie apparaît "comme un point fort et finalement stable" dans un environnement de pays dont la plupart "connaissent à l'heure actuelle de graves bouleversements".

Dans une interview accordée à la télévision turque, diffusée dimanche et rendue publique par le service de presse de l'Elysée, le chef de l'Etat, qui entame lundi une visite d'Etat de deux jours à Ankara et Istanbul, a indiqué que l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne poserait un "gros problème pratique".

"Le problème particulier pour la Turquie, a-t-il déclaré, c'est la libre circulation des personnes et la possibilité de s'installer et de travailler là où on le désire. Or, la Turquie représente une très forte densité démographique..."

Pour le président Mitterrand, il s'agit là d'un "danger". "C'est, a-t-il dit, un gros problème pratique qui se pose pour des pays occidentaux qui ont déjà devant eux des problèmes d'immigration extrêmement compliqués". L'Allemagne accueille déjà actuellement de nombreux travailleurs turcs, rappelle-t-on.

Le président Mitterrand a rejeté l'idée d'une Europe se repliant sur une sorte de "club des Chrétiens" fermant ses portes aux pays européens musulmans, comme la Turquie, tout en reconnaissant que "dans l'esprit de beaucoup, c'est une raison qui n'est pas exprimée mais qui pèse". "Je pense, a-t-il déclaré, que les différences religieuses, les différences ethniques doivent être surmontées".

A propos du problème kurde, le chef de l'Etat s'est montré défavorable à la création d'un Etat kurde unifié (regroupant les kurdes de Turquie, d'Irak, d'Irak et de Syrie, comme le réclament certains), car "cela conduirait à des conflits multiples dont personne n'a intérêt".

Mais, a-t-il ajouté, "vous ne trouverez pas de solution et vous ne serez pas approuvés par un pays comme le mien si à la base les Kurdes Turcs ne bénéficient pas de tous les droits qui doivent être les leurs".

"Il faut, a-t-il dit, que cette population, en Turquie comme ailleurs, se voie reconnu les droits normaux de toute minorité".

"Il faut, a-t-il ajouté, que les droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen soient respectés": "droit d'exister, de pouvoir s'exprimer, de pouvoir pratiquer sa langue, être reconnu" etc.

Le président Mitterrand a également dénoncé le "terrorisme" qualifié de "méthode détestable", ceux qui "préconisent la violence pour arriver à leurs fins, la violence indistincte, indéterminée, aveugle", ce qui "n'est pas acceptable".

vd/jl

IDF

AFP 121655 AVR 92

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0088 3 I 0818 FRA /AFP-AT23

Turquie-diplomatie prev

Turquie: à l'Est du nouveau

Par PIERRE TAILLEFER

PARIS, 12 Avr (AFP) - Placée "au coeur d'une des régions les plus fragiles du monde", comme le souligne le journal Milliyet, avec à ses frontières les conflits du Proche Orient et les Etats instables nés de l'effondrement de l'Union Soviétique, la Turquie s'est engagée dans une lutte d'influence régionale, partagée entre ses ambitions européennes et ses penchants pour une "résurrection ottomane".

Depuis la fin de l'année dernière, la Turquie, forcée après la révolution bolchévique à se tourner presque exclusivement vers l'Occident, se retrouve en compétition en Asie centrale turcophone avec l'Iran mais également l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

Dépassée par les immenses besoins de ces républiques, la Turquie est en quête de "partenaires" économiques et d'alliés politiques. Le président Turgut Ozal a annoncé qu'il parlerait les 13 et 14 avril à son hôte, le président François Mitterrand, de cette "recherche de partenaires" pour "essayer de développer cette région".

Le retour à l'indépendance pour les 55 millions de Turcophones d'Asie centrale ex-soviétique a en effet bouleversé toutes les données géostratégiques sur lesquelles la Turquie avait fondé son développement avec l'abandon du pan-turquisme à partir de 1923 sous la direction de Mustapha Kemal Atatürk.

Longtemps chargée par l'OTAN de jouer les sentinelles avancées à la frontière de l'URSS, Ankara se voit maintenant encouragé par Washington à contrer toute influence de la révolution islamique iranienne dans la région.

#### Influence turque plutôt qu'iranienne

En février dernier le président George Bush et le Premier ministre Suleyman Demirel avaient décidé d'accroître leur coopération pour aider ces républiques musulmanes, sans cependant annoncer de mesures concrètes. "A l'évidence nous préférons voir une influence turque qu'une influence iranienne", avait souligné à cette occasion un haut responsable américain sous le couvert de l'anonymat.

Cette compétition prend parfois un visage inattendu. Les deux principaux hôtels de Baku, la capitale de l'Azerbaïdjan, gérés auparavant par l'Intourist soviétique, viennent de passer respectivement sous contrôle turc et iranien. Les Turcs ont rebaptisé le leur: le "Moscou" est devenu l'"Ankara". Les Iraniens ont préféré garder son nom à l'hôtel "Azerbaïdjan", flattant ainsi le nationalisme ombrageux des Azéris.

Cette lutte d'influence s'exprime également par la floraison des organisations régionales. L'Iran a réveillé l'Organisation de la Coopération Economique (ECO), créée en 1985 avec la Turquie et le Pakistan mais peu active jusque là. Avec un sommet en février à Téhéran, l'ECO a reçu un nouvel élan avec l'arrivée de six républiques ex-soviétiques, l'Azerbaïdjan, le Turkmenistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghistan et le Kazakhstan.

Le président Ozal songe déjà à y associer la Mongolie. L'Afghanistan, appelé à s'ouvrir au monde avec les nouvelles perspectives de paix, pourrait également rejoindre cet ensemble.

Comme contrepoids, les Turcs évoquent leur projet de 1989 de "Zone de coopération de la Mer Noire", avec l'URSS, la Roumanie et la Bulgarie, jamais concrétisé suite à l'implosion de l'Union Soviétique.



L'influent quotidien Milliyet appelle pour sa part à la constitution d'un "Conseil des républiques turques", un organisme chargé de coordonner et d'animer à Ankara l'aide à ces républiques.

Les Iraniens misent également sur une "Organisation de la langue persane" avec le Tadjikistan et les Moudjahidine afghans et sur une "Organisation de la Mer Caspienne" avec la Russie, le Turkmenistan, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan.

#### Affinités culturelles

"Contrairement à ce qui s'est passé au Liban ou ailleurs, la diplomatie de Téhéran joue cette fois non pas la carte religieuse mais les affinités culturelles, ethniques et historiques afin de retrouver une influence dans la région", souligne un expert d'une organisation internationale.

Dans cette course, Téhéran vient cependant de perdre deux batailles: celles de l'alphabet et de la télévision. En décembre à Alma Ata, ces républiques musulmanes ont choisi d'abandonner progressivement les caractères cyrilliques imposés par les Bolchéviques pour revenir à l'alphabet latin plutôt qu'au graphisme arabo-persan.

Ankara s'appête également à diffuser dans cinq de ces républiques 468 heures de programmes télévisés par semaine, via le satellite Intelsat IV. Pour Téhéran ces deux échecs trouvent toutefois quelque compensation dans l'écho positif suscité par sa médiation entre Azerbaïdjanais et Arméniens.

Cette montée en puissance de la Turquie reste cependant contrariée par les critiques européennes -notamment allemandes- sur les droits de l'Homme et la politique d'Ankara à l'égard des Kurdes.

pjt/jmg

LE FIGARO - 12 avril 1992

## Mitterrand lundi à Ankara

# France-Turquie : un réchauffement voulu et raisonné

*La normalisation s'accompagne d'une progression spectaculaire des investissements français et d'un effort important dans le domaine culturel.*

ANKARA :  
de notre envoyé spécial  
**Claude LORIEUX**

Entre la Turquie et la France, il y a des rapports vieux de cinq siècles, mais aussi, depuis une quinzaine d'années, des crises en cascade liées à la candidature de la Turquie à la Communauté européenne et aux problèmes des droits de l'homme - et plus spécialement aux questions arménienne et kurde.

La visite, lundi, de François Mitterrand à Ankara, puis à Istanbul, a, d'ailleurs, failli être reportée in extremis en raison de l'embarras suscité, en Europe occidentale et notamment à Paris, par les quelque 70 morts du Newruz (le nouvel an kurde), le 21 mars. Le

voyage présidentiel, le premier depuis celui du général de Gaulle en 1968, sera seulement amputé de la matinée qui devait être consacrée au tourisme à Istanbul.

Ce séjour se déroule au moment où l'on constate une reprise spectaculaire des investissements français en Turquie et un regain d'intérêt pour ce pays, intermédiaire quasi obligé entre l'Europe et les républiques musulmanes de l'ex-URSS. « La France, remarque un diplomate qui connaît bien les deux pays, doit se doter des moyens d'une stratégie globale en direction du Caucase et de l'Asie centrale à partir d'Istanbul. »

L'ancien ministre des Finances, Adnan Khavecı, un proche du président de la République, Turgut Özal, ne se fait pas prier pour rappeler que la culture française domine la

vie culturelle turque depuis un siècle et demi. Cette influence appartient si peu au passé que près de la moitié des ministres de Suleyman Demirel (lui même américanophone) parlent notre langue, et que le président Mitterrand devrait signer un accord transformant le vieux lycée Galatasaray (renové autrefois grâce à l'aide de Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique de Napoléon III) en une sorte d'université francophone.

## Le libéralisme de Turgut Özal

Le déplacement du chef de l'État prouve, selon un diplomate, que les deux pays « ont de la suite dans les idées ». Les responsables ont compris qu'au-delà des gestes de mauvaise humeur et des campagnes d'opinion la Turquie et la France avaient besoin l'une de l'autre.

La bouderie franco-turque a commencé avec le débarquement de l'armée turque à Chypre, en 1974, et le soutien de Paris à l'adhésion à la CEE de la Grèce, dont l'accord d'association était contemporain de celui conclu avec Ankara. L'ancien ministre de droite Bulent Akargali ironise : « Aux yeux du président Giscard d'Estaing, on ne pouvait pas être homme de progrès et être pro-turc. »

Le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 et la victoire, en 1981, des socialistes français, dont certains ténors avaient été élus grâce au vote arménien, n'arrangèrent rien.

L'appui de Mme Danielle Mitterrand aux Kurdes (qui n'ont pas le droit de s'exprimer dans leur langue) aggrava encore la tension, au point que certains crurent les dégâts irréparables.

La France risquait de se couper durablement de la Turquie, un pays dont le poids, non seulement démographique, mais économique et stratégique, ne cesse de croître. Le président Mitterrand envoya donc à Ankara, en 1984, l'ambassadeur Étienne Marchais, avec mission d'arrêter le gâchis. Le chef de l'État interrompait la dérive. La fin du régime militaire issu du coup d'État « prophylactique » de 1980, les efforts du gouvernement de M. Özal en direction du libéralisme politique et économique et la relance de la candidature d'Ankara à la CEE apportèrent du grain à moudre aux partisans d'un rapprochement.

Dans le même temps, les Turcs se faisaient une raison au sujet de leurs relations avec notre vieille Europe occidentale et libérale. Tant qu'ils n'auront pas, entre autres choses, réformé leur police, le problème épineux des droits de l'homme empêchera les rapports de devenir véritablement chaleureux. On en est conscient à Ankara, où la grande affaire du mois de mars fut la « brouille » avec l'Allemagne à propos des Kurdes. L'ancien ministre Adnan Khavecı confie : « Psychologiquement, nos relations ne sont bonnes avec aucun des États membres de la CEE. »

Pourtant, les hommes d'affaires

fares français parient sur la Turquie. Ils constatent, certes, l'effritement des bases sur lesquelles s'appuyait le programme économique, au demeurant plutôt cohérent, du gouvernement Demirel. L'inflation devrait davantage se rapprocher des 65 % que des 42 % projetés. La Banque centrale continue de prêter à l'État, dont les réserves de change s'appauvrissent. En revanche, le déficit des échanges extérieurs a diminué de 20 %

l'an dernier et le taux de croissance devrait atteindre 5,5 % cette année, contre 1,5 % en 1991.

La France, qui est le quatrième fournisseur de la Turquie, y a depuis trois ans investi davantage qu'aucun autre pays. Elle dont les prises de participation en Turquie étaient très faibles jusqu'en 1986 a, notamment, acheté les cinq premières cimenteries turques privatisées. Le Club Méditerranée offre 6 000 lits

en Turquie, plus que dans aucun autre pays. Elf, qui a déjà ouvert des stations, et Total investissent dans la distribution. Renault, le plus ancien industriel français installé, Merlin-Gerin (matériel électrique) et d'autres augmentent leur mise. Conclusion d'un expert : « Les entreprises françaises ont une stratégie à long terme. Elles parient sur la stabilité de la Turquie et sur son ancrage à l'Europe. »

C. L.

François Mitterrand en visite officielle en Turquie

# LES AFFAIRES AVANT TOUT

*Le voyage présidentiel a été maintenu malgré la répression perpétrée par Ankara contre les Kurdes. La brouille germano-turque, conséquence de la condamnation des récents massacres par Bonn est-elle l'occasion d'une « bonne donne », selon l'expression de l'Élysée ?*

L'Humanité - 13 avril 1992

*De notre envoyée spéciale en Turquie.*

LES affaires sont les affaires et, en ces périodes de vaches maigres, on ne crache pas sur l'occasion qui se présente de mettre un peu de beurre dans les épinards. C'est ce qu'a dû penser François Mitterrand quand il a décidé de maintenir le voyage officiel de deux jours qu'il effectue à partir d'aujourd'hui, 13 avril, en Turquie.

Pourtant, sans être superstitieux ni s'interroger sur le caractère bénéfique ou maléfique du chiffre 13, le moment n'était pas forcément le mieux choisi : tout le monde a encore en mémoire les sanglants événements qui ont marqué le 21 mars et les jours suivants le nouvel an kurde dans le sud-est du pays, à Sîrnak, Gizre, Nusaybin, aux confins de la frontière irakienne : soixante-dix morts selon Ankara, une centaine selon les organisations kurdes, l'utilisation de chars et d'avions contre la population ; une condamnation ferme de la part du Parlement européen, même s'il condamne également les méthodes terroristes du Parti des travailleurs kurdes (PKK), et une brouille sérieuse entre la Turquie et l'Allemagne, dont le ministre de la Défense, M. Stoltenberg, est tombé pour avoir couvert des livraisons d'armes utilisées contre les Kurdes, conséquences auxquelles s'ajoutent des manifestations kurdes dans toutes les villes d'Europe. D'ailleurs, samedi, dans une interview à l'AFP, le président, Turgut Ozal, s'est félicité que, de « mauvaises » dans les années soixante-

dix à quatre-vingt, les relations franco-turques se soient « améliorées, lentement mais avec persévérance », depuis 1984.

Tout cela ne semble pas avoir troublé François Mitterrand, qui est resté sourd aux appels à reporter son voyage qui lui ont été adressés par diverses organisations démocratiques. Il a simplement écourté sa visite d'un jour en supprimant la partie touristique prévue pour le 15 à Istanbul. Il devra se passer de la présence à ses côtés de Danielle Mitterrand. La présidente de France-Libertés se trouve actuellement au Japon. Le porte-parole de l'Élysée a été très discret vendredi lors de la présentation qu'il a faite à la presse de cette visite d'État sur les raisons de l'absence de M<sup>me</sup> Mitterrand. Il l'a été presque autant sur le problème kurde. Et, concernant la position de la France, ce qu'il a dit semblait plutôt donner raison au gouvernement d'Ankara puisqu'il a condamné « toute violence aveugle et toute forme de terrorisme », tout en évitant de préciser qui pourrait en être le responsable.

Il a été beaucoup plus prolix par contre en ce qui concerne les perspectives économiques. Selon lui, c'est le moment de profiter d'une « bonne donne » en Turquie. La France en est déjà le sixième client et le quatrième fournisseur, après les États-Unis, l'Allemagne et l'Italie. Elle y est devenue l'année dernière le premier investisseur. Le nombre d'investisseurs français en Turquie est passé d'une dizaine en 1986 à plus de cent aujourd'hui ; des contrats

très importants ont été conclus, comme celui de l'équipement en réseaux de gaz de la ville d'Istanbul, l'installation d'un système de communication par satellite, Turcsat, par France Télécom, ou la vente d'avions Airbus. L'importance de la délégation d'hommes d'affaires qui accompagnent François Mitterrand est d'ailleurs éloquente. Elle montre que le président vient là en marchand, même si on recouvre les tractations à venir du manteau chatoyant des relations culturelles historiques entre la France et la Turquie, effectivement très anciennes, puisqu'elles remontent à François I<sup>er</sup> et Süleyman le Magnifique. François Mitterrand doit, lors de son séjour à Istanbul, rendre visite au lycée Galatasaray, dont une bonne part de l'enseignement se fait en français, et y inaugurer une filière universitaire prolongeant le cursus d'un établissement qui fournit traditionnellement une part des élites de la nation, mais qui est aujourd'hui très sérieusement concurrencé par la filière américaine.

Sans aucun doute, il y a dans cette solennité mise à montrer l'excellence des relations franco-turques, une volonté de concurrencer l'Allemagne, premier partenaire d'Ankara en profitant peut-être de la brouille avec Bonn pour avancer des pions à un moment où la Turquie, par sa position géographique aux marches de l'Est et du Proche-Orient et de l'Asie, voit son rôle stratégique renforcé.

Françoise Germain-Robin

LIBERATION - 13 avril 1992

TURQUIE

# Mitterrand marche sur des œufs à Ankara

**Partagé entre la volonté de dénoncer la répression antikurde et l'opportunité d'établir des liens privilégiés avec une puissance régionale naissante, le Président français devra jouer serré aujourd'hui et demain dans la capitale turque.**

## Ankara, envoyé spécial

La question kurde n'entravera pas la normalisation des relations entre la France et la Turquie, scellée par la visite de deux jours qu'entame aujourd'hui à Ankara François Mitterrand. Le président de la République a tenu à maintenir son voyage malgré la récente tuerie du « Newroz » (le nouvel an kurde), condamnée avec véhémence par l'Allemagne et par le Parlement européen. Il souhaite parachever le lent rapprochement accompli ces dernières années avec un pays devenu une puissance régionale de premier plan, tant au Proche-Orient qu'en Asie centrale.

La répression du mois dernier, durant laquelle plus de soixante personnes ont été tuées par balles dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, pèsera toutefois sur la visite. En conflit avec l'Allemagne, qui a même cessé ses livraisons d'armes à la Turquie, le président turc Turgut Ozal a déclaré à l'AFP qu'il entendait présenter à son homologue français « la réelle situation au Sud-Est anatolien ». C'est-à-dire, pour lui, une guerre ouverte et sans merci avec la guérilla marxiste-léniniste du PKK, le parti indépendantiste kurde.

François Mitterrand arrive pour sa part en avançant une position bien plus nuancée que ses amis allemands, plus proche en fait de celle des Etats-Unis. Respect des droits de l'homme d'un côté, avec en particulier les règles de la CSCE dont fait partie la Turquie, et condamnation du terrorisme, « de quelque masque qu'il s'affuble », de l'autre.

Cela ne suffira pas à laver totalement la France du soupçon de soutien à la cause kurde. François Mitterrand effectue ainsi cette « visite d'Etat » sans son épouse Danielle, très active, au

titre de sa fondation France Libertés en faveur des Kurdes sur le plan humanitaire. Elle se trouve actuellement au Japon pour collecter des fonds pour sa fondation, et notamment au bénéfice des... Kurdes : elle est accompagnée de Bernard Dorin, ambassadeur de France à Londres, familier des mouvements kurdes. Si Danielle Mitterrand a surtout aidé les réfugiés kurdes d'Irak victimes de Saddam Hussein, les Turcs estiment que sa fondation appuie moralement la cause d'un Etat kurde, regroupant les vingt-cinq millions de Kurdes dispersés entre la Turquie (douze millions à elle seule), l'Irak, l'Iran, la Syrie... Bernard Kouchner, qui accompagnera le chef de l'Etat en Turquie, déclarait pour sa part le mois dernier sur Radio Shalom qu'« un jour, il faudra quand même faire un Etat pour les Kurdes ». « Ils sont vingt-cinq millions, on va les bouger un jour ces frontières ou on va laisser assassiner des hommes pour le grand profit des marchands d'armes », s'indignait fort peu diplomatiquement le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, promu depuis ministre de la Santé.

François Mitterrand a répondu hier, à la télévision turque et au quotidien *Hurriyet*, qu'il ne pensait pas pour sa part « qu'il faille encourager la revendication de nombreux Kurdes vers la création d'un Etat unifié qui provoquerait d'immenses difficultés avec plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient, en particulier la Turquie (...). Mais il faut que les droits les plus élémentaires de l'homme et de citoyen soient respectés. Parmi ces droits, il y a les droits culturels, c'est-à-dire le droit d'exister, de pouvoir s'exprimer, de pouvoir pratiquer sa langue, de pouvoir être reconnu et cela ne peut signifier un encouragement au terrorisme qui est toujours une méthode détestable ».

Ce discours sur le fil du rasoir que développe le président de la République tient également compte d'un contexte intérieur turc délicat : une cohabitation difficile entre le président Ozal et son Premier ministre Suleiman Demirel, une démocratisation encore fragile et une armée pas toujours très bien tenue.

François Mitterrand se serait bien passé de ce contexte tendu pour une visite qui vient couronner sept ans de patients efforts de normalisation. Aucun chef d'Etat français n'est venu en Turquie depuis de Gaulle en 1968, vingt-quatre ans durant lesquels Ankara a envahi Chypre, a connu le règne des militaires et les violations des droits de l'homme, bref, n'était pas fréquentable. Le retour progressif à la démocratie a permis de réamorcer la pompe, avec une intensification des contacts ces dernières années. L'économie a suivi, avec une envolée des échanges : la France s'est hissée au quatrième rang des fournisseurs de la Turquie où elle est, depuis trois ans, le premier investisseur étranger.

Sans sous-estimer les obstacles, comme vient de le montrer la question kurde, tels que Chypre ou encore la candidature de la Turquie à la CEE, François Mitterrand entend pousser cet avantage au moment où la Turquie se (re)découvre un rôle régional dynamique. L'éclatement de l'URSS a fait d'Istanbul la nouvelle Mecque de 150 millions de turcophones en quête de modèle de développement auxquels la Turquie offre son islam laïc et son économie de marché.

Dans son interview à l'AFP, le président Ozal évoque la nécessité pour la Turquie de trouver des « partenaires » pour développer cette région. Les « Français sont les bienvenus », ajoutait-il. Message apparemment reçu.

Pierre HASKI

LE FIGARO  
13 avril 1992

Une interview du premier ministre turc au « Figaro »  
à l'occasion de la visite d'État de François Mitterrand aujourd'hui à Ankara.

# « Je ne crois pas qu'une forteresse Europe ait de l'avenir »

Pour Suleyman Demirel, la Turquie, porte ouverte sur l'Asie centrale, le Caucase, le Proche-Orient et les Balkans, est un élément essentiel d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural.

**LE FIGARO.** — Plus de 70 morts dans le Sud-Est lors du Newruz, le nouvel an des Kurdes ; reprise du terrorisme à Istanbul ; et une inflation qui dépasse les 70 % ! Tout cela ne rappelle-t-il pas la situation de la Turquie avant le coup d'État militaire de septembre 1980 ?

**Suleyman DEMIREL.** — Nous avons dit au peuple turc que le pays est confronté à plusieurs problèmes. Le terrorisme, en Turquie, n'est pas une nouveauté : il a coûté plus

## PROPOS RECUEILLIS PAR CLAUDE LORIEUX

de 3 000 vies humaines depuis 1984. Nous combattons les terroristes, et nous leur ferons perdre leur efficacité. Quant à l'inflation, elle atteignait 71 % en 1991. Mais le chiffre de février dernier était inférieur à celui de l'an passé.

Tous ces problèmes, nous ne les avons pas créés. Comment aurions-nous pu les créer pendant les trois ou quatre mois où nous avons été aux affaires ?

— Vous avez promis de faire régner pleinement la démocratie en Turquie, y compris dans la région kurde. Pourquoi ne pas y organiser un référendum ?

— Cette région nous appartient. Nous n'avons pas le droit de la céder. Un référendum ne serait concevable que sur l'ensemble du territoire national. Mais ni notre constitution ni notre population n'accepteraient un référendum. Si je tentais une telle opération, les gens se mettraient en colère contre moi. Mon devoir est de maintenir ce pays uni.

— Est-il menacé d'éclatement ?

— Je ne vois pas pourquoi des forces voudraient briser la Turquie. Tous les habitants de ce pays profiteront de la démocratie, des droits de l'homme, des services publics. Mais de là à donner une partie du territoire national à des concitoyens parce qu'ils sont ethniquement différents, il y a une marge. D'autres pays ne le feraient pas. Pourquoi nous ?

Ces gens qui s'appellent Kurdes ou qui parlent kurde, vous en trouverez dans toute la Turquie, par exemple à Istanbul, Ankara ou Izmir. Il n'y a pas d'apartheid ici. Ils peuvent devenir généraux, juges, députés, ministres, voire premier ministre, ou président.

— Le Parlement d'Ankara se prononcera-t-il au 30 juin sur le renouvellement de l'autorisation accordée aux forces alliées de Proville Comfort d'utiliser des bases turques

pour aider les Kurdes d'Irak. Espérez-vous qu'en contrepartie MM. Barzani et Talabani, les chefs des Kurdes d'Irak, s'engagent à ne pas accueillir le PKK, la guérilla kurde anti-turque ?

— Non, ce serait un aveu de faiblesse de notre part. Ne mélangeons pas Proville Comfort et le reste. Ce n'est pas parce que le PKK trompe le peuple de Turquie que nous devrions être hostiles aux Kurdes de Turquie et du nord de l'Irak. Le jour où la question se posera, je pense que le Parlement votera le renouvellement s'il apparaît que la cessation de la protection alliée entraîne de nouvelles souffrances pour les populations kurdes d'Irak. Mais le gouvernement n'a pas à dicter au Parlement ce qu'il doit faire.

— M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand a été critiquée en Turquie pour son soutien à la cause kurde. Elle arrive aujourd'hui à Ankara avec le président de la République. Comment sera-t-elle reçue ?

— Nous sommes des gens polis et accueillants. Comment pourrions-nous traiter M<sup>me</sup> Mitterrand différemment de son mari ? C'est vrai que nous l'avons critiquée. Mais la France est pour nous une amie, une grande amie. La coopération est dans l'intérêt des deux pays.



Pour le premier ministre Suleyman Demirel : « Il ne faut laisser personne outrepasser les droits que lui donne la Constitution », une phrase qui s'adresse au président de la République turque, Turgut Ozal (à droite), et ne laisse planer aucun doute sur sa volonté de mettre en œuvre son programme.

(Photo AP.)

— Le président Ozal a demandé que la Turquie fasse « un peu peur aux Arméniens ». Par moment, on se demande qui conduit la diplomatie turque, le président ou vous ?

— Pour savoir qui gouverne ce pays, regardez non pas ceux qui parlent, mais ceux qui agissent. Si quelqu'un (le président) dit : « Faites ceci ! », qu'il s'exécute ! S'il n'y parvient pas, c'est qu'il ne gouverne pas le pays. C'est nous qui gouvernons, et nous avons 50 % de la population avec nous. J'estime qu'il ne faut laisser personne outrepasser les droits que lui donne la Constitution.

— Le président les outre-passe ?

— C'est exactement ce qu'il est en train de faire.

— Le soutien de la France à l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, puis diverses prises de position sur la question arménienne ont alimenté, dans les années 70 et 80, la mésentente entre Paris et Ankara. Ne craignez-vous pas que la crise du Nagorny-Karabakh ne provoque une nouvelle tension ?

— Pour être durable, une solution à un conflit entre deux Etats doit être équitable et juste. C'est à ces conditions qu'elle peut être acceptée par l'opinion publique mondiale. Je ne pense pas que la France

ni la Turquie puissent se ranger derrière un règlement injuste.

— Pour vous, la France a-t-elle été de parti pris ?

— Nous avons dit à M. Bush et à M. Mitterrand, que nous avons trouvé calme et sage : « Si vous donnez votre soutien aux Arméniens, d'autres donneront le leur à l'Azerbaïdjan. Et nous allons nous trouver confrontés à une guerre entre chrétiens et musulmans. » Nous avons fait de grands efforts pour éviter que les pays occidentaux se rangent derrière l'Arménie et contre l'Azerbaïdjan. Jusqu'à présent, nous avons réussi.

— Croyez-vous au projet de conférence de paix au Caucase sous l'égide de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe), lancé en février à Helsinki ?

— C'est une chance à saisir. C'est aussi un test pour la CSCE.

— Les Européens reconnaissent que la Turquie joue un rôle important en Europe, mais ils hésitent à vous laisser adhérer à la CEE. Votre fort taux de natalité (vous serez 70 millions en l'an 2000), votre forte production agricole, et l'occupation de Chypre-Nord les embarrassent. Ne pourrait-on envisager une solution sur mesure pour la Turquie ?

— Je pense que cela peut être fait. A mon avis, c'est ce

qu'il faut faire. Les organisations européennes — Conseil de l'Europe, CEE, Otan — ont été conçues pour une Europe divisée. La menace (NDLR : du pacte de Varsovie) s'est évaporée. Nous allons vers l'Europe du golfe de Gascogne à l'Oural, qu'évoquait le général de Gaulle. Je ne crois pas

— C'est exact. Nos valeurs communes sont la démocratie et les droits de l'homme. Si un pays n'est pas démocratique, la CEE ne l'acceptera pas. Mais la Turquie est un pays démocratique. Il est vrai que nous connaissons des difficultés. Ces difficultés, je les vis personnellement. Mais je veux

## « Nous voulons des rapports de bon voisinage avec l'Arménie. »

qu'une forteresse Europe ait de l'avenir. Je ne crois pas qu'on puisse y vivre pacifiquement. La paix doit être conçue dans une zone plus vaste. La Turquie est devenue une porte ouverte sur l'Asie centrale, le Caucase, le Proche-Orient et les Balkans. On ne peut pas se permettre de l'oublier.

— Si je vous comprends bien, il serait préférable de trouver une place spéciale pour la Turquie plutôt que d'en faire un énième membre d'une Communauté européenne qui, de toute façon, a beaucoup évolué ?

— C'est ce que nous disons : on peut trouver une formule.

— Mais l'Europe ne se borne pas à la Communauté économique européenne. C'est un concept plus large...

que mon peuple jouisse de tous les droits démocratiques. N'est-ce pas le but que s'est fixé l'Europe ? L'effondrement de l'URSS et ses répercussions dans le Caucase et l'Asie centrale n'ont-ils pas contribué à modifier votre opinion sur l'Europe ? Vous avez gagné un hinterland. C'est ce que nous ressentons, en effet. L'importance de la Turquie s'en est accrue.

— Comment allez-vous exploiter cet atout ?

— Les pays du Caucase ou d'Asie centrale ont été exploités par les Soviétiques, qui les ont tout simplement pillés. Nos relations seront fondées sur l'intérêt mutuel de la Turquie et de chacun de ces pays.

— Dans leurs réflexions sur ces régions, les Occidentaux opposent souvent le « modèle

# Un marché de 200 hélicoptères

*Le tandem franco-allemand Eurocopter espère équiper l'armée turque. Un contrat de 10 milliards de francs qu'il dispute aux Américains et aux Italiens.*

La visite officielle, demain et après-demain, de François Mitterrand en Turquie, sera en grande partie placée sous le signe de la défense. Et plus particulièrement sous celui de la fourniture de 200 hélicoptères de transport de troupes à l'armée turque. Ce contrat, discuté par Pierre Joxe en mai 1991, a fait, depuis, l'objet de nombreux rebondissements dont les derniers en date sont liés à la condamnation par le Parlement européen à Strasbourg de la politique d'Ankara à l'égard de sa minorité kurde.

Eurocopter, pourtant, qui regroupe désormais Aerospatiale et l'allemand Dasa, poursuit dans l'ombre son siège face aux Américains et aux Italiens. Le tandem européen a remis le 2 mars dernier de nouvelles propositions aux autorités turques. Il leur offre de monter sur place soit l'AS 523 Cougar, version militaire du Super-Puma (9 tonnes), soit le BK 117 (4,5 tonnes), développé par les Allemands. Une coproduction à laquelle seraient as-

sociés TAI (Tusas Aircraft Industrie) — ce dernier fabrique le F 16 sous licence —, et TEI (Tusas Engine Industrie), deux groupes avec lesquels Eurocopter a déjà passé des accords impliquant notamment Turbomeca. Le marché vaut le jeu : 10 milliards de francs. Mais la concurrence est forte puisque Sikorsky, Bell et Agusta sont également sur les rangs.

## Couverture aérienne

Selon la presse turque, Ankara, qui devrait prendre sa décision dans un mois ou deux, pourrait décider de partager le contrat. L'affaire n'arrange pas les Européens qui ne souhaitent pas s'engager dans une coopération industrielle en dessous d'un certain nombre d'appareils.

La France, de surcroît, a remporté en 1990 deux gros contrats qui pourraient inciter la Turquie, dans la mesure où elle ne veut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, à se tourner aujourd'hui vers

de nouveaux fournisseurs. Thomson a été retenu pour lui fournir 14 radars de surveillance aérienne, tandis qu'Aerospatiale va lui installer son système de télécommunications par satellite. Chaque fois, les Français ont passé des accords complémentaires pour emporter le morceau, Thomson prenant des participations minoritaires dans Vestel (tubes de télévision) Teltra (éléments de magnétoscopes), Teksen (BTP)... Washington n'a pas apprécié, et l'a fait savoir. Or les États-Unis sont le deuxième fournisseur étranger du pays, derrière la RFA, mais devant l'Italie et la France, qui arrive en quatrième position.

Paris, qui a signé en septembre dernier deux protocoles financiers octroyant à la Turquie 437 millions de francs de financements à des conditions préférentielles, a certes d'autres fers au feu. PSA, qui cherche à construire sur place de Peugeot 405 et des Citroën ZX, envisage d'investir

plus de 2 milliards de francs dans une usine qu'il pourrait installer à Zonguldak. Ankara y est d'autant plus sensible que cette région minière, qui a encore subi une catastrophe au début du mois de mars, connaît d'énormes problèmes d'emplois. Plusieurs sites dangereux et non rentables doivent être fermés. Près de 40 000 personnes risquent de se retrouver au chômage.

La France peut faire peser l'argument dans la balance pour montrer sa bonne volonté en matière de transferts de technologie. Car les hélicoptères sont d'autant plus importants pour elle qu'ils ouvrent la porte sur d'autres opérations d'envergure, telles que la fourniture de systèmes complets de défense anti-aérienne ou de systèmes de surveillance des champs de bataille. La Turquie a en effet prévu de dépenser dans ce seul domaine pas moins de 14 milliards de francs au cours des prochaines années.

**Arnaud RÔDIER.**

## Suleyman Demirel : l'homme qui sait rebondir

Les généraux turcs ont chassé Suleyman Demirel à deux reprises parce qu'il ne parvenait pas à maîtriser l'anarchie : en mars 1971, puis en septembre 1981. A chaque fois, il est reparti à l'assaut du pouvoir. N'a-t-il pas été à six reprises — entre 1965 et 1980 — chef du gouvernement, et n'a-t-il pas incarné, après sa victoire électorale du 20 octobre 1991, l'espoir de millions de Turcs, fatigués du « système » incarné par le président Turgut Özal.

Son slogan de campagne (le titre d'une vieille chanson populaire) était tout un programme : « *Papa revient* ». Cet homme de 67 ans rassure certains Turcs par sa jovialité, sa faconde, et ses façons de faire paternelles. D'autres, qui se souviennent de ses vies précédentes, le considèrent, sans appel, comme un politicien roublard auquel on ne peut faire confiance.

Suleyman Demirel n'est pas un idéologue. Cet homme de droite a commencé sa vie en construisant des barrages hydrauliques. Il reprend à son compte la formule : « *La politique est l'art du possible* », et il lui associe une autre formule, de son cru, celle-là : « *Hier, c'était hier. Aujourd'hui, c'est aujourd'hui.* »

C'est ce qui l'a conduit, quand il le jugeait nécessaire, à ignorer certaines promesses électorales. Il a notamment engagé un effort inattendu, mais apparemment sérieux, pour sortir le problème kurde de ses ornières et pour faire respecter les droits de l'homme sur l'ensemble du territoire. Confronté à la crise qui oppose les Arméniens aux Azerbaïdjanais dans le Caucase, il a navigué prudemment, au lieu de foncer à la hussarde comme le président Özal.

C.L.

turc », fait de laïcité ou d'islam modéré, à celui que défendent les Iraniens et les Saoudiens...

— Les gouvernements et les peuples d'Asie centrale devraient observer la Turquie et les autres pays. La Turquie possède toutes les institutions d'un Etat moderne. C'est un pays libre, où règne l'initiative privée. Les gens ne sont peut-être pas riches, mais ils sont heureux, parce que libres. Je ne pense pas que les pays que vous mentionnez soient comparables.

— **Mais les Iraniens sont plus riches que vous !**

— Il n'y a pas que la religion. Les peuples d'Asie centrale se considèrent comme turcs. Ils parlent à peu près le même langage que nous. Nous ne sommes pas en compétition avec l'Iran. Nous disons aux habitants de la région que notre modèle de développement devrait être bon pour eux, car nous tentons d'atteindre les valeurs occidentales, qui sont synonymes d'amélioration du niveau de vie. Tout en conservant notre identité.

— **L'un des résultats attendus de la visite officielle du président Mitterrand est la conclusion d'un accord sur la**

transformation de l'ancien lycée impérial ottoman de Galatasaray, à Istanbul, en une sorte d'université francophone. Y a-t-il place pour une telle institution dans un pays largement dominé par l'américain ?

— Le français est la base de la culture occidentale, et c'est par la fenêtre de la France que nous connaissons la culture occidentale. La France, aujourd'hui, est un grand pays sur le plan de la technique et de l'industrie. Sur le plan de la culture, la France est aussi un pays très important. Nous avons plusieurs centres universitaires où l'enseignement se fait en anglais. Une université francophone serait une bonne chose pour la Turquie. Je crois qu'il existe un marché. Je soutiens le projet à fond.

C. L.

Rectificatif. Dans l'article « France-Turquie : un réchauffement voulu et raisonné », paru dans nos éditions de samedi matin, il fallait lire au 7<sup>e</sup> paragraphe : « L'appui de M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand aux Kurdes (qui n'avaient pas le droit de s'exprimer dans leur langue) », et non : « qui n'ont pas le droit », comme imprimé par erreur.

## France-Turquie : la fin des mauvais jours

*M. Mitterrand se trouve aujourd'hui à Ankara avec une délégation de chefs d'entreprise. Plusieurs projets devraient être présentés à cette occasion.*

Une liaison ferroviaire rapide entre Ankara et Istanbul, un nouvel aéroport à Istanbul, la fabrication d'hélicoptères de transport : les projets présentés aujourd'hui à Ankara par les Français au gouvernement turc ne manquent apparemment pas d'envergure.

Après une longue période de gel des relations, due notamment au soutien de la France à l'adhésion de la Grèce à la CEE et au problème kurde, les rapports franco-turcs se restaurent progressivement depuis quelques années.

Premier chef d'Etat français à se rendre en Turquie depuis le général de Gaulle en 1968, François Mitterrand sera accompagné d'une délégation de chefs d'entreprise. Pierre Conso, président des Ciments français, souhaite à cette occasion mettre fin au litige qui l'oppose depuis deux ans au gouvernement d'Ankara à la suite du rachat

par le groupe français de cinq cimenteries privatisées.

Un accord devrait être également signé entre les deux pays pour encourager les investissements touristiques. Les PDG du Club Méditerranée et du groupe Renault — qui occupe déjà 40 % du marché automobile turc — font également partie du voyage. « *Un voyage de consolidation et d'approfondissement des relations* », explique Jean Musitelli, le porte-parole de l'Élysée.

### La France, 4<sup>e</sup> fournisseur

Les entreprises françaises n'ont cependant pas attendu ce réchauffement des rapports pour commercer avec la Turquie. Le volume des échanges entre les deux pays a presque doublé en cinq ans, passant de 1,1 milliard de dollars en 1987 à 1,9 milliard en 1991, après avoir franchi la

barre des 2 milliards en 1990. La France était en 1991 le quatrième fournisseur de la Turquie, avec 5,1 % des importations, mais une présence cependant cinq fois moindre que celle de l'Allemagne, qui totalise à elle seule 25,7 % des importations.

La politique de libéralisme économique engagée par le gouvernement de Turgut Özal et la mise en place, début 1990, de l'organisation pour la coopération et l'investissement entre la France et la Turquie (Ocift, émanation du CNPF français) ont favorisé les implantations. Aujourd'hui, 120 firmes françaises sont implantées en Turquie, alors qu'elles n'étaient que 9 en 1986.

La France, avec 6,7 % du montant total des investissements étrangers, se situait en 1990 au huitième rang. En terme d'autorisations d'investissements, elle est passée de la première place en 1990 à la

quatrième place en 1991 (pour les six premiers mois de l'année).

1991 aura été une mauvaise année pour la Turquie : l'inflation a atteint le taux record de 71 %, et le PNB n'a progressé en volume que de 0,3 % l'an dernier, soit la plus faible expansion depuis 1980.

Selon le rapport publié fin 1991 par l'OCDE, « *le climat économique a été largement influencé par la perspective des élections générales qui se sont déroulées fin octobre* ».

Pour les années à venir, les prévisions de l'OCDE sont relativement optimistes : « *Les effets négatifs de la crise du Golfe allant en s'estompant, les exportations de services et notamment les recettes du tourisme devraient se rétablir* ». La croissance du PNB réel devrait atteindre plus de 5 % en 1993, et « *une certaine désinflation pourrait intervenir l'an prochain* ».

S. J.

# The Soil Yields Terror for Iraq's Kurds

Special to The New York Times

SULAIMANIYA, Iraq — As Star Ahmad Suleiman set out across his field with a herd of sheep a few weeks ago, he thought it was perfectly safe. Not long before, he cleared some 300 land mines from the area.

But there was one, hidden beneath the soft earth, that he had missed. "I didn't see it," he said.

Mr. Suleiman, a 55-year-old Kurdish shepherd, lost his right foot to the mine and became another victim of a gruesome legacy afflicting the troubled Kurdish region of northern Iraq: countless land mines from Iraq's years of conflict with Kurdish guerrillas and Iran.

"You're talking millions of mines," said Anders Ronild, a former field officer for the United Nations High Commissioner for Refugees who helped demarcate the mine fields in the Penjwin valley, near the Iranian border, last fall and winter. "You can have a hillside, a mountaintop, where you might find 20,000 mines."

Mines blanket the border area with Turkey, but are particularly thick in the rugged mountains and valleys along the Iranian frontier. There, both sides in the 1981-88 Iran-Iraq war laid mines as the front shifted back and forth over the years, Mr. Ronild and Kurdish guerrillas said.

The mines, ranging from small green or yellowish ones that maim to spike-topped tan ones that kill, as well as antitank mines, are also strewn around military outposts and bunkers that dot the countryside, and along paths and roads. Some are buried, but others lie on the ground, they said.

The problem is so widespread, Mr. Ronild said, that "you'll have mines here for many, many more years to come."

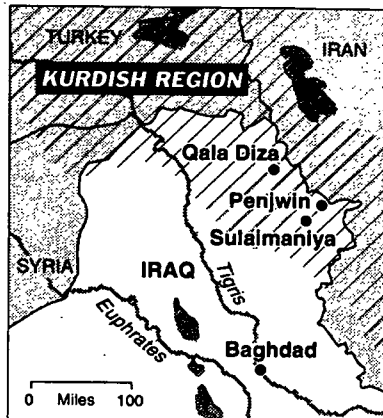
The mines took a heavy toll in the Kurdish uprising against Iraqi forces last spring, after Iraq's defeat in the Persian Gulf war. Hundreds of Kurds were maimed or killed as they fled across mine-infested mountains to Turkey and Iran, before the allies set up a security zone in northern Iraq to encourage the Kurds to return, Kurdish officials and international relief agency workers said.

## Spring Thaw Brings Danger

The number of mine incidents fell sharply over the winter, as deep snow restricted movements. But with the spring thaw, relief workers fear a fresh surge of mine casualties as thousands of Kurds return to border areas from which Iraqi forces had driven them over the past 20 years.

Even if the farmers steer clear of known minefields, the relief workers said, the thaws could wash small, light plastic mines down mountainsides and streams to previously safe areas.

"When you have movements of the soil and massive rain, then the mines move," said Margaret Bryson, head



Land mines are a persistent danger in the Kurdish region.

nurse at the International Committee of the Red Cross hospital near Penjwin. "So then people are subject once again to stepping on them accidentally."

No figures are available on the total number of mine casualties in the last year, Kurdish and relief agency medical officials said. But Dr. Delshad Kamal of the Sulaimaniya Teaching Hospital, one of three surgical hospitals in the Kurdish-controlled area, said the hospital treated about 15 new mine explosion casualties each week.

"Sometimes we get 2 patients per day, sometimes 10," Dr. Kamal said.

With all the upheaval in the area in the last year, virtually no organized mine clearance has begun, relief workers said. But in some areas, Kurdish guerrillas are helping out. In the heavily-mined Qala Diza region, near Iraq's northeastern border with Iran, a veteran guerrilla, Khider Mahmoud Amer Jaf, has taught 30 other guerrillas to defuse the 14 kinds of mines known to be in the area.

The group is clearing fields of mines so farmers can do their spring planting. But with only two metal detectors, Mr. Jaf said, progress is slow. "We need hundreds of these," he said.

In other areas, villagers like Mr. Suleiman, who lost his foot near Shimshecol village, southeast of Sulaimaniya, have resorted to clearing mines themselves despite the heavy toll.

In December, he said, fighting back tears, his 14-year-old son, his eldest, was blown to bits by a land mine he was trying to clear from a field. And his brother lost eight fingers and an eye taking out a mine.

In all, he said, 5 people have been killed and 14 wounded since Kurds began returning to the village from which Iraqi forces banished them in 1975.

Still, Mr. Suleiman said, he was determined to stay on his land.

"This is my earth — I was born in this village," he said, adding, "We aren't afraid of land mines, only of the Iraqi Government."

## Scowcroft Says Iraqis Plan to Attack Kurds

WASHINGTON, April 12 (AP) — President Bush's national security adviser, Brent Scowcroft, said today that Iraq was "making very ominous preparations" for action against its Kurdish rebels and that he would not rule out the use of United States military force to stop it.

Mr. Scowcroft said that Iraqi forces had illegally installed surface-to-air missiles in the north and that the United States had been consulting allies about a response.

"He's not pounding the dickens out of the Kurds yet, but he's making very ominous preparations up there," Mr. Scowcroft said on the NBC program "Meet the Press."

Asked how the United States would respond if the missiles were used against American reconnaissance flights, he said, "They will not get away with anything."

On Friday, the United Nations Security Council warned Iraq that it would face "serious consequences" if it interfered with U-2 spy plane flights by United Nations weapons inspectors. Iraq had urged a halt to such flights and said they were in danger from possible "unfortunate incidents."

## Iraqi Land Mines

To the Editor:

The land-mine disaster in Iraqi Kurdistan is even greater than you suggest in "The Soil Yields Terror for Iraq's Kurds" (news article, April 13). The Baghdad regime mined not only frontier areas, as many governments have done during war or active insurgencies, but also lands deep inside the Kurdish lands, as we document in a forthcoming report.

President Saddam Hussein of Iraq did this in a policy of depopulating the Kurdish countryside in the late 1980's, which involved razing as many as 4,000 Kurdish villages, and the disappearance of scores of thousands of Kurds who are now presumed dead. Mines were then planted to deter rebels, but also to prevent peasants who had survived from returning home.

With much of the Kurdish lands under rebel control, villagers who have gone back to ancestral lands many miles from the frontier are losing their lives or limbs as these mines detonate. Saddam Hussein's indiscriminate use of land mines, like his human rights abuses more generally, makes him stand out in a crowded field.

ERIC GOLDSTEIN  
Research Director  
Middle East Watch  
New York, April 13, 1992

APRIL 22, 1992

Les Echos - 14 avril 1992

EUROPE ♦ Visite d'Etat à Ankara

# François Mitterrand prêt à renforcer l'ancrage européen de la Turquie

La dernière visite officielle en Turquie d'un président de la République française remonte à De Gaulle. D'où le « tournant » de 1992 salué par François Mitterrand.

De notre envoyé spécial à Ankara.

◆ A peine arrivé à Ankara, François Mitterrand déclarait hier au président Turgut Ozal : « C'est un instant significatif car il coïncide avec la reconnaissance générale du rôle croissant et de la position centrale de la Turquie, élément de l'espace européen et pont entre l'Asie et le Moyen-Orient. » De fait, la résurrection ottomane — comme on se plaît à la nommer ici — bat son plein. Pour quelle direction ? D'ores et déjà, l'onde de choc de l'éclatement de l'URSS a changé la donne. Ankara s'est découvert un hinterland constitué des républiques turques de l'éphémère CEI (Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Kazakhstan et Azerbaïdjan). C'est, a priori, une zone d'influence forte de quelque cent millions de turcophones. Ankara va d'ailleurs « arroser » avec des émissions de télévision. Mais l'Arabie Saoudite et surtout l'Iran des mollahs sont aussi sur les rangs...

## L'obstacle des droits de l'homme

Européenne à 3 % seulement par la pure géographie, la Turquie, qui a posé une demande d'adhésion à la CEE depuis 1987, se découvre à cette occasion, sinon une carte de rechange, du moins une mission de grande puissance régionale. Récemment, la participation d'Ankara, en abritant l'aviation américaine notamment, aux côtés des forces al-

liées dans la guerre contre l'Irak, a encore contribué à renforcer ce sentiment.

Mais sur la route de l'intégration à l'Occident, l'obstacle principal reste la question des droits de l'homme. La condamnation, jeudi dernier par le Parlement de Strasbourg, de l'action des forces armées turques contre la population kurde dans le Sud-Est anatolien, a d'ailleurs entraîné une vive réaction du président Turgut Ozal : « Ce n'est pas acceptable. C'est un soutien au terrorisme. Je ferai part au président Mitterrand de la situation réelle dans la zone. » Pour les autorités d'Ankara, il s'agit d'une vraie guérilla menée par le PKK, parti indépendantiste kurde. Dans une interview télévisée, le chef de l'Etat français a été direct sur ce registre : « Vous ne trouverez pas de solution et vous ne serez pas approuvés par un pays comme le mien si, à la base, les Kurdes turcs ne bénéficient pas de tous les droits qui doivent être les leurs. »

Incontestablement, le rêve d'un Etat kurde « indépendant » a pesé sur les entretiens, hier, du président français et du Premier ministre Souleyman Demirel. Malgré la ferme opposition présidentielle à une telle éventualité : « Cela conduirait à des conflits multiples auxquels personne n'a intérêt. » Rappelons que, de son côté, l'Allemagne vient de vivre une crise ministérielle — avec la démission du ministre de la Défense — à cause de la livraison d'armes ayant ensuite servi à la répression anti-kurde.

Cette situation délicate laisse en revanche à Paris une réelle capacité d'initiative diplomatique. Ankara recherche des partenaires et des intermédiaires. De plus, la France est, depuis trois ans, le premier investisseur étranger (15 %

du total) et le quatrième partenaire commercial derrière la RFA, les Etats-Unis et l'Italie (avec 5,8 % des importations turques et 5,1 % des exportations du pays). Actuellement, quelque 110 entreprises françaises sont implantées, avec une position non négligeable, dans l'automobile, le ciment ou le matériel électrique.

## Opérations conjointes dans la CEI

« Sur ce plan, c'est un voyage de consolidation, d'approfondissement », assure l'Elysée. Plusieurs contrats sont en gestation. Notamment une liaison ferroviaire rapide Ankara-Istanbul, une nouvelle aérogare, la livraison d'hélicoptères de transport (Eurocopter compte sur un coup de pouce politique pour un ticket de 10 milliards de francs, mais l'affaire mûrit lentement). Pour sa part, le Premier ministre Souleyman Demirel a suggéré au président français que des opérations « conjointes » franco-turques pourraient être menées sur les pays limitrophes de l'ex-CEI. Une formule jugée séduisante par la partie française.

Au cours de cette première journée d'entretiens, le président français a certes écarté la perspective d'une adhésion immédiate à la CEE. Mais il a insisté sur l'activation du contrat d'association signé depuis 1964. Le président Turgut Ozal a, de son côté, souhaité que son pays adhère, d'ici à 1995 à l'union douanière et a posé des jalons pour une participation à l'UEO. Des formules que le président n'a pas rejetées mais dont il a renvoyé l'examen au prochain Conseil européen de Lisbonne fin juin.

Jean-Michel Lamy



Liberté - 28 avril 1992

Entretien avec Massoud Barzani

# LE REALISME CONTRE LE REVE

*Le président du Front du Kurdistan d'Irak espère bien être élu, le 17 mai, à la tête d'une entité kurde dont le statut reste à définir et qui demeure, à chaque minute, sous la menace des armées de Saddam Hussein*

**M**ASSOUD BARZANI ne chôme pas. Son quartier général, établi à Salaheddine, dans un hôtel qui fut sans doute coquet et agréable, ressemble à une ruche emplie d'abeilles prêtes à servir non pas leur reine, mais le presque-roi du Kurdistan. Les salons décatis, aux tapis râpés, sont remplis d'hommes que leur accoutrement et leurs armes font ressembler à des combattants — les fameux peshmergas de la révolte kurde, avec leur pantalon bouffant ceinturé d'une large écharpe aux plis artistiquement disposés, leur chemise impeccable et leur foulard à carreaux rouges et blancs enroulés sur la tête. La ligne de front est à moins de 50 km vers le sud... Pourtant, il y a sûrement là, sirotant thé sur thé, presque autant de solliciteurs que de militants du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), créé par le père de Massoud Barzani, Mustapha, l'un des fondateurs de l'éphémère République de Mahabad (1).

De ce passé glorieux, il ne reste pas grand-chose, même si, pour venir jusque-là, j'ai eu souvent l'impression d'être entrée, telle Alice franchissant le miroir, dans la légende du Chat botté et du marquis de Carabas : tout au long de la route qui mène de Dohouk à Salaheddine, à travers les montagnes ou en longeant le cours du Zab en pleine crue, on m'a montré des palais, de vastes résidences entourées de hauts murs et flanquées de villas pour les serviteurs et les gardes. A mes questions sur ces splendeurs, le guide répondait presque invariablement : « C'était un palais de Saddam. Maintenant il est à Massoud »...

Prises de guerre ou compensations à la destruction totale du village natal des Barzani, Barzan, dont il ne reste pas pierre sur pierre, et que j'ai aussi traversé pour venir jusque-là ? Je n'ai pas posé la question à Massoud Barzani, qui m'a reçue en dépit des multiples tâches que lui impose la préparation, pour le 17 mai prochain, des premières élections générales au Kurdistan. Un défi si grand au régime de Saddam Hussein — mais aussi aux autres pays de la région — qu'on se demande s'il pourra être mené à son terme. Le chef du PDK, lui, en est persuadé et il s'efforce, espérant sans doute conjurer les oppositions et les oiseaux de mauvais augure, de minimiser la portée du scrutin :

« J'ai toujours dit très clairement que ces élections n'ont pas pour but d'établir un Kurdistan indépendant, mais de remplir le vide légal et administratif du blocus que nous impose l'Irak. Nous voulons aussi remplacer le règne des milices par le règne du droit et, par la même occasion, résoudre certaines difficultés (2) à l'intérieur du Front du Kurdistan. »

— *Pourtant, depuis un an, le Kurdistan d'Irak jouit, de facto, d'une sorte d'indépendance puisqu'il échappe totalement à l'autorité du gouvernement irakien, avec qui les négociations sur l'autonomie de la région ont d'ailleurs été rompues.*



Massoud Barzani en pleine campagne

— Elles ne l'ont pas été de notre fait mais en raison du blocus qui nous a été imposé par Bagdad. Malgré cela notre situation reste liée à celle de l'ensemble du pays. Il n'y aura pas de solution au Kurdistan tant qu'il n'y aura pas de démocratie en Irak. De plus, toute solution doit bénéficier d'un soutien international. Il est clair qu'il n'y a pas de soutien international suffisant pour un Kurdistan indépendant.

— *Vous envisagez, avez-vous dit récemment, de reprendre les pourparlers avec Saddam Hussein si le blocus du Kurdistan est levé. Pensez-vous que les Kurdes puissent encore lui faire confiance et ne craignez-vous pas qu'il ne respecte pas à l'avenir un éventuel accord ?*

— Il ne s'agit pas d'un problème de personne mais d'un problème politique. Ce n'est pas une histoire de confiance, mais une question de rapport de forces. Et puis, quelle alternative avons-nous ? Nous n'en avons aucune, si nous considérons les intérêts de la population et les besoins de sa sécurité.

— *Est-ce à dire que vous estimez impossible, dans l'avenir, un Etat qui rassemblerait tous les Kurdes ?*

— Nous considérons tous les Kurdes, ou qu'ils se trouvent, comme les



électorale, lors d'un meeting, la semaine dernière à Erbil. (Photo AFP.)

membres d'une même nation victimes d'une injustice historique. Nous avons, comme les autres peuples, droit à l'autodétermination. Mais nous avons fait face, à la suite de la Première Guerre mondiale, à une situation politique qu'il nous est impossible de changer par la force. Cette situation (la répartition du Kurdistan entre cinq Etats de la région — NDLR) a créé des particularités, des conditions spécifiques différentes pour chaque partie du Kurdistan. Je sais, pour avoir mené moi-même la guérilla pendant des années, qu'il n'y a pas d'issue par les armes. Nous en sortons toujours perdants car nous ne bénéficions pas d'un soutien suffisant de l'extérieur. Nous pourrions avoir des gains provisoires, mais pas de solution définitive. Et le gouvernement non plus ne réussira pas à nous éliminer totalement. Il nous faut donc être réaliste, ce qui ne signifie pas que nous renoncions à notre rêve. Comment réaliser notre vision ? Par la force c'est impossible car nous sommes géographiquement encerclés, entourés des forces de pays hostiles qui auraient vite fait de nous étouffer. Il nous faut donc chercher un équilibre entre le maintien de la souveraineté de ces pays et la réalisation de nos droits nationaux. C'est là notre approche. Je pense que c'est la seule possible. C'est celle qui a obtenu le soutien des Européens. Pour l'instant, la tâche qui nous

incombe est de persuader nos voisins que la reconnaissance de nos droits est aussi de leur intérêt.

— *N'avez-vous pas des problèmes avec la Turquie qui bombarde les camps du PKK en Irak ? Et ne craignez-vous pas que cela ne soit un prétexte pour s'emparer du Kurdistan ?*

— Non. C'est impossible. Techniquement et politiquement. Le monde arabe ne le permettrait pas. Mais je pense que ni la technique du PKK ni la politique de force turque ne peuvent résoudre le problème. Les bases d'une solution démocratique du problème kurde existent en Turquie. Les Turcs doivent admettre l'existence d'une identité kurde et comprendre que tous les Kurdes qui fêtent Newroz ne sont pas membres du PKK. Quant à cette organisation, notre politique n'est pas de la combattre, mais son intervention dans nos affaires risque de compromettre l'opportunité que nous avons de trouver une solution à nos propres problèmes. Je le dis : entre le PKK et les intérêts de notre peuple, nous n'hésiterons pas à choisir. Vous savez, le PKK n'est pas un interlocuteur facile : il n'accepte aucune opinion différente de la sienne. Mais je suis persuadé que les Kurdes de Turquie comprennent parfaitement que nous avons besoin de

maintenir de bonnes relations avec la Turquie. C'est par là que passe l'aide que nous recevons et c'est là qu'est basée la force alliée chargée de notre protection.

— *L'ONU doit se retirer à la fin juin, date d'expiration de l'autorisation donnée par la Turquie aux forces alliées d'utiliser son territoire pour les opérations de protection des Kurdes. Si vous êtes élu président, demanderez-vous une prolongation de cette protection ?*

— Bien entendu. Il est très important qu'elle reste jusqu'à la conclusion d'un accord général avec l'Irak.

**Propos recueillis par  
Françoise Germain-Robin**

(1) République indépendante créée en 1945 dans le nord de l'Iran et qui dura un an. Elle devait être écrasée par le régime iranien de Reza Shah.

(2) Ces « difficultés » résident essentiellement dans la rivalité qui oppose Massoud Barzani, chef du PDK, à Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). C'est pour se départager que les deux hommes ont décidé d'adopter aux législatives une élection présidentielle qui devrait permettre aux Kurdes de se choisir directement un « chef » dont la légitimité serait plus difficilement contestable.

# Les relations entre Ankara et l'Europe et la question kurde domineront la visite de M. Mitterrand en Turquie

Le Monde ● Mardi 14 avril 1992 ●●

M. François Mitterrand a quitté Paris lundi 13 avril pour la Turquie où il effectue une visite d'Etat de deux jours. Il devait avoir, dès son arrivée à Ankara, une série d'entretiens politiques avec le président Turgut Ozal, le premier ministre Süleyman Demirel et le vice-premier ministre Erdal İnönü. Mardi, M. Mitterrand se rendra à Istanbul. Le programme de cette visite - que domineront les relations entre Ankara et l'Europe et la question kurde - a été très légèrement écourté pour permettre au chef de l'Etat de présider le conseil des ministres mercredi matin à Paris.

Il est encore des esprits chagrins pour se demander s'il faut ou non aller rendre visite aux Turcs. M. Mitterrand - qui sera lundi et mardi le premier chef d'Etat français à se rendre en Turquie depuis Charles de Gaulle en octobre 1968 - a tranché depuis un certain temps, mais quelque peu tardé à mettre ce projet à exécution.

Le moment aujourd'hui n'est pas idéal, puisque deux crises affectent actuellement ce pays, qui rendent cette visite un peu plus délicate : à deux pas des frontières turques, le conflit opposant Arméniens et Azéris à propos du Haut-Karabakh, et, dans tout le sud-est du pays, le regain de tension chez les Kurdes.

Si le président de la République entreprend ce voyage, c'est qu'il estime que suffisamment de progrès ont été accomplis dans le domaine des droits de l'homme pour mériter des encouragements. Les leaders de la coalition au pouvoir à Ankara affichent plus fortement qu'aucun des précédents gouvernements leur volonté de se conformer aux normes démocratiques dans ce domaine et de voir ainsi levée l'hypothèque qui depuis longtemps pesait sur leurs relations avec l'Europe.

Ils ont accédé au pouvoir à l'automne dernier en promettant d'en finir avec tout ce qui, dans la législation turque, porte encore l'empreinte du régime militaire consécutif au coup d'Etat de septembre 1980. Mais - et c'est là que le bât blesse - ceci ne s'applique pas aux provinces de l'Est et du Sud-Est où les activités d'un groupe armé indépendantiste, le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), servent de justification au maintien d'un état d'exception extrêmement répressif.

## Les rapports germano-turcs

On n'en est certes plus au temps où la simple idée de l'« identité kurde » était tenue pour sacrilège : la langue kurde n'est plus bannie, des députés se présentant comme défenseurs de la cause kurde ont pu se faire élire au Parlement en octobre et il y a dans l'actuel gouvernement des hommes qui prônent une « solution démocratique » aux problèmes du Sud-Est. Mais les secteurs politiques les plus conservateurs et surtout une partie de l'appareil d'Etat (police, armée) résistent à l'ouverture.

Tant que des policiers et des militaires tomberont sous les balles du PKK le gouvernement sera bien en peine d'imposer le respect de l'Etat de droit dans cette région. En même temps, brutalités, arbitraire, assassinats par de mystérieuses organisations ont cours à l'abri des lois d'exception et poussent vers le PKK une population qui, dans sa très grande majorité, ne nourrit pas a priori de rêves indépendantistes.

A chaque accès de violence, et d'où que parte l'étincelle, le terrorisme refait l'unanimité contre lui dans la classe politique et l'opinion. C'est ce qui s'est passé fin mars, lors des fêtes du nouvel an kurde (Newroz) marquées par de sanglants incidents, et qui a provoqué, au plan international, une forte détérioration des rapports entre Ankara et Bonn. Le gouvernement de Bonn a réagi avec une particulière fermeté au fait que des armes d'origine allemande aient été utilisées pour réprimer les manifestations du Newroz.

Réaction d'ordre moral ? Crainte du terrorisme en Allemagne où séjournent 1,5 million d'immigrés de Turquie dont une bonne partie d'origine kurde ? Ou souci de parer, en période électorale, à des accusations analogues à celles que le gouvernement fédéral avait essayées précédemment à propos des armes chimiques en possession de la Libye et de l'Irak ? Le ton en tout cas s'est durci entre les deux capitales, des responsables turcs ont été jusqu'à reprocher à l'Allemagne de soutenir le PKK, soutien dont ils savent pourtant bien qu'il va drait mieux le chercher à Damas et Bagdad plutôt que sur les bords du Rhin.

## L'absence de M<sup>me</sup> Mitterrand

Paris a observé dans cette affaire une très prudente réserve. Les dirigeants turcs seront d'autant plus tentés de chercher dans la visite de M. Mitterrand une caution de bonne moralité que cette polémique vient de les opposer à Bonn. Le chef de l'Etat français ne saurait pour autant passer pour le fossoyeur des droits des Kurdes. La France était d'ailleurs avant l'Allemagne, et est encore, considérée comme « suspecte » sur cette question.

M<sup>me</sup> Mitterrand s'est rendue très populaire dans l'Est anatolien en rendant, en 1988, aux Kurdes d'Irak réfugiés en Turquie une visite mal vécue par les dirigeants d'Ankara qui se sentirent mis à l'index plus que Saddam Hussein. On n'ignore rien dans la capitale turque des rapports de la fondation France Libertés avec l'Institut kurde de Paris. Estimant sans doute qu'elle ne pouvait assumer à la fois cette casquette humanitaire et celle d'épouse du président, M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand n'a pas voulu être de ce voyage auquel elle était protocolairement conviée.

La presse turque n'a pas manqué de relever, il y a peu, la petite phrase de Roland Dumas disant que pour la France « la cause kurde est sacrée », bien qu'il l'eût prononcée lors d'un entretien avec un Kurde d'Irak, M. Barzani. Elle n'a pas laissé passer non plus celle de Bernard Kouchner évoquant le droit des Kurdes à un Etat, bien qu'on eût tenté de lui expliquer que M. Kouchner n'engageait que lui. Le président de la République a clarifié les choses sur ce point dans un entretien accordé dimanche à la télévision turque et au quotidien *Hürriyet* : « Je ne suis pas de ceux, a-t-il dit, qui pensent qu'il faille encourager la revendication de nombreux Kurdes vers un Etat unifié qui provoquerait d'immenses difficultés avec plusieurs pays », a-t-il dit. Il a aussi condamné le terrorisme « aveugle », mais n'en a pas moins ajouté : « Vous ne trouverez pas de solution et vous ne serez pas approuvés par un pays comme le mien si les Kurdes turcs ne bénéficient pas de tous les droits qui doivent être les leurs. »

MM. Dumas et Kouchner sont du voyage. Ils devraient notam-

ment plaider pour que les forces alliées chargées depuis la fin de la guerre du Golfe d'assister les populations kurdes d'Irak du Nord et basées en Turquie puissent y poursuivre leur mission au-delà du 30 juin. Ils ont d'autre part entretenu ces derniers mois avec les autorités turques des contacts parfois difficiles, mais finalement fructueux, au sujet des opérations humanitaires que Bernard Kouchner tentait de mettre en œuvre dans le Haut-Karabakh (l'essentiel de l'aide humanitaire acheminée par les Occidentaux vers les Républiques d'Azerbaïdjan et de Turquie transite d'autre part par l'Irak).

## Le conflit du Caucase

Ce conflit, au cœur de l'Azerbaïdjan voisin, est l'un des autres sujets délicats de la visite de M. Mitterrand. La Turquie penche évidemment dans cette affaire du côté de l'Azerbaïdjan, turcophone, et avec lequel elle n'a pas de contentieux historique. Son gouvernement s'est cependant efforcé de rester tant bien que mal en position de médiateur et s'est tourné entre autres vers la France pour qu'elle use de son influence sur les Arméniens et contribue à engager un processus de règlement international.

M. Demirel redoutait de se trouver, sur cette question, en porte-à-faux avec l'Europe et les Etats-Unis. Cette politique est difficile à tenir tant l'opinion est sensibilisée au sort des Azéris. La France, considérée depuis longtemps comme pro-arménienne, a été vivement prise à partie récemment par la presse turque ainsi que par les milieux de l'islam intégriste et de l'extrême droite nationaliste. Le président Ozal, qui entretient avec M. Demirel une cohabitation des plus polémiques, a jeté de l'huile sur le feu en taxant le gouvernement d'inertie dans cette affaire.

L'actualité rend ainsi un peu plus délicat un voyage présidentiel, qui de toute façon l'eût été, tant l'affectivité et le sentiment d'être incompris se mêlent en Turquie aux considérations politiques. Sur le sujet, toujours prioritaire à Ankara, des rapports avec l'Europe, le réalisme est venu tempérer ce qui pendant longtemps fut vécu comme une blessure d'orgueil.

Libération - 14 avril 1992

Les dirigeants turcs ont compris à la fois qu'ils ne pouvaient se faire entendre de la Communauté que s'ils adhéraient aux principes démocratiques qui la fondent, et que la situation économique et démographique de leur pays rend irréaliste une adhésion à brève échéance. Mais à défaut d'une date, ils réclament un accord de principe sur leur entrée future dans la Communauté. M. Mitterrand ne peut le leur donner pour les Douze. Il est probable qu'on attend de lui qu'il se prononce en son nom propre.

Faute de cette perspective de principe, la Turquie se sent « reculée » en tant que pays musulman par l'Europe chrétienne : c'est à ses yeux une rebuffade, après soixante-dix ans d'efforts pour faire prendre la greffe du républicanisme laïc, et un encouragement à ceux qui, dans le pays et à ses frontières, prônent l'avènement de l'Etat islamique.

### « Complexe » et décripation

Cette crainte est encore vive, même si les métamorphoses économiques qu'a connues ce pays pendant les « années Ozal » et le rôle nouveau qu'il espère jouer auprès des Républiques turcophones de l'ancienne Union soviétique ont atténué ce que M. Mitterrand appelle son « complexe » et un peu décripé sa relation à l'Europe.

Pour cette dernière, il y a une utilité évidente à de bonnes relations avec ce pays allié dans l'OTAN, allié l'année dernière dans la guerre du Golfe, stable et soucieux de ses relations de bon voisinage dans une région troublée, partenaire potentiel de l'Occident auprès des nouveaux Etats de l'Asie centrale et du Caucase. Il y a aussi un intérêt économique dont les investisseurs français ont pris conscience ces dernières années (plus de cent entreprises françaises sont aujourd'hui installées en Turquie contre une dizaine seulement en 1986). Il y a enfin pour Paris un projet qui consiste à revivifier, à moderniser et à diffuser une tradition culturelle francophone très ancienne et qui accompagna sous l'empire les belles heures des élites de Constantinople, du Danube et des Balkans.

CLAIRE TRÉAN

YONNE RÉPUBLICAIN - 14 avril 1992

## Mitterrand bien accueilli en Turquie

Le chef de l'Etat français a consacré l'essentiel de ses entretiens avec les dirigeants turcs à la question kurde.

Ankara, envoyé spécial

« Ankara ouvre les bras à Tonton », titrait hier le quotidien *Milliyet*, en signe de bienvenue à François Mitterrand, premier président français à fouler le sol turc en vingt-trois ans. Le chef de l'Etat français a été accueilli avec gratitude par les dirigeants turcs, qui lui sont reconnaissants de ne pas avoir réagi avec la même virulence que les Allemands aux récents affrontements meurtriers du nouvel an kurde. La presse turque insiste d'ailleurs lourdement sur le fait que la Turquie joue ouvertement la France contre l'Allemagne dans ce contexte tendu.

D'entrée de jeu, le dialogue s'est porté sur la question kurde. François Mitterrand a développé son discours, rodé la veille à la télévision turque (voir *Libération* d'hier) : contre un Etat kurde, contre le terrorisme, mais pour les droits de l'homme et les droits culturels. « La Turquie serait mieux à même de plaider sa cause en Europe si elle arrivait à surmonter ce problème par la voie du dialogue et de la concertation », a-t-il dit.

Le matin même, le président français s'était fait reprendre par le ministre des Affaires étrangères turc, Hikmet

Cetin, d'origine kurde, qui lui avait reproché d'avoir employé le mot « minorité » à leur égard. « Qualifier les Kurdes de minorité équivaut à les reléguer au second rang de la société », a-t-il dit. Une argumentation reprise auprès du chef de l'Etat, hier, par le Premier ministre, Suleyman Demirel, et qui semble avoir porté. S'estimant mal compris à l'extérieur, les dirigeants turcs saisissent donc cette visite pour faire passer le message en Europe. D'autant qu'ils savent que l'élargissement de la CEE sera à l'ordre du jour des Douze, à Lisbonne en juin, et que la Turquie n'a pas renoncé à ses espoirs d'y être admise.

S'il est accueilli avec chaleur, François Mitterrand sait qu'il doit veiller à un autre aspect délicat : la Turquie vit en « cohabitation », entre le Président et le gouvernement qui lui est hostile. Situation compliquée ici par le fait que le gouvernement est lui-même une coalition entre le parti de la juste voie de Demirel et les sociaux-démocrates d'Inönü. Résultat : trois entretiens égaux, hier, avec les trois hommes. François Mitterrand a peut-être quelques conseils à leur donner...

Pierre HASKI

HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 14, 1992

## Mitterrand Opposes Kurdish State

ANKARA (Reuters) — President François Mitterrand of France told Turkish leaders on Monday that he opposed the creation of an independent Kurdish state, but backed Kurds' cultural rights.

"The Kurdish issue can be solved only with respect for individuals, the right of the people and cultural identities," Mr. Mitterrand said in a banquet speech. Condemning terrorism whatever its justification, he said: "Social and political tensions and the aspirations of populations cannot be left long without a response."

A spokesman said that Mr. Mitterrand had reiterated his opposition to an independent Kurdish state in talks with President Turgut Ozal. The Turkish leader told him that Turkey wanted to play a stabilizing role in the volatile region and move closer to the European Community, which it applied to join in 1987. Mr. Mitterrand said the EC would have a clearer idea of prospects for its future relations with Turkey after discussions about enlarging the Community at a summit meeting in Lisbon in June.

## Conférence sur une action humanitaire au Kurdistan

La délégation militaire départementale organise, ce soir, à 21 heures, à la caserne Vauban, une conférence sur l'opération Libage au Kurdistan, en 1991, à destination de tous les cadres d'active et de réserve. Elle sera faite par le médecin en chef Brunot, médecin à l'hôpital des armées de Dijon.

Il a participé lui-même à cette

opération humanitaire au profit des Kurdes, comme commandant en second d'un hôpital mobile de campagne du service de santé des armées. Mis sur pied au centre mobilisateur de Sens, avec 280 militaires d'active, fin avril, il s'est déployé, en mai et juin 1991, au nord de l'Irak, près des frontières de la Turquie et de l'Iran.

Lors de la première journée de sa visite d'Etat

# M. Mitterrand a souligné la « communauté de valeurs et d'intérêts » entre la Turquie et l'Europe

M. François Mitterrand devait achever mardi 14 avril, à Istanbul, une visite d'Etat de deux jours en Turquie commencée à Ankara. Lundi, le président de la République avait souligné la « communauté de valeurs et d'intérêts » entre la Turquie et l'Europe.

ANKARA

de notre envoyée spéciale

Dès le premier jour, la visite de M. Mitterrand en Turquie aura donné lieu à une saine clarification, au moins pour ce qui est des rapports entre ce pays et le Vieux Continent. Les Turcs sont en Europe, aux yeux du président français, et cela fait partie de ces choses qui vont mieux quand elles sont dites publiquement et sans ambiguïté. « La Turquie relève de l'espace européen, si ce n'est au sens géographique exact, du moins dans ses acceptions économiques, culturelles, militaires et politiques (...). L'Europe se dessine comme une vaste communauté de valeurs et d'intérêts qui ne saurait être limitée par des conceptions géographiques ou par des préjugés culturels », déclarait lundi soir le chef de l'Etat, lors du dîner qui lui était offert au palais de Cankaya par le président Turgut Ozal.

De telles affirmations auraient été évidemment exclues avant le retour de ce pays à un régime civil. Elles heurteront encore sans doute tous ceux pour qui l'Europe est d'essence chrétienne. M. Mitterrand n'est pas de ceux-là. Il l'a précisé dans un entretien diffusé dimanche par la presse turque, et il a rendu hommage lundi soir à la façon dont ce pays « a su, à sa manière, régler le difficile problème de la coexistence de la religion et de l'Etat ».

## Demande d'association renforcée

M. Mitterrand n'était pas venu annoncer aux Turcs leur entrée dans la Communauté. Les dirigeants d'Ankara font d'ailleurs désormais preuve, sur ce point, de plus de réalisme, et le dialogue en est facilité. Des considérations purement démographiques excluent, par exemple, qu'on fasse bénéficier la Turquie de la libre circulation des travailleurs, et ce n'est pas ce que demandent les gouvernants d'Ankara.

Ils réclament en revanche - M. Ozal l'a rappelé - un renforcement des accords d'association qui les lient à la Communauté, et qui ont connu, depuis 1964, bien des vicissitudes. Ils demandent aussi à être associés aux projets de défense européenne qui prendront corps dans le cadre de l'Union de l'Europe occi-

dentale (UEO) et ne veulent pas être abandonnés sur le flanc sud-est d'une alliance atlantique en voie de dépérissement, tandis que se bâtirait sans eux une Europe de la sécurité.

M. Mitterrand leur a donné l'assurance qu'il plaiderait leur cause sur ce point auprès des Douze : « Quelles que soient les conclusions du conseil européen de Lisbonne [sur l'élargissement de la Communauté], il demeurera qu'un système européen est en voie de constitution, que la Turquie y jouera un rôle éminent et qu'il convient dès maintenant d'y aménager les éléments tels que l'association à l'UEO dans le domaine capital de la sécurité. » La Turquie fait partie, en outre, d'autres instances européennes, dont la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), au sein de laquelle elle a recherché récemment, à propos du conflit du Haut-Karabakh, une concertation particulière avec la France. Le président Ozal et le premier ministre Souleymane Demirel ont d'autre part défendu, au cours de leurs entretiens avec M. Mitterrand, l'idée d'initiatives communes franco-turques, non seulement politiques, mais industrielles, en direction des nouvelles Républiques anciennement soviétiques d'Asie centrale. Cette idée, qui vise à allier la technologie et les capacités d'investissement françaises à l'accès privilégié de la Turquie à ces marchés pour des raisons culturelles et linguistiques, a été bien reçue du côté français.

La communauté de vues est moins évidente sur l'autre thème dominant de cette première journée : le problème kurde. Les dirigeants turcs souhaitaient s'en expliquer, et M. Ozal y a consacré une longue partie de sa conversation avec le président français. « Ceux qui ont recours aux armes contre la démocratie trouveraient la même réplique dans toutes les sociétés démocratiques », disait le président turc lundi soir dans une allusion aux opérations armées du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le Sud-Est.

Il aura entendu de la bouche de M. Mitterrand l'essentiel de ce qu'il attendait : la condamnation du « terrorisme aveugle » et le rejet de la revendication d'un Etat kurde indépendant de nature, aux yeux du président de la République (et pas seulement aux siens), à provoquer un séisme aux conséquences incalculables, non seulement dans les quatre pays concernés (Turquie, Irak, Iran, Syrie), mais dans toute la région. Mais M. Mitterrand n'en a pas moins insisté sur « le respect des droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen, le droit d'exister, de pouvoir s'exprimer, de pouvoir pratiquer sa langue », que l'Etat turc doit à ses ressortissants kurdes. Dans son entretien avec la télévision turque, il avait assimilé le problème kurde à un problème de « minorité »

Le Monde

• Mercredi 15 avril 1992 •



comme il s'en pose beaucoup d'autres en Europe.

Cela fut mal compris dans un pays où l'on qualifie de minorité quelques milliers de juifs ou d'Arméniens mais pas dix millions de Kurdes musulmans qui, pour peu qu'ils ne vivent pas dans leur région, soumise à l'état d'exception, jouissent des mêmes droits que les Turcs. La Turquie, elle, peut-être, pourrait effectivement s'appliquer la vieille conviction mitterrandienne selon laquelle le maintien de l'Etat unitaire peut être assuré par le respect des droits particuliers des communautés qui le composent.

Mais cela est de l'ordre des principes et ne règle pas le grave problème auquel est actuellement confronté ce pays, celui de l'engrenage de la répression et de la vio-

lence. Ce n'est certes pas à M. Mitterrand de le régler, et il ne pouvait guère être très directif dans ses interventions publiques. Il n'a pas fait explicitement référence à l'état d'exception sous couvert duquel s'exerce, dans l'est du pays, une très sévère répression.

Mais réclamer les mêmes droits élémentaires pour tous était une façon de le condamner. Il a aussi, selon son porte-parole, M. Musitelli, fait valoir que la Turquie « serait mieux à même de plaider sa cause en Europe si elle parvenait à régler ce problème par le dialogue ». C'est ce que les Allemands disent à Ankara avec une certaine véhémence depuis quelque temps.

CLAIRE TRÉAN

# La France, premier investisseur étranger

ISTANBUL

de notre correspondante

Une poussière fine et blanche recouvre la cimenterie d'Ankara, construite en 1926. Propriété depuis 1989 de la Société des ciments français qui l'avait acquise, avec quatre autres cimenteries, pour un prix total de 105 millions de dollars, cette vénérable institution se prépare à entrer dans le vingt et unième siècle, rajeunie et modernisée.

Preuve de la confiance qu'ils accordent au marché turc malgré l'imbricatio legal entourant la privatisation de ces cinq usines, les Ciments français ont signé en février un accord prévoyant un investissement supplémentaire de 70 millions de dollars. Cette entreprise est l'une des 110 françaises installées en Turquie. L'essor spectaculaire des relations économiques entre les deux pays depuis 1988, après la « période de glaciation » du début des années 80, a coïncidé avec le boom économique des « années Ozal », au cours desquelles la Turquie s'est éveillée à la société de consommation en s'orientant vers une économie libé-

rale. Le rétablissement dès 1984 des relations politiques, à l'initiative de M. Mitterrand, a fourni aux entrepreneurs français la base stable nécessaire à la sécurité de leurs investissements.

Outre un marché intérieur de 60 millions d'habitants, encore largement inexploité, la Turquie, par sa position géographique, est un tremplin possible pour le Proche-Orient, les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale. Un groupe d'hommes d'affaires français prévoit prochainement un voyage en Azerbaïdjan pour explorer les possibilités offertes par ces nouveaux marchés.

Aujourd'hui, la France est au premier rang des investisseurs étrangers en Turquie, dans des domaines aussi variés que les cosmétiques, l'aviation, l'industrie pharmaceutique, l'installation de lignes électriques, la distribution de gaz et l'industrie automobile.

Les usines Renault, installées à Brousse depuis plus de vingt ans, fournissent 35 % du marché automobile, avec une production qui atteint 100 000 véhicules chaque année. Peugeot, qui souhaite également s'établir en Turquie, est actuellement

en pourparlers avec le gouvernement turc. Dans le domaine du ciment, trois compagnies françaises - Lafarge Coppée, Vicat et Ciments français - détiennent près de 20 % de ce marché de 60 millions d'habitants.

## Une tradition culturelle

Ces dernières années, les industriels français se sont vu attribuer la plupart des grands contrats - satellite Turksat (Aérospatiale, 2 milliards de dollars), radars militaires (Thomson), école d'aviation civile d'Eskisehir, raccordement du réseau gazier d'Ankara et d'Istanbul, installation des lignes électriques du barrage d'Ataturk, fourniture d'Airbus à la compagnie nationale Turkish Airlines - au grand dam de leurs rivaux étrangers qui critiquent les crédits de financement très favorables accordés par le gouvernement français.

Ces succès reposent avant tout sur la stratégie à long terme adoptée par les entrepreneurs français, basée sur la coopération industrielle, le transfert de technologie et la formation de cadres et de techniciens turcs. Cette

politique a pour but de moderniser l'industrie turque et de l'amener à s'intégrer, en tant que partenaire égalitaire, aux consortiums industriels européens. Diplomates et entrepreneurs français soulignent la qualité des ressources humaines turques; les ouvriers sont travailleurs et apprennent aisément, d'où des niveaux de qualité qui, dans certains domaines, n'ont rien à envier à la production française.

Les échanges commerciaux ont également progressé pour atteindre, en 1990, 12 milliards de FF. La visite du chef de l'Etat vise également à renforcer des liens culturels qui remontent au seizième siècle. En 1968, le général de Gaulle avait visité le célèbre lycée Galatasaray, bastion de la culture française en Turquie. Durant son séjour, M. Mitterrand signera un accord qui a une importance sentimentale particulière, offrant l'assistance de la France pour l'établissement de l'université franco-phonie de Galatasaray, où sera formée une partie des francophiles de la future élite turque.

NICOLE POPE

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

ECFD538 3 F D262 USA /AFP-QT77

Eco.-Int.-Energie lead

Avertissement américano-franco-britannique à l'Irak

NEW YORK (Nations Unies), 14 avr (AFP) - Les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne ont lancé mardi un avertissement à l'Irak à la suite du renforcement de ses moyens militaires au nord du pays, a-t-on appris de sources informées.

Les ambassadeurs américain, britannique et français à l'ONU ont rencontré leur collègue irakien pour l'avertir des "conséquences sérieuses" du renforcement de cette présence militaire.

Sont particulièrement visés, la présence importante de missiles SAM au delà du 36ème parallèle, celle de radars puissants associés à ces missiles, et le personnel militaire pour les servir.

L'Irak s'est vu rappeler que ses forces avaient interdiction de franchir le 36ème parallèle, qui jusqu'à la frontière internationale délimite au nord du pays une zone essentiellement kurde dans laquelle ont été déployés quelques centaines de "gardes bleus" de l'ONU.

Les ambassadeurs ont également prévenu que l'aviation alliée n'avait pas l'intention de renoncer au survol du territoire irakien et qu'elle avait d'ores et déjà l'autorisation de riposter en cas d'attaques ou de menaces.

Lundi, le ministre irakien des affaires étrangères a fait savoir que son pays renonçait à menacer les avions-espions U-2 loués par les Nations Unies pour repérer les sites de ses contrôles au sol.

Enfin, les ambassadeurs ont exigé de l'Irak qu'il cesse la répression contre les Kurdes au nord et contre les Chiites au sud, particulièrement dans les marais.

bfr/vdr

AFP 141840 AVR 92



MERCREDI 15 AVRIL 1992

TURQUIE

# L'axe Paris-Ankara renforcé

**François Mitterrand a resserré les liens franco-turcs et réaffirmé au président Ozal qu'il n'était pas opposé à l'adhésion de son pays à la CEE.**

**Istanbul, envoyé spécial**

**L**a France et la Turquie partenaires pour le développement des Républiques musulmanes d'Asie centrale et des Balkans? A entendre François Mitterrand et le président turc Turgut Ozal, hier à Istanbul, cette perspective est désormais à l'étude. Un signe du net réchauffement des relations franco-turques auquel a abouti la visite de quarante-huit heures du chef de l'Etat français à Ankara et Istanbul, la première depuis vingt-quatre ans, une longue absence que semblait regretter François Mitterrand.

Symbole de cette coopération: le lycée franco-turc de Galatasaray, qui a formé une partie de l'élite turque depuis plus de cent ans, sera désormais prolongé d'une université francophone. L'établissement accueillera, selon Turgut Ozal, « non seulement des étudiants turcs mais aussi des étudiants originaires des Balkans, du Caucase et d'Asie centrale, ce qui contribuera de façon remarquable à la propagation des valeurs communes que nous défendons depuis toujours ». L'accord a été signé hier en présence des deux chefs d'Etat, dans un lycée en fête qui a permis à François Mitterrand de goûter aux délices du bain de foule, étroitement surveillé.

Ce rapprochement avec ce pays à cheval sur l'Europe et l'Asie n'est toutefois pas toujours simple. Ainsi, alors qu'il visitait le célèbre palais de Topkapi et assistait à un ballet de derviches tourneurs, François Mitterrand est entré en concertation avec Roland Dumas et son conseiller diplomatique Pierre Morel, apparemment inquiets d'une information de la presse turque faisant état d'un raid aérien turc contre des bases kurdes en Irak. En pleine visite du président français, le geste eut été maladroit. Rejet sec de cette information, hier soir, lors de leur conférence de presse

commune, par les deux chefs d'Etat.

L'incident est pourtant révélateur du fait que la relation pourrait à tout moment être compromise par un dérapage sur les Kurdes. François Mitterrand a développé de nouveau sa pédagogie, hier, en présence de Turgut Ozal, pour dire non à « toute répression collective ». Rejetant le terrorisme pratiqué par le PKK, le parti indépendantiste et marxiste-léniniste kurde, il a rappelé qu'un Etat démocratique devait le combattre « sur cette crête étroite entre une action qui tend à juguler le terrorisme, et la méthode à appliquer »: « dans une démocratie comme l'est la Turquie, il faut, en toutes circonstances, rester à l'intérieur du droit », insistant sur l'« identité culturelle ».

Sur la question kurde, il a confié que les échanges avaient été « francs et directs », une opinion partagée par Turgut Ozal, qui a souhaité qu'on tienne compte du « point de vue turc »... Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Humanitaire, ami de la cause kurde s'il en est, a rencontré de son côté le ministre de la Justice, un militant social-démocrate, qui l'a informé de l'évolution de la législation concernant les Kurdes. Malgré la bonne volonté de certains dirigeants, il y a encore loin de la parole aux actes, surtout s'agissant des forces de sécurité.

L'autre gros dossier qui pèse, depuis des années, sur les relations d'Ankara avec les Européens de l'Ouest concerne la demande d'adhésion déjà ancienne déposée auprès de la CEE. Là aussi, les Turcs ont tout lieu de se féliciter de la visite du président de la République. Il a clairement réaffirmé hier que « sur le plan strictement politique, la France n'a pas d'objection à une telle adhésion » de la Turquie à l'Union des Douze. D'autant qu'Ankara va devenir membre associé de l'Union de l'Europe occidentale, le « bras armé » de la Communauté.

L'objection majeure, selon lui, tient au principe de la « libre circulation des personnes », difficile à appliquer à la Turquie et à sa vaste population, en raison des « pressions d'immigration » qui pèsent déjà sur les Douze. François Mitterrand a toutefois évoqué la possibilité de « dérogations », déjà acceptées par la Turquie, qui lui accorderaient un statut particulier à ce sujet. Une ouverture vers l'Europe comme les Turcs n'en entendent pas souvent, surtout de la part des Allemands, plus hostiles que Paris à l'entrée de la Turquie dans la CEE, une Allemagne avec laquelle la France se trouve, ici, en position de concurrence.

Le principal objectif de François Mitterrand, en maintenant sa visite malgré le contexte de la répression des Kurdes, était de ne pas « décourager Ankara ». Ce pays, qui depuis Atatürk voit dans l'Europe sa modernisation et son avenir, a souvent trouvé porte close, en grande partie, il est vrai, en raison des vicissitudes de la vie politique turque. Aujourd'hui, avec une Turquie érigée un peu malgré elle au rang de grande puissance régionale, poussée dans ce sens par les Etats-Unis, l'Europe doit redéfinir son attitude à son égard. Son rôle peut ainsi être important dans des conflits comme celui du Haut-Karabakh, sur lequel Paris et Ankara affichent une position similaire.

« La Turquie est un grand partenaire, il ne faut pas l'ignorer », lançait hier François Mitterrand. Les Turcs, flattés dans leur orgueil si souvent ravalé, ont donné au président français un traitement de choix. Comme si un deal apparaissait en filigrane: Paris appuyant le rapprochement de la Turquie et de l'Europe, Ankara associant la France au marché régional qui prend forme ici. Une perspective alléchante, mais qui passera encore par bien des écueils.

**Pierre HASKI**

L'Humanité - 15 avril 1992

François Mitterrand sur le Bosphore

# SUR FOND DE DRAME KURDE

*Le président de la République en visite officielle en Turquie alors que l'armée de M. Ozal pilonne le nord de l'Irak*

*De notre envoyée spéciale en Turquie.*

**A**u deuxième jour de son voyage en Turquie, François Mitterrand a consacré, mardi, l'essentiel de sa journée à une visite touristique d'Istanbul avec déjeuner en bateau sur le Bosphore. L'ancienne Byzance des chrétiens d'Orient devenue Constantinople après la conquête turque, s'était pour l'occasion habillée de soleil. Des merveilles laissées par l'empire Ottoman (la mosquée bleue et le palais de Topkapi) ou par l'époque byzantine (l'église Sainte-Sophie et ses mosaïques d'or), le chef de l'Etat n'a eu qu'une vision rapide : il a quasiment parcouru le circuit au pas de charge, flanqué du président Ozal et entouré d'une meute compacte de journalistes, photographes, diplomates, sans compter les membres de la délégation elle-même. Parmi les invités du président, outre

des chefs de grandes entreprises comme Elf, Renault, EDF, France Télécom, les Ciments Lafarge, Trigano, on trouvait Françoise Giroud et M<sup>me</sup> Kemizé Mourad, petite-fille d'un des derniers sultans et auteur d'un livre racontant la fin de l'empire Ottoman, la montée et le triomphe d'Atatürk.

La sérénité qui aurait dû présider à cette visite a été troublée à l'entrée de Topkapi par l'arrivée d'une dépêche qui a provoqué un conciliabule entre François Mitterrand et le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas. Du coup, on a regardé d'un œil plus distrait les derviches tourneurs qui n'en finissaient pas de dérouler leurs volutes aux portes du palais. Une ombre était passée sur le voyage. Etait-ce le nouveau raid de l'aviation turque contre « des bases du PKK », dans le nord de l'Irak, ou les menaces proférées le matin même par le gouvernement turc de bombarder les camps de cette organisa-

tion dans la Bekaa libanaise ? L'un et l'autre sont plus que gênants pour François Mitterrand qui, du coup, a l'air de cautionner une telle politique. Au moins, peut-on se dire que son appel au dialogue répété lundi soir à MM. Ozal, Demirel et Inonu n'a pas été entendu.

La question kurde aura en tout cas occupé une place importante du voyage. Près de la moitié du temps des entretiens du président lui a été consacrée. Et les dirigeants turcs sont restés fermes sur leurs positions : pour eux le PKK est une organisation terroriste avec qui il est impossible de dialoguer et qu'il faut réduire par la force. Opinion d'ailleurs largement répandue dans l'opinion turque où l'on note une montée inquiétante du sentiment anti-kurde.

Mais d'autres sujets d'importance ont été abordés. Et il en est deux sur lesquels Turgut Ozal a particulièrement

insisté : le rôle que peut jouer la Turquie dans la remise en ordre de l'Europe de l'Est, particulièrement dans les républiques musulmanes et turcophones de l'ancienne URSS. Il a proposé que la Turquie et la France mettent en commun leurs compétences (langue et culture pour la Turquie, technologie et capital pour la France) afin d'offrir à ces nouvelles républiques une aide dans trois directions : stabilisation des institutions, mise en place du multipartisme et de la laïcité, aide au développement et adaptation à l'économie de marché.

Il a fait valoir les atouts dont dispose, selon lui, son pays, pour réussir ce pari, mettant en avant sa stabilité et ses liens avec l'Europe et l'Occident. Selon M. Ozal, la Turquie, membre de l'OTAN, constitue le plus sérieux rempart contre l'instabilité et la montée de l'islam que peut entraîner la désorganisation régnant à l'Est.

En ce qui concerne l'Europe, Turgut Ozal, visiblement plus tourné désormais vers l'Est que vers l'Ouest, s'est montré compréhensif à l'égard des réticences que manifeste la CEE pour accueillir son pays. Il a proposé de s'en tenir à un renforcement des liens existant dans le cadre du traité d'association, à une participation à l'union douanière et demandé l'adhésion à l'UEO (Union de l'Europe occidentale). François Mitterrand s'est montré visiblement intéressé par ces propositions et par les perspectives qu'elles ouvrent. On attendait, pour en savoir plus, la conférence commune que devaient donner les deux présidents mardi soir, après la visite qu'ils ont faite au lycée Galata-Saray, fleuron de l'enseignement en langue française en Turquie.

**Françoise Germain-Robin**

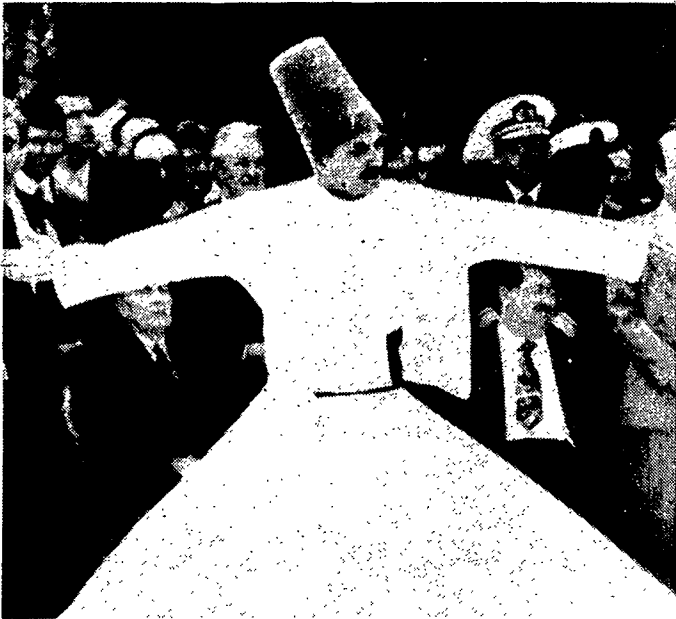


15 avril 1992

**l'indépendant**

**MITTERRAND A ISTANBUL**

**Le nuage kurde dans un ciel bleu**



**Au palais Topkapi, les présidents Mitterrand et Ozal contemplant les évolutions d'un derviche tourneur.**

International Herald Tribune - April 15, 1992

**Iraq Warned to Halt Threat to Kurds**

UNITED NATIONS, New York (AP) — The United States, Britain and France warned Iraq on Tuesday to halt all threatening military activity and withdraw missile batteries from Kurdish areas or face serious consequences, Western diplomats said. They said the warning was delivered to the Iraqi ambassador, Abdul Amir Anbari, and added that the message strongly implied possible military action.

The Iraqi envoy was told that Saddam Hussein's government must withdraw missile batteries and radar units from the Kurdish zone of northern Iraq, which is patrolled by U.S., British and French aircraft. Iraq was also told that it must end its blockade of rebellious Kurds in the north and Shiite Muslims in the south.

"If an Iraqi radar locks on to allied aircraft, that radar will be eliminated," a diplomat said. He declined to elaborate on possible military consequences. A second source said Iraq has already directed its radars at Western aircraft.

**ISTAMBUL**  
De notre envoyé spécial

**M**ALGRÉ le ciel bleu, Istanbul, après la pluie et le froid d'Ankara, est apparu d'abord à François Mitterrand, ce mardi matin, à travers un rideau de lumières diffuses, que l'on eut pu prendre pour des brumes de chaleur si le thermomètre n'avait pas dépassé 6°. En réalité, la ville tentaculaire est tout entière polluée. Polluée de ses usines, de ses voitures, de ses 10 à 12 millions d'habitants. Quasi-inextricables en temps normal, les embouteillages l'étaient hier totalement. A la venue du président de la République française s'ajoutait en effet celle de dizaines de cars transportant des touristes espagnols (dont une forte délégation venue de Catalogne) et italiens, et avec l'escale de plusieurs navires de croisière.

Bien qu'effectuée au pas de charge, comme à l'accoutumée, la visite de la Mosquée Bleue dans son écrin de six minarets, suivie de Sainte-Sophie puis du trésor de Topkapi, a connu l'effervescence désordonnée des forces de l'ordre turques, manifestement trop nombreuses et visiblement inquiètes. C'est qu'ici on prend beaucoup au sérieux la menace terroriste kurde.

C'est d'ailleurs au cours de la visite à Sainte-Sophie où François Mitterrand s'est émerveillé devant la formidable et émouvante porte datant du 11<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, lorsqu'elle fermait un palais qu'a couru la rumeur, lancée par une agence américaine : les Turcs auraient sinon bombardé une base terroriste kurde au Liban, pour le moins menacé de le faire.

Aussitôt chacun de se demander si une telle initiative intervenant au cours de la visite du président français ne devrait pas être reçue ici comme un camouflet.

L'événement heureusement devait se dégonfler quelques heures plus tard grâce aux démentis conjoints des chefs d'Etat pendant leur conférence de presse.

**Le droit culturel des « minorités »**

Une heure durant, les deux hommes ont en effet résumé

leurs discussions. Ce fut d'abord pour se congratuler du « nouvel élan » donné aux relations entre les deux pays avec pour résultat le plus tangible que l'enseignement du lycée français Galatasaray sera poursuivi au niveau d'une université française destinée aux étudiants originaires des Balkans, du Caucase et d'Asie Centrale. Le président Ozal a d'ailleurs vu le renforcement du français comme une avancée dans son pays de la CEE.

On a compris que François Mitterrand avait trouvé la solution-parade à la pressante demande d'adhésion turque : ce n'est pas « oui mais un peu plus tard ». C'est désormais « oui, mais sous avec un statut particulier », statut qui à l'évidence devrait permettre à la Turquie de bénéficier du marché commun mais à ses ressortissants de ne point trop s'y déplacer...

Pendant deux jours il aura également été question de l'avenir des républiques d'Asie, du conflit du Haut-Karabakh, des relations gréco-turques (de Chypre donc) et des Kurdes, question sur laquelle une divergence de fond demeure entre les deux pays.

La France condamne en effet à la fois le terrorisme kurde. Mais en même temps elle reconnaît les frontières des pays dans lesquels est écartelé le peuple kurde. En revanche, elle exige de ces pays qu'ils respectent le droit culturel de leurs minorités, la langue particulièrement.

Le président Ozal a rétorqué avec fermeté que pour ce qui concerne les Kurdes de son pays, il s'agit d'une des ethnies qui composent le peuple turc et fait sa diversité. En d'autres termes, parler à leur propos de « minorité » ressemble fort à de l'ingérence, sauf évidemment si l'on est soi-même turc.

Ce fut en fait la seule fausse note dans un voyage destiné à séduire et qui y est parvenu. François Mitterrand sera aujourd'hui de retour à Paris, à Paris où il retrouve une atmosphère moins accueillante. Mais n'est-ce pas le point commun que se découvrent les président successifs de la République française : ils sont souvent plus populaires à l'étranger que chez eux.

**Henri FABRE**

EL PAÍS, miércoles 15 de abril de 1992

# Turquía, cerca al PKK

Ankara atiza las disputas entre kurdos y amenaza con bombardear sus bases en Líbano

JUAN CARLOS GUMUCIO / AGENCIAS, Beirut  
Turquía ha iniciado una guerra sin cuartel para bloquear al Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK), que lucha por la independencia del Kurdistán turco. De un lado,

y apoyada por Irak, está agitando el anti-guio y eficaz mecanismo de autodestrucción de los kurdos: el conflicto interno de un pueblo repartido por cuatro países, para debilitar aún más su patética marcha en

busca de una patria y de la libertad. De otro, amenaza a Líbano para que cierre los campos de entrenamiento que el PKK tiene en su territorio y presiona a Siria para que deje de apoyarlo.

Consciente de que el Frente Kurdo iraquí funciona como un Gobierno *de facto* en el norte de Irak, Turquía está exigiendo cooperación kurda para aplastar al PKK y destruir el sueño independentista en el sureste. Masud Barzani, líder del Partido Democrático Kurdo (PDK), la fuerza más importante de las ocho que integran la coalición del Frente Kurdo iraquí, empeñado en mantener buenas relaciones con Ankara, ha demostrado ser receptivo de las prioridades turcas.

Barzani quiere a toda costa impedir que la ofensiva del PKK, que dirige Abdulá Apo Ocalán, estropee sus valiosos contactos con Ankara. Los turcos se han convertido en aliados del Frente Kurdo iraquí y actúan como *punte* estratégico entre los kurdos de Irak y Occidente en la campaña contra Bagdad.

De ahí que si las no muy veladas advertencias de los últimos días se cumplen; las próximas víctimas de la tragedia kurda no van a caer solamente por las balas de Turquía o de Irak. Esta vez, la munición y los muertos los podrían poner los propios kurdos, luchando entre ellos.

"El Frente Kurdo va a tomar medidas para impedir que el PKK siga realizando incursiones contra Turquía desde sus bases en Irak. Vamos a cortarles el acceso", dijo la semana pasada Hoshiyar Zebari, un alto funcionario del PDK. En círculos kurdos, sus palabras equivalen a una declaración de guerra intestina, que se perfila inevitable y cruenta.

Con una fuerza aproximada de 10.000 guerrilleros bien armados, entrenados y alimentados, el PKK de Apo difícilmente va a tolerar que Barzani torpedee su actual "ofensiva de la primavera", la más tenaz campaña en los cuatro años de lucha independentista en el sureste turco.

Mientras, el ministro del Interior turco, Ismet Sezgin, viajó a Siria para exigir a ese Gobierno que deje de apoyar a Apo —residente en Damasco— y a sus hombres. Sezgin, que llegó acompañado de una importante delegación de comandantes y funcionarios encargados de la lucha contra el PKK, señaló que el objetivo de su viaje es que Damasco adopte las medidas necesarias para poner fin a las actividades terroristas que se filtran a través de la frontera común y "amenazan la estabilidad y la integridad territorial de Turquía".

A su vez, el embajador de Ankara en Beirut, Aydan Karahan, se entrevistó con el ministro liba-

nes de Exteriores, Fares Buez, a quien entregó la firme advertencia de su Gobierno de que si no cierra los campos de entrenamiento que el PKK tiene en el valle de la Bekaa, "Turquía no excluye, entre sus opciones, un ataque militar" a esos campos.

Pero, por una de esas frecuentes coincidencias de intereses entre enemigos de Oriente Próximo, lo mejor que podría ocurrir a Turquía e Irak es que Masud Barzani y Abdulá Ocalán pasasen de las palabras a los hechos. Una guerra intestina distraería la atención y consumiría las energías de las organizaciones guerrilleras kurdas.



Masud Barzani.

Quotidien de Paris - 15 avril 1992

## Irak : nouvel avertissement à Saddam

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont lancé hier un avertissement à l'Irak à la suite du renforcement de ses moyens militaires dans le nord du pays. Les ambassadeurs américain, britannique et français à l'ONU ont rencontré leur collègue irakien pour l'avertir des « conséquences sérieuses » que pourrait avoir un renforcement de cette présence militaire. L'Irak s'est entendu rappeler que ses forces avaient interdiction de franchir le 36° parallèle qui, jusqu'à la frontière internationale, délimite dans le nord du pays une zone essentiellement kurde dans laquelle ont été déployés quelques centaines de « gardes bleus » de l'ONU. Les ambassadeurs ont également prévenu que l'aviation alliée n'avait pas l'intention de renoncer au survol du territoire irakien et qu'elle avait d'ores et déjà l'autorisation de riposter en cas d'attaques ou de menaces. Lundi, le ministre irakien des Affaires étrangères a fait

savoir que son pays renonçait à menacer les avions-espions U-2 loués par les Nations unies pour repérer les sites de ses contrôles au sol.

En outre, les ambassadeurs ont exigé de l'Irak qu'il cesse la répression contre les Kurdes au nord et contre les Chiïtes au sud, particulièrement dans la région des marais.

Par ailleurs, le plus grand bâtiment du centre irakien d'Al-Atheer, proche de Bagdad, a été détruit lundi sous la surveillance d'une mission de l'ONU actuellement en Irak. « La démolition s'est déroulée sans problème et les Irakiens ont fait du bon travail », s'est félicité le chef de cette mission, Dimitri Perricos. Ce dernier a affirmé en outre qu'il existe encore une centaine de bâtiments sur le site d'Al-Atheer qui devront être démolis au cours de la prochaine mission nucléaire de l'ONU, attendue en principe fin mai en Irak.

# EUROPE Turquie : les trois verrous

*Kurdistan, Chypre et Arménie sont les dossiers auxquels Ankara doit apporter une solution. Suffisant pour entrer dans la CEE ?*

De notre envoyé spécial

**E**n Turquie, l'état de grâce a fait long feu. Bien sûr, le démembrement de l'Union soviétique conforte la valeur stratégique de ce « pôle de stabilité », couvert d'éloges pour sa loyauté lors de la guerre du Golfe. De là à envier le voisinage du Caucase au nord-est, des Balkans au nord-ouest et de l'Irak au sud... Bien sûr, l'Occident voit déjà le fidèle allié, fort de son avantage linguistique, damer le pion aux rivaux iraniens ou saoudiens dans les républiques musulmanes de l'ex-URSS. Laïcité, démocratie, économie de marché : armé de tels atouts, Ankara ne peut que soustraire l'Asie centrale aux influences fondamentalistes. A moins que la loi du plus offrant ne balaie les sentiments. Bien sûr, la Turquie offre ses « bons offices » dans la sale guerre que se livrent voisins arméniens et cousins azéris pour le Haut-Karabakh. Las ! elle sera récusee pour « partialité ».

C'est un pays dégrisé que vient de découvrir François Mitterrand les 13 et 14 avril, à l'occasion de la première visite officielle d'un président français depuis celle de Charles de Gaulle, en 1968. Le Premier ministre turc se nommait alors, comme aujourd'hui, Süleyman Demirel. Renversé par les militaires en 1971, puis en 1980, le leader du Parti de la juste voie doit sa revanche aux législatives d'octobre 1991. Et au désaveu infligé alors au Parti de la mère patrie du président Turgut Özal. Ce dernier aurait-il, dans le secret

des tête-à-tête, sollicité les conseils d'un hôte français rompu aux aléas d'une cohabitation qui se révèle, dans sa version turque, cacophonique ?

Privé de l'essentiel de ses prérogatives, Özal recourt à la surenchère. On l'entendit ainsi, à l'heure où « son » Premier ministre prônait l'apaisement sur le front caucasien, suggérer d'« effrayer un peu ces

3 500 personnes. En se passant, au besoin, de l'aval des autorités civiles, suspectées de faiblesse face à l'adversaire séparatiste. Déjà, des « escadrons de la mort » traquent les meneurs kurdes. A l'inverse, le Parti populiste social-démocrate (SHP) du vice-Premier ministre Erdal İnönü, engagé dans la coalition au pouvoir, plaide pour le dialogue. Reste que les



Le conflit kurde : 3 500 morts depuis 1984.

Arméniens ». Ou, plus tard, accuser le chancelier Helmut Kohl et les siens de mener « une politique semblable à celle de l'Allemagne de Hitler ». A l'origine de ce fâcheux parallèle, la suspension par Bonn, le 26 mars dernier, de son aide militaire, au lendemain de la répression brutale — de 60 à 100 morts — du soulèvement kurde dans le Sud-Est anatolien.

Dossier piégé. L'armée rêve d'écraser l'insurrection déclenchée en 1984 par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a depuis lors coûté la vie à plus de

médiateurs se font rares : 16 des 22 députés nationalistes kurdes élus sous le label SHP ont déserté leur parti d'adoption.

Hostile à tout régime d'autonomie pour les 6 millions de Kurdes du Sud-Est (sur les 12 que compte la Turquie), Süleyman Demirel préconise le respect des droits des minorités et l'essor économique d'une région délaissée. Il y a urgence : entre Kurdes et Turcs, le fossé se creuse sur fond d'attentats terroristes à Ankara ou à Istanbul. L'affaire empoisonne aussi les relations avec les pays frontaliers ou la

CEE. Ankara somme l'Irak et la Syrie de cesser tout soutien au PKK, lance des raids aériens, souvent approximatifs, sur ses bases du nord de l'Irak, et menace de frapper les sanctuaires de la Bekaa libanaise.

Le 9 avril, le Parlement de Strasbourg condamne « l'ampleur et la sévérité excessives des actions menées par les forces armées », ainsi que « les actions terroristes » kurdes. Et ce, une semaine après que le Conseil de l'Europe eut décidé de publier un rapport vieux de neuf ans dénonçant les atteintes aux droits de l'homme commises à Chypre, île dont les troupes turques occupent la partie nord depuis 1974.

Ici, de tels rappels à l'ordre exaspèrent. On y voit le signe d'un « mépris des réalités » et le prétexte de différer l'entrée de la Turquie dans la Communauté. Il y a dans l'air du dépit amoureux, sinon de l'amertume. Constat d'un haut diplomate français, pourtant convaincu de l'inanité d'une adhésion rapide : « Il ne faut pas désespérer la Turquie. Son avenir passe par un ancrage à l'Ouest. Tel est notre intérêt. Car elle se situe au cœur d'une zone extrêmement sensible. »

Les Kurdes, Chypre, le rapprochement — inévitable — avec l'Arménie : pour mettre à mal ses tabous, la Turquie a besoin d'un pouvoir civil fort. Capable d'en imposer aux officiers et aux ultranationalistes. Özal, protégé des putschistes de 1980, le sait. Demirel, qui fut leur bête noire, mieux encore.

Vincent Huguex ■

Libération - 16 avril 1992

# La Turquie, les Kurdes et l'Europe

PAR KENDAL NEZAN\*

**L**a Turquie se veut un flot de stabilité et de dynamisme dans une région en ébullition, en proie aux conflits ethniques et au chaos économique. C'est en tout cas l'image que les dirigeants turcs essaient de vendre à leurs alliés et partenaires occidentaux. Une image qu'au demeurant ne démentiraient ni les centaines de milliers de touristes qui fréquentent bon an mal an les plaisantes et peu chères côtes turques, ni les observateurs et journalistes pressés limitant leur champ d'investigation aux grandes métropoles de l'Anatolie occidentale. A tous ceux-là, le pays d'Ataturk peut apparaître comme une oasis de démocratie et de modernité, exceptionnelle dans un monde musulman resté globalement si peu perméable aux grands vents de liberté.

Rendons à César ce qui lui revient : comparé à la république théocratique des ayatollahs iraniens, à la dictature abominable de Saddam Hussein ou à celle du clan Assad en Syrie, aux royaumes et émirats de la péninsule arabique, le régime turc fait effectivement bonne figure. Républicain et laïc, il dispose d'un Parlement élu régulièrement au suffrage universel, d'un gouvernement civil, d'un multipartisme allant de l'extrême droite à la gauche marxiste, et d'une presse pluraliste se montrant parfois peu amène envers les gouvernants.

Cette façade de bon aloi, mise entre parenthèses pour des périodes plus ou moins longues lors des coups d'Etat décennaux, vaut à Ankara la mansuétude des Etats-Unis et de l'Europe occidentale qui, depuis bientôt un demi-siècle, ne cessent de lui prodiguer une aide multiforme, en particulier économique, militaire et politique. Choyée hier comme poste avancé de l'OTAN sous le ventre mou de l'URSS, la Turquie qui, à la fin de la guerre froide, avait craint de perdre aux yeux de ses généreux alliés de son intérêt stratégique, joue un rôle miraculeux : celui du relais régional d'une Amérique inquiète des convulsions du Proche-Orient et d'une éventuelle OPA de l'Iran sur les nouvelles républiques de l'Asie centrale et du Caucase ex-soviétique. On peut compter sur l'habileté diplomatique des Turcs pour faire fructifier au mieux cette carte, afin d'obtenir des pays occidentaux des crédits et investissements nouveaux si nécessaires à leur économie malade d'une dette extérieure considérable (46 milliards de dollars), d'une inflation avoisinant 80 % par an et d'un chômage affectant le quart de la population active du pays.

La médaille turque a évidemment son revers, et il n'est guère reluisant. Les critiques les plus sévères du régime turc sont d'ailleurs moins les grandes organisations humanitaires comme Amnesty, FIDH ou Helsinki Watch, qui dénoncent régulièrement la persistance des violations massives des droits de l'homme, l'usage fréquent de la torture, les exécutions extrajudiciaires, les délais excessifs de garde à vue (30 jours) et les procédures d'instruction incompatibles avec les normes de la Convention européenne, dont la Turquie est cosignataire.

Le président Ozal a certes lâché du lest en avril 1991, en expurgeant le code pénal de ses articles sanctionnant les opinions communistes, devenus sans objet, en abolissant une

loi interdisant l'usage, même parlé, de la langue kurde, et en élargissant environ 43 000 prisonniers, mais le reste de l'arsenal répressif est encore en vigueur. C'est toujours l'armée qui, à travers le Conseil de sécurité nationale où elle détient la majorité des voix, détermine la politique du pays sur « les questions sensibles » comme le problème kurde, Chypre, les relations avec les Etats voisins, etc. Elle contrôle également les tentaculaires et omniprésents services secrets (MIT), orchestrant en cas de besoin des campagnes de presse contre tous ceux, gouvernements, organisations ou personnalités, qui émettent des critiques sur les fameuses « questions sensibles ».

Autre héritage du régime militaire : les cours de sûreté de l'Etat, instituées pour juger les crimes contre l'Etat et qui tournent actuellement à plein régime pour juger et condamner à tour de bras des « séparatistes et terroristes ». Ceux-ci ne sont pas toujours, loin s'en faut, des militants arrêtés les armes à la main. Mehdi Zana, ancien maire élu de Diyarbakir, qui a déjà passé quatorze ans dans les geôles turques pour sa défense pacifique, des droits des Kurdes, vient d'être à nouveau arrêté à sa descente d'avion, le 24 mars, au retour d'un séjour en France où il était venu se faire soigner des séquelles sévères de sa longue détention et des tortures abominables qu'il a subies. Il aura tout de même plus de chance que soixante-deux autres jeunes Kurdes assassinés en un an par les « Escadrons de la mort » de la contre-guérilla turque, à titre de « dissuasion ».

De même, le 2 avril, le procureur général des cours de sûreté de l'Etat, Nusret Demiral, a adressé à la présidence de l'Assemblée turque une demande de levée de l'immunité parlementaire des vingt-deux députés d'origine kurde qu'il veut juger et condamner à la peine capitale, conformément à l'article 125 du code pénal, pour « déclarations séparatistes » faites à la tribune du Parlement ou au cours de la récente campagne électorale, et qui constitueraient selon lui des « atteintes graves à l'intégrité territoriale et à l'unité de l'Etat ».

Des parlementaires menacés de la potence pour délit d'opinion au moment où le Premier ministre déclare, à l'intention de ses alliés occidentaux, que « la Turquie reconnaît désormais sa réalité kurde », l'armée tirant à coups de canon et de chars sur une population civile fêtant le nouvel an kurde (le 21 mars) et faisant quatre-vingt-quinze morts, dont une dizaine d'enfants et un journaliste, encerclant et passant au peigne fin plusieurs villes, comme dans une guerre de conquête... Ces clichés contrastés peuvent être interprétés, au choix, comme une différence d'approche entre l'armée et le pouvoir civil ou un partage des rôles destiné à rassurer l'étranger sur les

**Le président Ozal a certes lâché du lest en avril 1991, en expurgant le code pénal de ses articles en abolissant une loi interdisant l'usage, même parlé, de la langue kurde. Mais le reste de l'arsenal répressif est encore en vigueur. Et l'armée détermine toujours la politique du pays sur « les questions sensibles » comme le problème kurde, Chypre ou les relations avec les Etats voisins.**

~~~~~  
 vers les métropoles turques à cause de la misère et de la répression, n'ont jamais été aussi attachés à leur identité nationale qu'aujourd'hui.

Même la terrible répression déclenchée par le régime militaire de 1980 qui devait écraser une bonne fois pour toute la « tête du serpent séparatiste », qui a conduit à l'arrestation et à la torture atroce de plusieurs dizaines de milliers de militants kurdes (2), n'a finalement eu pour effet que le développement, à partir d'août 1984, d'une guérilla radicale, indépendantiste, initiée et renforcée par les proches des victimes, déterminés à venger les leurs et à se débarrasser du « *joug barbare turc* ». Une guérilla qui jusqu'ici aurait, d'après les statistiques officielles, fait 3264 morts et qui se développe non plus seulement aux frontières, mais à l'intérieur même du pays. Une guérilla dure, à direction marxiste-léniniste, qui, sous prétexte de venger les civils kurdes tués par l'armée ou de punir les « *collaborateurs du régime* », n'hésite pas à tuer à son tour d'autres civils turcs et kurdes.

De son côté, l'armée turque, de l'aveu même du conseiller de presse du Premier ministre, ne tient pas compte des instructions de l'autorité civile. Environ 120 000 soldats, gendarmes, policiers et commandos des forces spéciales turques, soutenus par l'aviation et les blindés pour écraser « *les bandes terroristes* », se comportent au Kurdistan en pays conquis, commettant impunément nombre de massacres et d'exactions. L'engrenage infernal bat son plein. Mais il y a plus grave encore : la confrontation en cours risque de dégénérer bientôt en une guerre raciale kurdo-turque aux conséquences d'autant plus incalculables que presque toutes les métropoles turques abritent d'importantes communautés kurdes vivant au diapason de leur Kurdistan. Une telle guerre ne manquerait pas d'avoir également des répercussions en Europe occidentale, sous forme d'afflux de réfugiés et surtout d'une exacerbation de tensions entre les colonies kurdes et turques qui jusqu'ici cohabitaient sans heurt majeur.

La situation s'envenime d'année en année, voire de mois en mois. Poursuivant sa fuite en avant, l'armée turque, dans la bonne vieille tradition des guerres coloniales, demande toujours davantage de pouvoirs, davantage d'équipements, davantage d'argent. Elle en est à réclamer du pouvoir civil un crédit de 5 milliards de francs pour édifier une espèce de ligne Maginot de 1 710 kilomètres de barbelés électrifiés et entourés de mines (3) « *pour mieux protéger la frontière* ». Si les sommes consacrées par Ankara à réprimer les Kurdes avaient été investies dans le développement économique du Kurdistan, celui-ci serait aujourd'hui l'une des régions les plus prospères du pays.

La sagesse et l'intérêt des peuples kurde et turc, ainsi que celui des alliés des Turcs, voudraient l'abandon de l'option militaire, à tous égards désastreuse, et la recherche d'une solution politique. Les dirigeants turcs ne peuvent plus se contenter de faux-fuyants, de changements cosmétiques ou des généralités du genre « *nous sommes tous des frères, enfants de la même patrie* ». Il leur faut prendre enfin à bras le corps le problème kurde et y chercher un règlement honorable.

Cette question, avec ses implications nombreuses sur la paix et la stabilité régionales, est trop grave pour être considérée comme une affaire purement interne. Longtemps bienveillants et complaisants à l'égard de la Turquie, les Occidentaux, en particulier les Européens, n'ont aujourd'hui plus aucune raison impérieuse pour mettre leur drapeau dans leur poche et laisser leurs amis turcs étouffer par la force les aspirations légitimes de 15 millions de Kurdes de ce pays. Ils doivent user de toute leur influence pour rappeler aux autorités turques leurs engagements découlant de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte de Paris, inciter Ankara à remanier rapidement sa constitution et ses lois pour permettre à ses concitoyens kurdes de jouer pleinement de tous leurs droits culturels et politiques, de créer leurs propres institutions et partis politiques, et d'engager avec les représentants librement élus de la population kurde un dialogue civilisé, sans tabou ni préjugé, pour un règlement pacifique et démocratique du problème kurde. Un règlement qui, sans remettre en cause les frontières, devrait laisser aux Kurdes la liberté de choisir toutes les autres options de cohabitation, sur un pied d'égalité avec leurs voisins turcs, y compris celle d'un Etat fédéral bicommunautaire qu'Ankara revendique depuis des années pour les 120 000 Turcs chypriotes.

Au besoin, les pays de la CEE devraient porter cette question devant la CSCE. Il y va certes de l'avenir et de la survie du peuple éprouvé du Kurdistan, victime de tant d'injustices de l'histoire et de la Realpolitik. Il y va aussi de l'honneur et de la crédibilité de l'Europe, qui dispose en cette affaire d'une belle occasion de concilier la morale avec ses intérêts politiques et stratégiques. En particulier, la France, promotrice de la désormais célèbre résolution 688 de l'ONU sur la protection des Kurdes d'Irak, s'honorerait à rappeler les autorités d'Ankara au respect de leurs engagements internationaux et à les inviter à emprunter la voie du dialogue, pour le règlement du problème kurde en Turquie.

\* Président de l'Institut kurde de Paris

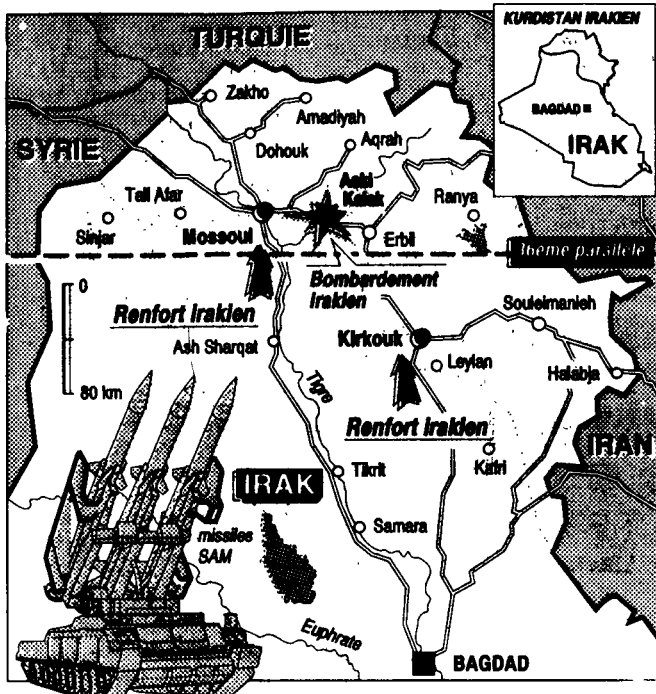
1. Estimations avancées respectivement par le président turc en janvier 1991, et par l'un de ses ministres d'Etat en novembre dernier.

2. Selon les estimations des organisations kurdes, de 1980 à 1990, 140 000 Kurdes ont été incarcérés ou gardés à vue pour des périodes allant de trente jours à onze ans. Les personnes arrêtées ont toutes été systématiquement torturées.

3. Cf. l'interview du général Gures, chef d'état-major de l'armée turque, au quotidien *Milliyet* du 3 avril 1991.

L'INDEPENDANT - 16 avril 1992

# Les alliés haussent le ton



**L**ES alliés de la guerre du Golfe ont menacé mardi l'Irak d'une intervention au cas où il ne retirerait pas ses missiles anti-aériens des territoires tenus par les Kurdes dans le nord.

Cet avertissement, le plus ferme adressé à Bagdad depuis plusieurs mois, a été transmis à l'ambassadeur d'Irak à l'ONU Abdoul Amir al Anbari sous forme d'une note et oralement par les représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France.

Tout renforcement des forces irakiennes et des batteries de missiles sol-air à proximité de la ville de Mossoul dans le nord de l'Irak « pourrait déboucher sur une confrontation militaire », ont fait savoir les alliés à l'Irak.

« Aucune menace visant les opérations de la coalition au-dessus du nord de l'Irak ne sera tolérée », lit-on dans la note des alliés.

Bagdad a massé des troupes, des blindés et des missiles sol-air aux frontières du Kurdistan irakien (tenu par les rebelles), que le président Saddam Hussein soumet à un blocus afin que les Kurdes acceptent ses conditions concernant leur autonomie.

Les Kurdes des zones tenues par les rebelles sont sous la protection des forces occidentales au nord du 36° parallèle depuis qu'ils ont regagné leurs lieux d'habitation après l'écrasement de la rébellion par les forces irakiennes, à la suite de la guerre du Golfe voici un an. Les trois grandes puissances occidentales exigent également de l'Irak qu'il cesse de faire voler ses avions et ses hélicoptères au nord du 36° parallèle.

D'autre part, Londres, Paris et Washington demandent à l'Irak de cesser son blocus économique contre le nord kurde et d'arrêter de bombarder les villages des environs de la ville d'Eski Kalad près de Mossoul

LE CANARD ENCHAINE

16 avril 1992

# Tonton victime de ses turqueries

**R**OLAND DUMAS l'avait pourtant annoncé aux membres de son cabinet : Mitterrand renonçait à se rendre en visite officielle à Ankara. Raisons invoquées : la brutale répression que subissent les Kurdes et la détérioration des rapports germano-turcs. Le gouvernement de

venaient d'être informés par ses collaborateurs de l'annulation de la visite présidentielle, prenaient très mal ce camouflet.

Quelques jours plus tard, Mitterrand changeait d'avis, faisait préparer dossiers et bagages, réduisait légèrement son séjour à Ankara, et les Turcs retrouvaient leur sourire habituel.

Ce cafoillage diplomatique laisse rêveur. Le revirement subit de Mitterrand ne tient pas seulement à la colère d'Ankara. Autres explications possibles : une démarche de Béré évoquant l'intérêt du marché turc ? La grogne de la direction Europe du Quai d'Orsay, découvrant quelques prémices de démocratie à Ankara ? Le contrat qu'Aérospatiale espère emporter pour la fourniture de 200 hélicoptères Super-Puma construits en coopération avec les Allemands ?

A chacun ses turqueries.



Bonn estimant scandaleux que l'armée turque utilise des armes allemandes pour massacrer des Kurdes. Les vendeurs de matériel militaire ont parfois de ces pudeurs...

Arrivé à Paris pour préparer la visite de Mitterrand, François Dopffer, l'ambassadeur de France à Ankara, se disait catastrophé. Les dirigeants turcs, qui

The European - April 16, 1992

# EC protest rejected



TURKEY

THE Turkish government rejected an EC protest over its efforts to defeat Kurdish separatists.

The foreign ministry issued a statement saying the government regretted that the EC "has still not comprehended the seriousness and gravity of the issue", after the Portuguese, British and Dutch envoys lodged the protest. This followed fighting between Kurds and Turkish security forces in the south-east of the country during last month's Kurdish spring holiday in which up to 50 Kurds were killed in three days.

More than 3,000 people have been killed in the past eight years in fighting linked to the Kurdish independence movement. The foreign ministry said last month's clashes "were aimed

at breaking up Turkish national unity". It said that the EC protest would "encourage the terrorists".

**Kurds arrested:** Police detained 50 Kurdish protesters on Monday after an illegal march turned into a clash with security forces, leaving 25 demonstrators and two policemen injured.

The incidents followed a demonstration by the small Socialist Party under the name of "Turks and Kurds together". The party advocates ethnic rights for Turkey's Kurdish minority which amounts to one-fifth of the country's population of 60 million.

Governor Cetin Birnek said that protesters who attacked the policemen with stones were members of the illegal Kurdish Labour Party PKK.

# Geschäftsreise nach Ankara

Mitterrand sprach über Militärhubschrauber, Autos und Schnellzüge / Paris die neue starke Freundin

Berlin (taz) — Das Geschäft und nicht die Politik stand im Mittelpunkt, als Francois Mitterrand am Montag nach 24 Jahren als erster französischer Staatschef nach Ankara kam. Zwei Tage lang verhandelten er und seine rund 200 BegleiterInnen — darunter zahlreiche hochkarätige UnternehmerInnen — über Militärhubschrauber, Autos und Hochgeschwindigkeitszüge. Die jüngsten Angriffe der türkischen Armee auf kurdische Dörfer und Städte, bei denen zahlreiche ZivilistInnen ums Leben kamen, wurden nur am Rande erwähnt. In einem Fernsehinterview wählte der Gast rücksichtsvolle Worte. Er sei gegen einen Kurdenstaat und gegen den Terrorismus, sagte er, aber für die Menschenrechte und die kulturellen Rechte. Die GastgeberInnen wußten das zu honorieren: Nachdem sich die Bundesrepublik mit ihrer Türkeyschelte in Mißkredit gebracht hat, wird jetzt Frankreich als neuer großer Freund des Landes in der EG bezeichnet.

Ankaras Trümpfe sind seine Ausschreibungen. So will das Land 250 Militärhubschrauber kaufen. Unter anderem bewerben sich die USA und die Bundesrepublik um den Milliardenauftrag. Nach dem gestern zu Ende gegangenen Besuch scheint Frankreich gute Aussichten auf den Zuschlag zu haben. Attraktiv ist auch die geplante Schnellbahnstrecke von Istanbul nach Ankara — Mitterrand brachte den französischen TGV ins Gespräch. Ein dritter großer Posten sind die Pläne von Renault und Peugeot, in Zonguldak Autos zu produzieren. Gemeinsame Interessen haben die beiden Ländern auch in der ehemaligen Sowjetunion. Frankreich möchte die guten türkischen Beziehungen dorthin nutzen, um selbst besser Fuß zu fassen. Umgekehrt baut die Türkei darauf, daß Mitterrand ihren Antrag auf EG-Mitgliedschaft in Brüssel unterstützen wird. Auch im Militärbereich vereinbarten die beiden Nato-PartnerInnen eine engere Zusammenarbeit: Künftig wollen sie regelmäßig die regionale und internationale Sicherheitspolitik bilateral konsultieren. Mitterrand verwies in diesem Zusammenhang auf die wichtige „friedensstabilisierende Rolle der Türkei in der Region“.

Auf jeden Fall, so resümierte gestern Staatspräsident Özal, werden „französische Firmen ihr Engagement in der Türkei weiter steigern“ Bereits jetzt sind rund 110 französische Firmen in dem Land aktiv — rund 6,7 Prozent der ausländischen Investitionen stammen aus Frankreich. Im Jahr 1991 betrug der Wert französischer Exporte in die Türkei 1,5 Milliarden Dollar, die Importe schlugen mit 900 Millionen Dollar zu Buche.

So gut wie jetzt waren die französisch-türkischen Verhältnisse nicht immer. Noch 1984 war Frankreich eines der fünf Länder, die die Türkei wegen Menschenrechtsverletzungen vom Europarat verurteilen las-

sen wollten. Auch wenn jene Initiative scheiterte — die „Eiszeit“ zwischen den beiden Ländern hielt noch an. Währenddessen bekräftigte die französische Regierung ihren Ruf, gute Beziehungen zu ArmenierInnen und KurdInnen zu pflegen. Um so heftiger waren jetzt die Reaktionen der beiden Exilgemeinden in Frankreich auf die Mitterrand-Reise. Armenische SprecherInnen nannten es einen Affront, daß Mitterrand ausgerechnet kurz vor dem Jahrestag des türkischen Massakers an den ArmenierInnen von 1915 reiste. Shewki, ein Mitarbeiter des Pariser Kurden-Instituts, meinte gegenüber der taz, der Mitterrand-Besuch sei eine „Ermutigung für die türkische Kurdenpolitik“

Dorothea Hahn

## Alliierte drohen Irak

Bagdad soll Militäraktionen in Kurdistan einstellen

New York (ap) — Die Golfkriegsalliierten Frankreich, Großbritannien und USA haben Irak aufgefordert, militärische Aktionen in den nordirakischen Kurdengebieten einzustellen. Insbesondere wurde, wie am Dienstag aus diplomatischen Kreisen in New York verlautete, dem irakischen UNO-Botschafter Abdul Amir el-Anbari bedeutet, daß Raketenbatterien aus der sogenannten Sicherheitszone für die Kurden zurückgezogen werden müssen.

Die drei Alliierten, die auch ständige Mitglieder im Weltsicherheitsrat sind, warnten die Bagdader Führung den Gewährsleuten zufolge vor Störungen ihrer Aufklärungsflüge in Nordirak. „Wenn ein irakisches Radar ein alliiertes Flugzeug erfaßt, wird es zerstört“, sagte ein Diplomat. Die nach alliierten Angaben in Stellung gebrachten Boden-Luft-Raketen müßten wie-

der aus dem Gebiet nördlich des 36. Breitengrades zurückgezogen werden, hieß es weiter.

Zuvor hatte die irakische Regierung den Vereinten Nationen zugesichert, daß Aufklärungsflüge zur Kontrolle der Waffenstillstandsverpflichtungen nicht behindert würden. Anbari teilte mit, Außenminister Achmed Hussein habe dem Weltsicherheitsrat einen entsprechenden Brief geschickt.

Ein vierköpfiges Inspektorenteam der Vereinten Nationen ist unterdessen gestern nach Bagdad gereist, um sich über den Stand der Vernichtung chemischer Waffen zu informieren. Die Gruppe wird von der US-Majorin Karen Jansen geleitet, die schon mehrmals in dem Land weilte, seit dort die vom Weltsicherheitsrat angeordnete Aufspürung und Zerstörung aller Massenvernichtungswaffen angefallen ist.

L'HUMANITE

17 avril 1992

La question kurde n'est plus un sujet tabou à Ankara

# PEUPLE EN ETAT D'EXCEPTION

*Il y a un an à peine, prononcer le mot « kurde » était encore interdit. Le premier ministre Demirel a eu des paroles d'ouverture non suivies d'effet. Ainsi qu'en témoigne la répression des manifestations de Newroz le 21 mars*

*De notre envoyée spéciale  
en Turquie.*

**J**AMAIS on n'avait autant parlé des Kurdes en Turquie. La première raison à cela, c'est qu'il était interdit jusqu'en avril 1991 de prononcer le mot kurde. Et l'on usait dans la presse et dans les discours officiels de périphrases : « Turcs des montagnes » et « l'Anatolie du Sud-Est ». Le grand exode des Kurdes d'Irak au printemps dernier, leur afflux en Turquie où ils ont trouvé refuge, a contribué à faire voler cette fiction en éclats.

Un deuxième fait avait contribué ces dernières années, exactement depuis 1985, à imposer l'idée qu'il existe bel et bien un problème kurde en Turquie : c'est la création d'un parti indépendantiste, le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, se réclamant du maoïsme, et dirigé par un ancien du Parti ouvrier de Turquie, Abdullah Ocalan. Selon les comptes macabres publiés par les autorités d'Ankara, les actions armées imputées au PKK ont fait 3.500 victimes. Ce chiffre tient compte des militaires et des combattants du PKK tués lors d'accrochages et d'embuscades, mais aussi des civils tombés dans cette guerre qui ne dit pas encore son nom, soit lors d'opérations de ratissage et de répression collective menées par l'armée turque (le dernier exemple en date fut la répression des manifestations de Newroz, le nouvel an kurde, le 21 mars), soit encore lors d'opérations de représailles menées contre des villages ou des personnalités favorables au gouvernement et considérées par le PKK comme « collaborateurs ».

Aux élections législatives d'octobre dernier, pour la première fois, la question kurde a été l'un des enjeux majeurs du scrutin, et vingt-deux députés nationalistes kurdes ont été élus sur les listes du SHP (Parti social-démocrate), membre de la coalition au pouvoir avec l'approbation du PKK qui a appelé à voter pour eux. Seize de ces députés viennent de démissionner du SHP pour protester contre la répression de Newroz.

Le premier ministre, Suleyman Demirel, qui avait été à l'origine d'une ouverture lorsqu'il a affirmé le droit des Kurdes à une identité, a reconnu que ceux-ci avaient « une origine différente » de celle des Turcs, et peut-être de bonnes raisons de se plaindre de l'administration d'Ankara. La bouffée d'espoir levée par son discours s'est vite dissipée au contact des durs pépins de la réalité : rien n'a changé dans le sud-est du pays, l'état de siège a été maintenu dans les provinces kurdes et la répression a continué comme par le passé. La situation s'est même aggravée avec une multiplication des accrochages entre l'armée et le PKK ces dernières semaines et l'apparition d'escadrons de la mort qui s'en prennent aux militants kurdes les plus en vue, notamment ceux du HEP.

Le langage du gouvernement s'est également durci. Suleyman Demirel, a dit qu'avec le PKK, considéré par l'écrasante majorité des Turcs comme une organisation terroriste, aucun dialogue n'était possible et que seul comptait la force. Les effectifs de l'armée ont été renforcés. Les raids de l'aviation contre les camps du PKK installés dans les montagnes, de l'autre côté de la frontière avec l'Irak, ont repris en vertu d'un accord passé il y a plusieurs années par le gouvernement précédent avec Saddam Hussein.

Le gouvernement a même menacé de s'en prendre aux camps dont disposent

le PKK et une organisation d'extrême gauche turque qui lui est alliée, Deb Sol, dans la vallée de la Bekaa au Liban. La démarche tentée mercredi à Damas par le ministre de l'Intérieur turc, Ismet Sezgin's pour demander aux autorités syriennes de fermer les camps de la Bekaa s'est soldée par un échec. Le gouvernement syrien a bien reconnu leur existence, mais a affirmé qu'il n'avait aucun moyen d'en contrôler l'activité. Ankara ira-t-il jusqu'à mettre à exécution sa menace d'une action militaire dans la Bekaa? On ne peut jurer de rien. D'autant qu'il est très difficile de dire si oui ou non le gouvernement contrôle totalement les activités des militaires. On serait même plutôt tenté de répondre par la négative, à lire les déclarations de Suleyman Demirel au journal « Sabah » : il annonce son intention de faire adopter par le Parlement une réforme qui placerait le chef d'état-major des armées sous l'autorité du ministre de la Défense. Pour l'instant, le chef d'état-major ne dépend que du président de la République qui le nomme. Or les relations sont loin d'être au beau fixe entre le gouvernement Demirel et le président Ozal. Un nouvel épisode de la guerre ouverte entre les deux têtes de l'Etat turc depuis les élections de l'automne dernier, guerre dont le peuple kurde fait les frais.

Françoise Germain-Robin

## UN TIERS DE LA POPULATION

Les Kurdes représentent une part importante de la population de Turquie : 15 millions à 18 millions sur 60 millions, selon les sources, car il n'existe pas de recensement indiquant l'origine ethnique. Près de la moitié d'entre eux vivent dans les grandes villes de Turquie, notamment à Istanbul (2,5 millions), Ankara, Izmir, Adana, Malatya où ils ont émigré depuis les années cinquante et conti-

nent de le faire, à la recherche de travail.

Les vingt départements du sud-est de l'Anatolie où la population est à 80 % kurde sont en effet les moins développés du pays. Cela bien qu'ils disposent de richesses naturelles importantes : pétrole, gaz, gisements de cuivre, de chrome et de fer, et surtout d'importantes ressources en eau, qui en font le château d'eau du Proche-Orient.



**TURQUIE : la lutte contre le terrorisme**

**L'armée a intensifié son offensive contre les extrémistes kurdes et d'extrême gauche**

**Les violences ont redoublé en Turquie depuis jeudi 16 avril, leur bilan s'établissant à cinquante et une victimes.**

**ISTANBUL**

*de notre correspondante*

Dans la province de Mardin, au sud-est du pays, trente combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement extrémiste kurde, et un soldat ont été tués au cours d'une opération de sauvetage lancée par les forces armées pour libérer un adjudant enlevé par les rebelles. Le corps de l'adjudant a été retrouvé portant apparemment des marques de torture. Cinq combattants du PKK et quatre soldats ont également trouvé la mort lors de deux autres incidents dans les provinces de Diyarbakir et Elazig.

A Istanbul, onze personnes dont six femmes, suspectées d'être membres du mouvement de guérilla urbaine Dev-Sol, ont été abattues vendredi et six autres ont été capturées au cours d'une série de raids nocturnes effectués par la police. Parmi les militants tués se trouvait Sinan Kukul, un des dirigeants du groupe qui s'était évadé de prison en 1990. Les autres militants, porteurs de faux papiers d'identité, n'ont pas encore été identifiés, mais, selon le gouverneur d'Istanbul, M. Hayri Kozakcioglu, une des femmes qui a trouvé la mort au cours de l'opération était probablement l'épouse de Dursun Karatas, le leader du mouvement.

**Une guerre sans merci**

Les quinze premières minutes du journal télévisé de la chaîne nationale ont été consacrées vendredi à la mise en scène macabre qui suit régulièrement les affrontements entre les forces gouvernementales et leurs opposants. Les cadavres, soigneusement alignés, ont été exhibés devant les caméras, entourés de leurs armes et de leurs munitions.

Les rafles à Istanbul ont duré de minuit à 8 heures du matin. Lors d'une conférence de presse, le gouverneur a déclaré que plusieurs appartements, situés dans des quartiers luxueux sur la rive asiatique d'Istanbul, avaient été transformés en forteresses aux portes blindées, abri-

tant chacun un groupe de deux ou trois militants.

Des armes et des explosifs ont été saisis, ainsi que trois téléphones mobiles, un télécopieur et des sommes importantes en devises et en livres turques probablement obtenues lors de hold-up dans des banques et des boutiques.

Le mouvement Dev-Sol a revendiqué les assassinats de plusieurs dizaines de personnes au cours des deux dernières années. Dev-Sol s'était également attaqué à plusieurs reprises aux intérêts étrangers pendant et après la crise du Golfe, tuant deux Américains et un Anglais.

Ce groupe d'extrême gauche, né durant la période troublée des années 70, s'était mis temporairement en sommeil après le coup d'Etat de 1980 et l'arrestation de nombreux de ses militants. Il avait repris ses activités de plus belle à la fin des années 80.

La police turque mène depuis longtemps une guerre sans merci contre le mouvement, implanté surtout dans les milieux étudiants et les quartiers pauvres d'Istanbul. En juillet dernier, à quelques jours de la visite du président américain George Bush, les forces de sécurité avaient abattu douze militants lors de rafles à Istanbul et Ankara. L'arrestation de plusieurs autres membres du groupe n'avait cependant pas réduit les activités de ce mouvement très bien organisé, au « professionnalisme » redoutable.

Malgré leurs divergences idéologiques et l'absence d'une cause commune, Dev-Sol avait formé une alliance logistique avec le PKK, qui lui avait prêté une partie de son camp d'entraînement dans la vallée de la Bekaa. Mais de récentes rumeurs ont fait état de différends entre les deux groupes, et les militants de Dev-Sol auraient été forcés par les autorités syriennes de quitter la Bekaa à l'approche de la visite à Damas du ministre de l'intérieur turc, M. Ismet Sezgin.

A l'issue de leurs entretiens avec M. Sezgin, les autorités syriennes ont d'ailleurs signé, vendredi, un protocole de coopération antiterroriste, dont les termes demeurent cependant très vagues. Il porterait, selon des informations de sources diplomatiques à Beyrouth, sur un accord concernant la fermeture du camp d'entraînement du PKK au Liban.

**NICOLE POPE**

**Turquie : répression antikurde**

Des avions de combat turcs ont bombardé dimanche pendant six heures les positions de rebelles kurdes de Turquie dans les régions de Hakourk et Durji au nord de l'Irak, dans une zone frontalière de la province turque de Hakkari. D'autre part, cinquante-six personnes, dont quarante-huit membres présumés d'organisations d'extrême gauche turques ou séparatistes kurdes, ont été tuées en cinq jours lors d'opérations antiterroristes à Istanbul et dans le Sud-Est anatolien.

Huit membres des forces de l'ordre ont également été tués lors de ces opérations, dont quatre assassinés en représailles par l'extrême gauche à Istanbul.

Vendredi dernier, onze « terroris-

tes », dont six femmes, ont été abattus et six autres blessés lors d'une série d'opérations policières nocturnes à Istanbul.

Les corps des présumés « terroristes » ont été criblés de plusieurs centaines de balles, soulignent des associations de défense des droits de l'homme qui condamnent ces « exécutions sommaires ».

Mercredi, trente-trois autres présumés « terroristes séparatistes » kurdes soupçonnés d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors d'une opération de ratissage près de Mardin. Des marches de protestation organisées par les villageois après cette opération ont été sévèrement réprimées.

Le Nouveau Quotidien - 21 avril 1992

**La police turque se déchaîne**

*Des dizaines de morts dans les opérations contre les Kurdes et l'extrême gauche.*

Cinquante-six personnes, dont 48 membres présumés d'organisations d'extrême gauche turque ou kurde, ont été tuées par balles en cinq jours lors d'opérations anti-terroristes à Istanbul et dans le sud-est anatolien. Huit membres des forces de l'ordre ont été tués dans le même temps lors de ces opérations, dont quatre assassinés en représailles par l'extrême gauche à Istanbul.

Vendredi, 11 militants, dont 6 femmes, ont été tués et 6 autres blessés lors d'une série d'opérations policières nocturnes à Istanbul.

Ces 17 présumés « terroristes », selon les autorités turques, seraient des dirigeants de l'organisation illégale d'extrême-gauche Dev-Sol, qui prône la guérilla urbaine. Des associations de défense des droits de l'homme con-

damnent ces « exécutions sommaires ».

Mercredi, 33 personnes soupçonnées d'appartenir au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tuées lors d'une opération de ratissage près de Mardin. Au nombre des tués par les forces de l'ordre, figureraient 8 paysans innocents selon le député kurde Sedat Yurttas qui proteste contre ces bavures. Des marches de protestation organisées par les villageois après cette opération ont été sévèrement réprimées, selon ce député.

La violence entre rebelles séparatistes et forces de l'ordre a fait près de 4000 morts en huit ans dans le sud-est anatolien et plus de 100 morts dans les assassinats politiques par l'extrême gauche à l'ouest du pays.

AFP/LNQ

L'armée turque pilonne la province de Mardin

# KURDES POUR CIBLE

*Les affrontements se poursuivent avec de très nombreuses victimes  
Les forces spéciales d'Ankara font régner la terreur*

*De notre envoyée spéciale  
à Diyarbakir.*

**Q**UARANTE-NEUF morts s'étaient samedi matin à la une de la presse turque. Les trente-huit victimes de l'opération menée vendredi par l'armée turque dans la province de Mardin, au sud de Diyarbakir, et les onze personnes abattues à Istanbul dans deux appartements supposés abriter des militants de Dev Sol, organisation d'extrême gauche responsable ces dernières semaines de plusieurs attentats contre des policiers ou des membres des services de renseignement à Istanbul. Parmi les onze victimes, on compte dix jeunes filles.

On montrait aussi les armes, bombes et grenades saisies dans les appartements et la foule des badauds applaudissant les policiers au pied des immeubles où l'assaut a été donné. Dans ce climat particulièrement malsain où la violence entretient la violence, les médias turcs applaudissent également à l'opération menée par les forces spéciales dans le sud-est du pays. On dispose de fort peu de détails sur ce qui s'est réellement passé. Toute la région située entre Savour et Bismil est totalement bouclée depuis jeudi. Les seules informations sont celles fournies par le gouverneur de Diyarbakir, Unal Erkan. Il a annoncé que trente-trois combattants du PKK et un militaire avaient péri dans l'opération. Celle-ci avait été dé-

clenchée en représailles à une action particulièrement spectaculaire du PKK qui a eu lieu mercredi au sud de Mardin : les guérilleros avaient barré la route et contrôlé l'identité des passagers des véhicules qui l'empruntaient. Dans un autobus, ils avaient trouvé et arrêté un sergent, deux soldats turcs et quatre « gardiens de village », des kurdes appointés et armés par le gouvernement. L'opération de vendredi visait à rechercher cinq de ces sept personnes. En effet, selon une source gouvernementale turque, les deux soldats avaient été relâchés dès jeudi par le PKK. Il leur aurait expliqué qu'il n'avait rien contre le peuple turc et ne voulait pas tuer les simples conscrits, mais s'en prenait uniquement aux responsables et aux gradés qui donnaient les ordres de tirer sur le peuple kurde.

Officiellement, seul le sergent a été trouvé, mort, dans la grotte où il était retenu prisonnier et l'armée affirme qu'il a été torturé. Une version contestée par des sources kurdes qui affirment que c'est au contraire l'armée qui l'a tué en donnant l'assaut à l'arme lourde contre les grottes qui servaient de refuge aux hommes du PKK. Ceux-ci, sans doute victimes d'une dénonciation, auraient été abattus sans résistance. On ignore le nombre de victimes civiles de cette opération qui a couvert une zone où se trouvent une douzaine de villages. Celle-ci reste soumise au

couvre-feu et il est pour l'instant interdit d'y pénétrer ou d'en sortir. Il faudra, comme c'est généralement le cas dans cette région soumise à l'état de siège depuis 14 ans, attendre quelques jours pour en savoir plus. Mais le ballet des hélicoptères militaires qui passent au-dessus de Diyarbakir indique que les choses sont sans doute loin d'être finies.

La première réaction de la population a eu lieu à Bismil où les magasins sont restés fermés samedi en signe de deuil.

Françoise Gormain-Robin

## AMERTUME

On se montre très amer dans les milieux proches du HEP, le Parti populaire du peuple, qui a remporté 7 des 8 sièges de la circonscription de Diyarbakir aux dernières élections. La visite de François Mitterrand et surtout ses déclarations à propos du problème kurde ont déçu. On ne s'attendait certes pas à ce qu'il apporte son soutien au PKK, mais on espérait qu'il réaffirmerait le droit au peuple kurde à l'autodétermination. Et l'on craint que ses déclarations n'aient été interprétées comme un encouragement à poursuivre la répression, sinon à l'intensifier.

F.G.R.

## Le PKK menacé dans ses bases

*Damas arrête des centaines de Kurdes et promet de fermer les camps de la Bekaa.*

**Q**uelque cinq cents membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) auraient été arrêtés en Syrie, affirme Ismet Sezgin, le ministre turc de l'Intérieur de retour de Damas. Sezgin vient d'effectuer une visite officielle en Syrie dont le but était de s'assurer de la coopération de son voisin contre les séparatistes kurdes de Turquie. Ankara avait, il y a quelques semaines, demandé à Damas qu'il intervienne contre le PKK, notam-

ment en mettant un terme aux activités que le mouvement mène depuis son territoire.

Selon Ankara, Damas a également « donné des garanties verbales » à la Turquie concernant la fermeture des camps PKK dans la plaine libanaise de la Bekaa, territoire que la Syrie contrôle. Dans trois mois, précise la Turquie, il y aura de nouveaux entretiens entre les autorités turques et syriennes.

LNQ/AFP

Libération - 22 avril 1992

### Syrie : Kurdes

Quelque 500 membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) ont été arrêtés en Syrie lors du séjour à Damas du ministre turc de l'Intérieur, Ismet Sezgin, a révélé ce dernier lors de son retour hier à Ankara. Damas, s'est-il félicité, a déclaré le PKK « organisation terroriste », et traduira ses militants en justice.

# Rafsanjani's Challenge : Can He Change the Face of Iran ?

By Elaine Sciolino  
*New York Times Service*

TEHRAN — Hashemi Rafsanjani would like to be seen as a thoroughly modern mullah.

The Iranian president studies economic issues at least two hours a day, gets CNN in his office and speaks English perhaps even better than his Berkeley-educated brother. Although he holds the title of *hojatolislam* — one rank lower than *ayatollah* — he sprinkles his speeches and sermons with statistics, not quotations from the Koran.

Like George Bush, he likes to cut through his administration's bureaucracy by picking up the phone, calling his ambassadors abroad and fellow heads of state like Turgut Ozal of Turkey and Helmut Kohl of Germany at odd hours of the day and night.

"I believe he is the ideal, the model president for any country, not just Iran," said Mohammed Hashemi, the president's younger brother, who runs the country's official radio and television. "His ideal is to bring Iran to the highest level of its economic, industrial, and cultural potential. He's in for the struggle."

If Ayatollah Ruhollah Khomeini was the austere revolutionary determined to smash the old regime, President Rafsanjani is the state builder, just as determined to create institutions that will restore the country to a position of power in the region.

Interviews with close associates of the Iranian president before and after parliamentary elections on April 10 made it clear that Mr. Rafsanjani's most pressing goal was to convince the world that he is a mature, reliable leader of a vital nation that is ripe for foreign investment and loans — one bent on meeting the economic needs of its people, not political expansion.

But it would be wrong to characterize Mr. Rafsanjani as a Western-style leader ready to cast off his clerical robes at the earliest opportunity.

His government is constrained by revolutionary purists who accuse it of betrayal. The regime has long been accused in the West of sponsoring terrorists, including the kidnappers of foreigners in Lebanon, although the intercession of Mr. Rafsanjani is credited with helping to free the remaining American hostages.

Since he became president, perhaps thousands of Iranians have been executed, including drug offenders, opposition guerrillas, Communists, Kurds, Bahais, even clerics. And his government has refused to rescind the death sentence imposed by Ayatollah Khomeini against the writer Salman Rushdie for supposedly blaspheming Islam in his novel "The Satanic Verses."

The tension in the Rafsanjani government between the impulses of extremism and moderation are perhaps best illustrated by the comments of the president himself.

In a sermon in December, Mr. Rafsanjani asked for "prudence" in domestic and foreign policy, "so that we can have a presence and help people without being accused of engaging in terrorism, without anyone being able to call us fanatics."

Yet, just last week, in an indication of the

---

## President Rafsanjani Strives to Convince World He's a Thoroughly Modern Mullah

---

continuing political risks of being too closely aligned with the West, Mr. Rafsanjani said in his Friday sermon: "The West is drumming up confusion and pandemonium in their newspapers by saying that after these elections, the government of Iran will become more and more Westernized. That is a lie."

Elected to a four-year term as president in 1989 with 95 percent of the vote, Mr. Rafsanjani appears to be headed toward another major electoral victory in parliamentary voting, in which he engineered the candidate-selection process to exclude some of his most troublesome opponents.

If the results of the recent first round of the elections are echoed in next month's runoff, he will enjoy a clear majority in the legislature, a development that will present him with a strong mandate to pursue his changes and the most important challenge of his political career.

"So many changes have occurred so far, and more major things are yet to come," said Mohsen Adeli, the American-educated director of the Central Bank and a close ally of Mr. Rafsanjani. "Of course, it depends on how society can absorb it, and the more it can, the more we will introduce our policies."

A senior official in another ministry put it more bluntly.

"The country has become corrupt and the people are losing their spirit," the official said. "They have sacrificed for too long. Rafsanjani is the last chance."

To date, the results of Mr. Rafsanjani's efforts have been inconclusive. Since the end of the Gulf War, his country has re-established or improved relations with a number of European, Middle Eastern, and Asian countries but has failed to attract much foreign investment or many foreign loans.

Mr. Rafsanjani, 57, is an agile politician who speaks like the people, not like the religious aristocracy, and knows how to ca-

jole, amuse, lecture, threaten, and sway. He sometimes seems to feel confined in his clerical garb, pushing his turban back on his forehead and pulling up the sleeves of his robe as if they somehow constrain him. He has been known to burst into tears in mid-sermon, as he did when he spoke about Iraq's use of chemical weapons during the long border war.

Perhaps his most adroit maneuver came the day after a little-known Beirut newspaper in November 1986 broke the story of the illegal American arms sales to Iran, a revelation that was just as embarrassing for Tehran as it was for Washington.

Mr. Rafsanjani faced the nation at Friday prayers the next day, saying that the arms were needed for the war effort, but that the American envoys had been rebuffed. They had brought a cake in the shape of a key as a gesture of friendship, but Iranian security men "got hungry and ate the cake," he joked to the laughter of the crowd.

He did not tell the faithful that one of the channels with the Americans was a close relative, by many accounts his nephew Ali Hashemi Bahramani.

According to Ataollah Mohajerani, an aide to Mr. Rafsanjani, the clearest example of his pragmatic approach to policy was Iran's neutrality in the Gulf War and its aftermath. Even when Iraq attacked rebels in the Iraqi city of Kerbala, one of the holiest centers of Shiite Islam, slaughtering residents and damaging the sacred shrines, Iran did not intervene, despite the revolutionary principle that Islam has no borders.

One of his biggest challenges will be to satisfy hard-liners like Ali Akbar Mojtahedi, the former interior minister and an enemy of Mr. Rafsanjani, who, in a news conference in early April, referred to those favoring an "open-door policy and free-market system" as "rightists" who "either want to obliterate the revolutionary process or to make it fade away."

Gérard Chaliand, expert en questions stratégiques, vient de publier « le Malheur kurde » (éditions du Seuil), un livre qui présente très clairement les enjeux liés à l'existence de cette minorité à cheval sur la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Il dénonce ici l'oppression persistante de 12 millions d'entre eux en Turquie.

# Le choix des Kurdes : assimilation ou disparition ?

**LE QUOTIDIEN** - Pourquoi les autorités turques oppriment-elles les 12 millions de Kurdes qui vivent essentiellement à l'est de la Turquie ?

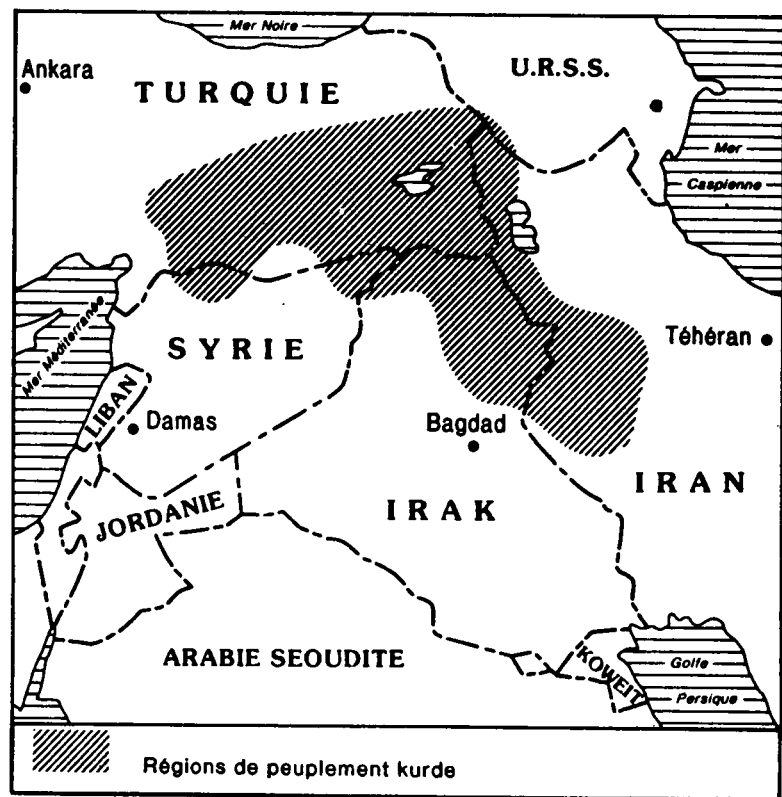
G. CHALIAND - Jusqu'en 1991, les autorités turques nient l'existence de Kurdes en Turquie. Le 1<sup>er</sup> novembre 1922, Mustafa Kemal Atatürk déclare ainsi au Parlement : « L'Etat est un Etat turc. » La répression commence bientôt contre les Kurdes, seule communauté qui menace l'existence de la Turquie comme Etat-nation quasiment homogène sur le plan ethnique. Les Kurdes deviennent donc inexistantes dans la vision hypernationaliste de Mustafa Kemal Atatürk.

En 1991, les autorités admettent enfin « la réalité kurde ». Un cinquième de la population de Turquie (soient 12 millions de personnes) voit ainsi reconnue son existence. Pourquoi ? Parce que la conjoncture a évolué. Premièrement, l'invasion irakienne du Koweït a placé l'attention du monde sur cette région à partir de l'été 1990. Deuxièmement, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mène la lutte depuis 1984. Ce combat empêche les alliés américains de fermer les yeux sur la négation des Kurdes. Troisièmement, les Etats-Unis exercent depuis trois ans des pressions sur l'Etat turc pour qu'il reconnaisse l'existence des Kurdes.

Résultat : l'Etat turc s'est trouvé dans l'obligation d'admettre « la réalité kurde ». D'autant que la Turquie a signé en 1989 la Charte des droits des minorités adoptée par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) Soit dit en passant, il serait juste que l'Etat turc reconnaisse également le génocide arménien de 1915.

**Q. - Depuis 1991, la situation des Kurdes s'est-elle améliorée ?**

G. C. - Non, les Kurdes souffrent aujourd'hui encore d'une véritable oppression. L'Etat fait régner la terreur dans les provinces de l'Est pour imposer son ordre et sa loi. Grâce à l'état de siège, le gouverneur a tous les droits sur cette région habitée par les Turcs. Le chef du gouvernement turc couvre toutes les exactions dénoncées par Amnesty International.



Carte établie par Catherine Petit, extraite du « Malheur kurde », de Gérard Chaliand.

Des escadrons de la mort torturent et tuent. Cette violence systématique est aveugle : elle ne frappe pas seulement les combattants du PKK, mais l'ensemble de la population kurde présumée sympathisante. Celle-ci, compte tenu de cette violence systématique, ne nourrit évidemment pas de sympathie pour l'Etat turc.

Les Kurdes de Turquie manquent également de droits culturels. A ce jour, ces Kurdes ne peuvent posséder légalement ni écoles, ni journaux, ni maisons d'édition. Le seul droit qui leur reste, c'est l'assimilation.

Ainsi, la Turquie se présente toujours comme l'un des pays les plus répressifs à l'égard des droits des minorités ; comme un pays semi-démocratique, à tradition despotique. L'ouest de la Turquie bénéficie d'un régime semi-démocratique. L'est, habité par une grande partie des douze millions de Kurdes, s'enfoncé

dans la violence despotique.

**Q. - De quelle manière le PKK combat-il l'Etat turc ?**

G. C. - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) existe officiellement depuis 1978. Son origine remonte à 1974. Dès le départ, ce parti marxiste adopte une propagande nationaliste et violente. A la fin des années quatre-vingt, le PKK étend sa base sociale en milieu urbain. Quelle que soit sa raideur et son sectarisme idéologique, le PKK a fini par gagner un appui dans la population. Pourquoi ? Parce qu'il tente au moins de mener le combat. Malheureusement, le seul langage que l'Etat turc retienne reste celui de la violence : sans la lutte du PKK, les Etats-Unis auraient-ils ouvert les yeux sur l'oppression des Kurdes de Turquie ? Faute de pression américaine, le gouvernement

## Il serait grand temps que les Etats démocratiques pèsent à l'intérieur des Nations unies pour changer la règle du jeu international.

turc aurait-il admis « la réalité kurde » en 1991 ?

Où se trouve le cœur de la question kurde en Turquie ? Dans la conception ultrajacobine de l'Etat turc et non dans le soutien de sanctuaires situés en Syrie et en Irak.

**Q. - Comment la situation des Kurdes de Turquie peut-elle évoluer ?**

G. C. - Chacun peut craindre une aggravation de la répression et de la violence dans le Kurdistan turc. Ceci pour deux raisons. Premièrement, les Attentats du PKK alimentent la réaction la plus dure des éléments les plus conservateurs de Turquie. Deuxièmement, l'armée et la police mènent une politique de répression aveugle.

Ainsi, il serait grand temps que les Etats démocratiques pèsent à l'intérieur des Nations unies pour changer la règle du jeu international. Les Nations unies devraient s'engager à faire respecter des accords entre un Etat et une minorité. La Turquie et les Kurdes, en l'occurrence.

N'oublions pas qu'un conflit de trente ans a résulté de l'absence de sanctions par les Nations unies à l'encontre des atteintes à l'autonomie de l'Erythrée. Il devient de plus en plus nécessaire de se préoccuper du droit des minorités quand il existe une violation flagrante d'un minimum reconnu par les lois internationales. Surtout quand l'Etat en est signataire. Or, les Kurdes ont été l'une des minorités les plus opprimées depuis soixante-cinq ans.

Propos recueillis par  
Pierre VERLUISE

## Les yeux bleus d'une enfant kurde

Christina a neuf ans aujourd'hui. Blonde aux yeux bleus, elle ressemble à une petite Anglaise. Elle est Kurde. L'histoire de son peuple l'a conduite d'Irak en Grèce, en passant par les camps de réfugiés de Turquie.

Christina voit le jour en 1984 dans un village situé au nord de l'Irak. Ce pays compte 3,5 millions de Kurdes sur 18 millions d'habitants. La question kurde en Irak se présente depuis longtemps comme

une alternance de négociations avortées et de répressions brutales. Depuis la naissance de Christina, Saddam Hussein a fait mourir plus de 90 000 Kurdes.

Le 25 août 1988, le régime irakien lance une nouvelle offensive contre la minorité. Ceci, moins d'une semaine après la fin de la guerre contre l'Iran. Devant de nouvelles attaques chimiques, environ 120 000 Kurdes prennent la fuite. Alors âgée de cinq ans, Christina doit le salut à son père. Il la porte sur son dos durant des jours et des nuits. Finalement, Christina passe la frontière turque. L'armée d'Ankara tire sur les réfugiés qui l'entourent. En effet, l'Etat turc et l'Irak s'accordent sur le massacre des Kurdes. Les deux tiers des réfugiés se trouvent forcés de passer en Iran. Les restes, dont Christina, se voient enfermés dans trois camps de fortune à l'est de la Turquie. Ces camps s'appellent Diyarbakir, Mouch et Mardin. Personne ne peut les visiter sans l'accord du préfet. L'armée en garde les accès. Elle fait également respecter le couvre-feu.

Il règne dans ces camps une tristesse poignante. Faute de place, quatorze personnes s'entassent dans chaque pièce. Il existe cinq points d'eau pour 10 000 réfugiés. Il faut attendre quatre heures pour accéder aux toilettes. Les colis adressés par le Haut Commissariat aux réfugiés restent distribués de façon aléatoire.

Appartenant à la minorité chrétienne, la famille de Christina se voit mise à part. Des Turcs arrachent

leur croix. La haine ambiante les mettant particulièrement en danger, les 500 chrétiens compris dans ces trois camps tentent de s'enfuir. Seule la troisième vague réussira.

Un premier groupe d'une centaine meurt assassiné par l'armée irakienne, au début de l'année 1989. Saddam Hussein les avait pourtant « invités » à revenir au pays. Un deuxième groupe d'une centaine tombe très probablement sous les armes iraniennes, à la même époque. Une troisième vague de petits groupes passe en Grèce à partir de l'été 1989. Des passeurs proches de la police turque empochent 750 dollars par personne. Cela n'empêche pas plusieurs dizaines de Kurdes de périr au cours d'attaques. La famille de Christina est une des dernières à fuir. Avec beaucoup de calme, Christina prend la route. Elle vit depuis en Grèce, misérablement. Comme 200 des 500 chrétiens kurdes passés en Turquie au mois d'août 1988 pour échapper aux armes chimiques irakiennes.

Le 31 mars 1991, d'autres Kurdes irakiens — de nouvelles Christina — fuient devant la contre-offensive irakienne. Plusieurs dizaines de milliers passent en Turquie. Les autorités turques les rassemblent dans quatre camps. Les Kurdes repartis ou restés en Irak vivent aujourd'hui dans un territoire dévasté, sous la protection alliée. Régulièrement, des avions français et américains survolent la zone. Jusqu'à quand ?

M.-C. C. et P. V.

## Où et combien ?

Les Kurdes sont vingt à vingt-cinq millions. Leur zone de peuplement s'étend sur cinq pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'ex-URSS. Outre cette zone centrale, Istanbul, Téhéran et Damas rassemblent d'importantes communautés kurdes. Dans l'ouvrage qu'Elizabeth Picard vient de diriger aux éditions Complexe au sujet de « la Question kurde », les auteurs avancent les estimations suivantes.

Turquie : 12 millions de Kurdes sur 58 millions d'habitants ;  
Iran : 6 millions, sur 56 millions ;  
Irak : 3,5 millions, sur 18 millions ;  
Syrie : 800 000, sur 13 millions ;  
Ex-URSS : moins de 300 000.

Il faut ajouter plusieurs dizaines de milliers de Kurdes résidant au Moyen-Orient et 600 000 réfugiés en Europe. L'islamisation des Kurdes a commencé tôt, mais s'est faite lentement. Les musulmans sunnites sont majoritaires, mais il existe également des chiites, des alevis, des yezidis et des chrétiens.

Le Kurdistan géographique recèle des réserves de pétrole, de chrome, de cuivre, de fer et de charbon. Lors du partage du Moyen-Orient de 1918 à 1926, les réserves pétrolières de Mossoul préoccupent les grandes puissances bien plus que les Kurdes.

Aujourd'hui, la plupart des Kurdes sont cultivateurs, parfois éleveurs. En montagne il ne s'agit que d'une économie de subsistance. En revanche, les plaines d'Irak et de Syrie fournissent de bons rendements en céréales. Traditionnellement, les Kurdes cultivent le tabac au sud-est de la Turquie, en Iran et en Irak. L'artisanat a évolué ou disparu, les produits industriels se trouvent distribués par des marchands ambulants. Le Kurdistan est donc passé d'une économie traditionnelle à une économie sous-développée. Celle-ci dépend des produits industriels étrangers, en l'absence d'un processus d'industrialisation locale.

TURQUIE : la poursuite des violences

## Satisfaction mêlée de prudence après la signature d'un accord antiterroriste avec la Syrie

La violence a continué durant le week-end en Turquie, après les opérations policières du vendredi 17 avril, au cours desquelles plusieurs membres du mouvement de guérilla urbaine Dev-Sol et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont trouvé la mort (*le Monde* daté 19-20 avril). La riposte de Dev-Sol ne s'est pas fait attendre : quatre policiers ont été assassinés vendredi et samedi soir. Dans l'est du pays, quatre soldats ont été pris dans une embuscade et tués par le PKK samedi. Vendredi, à l'issue de la visite à Damas du ministre de l'intérieur turc, M. Ismet Sezgin, la Syrie avait signé un protocole antiterroriste avec la Turquie.

ISTANBUL

de notre correspondante

Selon les termes de l'accord conclu par Damas et Ankara, les deux capitales condamnent le terrorisme et promettent d'intervenir pour empêcher toute activité illégale qui pourrait menacer la stabilité de l'autre signataire. Les deux pays ont également décidé de renforcer les mesures de sécurité le long de leur frontière commune et d'échanger les renseignements qui pourraient mener à la capture de criminels et de déserteurs. Cet accord a été accueilli avec satisfaction, mais également avec une bonne dose de prudence et de scepticisme, par les autorités turques. « L'étape suivante est une étape d'attente et d'observation », a déclaré M. Sezgin à son retour en Turquie.

Un accord similaire, signé avec la Syrie lors de la visite de M. Turgut Özal, alors premier ministre, en 1987, n'avait été que partiellement respecté par les autorités syriennes, qui continuent d'abriter les combattants du PKK. Tout au plus avaient-elles déplacé les camps d'entraînement vers la vallée de la

Bekaa, sur le territoire libanais, où ils sont toujours en activité.

Cédant à la pression turque, les autorités syriennes ont cependant accepté d'ajouter au texte de ce nouveau protocole un article important, qui évoque notamment les « activités terroristes du PKK » et précise que « la partie syrienne a affirmé que le PKK avait été déclaré organisation illégale en Syrie et que les membres de cette organisation seraient arrêtés et remis aux autorités judiciaires ».

Après la signature de l'accord, le ministre de la défense turc, M. Nevzat Ayaz, a mis fin aux rumeurs d'attaque aérienne imminente sur les camps de la Bekaa. « Il n'y aura pas

besoin de bombarder la Bekaa si la Syrie est sincère dans ses déclarations sur le PKK », a-t-il déclaré. L'optimisme des autorités turques est également tempéré par le fait que l'assistance offerte par la Syrie au PKK n'est plus aussi vitale pour cette organisation qu'elle l'était dans le passé. Le PKK est désormais bien implanté dans le sud-est de la Turquie, où il dispose d'un soutien important au sein de la population. De plus, ses combattants, profitant du vide du pouvoir qui s'est installé dans cette région depuis la guerre du Golfe, peuvent circuler librement au nord de l'Irak.

NICOLE POPE

Libération - 21 avril 1992

## Turquie : aggravation du terrorisme

En moins d'une semaine, attentats et représailles ont fait 56 morts en Turquie, dont 48 présumés terroristes.

Un policier et un passant ont été tués lundi à Istanbul dans une attaque armée perpétrée par trois « inconnus ». Attentats et opérations de représailles, souvent sanglantes, sont désormais quotidiens, dans les grandes villes de l'ouest comme dans les 13 départements à majorité kurde du sud, placés depuis sept ans sous état d'urgence. En moins d'une semaine, 56 personnes, dont 48 membres présumés d'organisations d'extrême gauche turque ou séparatiste kurde, ont été abattues. Vendredi, 11 « terroristes », dont 6 femmes, ont été tués et 6 autres blessés lors d'une série d'opérations policières nocturnes à Istanbul. Les 17 « terroristes » seraient des dirigeants de l'organisation Dev-Sol (Devrimci Sol, Gauche révolutionnaire, qui prône la guérilla urbaine). Des associations de défense des droits de l'Homme, précisant que les corps des « terroristes » ont été criblés de balles, condamnent ces « exécutions sommaires ».

Mercredi, 33 « terroristes séparatis-

tes » kurdes soupçonnés d'appartenir au PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) ont été tués lors d'une opération de ratissage près de Mardin. Au nombre des tués par les forces de l'ordre figureraient 8 paysans, selon le député kurde Sedat Yurttas, qui proteste contre ces bavures. La violence entre rebelles séparatistes et forces de l'ordre a fait près de 4000 morts en huit ans dans le sud-est anatolien, les assassinats politiques par l'extrême gauche à l'ouest du pays, plus d'une centaine.

Dans l'est et le sud-est, qui comptent environ un tiers des 10 à 12 millions de Kurdes du pays, la population organise des marches de protestation contre la présence des forces de l'ordre, qualifiées de « forces d'occupation turques » par les rebelles kurdes. En revanche à l'ouest, notamment à Istanbul (3 millions de Kurdes sur 7,5 millions d'habitants), la population, lassée de la violence, approuve les opérations anti-terroristes.

d'après AFP

# U.S. Ignored Early Alert On Iraqi Nuclear Project

## Bureaucrats Stifled 1989 Warning

By William J. Broad

*New York Times Service*

NEW YORK — Pointed warnings that Saddam Hussein had embarked on a major effort to build a nuclear bomb were silenced within the federal bureaucracy nearly two years before the West went to war against Iraq and its atomic complex, government experts and congressional investigators say.

The warnings were made in early 1989 by officials of the Energy Department who discovered that Iraq had begun secretly buying nuclear parts, including fuel-making equipment and weapon triggers, in the West.

In April 1989, these officials tried to inform the National Security Council of the purchases and to propose that Western export controls be quietly tightened to deny Baghdad the bomb.

But their warnings were dismissed as alarmist by Energy Department superiors, who knew of Washington's long tilt toward Iraq as a counterbalance to Iran in the Gulf region. The superiors also knew of American intelligence estimates that Baghdad's bomb-building efforts were rudimentary and might not bear fruit for a decade or more.

It is generally known that billions of dollars in advanced Western equipment flowed to Iraq's nuclear bomb program as Washington slept. But now it is possible to give a full account of how a federal agency monitored such shipments, grew alarmed and then, after internal debate, dropped a bid to stop them, all in great secrecy, more than three years ago.

The warning episode was uncovered by Representative John D. Dingell, the Michigan Democrat who heads the House Committee on Energy and Commerce and its investigative subcommittee. It was fleshed out in dozens of interviews with congressional aides, federal experts and United Nations inspectors, who are dismantling what remains of Baghdad's nuclear program after extensive allied bombing in the Gulf War.

Mr. Dingell, in a closed hearing that evaluated secret intelligence data, said the unheeded warning was a major governmental failure in which "an opportunity for timely action was missed."

Today it is clear that Baghdad came perilously close to getting the bomb. Robert M. Gates, the director of central intelligence, recently told Congress that Iraq would have possessed a nuclear weapon this year if it had not been for the Gulf War. Intelligence agencies around the globe, Mr. Gates added, "equally were in error in understanding both the pace and the scale of the Iraqi program."

During the 1980s, American intelligence agencies knew of Iraq's interest in the bomb but usually played down the effort. Federal experts say the Joint Atomic Energy Intelligence Committee, the government's top nuclear watchdog, estimated in 1989 that Baghdad would be unable to build its first bomb before the late 1990s.

Unknown to the rest of the government, alarms about Iraq rang loudly in 1989 in the main federal repository of nuclear know-how, the Department of Energy. It makes the nation's nuclear arms and plays a vital role in helping the federal government track and con-

trol the worldwide spread of bomb manufacturing equipment.

The key official who raised the alarms was A. Bryan Siebert Jr., a career civil servant in his 40s. In the late 1980s, Mr. Siebert was the Energy Department's leading authority on the spread of bomb manufacturing gear, particularly so-called dual-use items that have both civilian and military uses, such as advanced machine tools and electronic parts.

A lawyer who attended Harvard University for advanced training in physics, Mr. Siebert headed the Energy Department's Office of Classification and Technology Policy, where he oversaw some 50 employees and had responsibilities for export control. He grew worried about a pattern of clandestine Iraqi purchases that, he later told Congress, "gave me the willies."

Current and former federal experts said a key reason for Mr. Siebert's worry was Iraq's purchase of European parts for making gas centrifuges, which enrich uranium for a bomb's explosive core. American intelligence agencies were able to monitor those purchases and routinely passed that information to the Energy Department, the experts said.

From buying patterns, it was clear the Iraqis were building centrifuges based on the designs of a European consortium known as Urenco, including its models G-1, G-2 and G-3. The company's machines are considered the world's best.

UN inspectors, working in Iraq after the war, say they have found thousands of centrifuge parts that appear to be based on Urenco designs, as well as much advanced gear for making centrifuges. The vast majority of this equipment would have been blocked by the export-control initiative.

In early 1989, alarm bells also went off when Mr. Siebert's office learned that Baghdad was trying to buy special palm-size capacitors from CSI Technologies in San Marcos, California, that could be used to trigger a nuclear weapon. In a bomb, such capacitors generate 5,000 volts of electricity to fire the conventional explosives that surround a uranium sphere, compressing it and starting a nuclear chain reaction.

The specifications of the capacitors, Mr. Siebert told Congress, "match up practically one to one with U.S. nuclear weapon systems, the B-61, W-56, W-57, W-89 and W-80," which include the nation's

most modern warheads. The similarity, he added, was "just sickening in regard to the degree to which that posed a threat."

At this point, in early April 1989, Mr. Siebert and his aides were convinced, on the basis of technical clues, that Baghdad had embarked on a major effort to build an atomic bomb as rapidly as possible.

Over the weekend of April 15 and 16, Mr. Siebert and his deputy, Roger K. Heusser, as well as two other aides, wrote an urgent memo for Energy Secretary James D. Watkins, laying out the evidence and arguing that a plan for the tightening of international export controls should be put before Secretary of State James A. Baker 3d for a review of the issue under the National Security Council.

On April 17, Mr. Siebert sent the memo to his boss, F. Charles Gilbert, the deputy assistant secretary for security affairs. Because of the timeliness of the intelligence data, Mr. Siebert said in a cover note, "we need to get this to the secretary shortly."

Mr. Gilbert felt it was important, he later told congressional investigators, but before sending it up the line he asked for concurrence from a colleague, the deputy assistant secretary for intelligence, Robert J. Walsh. No approval was given, even after the memo was extensively rewritten and a separate report added on Baghdad's bid for centrifuge parts.

"It may be worthwhile to apply Department of Energy resources to concentrate on the Iraq issue," Mr. Walsh wrote in a letter of nonconcurrency. "However, we are uncomfortable with a secretarial-level initiative." He later told Congress that he felt the warning was "overstated."

Mr. Siebert was upset. On May 11, 1989, he wrote an aide, John M. Rooney, that the intelligence unit was ignoring the evidence, adding that the time to stop the Iraqi bomb program "is now."

Just where the initiative died is unclear. Mr. Gilbert told congressional investigators that he believed that he had informed his boss, Troy E. Wade 2d, the assistant secretary for defense programs, of the initiative and that it had stopped in that office because of the intelligence veto.

But Mr. Wade, who left the department in July 1989 and is now president of AWC Inc., a division of Lockheed based in Las Vegas, Nevada, denied any knowledge of the affair. "I honestly don't remem-

*The Wall Street Journal - 21 avril 1992*

# Next Year, in Kurdistan

By GERALDINE BROOKS

The bread wasn't matzo, and my hosts had no idea why that night was different from any other night.

But as I broke a piece from the unleavened loaf a Kurdish woman had baked in haste for her fighting men, the words of the ancient Passover ritual ran through my mind: "Last year we were slaves, this year we are free."

It was the eve of Passover, the Jewish festival. On that night last spring in the town of Sulimanyia, Iraq, Saddam Hussein's prisons stood empty: The Kurds had risen against the tyrant and let their people go.

I had spent the afternoon in the burnt-out husk of one of these places: the Amen internal-security building, whose staring-eye emblem dangled crookedly from a grenade-blasted gate. Here, torture had been as banal as bookkeeping. Above ground, the place was a warren of civil-servant offices with metal desks and filing cabinets. Underground, a maze of dank cells opened one after the other, their walls smeared with dried brown blood or excrement or both. Meat-hooks curled from the ceilings; long, rusty nails pierced the walls. In the offices above, bureaucrats had come and gone, shuffling papers and punching time-clocks, while people down here screamed, bled and died.

In a narrow, stinking solitary-confinement cell, I stood shivering in the dark, wedged alongside a Kurd who struck match after match to translate a poem scraped into the plaster:

*My dear love, you, Leila,  
I hope you know now  
How many poems I have made for the  
beauty*

*Of your face.  
I hope you know now  
That when I am tortured  
At that time,  
Even those times,  
The fascists are afraid of me.*

*My dear love,  
I have cut to pieces so many  
chains  
And so many of the killers I have  
repelled.*

*Now I am standing  
Silent  
Because I kept silent  
And kept silent.*

There had been vengeance. In the building's foyer, something that looked like a piece of wood dangled on a string from the ceiling. Decaying skin, brown and flaked like bark, withered around a splinter of white bone. A torturer's forearm.

"I saw them catch one of the torturers," my dinner host whispered later. "They had him in the street, a mob around him. When I pushed my way through, they were just about to cut off his ear." My host had begged them to stop. The man with the knife looked up at him, furious. "Did you have a daughter raped? Did you have a son disappear? No? Then you have nothing to say here."

I thought of the drops of red wine we spill on the Seder dishes to remind ourselves that the 10 plagues were terrible; that Jewish liberation cost Egyptian blood.

After dinner, the hostess, a schoolteacher, reverently unfolded a map, stained and crisp as parchment. A profusion of place-names jostled for space. It was Iraqi Kurdistan in the 1950s, before Saddam Hussein emptied the landscape of villages and obliterated their names from the map. The hostess found her village, Merga, at the foothill of a mountain above Dokkan Lake. Merga was bulldozed to dust in 1981.

The next day, I traveled to Halabja, and found hundreds of Kurds already at work, rebuilding amid the rubble of their ruined homes. "There was a Jewish family here, you know," my host told me. "Just one family who stayed behind when all the others left for Israel in 1948." The father's name was Salah Shana-zori. He had beautiful handwriting, and worked for the people of Halabja as their scribe. The family died in the poison gas strike of 1988.

There was another name I wanted to know: a name to put with the face of the Kurdish man we've seen so many times in pictures of the chemical attack—the turbaned man with his head on the step and his arms still locked around his baby. The first villager I asked was able to tell me. He was Omar Dada Khawar, who sold small goods from a pushcart.

Two days after my visit, Saddam's helicopters came thudding over the mountains to crush the Kurds again. For almost a year, I had no idea what happened to my Passover hosts. Then, a couple of weeks ago, a letter arrived, carried by hand out of Kurdistan and mailed from Turkey. It was from the schoolteacher, printed in careful script. She had fled to Iran, survived the hardships of mud, cold and hunger, and made her way home after the Pesh Merga fought the Iraqi army out of Sulimanyia. Now, Saddam's forces were massing south of the city for what she feared would be another terrible onslaught. "I wish you are in best of health," she wrote. "I hope we can meet again in free Kurdistan."

*Ms. Brooks covered the Gulf War for The Wall Street Journal.*

ber any specific initiative tied to Iraq," he said.

Mr. Siebert was undaunted by the lack of support. In early 1990 he began a push, with midlevel State Department officials, to alert Western allies to the nuclear proliferation danger.

This effort recently led 27 nations to adopt a common list of dual-use items as a guide for scrutinizing exports. The State Department hailed the step as "the most important export-control initiative of recent years," adding that it "will greatly assist in our efforts to halt the spread of nuclear weapons."

But Mr. Watkins, who became energy secretary in March 1989, just before the warning was shot down by subordinates, distanced himself from the episode. In a letter to Mr. Dingell, he said he had reorganized the department's intelligence arm after he found during his first months as secretary that it was not effective, not respected and not responsive to departmental needs.

Today, Mr. Siebert heads the Energy Department's office of classification, having lost his technology policy and export-control duties after the Gulf War.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 22, 1992

# A Gentler Iran? Doubters Point to Attacks Abroad

By Caryle Murphy  
*Washington Post Service*

TEHRAN — The Iranian government's apparent bid to improve its political and economic ties to the West has prompted a debate among diplomats here, with arguments focusing on Tehran's claims to have renounced violence as a means of attaining its policy objectives.

Some diplomats say statements and actions by the government of President Hashemi Rafsanjani have demonstrated a new resolve to cooperate in many spheres with the West, such as Tehran's help in obtaining the release of Western hostages held in Lebanon.

Others, however, say a pattern of events worldwide appears to have the stamp of Iranian backing. They point to three separate incidents that suggest Iranians — possibly with government support — still are actively promoting violent, radical Islam beyond Iran's borders:

- The 1991 murder in Paris of Shahpur Bakhtiar, Shah Mohammed Reza Pahlavi's last prime minister before the 1979 Islamic revolution in Iran.
- The 1991 slaying of a Japanese scholar who was translating "The Satanic Verses," a novel by the British writer Salman Rushdie that Iran deemed blasphemous to Islam.
- The March 17 bombing of the Israeli Embassy in Buenos Aires that killed 29 people and wounded more than 200.

No evidence has yet surfaced publicly to contradict the Iranian government's denial of involvement in any of these incidents. But Western officials have said they suspect some type of Iranian involvement in all three.

In the case of Mr. Bakhtiar's assassination, diplomats here said there appeared to be evidence of a link to Tehran, but they disagreed on whether the government was involved, or whether it was the work of hard-liners acting independently to undermine Mr. Rafsanjani.

The killing occurred on the eve of a planned visit to

Tehran by President François Mitterrand of France. He canceled his trip after Mr. Bakhtiar was killed.

Iranians involved in policy-making assert that the hard-line faction once responsible for exporting the revolution by violence is now vanquished from official circles, and that violence is no longer officially sanctioned as a policy instrument.

But a few diplomats note that Mr. Rafsanjani still has not canceled what they described as a covert program — set up while the former Iranian religious leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, was alive — to assassinate Iranian

**'The difference between now and before is that they don't want to get caught.'**

**A diplomat in Tehran**

dissidents abroad. Thus, Mr. Rafsanjani bears responsibility, they said.

"Iranians would regard knocking off a few opposition figures as an internal matter," a diplomat said. "The difference between now and before is that they don't want to get caught."

The killing of the Japanese translator, Hitoshi Igarashi, in July 1991 reflects the lingering difficulties posed by Ayatollah Khomeini's death sentence against Mr. Rushdie and the publishers of "The Satanic Verses." The death sentence came in the form of a binding religious order, or *fatwa*.

There is consensus among diplomats that Mr. Rafsanjani's government is embarrassed by the *fatwa* and would like to reverse it, but cannot because of the extreme emotions surrounding the issue. Any politician, including Mr. Rafsanjani, who suggested canceling the *fatwa* would be risking his own life, diplomats said.

The furthest the Iranian government has gone to dilute the effects of Ayatollah Khomeini's decree occurred in 1990 when Iran held extensive talks with the European Community as a prelude to upgrading relations. At that time, Iranian officials emphasized to officials and reporters that Iran respected international laws and the principle of noninterference in domestic affairs, and was not seeking to carry out the *fatwa*.

"By this, they meant of course that they will not send anyone to Britain to kill a British citizen," a source said. But, he added, the EC accepted the Iranian government's statement "knowing full well that there are others possibly outside the government" who might not abide by it.

The attack on the Israeli Embassy in Buenos Aires recalls still another type of violence used by Iran in the past as an instrument of foreign policy, specifically, as mentor of the Shiite Muslim fundamentalist Hezbollah movement in Lebanon beginning in the early 1980s.

The Buenos Aires explosion occurred a month after Israeli military forces assassinated a Hezbollah leader, Sheikh Abbas Musawi, along with his wife and son, in southern Lebanon on Feb. 16.

Commenting on the killing of Sheikh Musawi, the Iranian foreign minister, Ali Akbar Velayati, made no mention of revenge, adding that Iran would continue to help free two German hostages still held in Lebanon.

But after the attack on the Israeli Embassy, Islamic Jihad, a pro-Iranian group believed to be associated with Hezbollah, claimed responsibility. Some diplomats said that if Islamic Jihad carried out the operation, it would have required help. One envoy suggested that the embassy attack was retaliation for Sheikh Musawi's slaying.

This diplomat indicated it was too early to declare Iran as a reformed state, ready to return to the international fold.

"Hostage-taking, there will be no more of it," he said. "But as far as terrorism is concerned and assassination, these will be carried out on opponents of the regime and for retaliation."

THE EUROPEAN - April 23, 1992

# Kurd elections provoke Saddam's drums of war

**T**HE taxi driver was nervous. He had just driven into Kurdish territory across the bridge near Erbil by passing through Iraqi lines. Menacing reinforcements from Saddam Hussein's Republican Guard had been arriving.

"There are tanks on the other side. I saw 60 on the road. There are 30 long-range artillery pieces which have just arrived. There are many new tents," he said.

The taxi driver said that Saddam is determined to prevent the Kurdish election, which is set for mid-May. The Kurdistan Front originally decided to hold the ballot to resolve its own internal differences. But now its leaders have an ulterior motive - to try to revive the West's waning interest in their plight.

Inevitably, Baghdad has chosen to read the ballot as a provocation and to test the Allies' resolve to stay in the region. After the Kurdish uprising last year, the situation in northern Iraq has sunk into stalemate. Between the Iraqi forces and the Kurdish Peshmerga lies an effective "border" - a kind of zigzag ceasefire line that runs from 20 kilometres south of Zakho down to Sulemania, dividing Iraqi Kurdistan.

When negotiations with Baghdad broke down in December, Saddam imposed an economic blockade on so-called "Free Kurdistan". Now less than ten per cent of normal supplies are getting through. After a hard winter the people are tired, hungry and anxious about their fate.

The Allied presence has been reduced almost to the

Kurdish freedom fighters tell **Sanchia Bergin** that the threatened Iraqi attack will test the Allies' loyalty

minimum. The only ground force still in place is a small monitoring post - the military co-ordination centre in Zakho. It houses an American commander, six US servicemen, a French liaison officer, a British officer and two helicopters. Allied planes make regular reconnaissance sorties from neighbouring Turkey. The UN polices the area above the 36th parallel.

Within the past six weeks Iraqi troops have been heavily reinforced. At several points along the line the Iraqis have tried to advance. So far the Peshmerga have repulsed each thrust without help.

At Kelak, for instance, Iraqis shelled the Peshmerga heavily in February. They surged forward and occupied new positions, cutting off one of Erbil's key supply routes. Even when Kurdish fighter-jets attacked, pleas for help from the Allies went unheeded. Finally, armed only with Kalashnikov rocket-propelled grenades and a few mortars, they managed to drive the Iraqis back.

The Peshmerga at Kelak believe that the Iraqis are getting ready to mount a new offensive. "We know they will attack" they said, "because Saddam has said that he doesn't want the Kurds to have elections here." After several postponements the election is scheduled to take place

within a month. The Kurds will choose members for a Kurdish Assembly and a "supreme leader".

Colonel Naab, the US commander in Zakho, looks on with gentle scepticism: "They're great, aren't they? They want democracy. They want to be just like the West. But I think they underestimate the problems."

The obstacles are formidable. There is no accurate census. Many are refugees. And the Kurdistan Front also hopes to give a vote to Iraqi Kurds outside the region.

Despite the tensions, the ordinary people in Iraqi Kurdistan are determined to fight Baghdad. In the Erbil market, one woman with five children said she had nothing but bread and water to give them. But when asked if she would be happier with Baghdad's rule and enough to eat, she shouted: "Never. Saddam took my cousin away. They pulled out his nails. They put out his eyes. I would rather starve."

Though many look to the election to solve their problems, a more critical deadline is June. That is when the UN memo of understanding expires, and the Kurdish leaders want a renewal of the Allied commitment.

Colonel Naab said that the Allies can be trusted not to desert the Kurds. But some Iraqi Kurds, like Dr Mahmoud Osman, head of the Kurdish Socialist Party, are not so confident. He senses the Iraqis moving in and thinks the West is not serious about helping the Kurds. However, Erbil lives in hope that the election will bring stability.

Le Monde • Jeudi 23 avril 1992

**TURQUIE : une déclaration de M. Douglas Hurd**

**Les Britanniques estiment « justifiée » la demande d'autonomie des Kurdes**

Tandis que les incidents meurtriers continuent dans le sud-est de la Turquie, le problème des Kurdes - en Turquie comme en Irak - est au centre des préoccupations des autorités d'Ankara, qui ont reçu le secrétaire au Foreign Office britannique, M. Douglas Hurd.

ISTANBUL

de notre correspondante

L'avenir de la force aérienne multinationale, basée à Incirlik, près d'Adana, qui assure la protection des Kurdes irakiens, figurait sur l'agenda des entretiens entre les autorités turques et le chef de la diplomatie britannique, M. Douglas Hurd, arrivé lundi soir 20 avril à Ankara. La présence des avions américains, anglais et français suscite des réticences chez de nombreux Turcs, qui perçoivent cette protection alliée comme un encouragement à la création d'un Etat kurde indépendant.

« Je suis convaincu que cette situation [au nord de l'Irak] exige une vigilance et un pouvoir

constants. Le comportement habituel du gouvernement irakien est de s'avancer pour tâter le terrain et de reculer lorsqu'il y a une réaction ferme. Il est dans l'intérêt de la Turquie d'éviter un autre afflux de réfugiés à sa frontière », a déclaré M. Hurd à l'issue de ses entretiens. Selon des sources du ministère des affaires étrangères, le gouvernement turc aurait donné son accord de principe pour la poursuite du mandat de la force multinationale, qui arrivera à échéance à la fin du mois de juin. Mais son renouvellement devra être soumis au vote du Parlement. M. Hurd a déclaré que la demande d'autonomie des Kurdes irakiens était « justifiée ». « Nous pensons que les dirigeants de la population kurde sont sages de ne pas argumenter en faveur d'un Etat indépendant », a-t-il ajouté.

Pour la Turquie, la situation au nord de l'Irak est inextricablement liée à son propre problème kurde. Les dirigeants kurdes irakiens font état de nouveaux raids aériens turcs, au cours des derniers jours, sur la partie est de la zone frontalière où sont apparemment situés des camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste).

Ces attaques, désormais régulières, ne semblent pas avoir eu un impact important sur les combattants du PKK, mais elles empêchent, en revanche, les réfugiés kurdes irakiens de retourner vers leurs villages.

**Mise en cause du PKK**

Lors d'une réunion, le 8 avril, du Front du Kurdistan, qui regroupe tous les mouvements d'opposition kurde au régime de Bagdad, les dirigeants kurdes irakiens avaient décidé de ne plus tolérer la présence du PKK sur leur territoire et avaient envoyé un message exigeant l'évacuation de ses combattants. « Nous avons clairement indiqué qu'ils n'étaient pas les bienvenus », explique M. Desai, représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). « Ils [le PKK] ont fait beaucoup de tort à la cause kurde. Désormais, les gens pensent que les Kurdes sont des terroristes. Nous avons toujours refusé d'utiliser ces méthodes », a-t-il ajouté.

Cette aversion pour le PKK et ses méthodes, ainsi que la proximité géographique, a rapproché les Kurdes irakiens des autorités tur-

ques. Alors que Bagdad poursuit son blocus économique au nord du pays, la Turquie fournit aux Kurdes irakiens une porte de sortie vers l'Occident. Des sources gouvernementales turques affirment même qu'un bureau de liaison va s'ouvrir à Diyarbakir pour coordonner l'échange de renseignements sur les activités du PKK entre le Parti démocratique du Kurdistan et les autorités turques. L'information est cependant catégoriquement rejetée par le PDK.

Si le nord de l'Irak et la Syrie tiennent un rôle important dans la guerre qui oppose les autorités et les Kurdes de Turquie, c'est sur le territoire turc, notamment au sud-est, que se déroulent les affrontements qui tuent sans distinction combattants du PKK, soldats turcs et population civile. Douze civils ont trouvé la mort et dix-huit autres ont été blessés, lundi, dans la province de Mardin. Huit d'entre eux ont été tués par de mystérieux agresseurs qui avaient intercepté leurs véhicules. Le même jour, des tireurs ont ouvert le feu sur un convoi nuptial, tuant quatre personnes dont deux enfants.

NICOLE POPE

La Montagne - 25 avril 1992

**Les Kurdes de Vic fêtent leur Nouvel An**

Octobre 89 : 68 réfugiés kurdes étaient accueillis à Vic-le-Comte, au terme d'un séjour de deux mois au camp militaire de Bourg-Lastic. A ce jour, rien n'a vraiment changé dans le Kurdistan irakien et les Kurdes se sont installés dans leur exil. Là, ils maintiennent vivantes leurs traditions, en attendant un retour encore hypothétique...

Ce soir, au gymnase de Vic-le-Comte, ils ont décidé de célébrer le Nouvel An kurde au cours d'une soirée dont les bénéficiaires iront à l'association « Pharmaciens sans frontières », afin de la soutenir dans ses actions au Kurdistan.

Au programme de cette fête, car c'en est une, le groupe marocain Ahl-el-Hal ; le groupe folklorique kurde de Vic, et Émile Sanchis, auteur-compositeur.

Organisée par l'association franco-kurde de la commune (née des liens qui se sont créés entre des familles de Vic et des réfugiés), cette soirée sera une occasion de plus de découvrir les traditions d'un peuple qui a choisi de ne pas oublier son identité, même loin de sa terre natale.

Entrée : 30 F, gratuite pour les enfants. Et c'est à partir de 20 heures.

The Financial Times - April 23, 1992

**Iraq launches attack on rebels' marsh stronghold**

By Our Middle East Staff

IRAQ has launched a heavy offensive against Shia rebels in the country's southern marshlands, Iraqi opposition groups claimed yesterday.

Troops backed by tanks and artillery have launched a three-pronged attack in the marshes, killing or wounding hundreds, the Iran-based Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq said.

Iraqi opposition groups in London said three Iraqi divisions have been employed in the offensive since April 15, the third attack reported by rebel groups in the south since March.

Fighting is said to have centred on Basra, Amara and Nasiriyah - centres of Shia Moslem revolt crushed by Iraqi troops a year ago.

The attack follows sporadic shelling of Kurdish towns in northern Iraq and intensified concern in London, Washington and Paris about an Iraqi military build up north of the protected 36th parallel.

Iraqi troops are reported to have begun draining large areas of marshland to establish a presence there, after having airdropped leaflets to the thousands of Shia sheltering in the marshes, offering them financial rewards to come out of hiding.

Une semaine dans les « provinces du sud-est »  
de la Turquie

# TERRORISME D'ETAT CONTRE LES KURDES

*Bouclages par l'armée, brutalités des « Ozal Team »  
coups de main des « gardiens de villages »  
et des commandos de la « contre-guérilla »  
sont quotidiens*

*De notre envoyée spéciale  
en Turquie.*

LE Kurdistan, que l'on désigne toujours en Turquie par la périphrase « les provinces du sud-est », ressemble de plus en plus au Far West. Le sinistre compte des hommes, femmes et enfants qui y sont morts de mort violente, le plus souvent tués par balles, entre le 16 avril, jour où je suis arrivée à Diyarbakir, capitale de la région, et le 22 avril, jour où je l'ai quittée, donne soixante personnes, soit près de dix par jour. Parmi ces victimes se trouvent trente combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), tombés au cours d'une opération de l'armée turque contre deux de leurs caches dans la région de Savur, le 17 avril. Huit villageois ont péri ce jour-là sous le feu des militaires qui avaient bouclé les douze villages du secteur et pris pour cible plusieurs maisons.

Une délégation humanitaire britannique a pu se rendre sur les lieux deux jours plus tard et photographier les corps. Selon l'Association des droits de l'homme de Diyarbakir, certains cadavres portaient les traces caractéristiques que les armes chimiques laissent sur la peau. Plusieurs militants de l'association dont un avocat, M' Akbar, ont été arrêtés pour s'être montrés trop curieux. Miktaf Ridlu et Abdoulkader Kurt sont morts au commissariat de Bismil, où on les interrogeait. Selon le président de l'association, M' Fevzi Veznadoroglu, leurs bourreaux seraient membres des unités spéciales, les « Ozal Teams », tristement célèbres dans toute la région pour leur brutalité.

Ces méthodes, estime-t-il, visent à intimider les civils et tous les moyens sont bons. L'illustration la plus meurtrière en a été donnée le 21 mars pendant les fêtes de Newroz, le nouvel an kurde. La répression a fait alors 100 morts et 180 blessés à Silopi, Cizre, Nusaybin et Sirmak. L'on s'inquiète très sérieusement à Diyarbakir et dans les environs des événements tragiques de ces tout derniers jours qui ont ajouté douze morts et dix-sept blessés, tous civils.

Dimanche dernier, entre Mediat et Diyarbakir, un minibus transportant des villageois au marché est arrêté par une quarantaine d'hommes armés dont certains sont masqués. Les assaillants font descendre six passagers, les alignent sur le bord du chemin et les abattent à coups de fusil automatique. Puis ils tirent sur le bus avant de s'enfuir. On relève huit morts et neuf blessés.

Le gouvernement accuse aussitôt le PKK de cet acte terroriste. Mais les survivants sont formels. Ils ont reconnu ceux qui avaient le visage découvert. Ce sont, disent-ils, des « gardiens de villages », supplétifs armés et appointés depuis quelques années par le gouvernement turc. Or, les victimes habitaient les villages de Marza Sahil et de Side, qui ont toujours refusé de fournir des hommes à ces milices et qu'on soupçonne en conséquence de sympathie pour le PKK.

Leurs plaintes n'ont jusqu'ici été suivies d'aucun effet. Les autorités militaires de la région ont au contraire affirmé qu'elles avaient examiné les armes des miliciens accusés par les passa-

gers du minibus et que celles-ci n'avaient pas été utilisées récemment. Cela a semblé suffire pour ne pas engager de poursuites.

Le lendemain 20 avril, le même drame se reproduit dans la même région. C'est un cortège nuptial qui est mitraillé sur la route de Mediat. Quatre personnes tombent, dont deux enfants de trois et douze ans, et huit autres sont blessées. Les victimes sont de Tolgali, un autre village réfractaire. Le fait est admis par le gouverneur de la province de Diyarbakir, qui a cependant refusé d'en tirer la moindre conclusion. Cette fois encore, des gardiens de village ont été reconnus parmi les agresseurs.

Qu'il soit le fait des miliciens payés par les autorités ou des commandos de la « contre-guérilla », mêlant militaires des unités spéciales et supplétifs civils, auteurs de quatre-vingt-deux assassinats en 1991, ce terrorisme cherche de toute évidence à dresser les villageois les uns contre les autres, à créer un cycle infernal de vengeance et de représailles. Le but est de brouiller davantage encore les données d'une situation déjà fort complexe et de dissimuler la véritable nature du problème kurde. Ce problème tient à la négation de leurs droits démocratiques et de leur identité à 15 millions de Kurdes de Turquie, particulièrement aux 10 millions qui vivent misérablement sous le régime de l'état de siège, soumis à la peur quotidienne, dans les provinces du sud-est qui sont les plus sous-développées du pays.

Françoise Germain-Robin



Comme ici à Cizre, le 21 mars, les Kurdes bravent la police et l'armée turques pour manifester leur identité. (Photo AFP.)

Turquie

# LA LOI DU PLUS FORT RÉGNE À DIYARBAKIR

**La capitale du sud-est sert de quartier général des opérations anti-kurdes**

**DIYARBAKIR DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL**

Des milliers d'enfants de Diyarbakir, la capitale du sud-est de la Turquie, s'étaient rassemblés jeudi sur un stade de la ville. Les uns endimanchés, d'autres revêtus de costumes folkloriques, ils ont participé à la Fête de la jeunesse organisée par le gouvernement d'Ankara à travers tout le pays. Le programme prévoyait aussi en soirée un défilé militaire, mais l'évocation des soldats marchant au pas dans les rues de la vieille ville suscite la réserve.

Chaque jour apporte des villes avoisinantes son lot de nouvelles sanglantes. Les accrochages se multiplient entre forces de l'ordre, militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, organisation terroriste kurde), ainsi que, de plus en plus

souvent, des activistes du Hezbollah. Certains voient dans ce mouvement religieux anti-PKK la main de Ténérân, d'autres l'un des bras de la « contre-guérilla », dont les ficelles seraient tirées depuis Ankara.

Simple entrefilet dans les colonnes des journaux d'Ankara ou d'Istanbul, respectivement distantes de 1 000 et 1 500 km, ce flot persistant d'informations entretient une pression permanente dans la capitale du sud-est où règne depuis un mois un calme précaire. Pas d'attentats. Peu de soldats dans les rues. Ceux-ci ne se déploient, affirmement les habitants, qu'en cas de vifs accrochages dans un des 13 départements du sud-est placés sous état d'urgence.

Diyarbakir est aujourd'hui le quartier général de la plus forte concentration militaire jamais organisée dans le sud-est depuis le réveil de l'identité kurde au début des années 80. Au moins 120 000 hommes, appuyés ponctuellement par des chars ou de l'artillerie. Des hélicoptères survolent plusieurs fois par jour, à basse altitude, les murailles de basalte grises de cette cité millénaire qui surplombe un méandre



Le Sud-Est turc en état d'urgence : au moins 120 000 hommes sont prêts à se déployer en cas de troubles. (Photo AFP.)

leurs troupeaux de moutons à paître entre deux immeubles en construction. La ville bourdonne et certaines épiceries restent ouvertes jusqu'à 10 heures du soir. Mais derrière cette activité, le désarroi reste total. « Les gens vivent dans un perpétuel sentiment d'incertitude. Ils n'osent imaginer de quoi le lendemain sera fait », soupire Mehmet Vural, un économiste qui tente de constituer une organisation de défense des droits de l'homme.

Certains auraient été utilisés pour tirer sur la foule lors de la fête du nouvel an kurde, le Newrouz, le 21 mars dernier, à Simak, ville proche de la frontière avec l'Irak, affirme la Fondation des droits de l'homme basée à Ankara.

Les trottoirs sont embouteillés d'échoppes, de charrettes à bras, de petits vendeurs débattant leurs étales sous les odeurs fortes de viande rôtie. A quelques centaines de mètres de la vieille ville, des femmes mènent

Au Newrouz, le 21 mars, 4 000 à 16 000 personnes selon les sources, se sont réunies au cimetière de la route de Mardin, avant de se disperser en petits groupes dans la ville. D'autres manifestations avaient rassemblé plus de 100 000 personnes dans une ville de 400 000 habitants - les années précédentes. La veille, les étudiants n'avaient tenu qu'un timide meeting sur les pelouses de l'université du Tigre.

Caisse de résonance habituelle du conflit du sud-est, Diyarbakir ne nourrit plus aujourd'hui que des sentiments étouffés par des forces de répression qui paraissent toutes puissantes. « Qu'importe ce que peuvent dire les leaders politiques à Ankara, affirme Fethi Gumus, président de l'ordre des avocats. C'est l'armée qui décide. Or celle-ci croit voir dans la revendication kurde une menace pour l'intégrité de la Turquie. On dit tout qu'elle se prépare pour la guerre. Alors que l'immense majorité d'entre nous n'aspire qu'à la liberté d'expression et à la démocratie. »

L'impunité dont semblent bé-

néficer les forces de l'ordre exerce le ranceur ou l'abattement. Mille cent détenus politiques crouissent dans les deux prisons de Diyarbakir. Un suspect peut être interrogé pendant quatre semaines sans l'assistance d'un avocat. Mais aucun policier n'est jamais poursuivi pour des suspicions de tortures ou de meurtres délibérés.

L'impissance de la coalition gouvernementale à Ankara à tenir les promesses de libéralisation politique tenues lors de la campagne électorale, l'automne dernier, provoque une radicalisation des élites. Sur les six députés de la ville élus sous la bannière des sociaux-démocrates du SHP, en novembre, trois ont démissionné de leur parti et siègent désormais au Parlement comme indépendants. A travers tout le sud-est, une quinzaine d'élus démissionnaires du SHP cherchent à présent à former un groupe parlementaire kurde au Parlement. Vu de Diyarbakir, cette stratégie semble dérisoire, y compris aux yeux des modérés. Dans ce Far East, la loi du plus fort s'exprime par les armes.

Jean-Christophe PLOQUIN

L'Humanité - 27 avril 1992

Entretien avec un député kurde de Turquie

# ARRÊTER L'ENGRENAGE DE LA VIOLENCE

*Soubeir Haydar, député du département de Siirt, analyse la situation au Kurdistan et propose des solutions*

*De notre envoyée spéciale en Turquie.*

**P**OUR qui a l'occasion de voyager dans le Kurdistan de Turquie, comme je l'ai fait au cours des deux dernières semaines, l'aggravation de la situation saute aux yeux. L'état de siège qui règne, depuis quatorze ans, dans les provinces du sud-est est plus visible que jamais : on rencontre des blindés patrouillant dans la plupart des bourgades des environs de Diyarbakir et de Mardin, notamment à Silwan, Cizre, Nusaybin et Sîrnak. L'armée et la police n'ont jamais été aussi nombreuses et vont encore être renforcés, a annoncé le premier ministre. Et pourtant, toute la région est en ébullition et jamais la population n'a aussi ouvertement affiché sa sympathie à l'égard de l'organisation armée du PKK, déclarée terroriste par le gouvernement. A la différence de ce qui se passait il y a encore un an, plus personne n'hésite à prononcer les mots Kurde, Kurdistan et les noms proscrits du PKK et de son chef, qui réside à Damas, Abdullah Ocalan, dit APO. Même s'ils prennent la précaution de vous affirmer qu'ils n'en sont pas, et n'approuvent pas toutes ses actions, des intellectuels, des notables, des commerçants ayant pignon sur rue à Diyarbakir, s'indignent ouvertement de voir le PKK traité d'organisation terroriste non seulement pas le gouvernement turc, mais aussi par des capitales européennes et notamment par François Mitterrand lors de sa visite à Istanbul.

Le divorce entre l'Etat turc et la population kurde du sud-est est aujourd'hui tel que seize des députés kurdes élus le 20 octobre dernier sur les

listes du Parti social-démocrate (SHP) du vice-premier ministre Erdal Inonu, ont démissionné en bloc, à la fin du mois de mars, pour protester contre la répression de Newroz. Ils ont refusé de former un parti kurde — proposition que leur avait faite Inonu lui-même — estimant qu'il s'agissait d'un piège et d'un encouragement dangereux au développement du racisme anti-kurde. Pour eux, le problème kurde n'est pas un problème ethnique, mais un problème de démocratie, qui regarde l'ensemble de la Turquie et de ses citoyens.

J'ai rencontré l'un d'eux, Soubeir Haydar, député de Siirt, vendredi dernier, le jour même où venait d'être annoncé par les seize démissionnaires la création d'un nouveau parti non exclusivement kurde. Avocat, militant de l'Association des droits de sa ville (son épouse en est d'ailleurs la présidente) il dit sa déception du Parti social démocrate, dont il espérait « une approche nouvelle, enfin démocratique, du problème kurde ». « En réalité, ajoute-t-il avec une certaine amertume, peu de choses ont changé depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition Demirel-Inonu, sauf qu'il y a davantage de bombes et davantage de tués. Et le SHP s'est totalement aligné sur les vues du parti avec lequel il gouverne, adoptant, une fois de plus, une vision kémaliste (1) des choses, vision que nous, Kurdes, refusons totalement. »

Sa plus grande tristesse vient du fait que le Parti social démocrate, loin de se démarquer de la politique répressive menée contre le peuple kurde, l'a totalement approuvée et qu'il est aujourd'hui entaché du sang qui coule au Kurdistan depuis Newroz. Pourtant,

ses propositions pour mettre fin à la tuerie se différencient très nettement de la stratégie du PKK, puisqu'il estime qu'il faut résoudre pacifiquement le problème : « Il faut, dit-il, arrêter de tuer et reconnaître réellement l'identité kurde. Pour cela, il faut abolir toutes les lois et les règlements qui s'y opposent, lever l'état de siège, supprimer les gardiens de village dont la présence contribue à créer un climat de fanatisme et de représailles. Il faut annuler les lois antiterroriste, afin que les gens, au Kurdistan, puissent s'exprimer librement. Aujourd'hui, il est interdit de discuter à plus de deux, ça devient un rassemblement interdit sur laquelle l'armée peut tirer. Il faut aussi mettre fin à la politique d'assimilation qui interdit aux Kurdes toute différenciation culturelle et permettre l'enseignement en langue kurde. »

Contrairement au PKK, qui affirme se battre pour l'indépendance du Kurdistan, Soubeir Haydar et ses amis du nouveau parti se prononcent pour un maintien des régions kurdes dans l'entité turque : « La solution que nous suggérons est celle d'un système fédéral, avec un Parlement kurde, mais à l'intérieur de l'entité territoriale turque. » L'une des raisons de ce choix, explique-t-il, tient au fait qu'une bonne partie des Kurdes de Turquie ne vivent pas au Kurdistan mais dans les grandes villes turques, notamment Istanbul, Ismir et Ankara. « Il y a d'autres minorités en Turquie qui réclament des droits, ajoute-t-il. S'il y avait égalité, liberté et démocratie, il n'y aurait, j'en suis sûr, plus aucun problème entre les Turcs et les autres, y compris les Kurdes. »

Cette différence importante dans l'évaluation de la situation ne l'amène cependant pas à condamner l'action du PKK. « La tyrannie appelle la tyrannie, explique-t-il. C'est le gouvernement turc qui est responsable de l'existence du PKK. Depuis l'établissement de la République turque, les gouvernements successifs ont toujours eu une politique tyrannique et assimilationniste à notre égard. Ils ont encouragé l'exil des populations, détruit les villages, réprimé toute tentative d'expression démocratique. Ils ont tant réprimé les partis, les associations, les organisations populaires qu'il n'y a plus aujourd'hui d'autres moyens de se faire entendre que ceux utilisés par le PKK. Pourtant, je suis persuadé qu'une solution pacifique finira par l'emporter. Soit que le gouvernement change enfin de politique, soit que les tueries continuent, il faudra bien un jour s'asseoir à une table et discuter. Nous sommes prêts, nous, élus, à faire tous les sacrifices pour cela, y compris à servir d'intermédiaires entre le gouvernement et le PKK si c'est nécessaire. Car même si nous nous battons avec des armes différentes, nous faisons partie du même univers et nous sommes persuadés que si nous arrivons à convaincre notre peuple de la justesse des solutions que nous proposons, le PKK lui-même finira par les accepter. »

Entretien réalisé par  
Françoise Germain-Robin

(1) Mustafa Kemal, dit Atatürk, en créant la Turquie moderne, imposa le nationalisme turc à toutes les composantes de la société, pourtant véritable mosaïque d'ethnies, de cultures et de religions.

EXIL

# Le Kurdistan bien vivant dans les mémoires

Les exilés involontaires possèdent le pouvoir tragique de ressusciter leur terre natale par la seule force de la mémoire : une danse, un chant, et le Kurdistan irakien s'est matérialisé pour quelques heures, samedi soir, à Vic-le-Comte...



**P**OUR quelques heures, les réfugiés kurdes avaient revêtu les mêmes habits que ceux qu'ils portaient un certain jour d'août 89 à l'aéroport d'Aulnat. Ils étaient venus de Vic, bien sûr ; mais aussi du bassin minier, de la Creuse et même du Sud-Ouest pour célébrer le Newroz, le Nouvel An kurde. Normalement, on le fête un mois plus tôt, le 21 mars, mais l'exil oblige parfois à la discrétion et à la patience : en mars, nous étions en pleine campagne électorale, et les réfugiés ont préféré attendre que certaines passions se soient apaisées...

Samedi, à Vic, les hommes avaient donc retrouvé leurs habits de peshmergas ; ceux avec lesquels ils combattaient les armées de Saddam. Les femmes

arboraient les longues jupes colorées des villages du Kurdistan, brève parenthèse dans une vie faite désormais de jeans et de cheveux courts.

L'exil change les apparences, pas les cœurs : au gymnase de Vic, ils avaient tous la tête là-bas, quelque part entre l'Iran, l'Irak et la Turquie. Et les chants du groupe Zozan (venu de Paris) n'ont fait que raviver les



*Un groupe de musiciens kurdes venus de Paris a ravivé les souvenirs, samedi, dans la salle des fêtes de Vic-le-Comte.*

souvenirs, apportant un air de profonde mélancolie à ce qui est pourtant, depuis des siècles, une fête de l'espoir et du renouveau : le Newroz.

Voilà des milliers d'années, un roi se laissa convaincre par son médecin de sacrifier ses sujets s'il voulait guérir du mal qui lui rongait le cerveau ; il en tua beaucoup, mais quelques-uns réussirent à se réfugier dans les montagnes et l'un d'eux revint pour abattre le tyran... Alors commença une ère nouvelle ; d'autant plus facilement qu'elle coïncidait avec l'arrivée du printemps ; une nouvelle couleur (newroz) pouvait s'étendre sur le monde.

Aujourd'hui, cette couleur a le gris de l'exil. Là-bas, rien n'a vraiment changé. En août 89, un vieux Kurde disait : « Je ne rentrerai chez moi que lorsque Saddam sera mort » ; il n'a pas changé d'avis ; samedi, avec d'autres, il a simplement essayé d'imaginer, en chantant, que l'heure du retour arriverait bientôt...

P. B.



International Herald Tribune  
April 27, 1992

# Stalking Saddam's Hidden Billions, West Finds Them to Be Largely Illusory So Far

By David Ignatius

*Washington Post Service*

GENEVA — As Iraq grew rich over the past 20 years, a number of Iraqis with ties to President Saddam Hussein grew rich as well. Mr. Saddam's former jeweler, who once ran a little shop near the Baghdad Hotel, is now worth millions of dollars, according to one of his friends. The men who helped Mr. Saddam buy weapons are worth millions, too.

Richest of all, many Iraqi exiles suspect, may be Mr. Saddam's half-brother and former chief of intelligence, Barzan Ibrahim Tikriti, who now lives in splendid exile here in Geneva.

U.S. and British authorities, eager to squeeze Mr. Saddam and enforce United Nations sanctions, have been probing whether these wealthy Iraqis were part of a secret financial network that they believe may have invested billions of dollars outside of Iraq for Mr. Saddam's regime and his family.

So far, the investigators have mostly come up empty-handed. But some officials remain hopeful that they will eventually find a network of hidden assets that is helping to keep Mr. Saddam's regime afloat.

"We expect," said R. Richard Newcomb, director of the U.S. Treasury Department's Office of Foreign Assets Control, "a major breakthrough on a sophisticated, international maze of companies acting on behalf of and under the control of the Iraqi government."

In a Feb. 24 speech in Kuwait, Mr. Newcomb warned that Mr. Saddam's agents want "to use Iraq's hidden assets to carry out secretly Iraq's financial activities and rebuild its arms-and-technology infrastructure."

The Treasury Department took a first step in penetrating this maze a year ago, when it began disclosing the names of alleged Iraqi front companies and agents.

The list now includes 48 businesses and 44 individuals, many of them allegedly involved in Iraq's arms-purchasing network.

Among those listed are six members of Mr. Saddam's family, who control key ministries and are said to be running Iraq almost like a feudal kingdom.

Treasury officials expect to add 15 to 20 more names to the list soon, broadening it to include financial and commercial front companies. Their assets could then be frozen under UN sanctions.

But after months of digging, some State Department and Central Intelligence Agency officials have become skeptical that any large additional cache of assets will be found, beyond the \$5.5 billion that has been identified over the past year.

"We have tried to run these rumors and reports to ground, and they always disappear in the mist," said one U.S. official who closely monitors Iraq. The official said that although Mr. Saddam and his family probably do have assets outside the country, the money will be difficult, or perhaps impossible, to find.

Some Iraqis argue that Mr. Saddam is too smart and too suspicious to have entrusted his money to intermediaries.

The frustrating hunt for Mr. Saddam's treasure was described in recent interviews by U.S. and British officials who have helped supervise the investigation, and by some of the Iraqis who have been its targets. Clues are strewn from Geneva to Tokyo, from London to Amman, Jordan. But the trail is hidden by what investigators believe is a thicket of front companies and secret accounts.

The chief detective in the Saddam case has been Jules Kroll, whose private New York investigative firm was

**'We have tried to run these rumors and reports to ground, and they always disappear in the mist.'**

**A U.S. official**

hired by Kuwait more than a year ago to find the Iraqi leader's hidden assets and expose his front companies.

Among the staff of Kroll Associates are some former senior officers from the CIA and British intelligence, and the firm has been a major source of leads for investigators from various agencies, including the Treasury Department and British Inland Revenue.

"Every time we get a lead that has any substance to it, we turn it over to the appropriate U.S. agencies for further action," said Mr. Kroll. But so far, Mr. Kroll has not hit any jackpots, either.

The search for Mr. Saddam's money began immediately after Iraq's invasion of Kuwait on Aug. 2, 1990, when the UN approved sanctions freezing Iraqi assets outside the country. Authorities blocked official assets, such as those of Iraq's state-run Rafidain Bank, as well as the accounts of some of the alleged Iraqi agents and front companies.

The \$5.5 billion in Iraqi assets located during the past year could be used to pay war reparations, if the Security Council adopts a proposal floated this week by the United States.

These frozen assets showed where the Iraqis did their official banking. According to U.S. data, Britain and the United States led the list, with about \$1.1 billion each in blocked Iraqi assets, followed by Switzerland, with about \$600 million. France, Austria, Belgium and Italy and Luxembourg have blocked lesser amounts.

Investigators had hoped that these identifiable assets would point them toward a larger network of holdings by Mr. Saddam's agents or by members of his family.

"The places one might look are places where there is a history of doing business," said one U.S. official familiar with the investigation.

A tantalizing but still unsubstantiated hint that tens of billions might be buried in the Swiss banking system came last year from a former financial adviser to Mr. Saddam named Jawad Hashim, who left Iraq in 1977. He provided the White House with a memo describing how Mr. Saddam and two other Iraqi leaders had established a secret account in 1972 into which 5 percent of Iraq's oil revenues would be deposited.

"The money was to be held outside Iraq in Swiss banks," Mr. Hashim wrote. He explained that Mr. Saddam and other leaders of the Arab Ba'ath Socialist Party "wanted to accumulate sufficient funds, held abroad, to be used to finance their return to power in the event the party was ousted by a coup, or if the country were invaded."

Of the three men who initially controlled the account, only one is still alive: Mr. Saddam.

The Hashim memo had investigators eagerly anticipating the prospect of a huge slush fund. Based on recorded Iraqi oil sales between 1972 and 1990, Mr. Hashim calculated that the 5 percent fund might now total more than \$31 billion.

Mr. Hashim provided further clues about how to find the money.

"Chase Manhattan was, as far as I recall, one of Iraq's correspondent banks in New York," he wrote. The 5 percent was regularly transferred to Switzerland via American financial institutions.

A Chase Manhattan spokesman said the company could not comment on relations with customers. Sources said, however, that the bank has no recollection of any such transactions.

The Hashim memo did not identify any Swiss banks that might have received the money. But Salah Shaikhly, a former governor of Iraq's Central Bank, recalled in an interview that during the 1970s, the Iraqi government did much of its banking in Switzerland with two giants: Union des Banques Suisses and Credit Suisse.



Voyage au Kurdistan d'Irak

# LE PAYS INTERDIT

De notre envoyée spéciale.

LE Kurdistan d'Irak est libre et cela se voit. En arrivant, comme je l'ai fait, par la Turquie, sitôt passée la rivière sur un étroit pont métallique à Habur, on est tout de suite dans l'ambiance. Ni police ni douane. L'Etat irakien est totalement absent depuis qu'il a retiré de la région ses derniers fonctionnaires, établissant un blocus quasi total contre les Kurdes, un embargo dans l'embargo, à l'automne dernier. Seuls quelques peshmergas (1) montent une garde débonnaire, visiblement dépassés par l'afflux des milliers de camions entre lesquels nous avons bien du mal à nous frayer un chemin. Ils attendent, comme ils l'ont déjà fait côté turc, d'avoir acquitté les taxes nécessaires pour être autorisés à poursuivre leur route. C'est d'ailleurs l'une des seules ressources sur laquelle puisse compter le Front du Kurdistan. Nombre de ces camions apportent l'aide internationale dont le pays a besoin pour survivre. Les autres ne font que transiter pour aller vers l'Irak ou même vers l'Iran.

A Zakko, première ville après la frontière, où nous arrivons en pleine nuit, les rues comme les maisons sont abondamment éclairées, preuve que l'électricité fonctionne. Rien ne semble anormal jusqu'au moment où, cherchant l'adresse où nous devons nous

rendre, nous sonnons à la porte d'une maison. Surprise : un homme en sort, en pantoufles et en pyjama, un revolver à la main. Ce qui ne l'empêche pas de monter dans la voiture pour montrer le chemin. Il nous laissera, deux rues plus loin, pour repartir à pied, seul dans la nuit, avec son revolver et son pyjama, ayant décliné notre offre de le reconduire...

Une illustration de l'insécurité relative qui règne dans cette région dépourvue d'administration, de justice, de police, d'armée et où les milices des différents partis du Front sont seules à faire la loi. Chacun s'arme par prudence, pour parer à toute éventualité et notamment aux vols et attaques de rôdeurs qui ne sont pas rares dans un pays où ont afflué tant de réfugiés dénués de ressources, de déserteurs de l'armée de Saddam Hussein et de trafiquants de toutes sortes. Le guide mis à notre disposition le lendemain par le Front du Kurdistan qui organise à Zakko l'accueil des visiteurs étrangers nous expliquera que le chômage dans la ville atteint les 80 %...

Pourtant, Zakko, comme Dohouk, bruissent dès le petit jour d'une intense activité. Les marchés regorgent de produits, fruits et légumes sont offerts à profusion, toutes les boutiques sont achalandées et les échoppes des artisans débordent d'activité. Les hommes portent tous le costume kurde au large

pantalon, fusil en bandoulière et cartouchière à la ceinture. Les femmes sont pour la plupart revêtues d'une longue cape noire qui les couvre de la tête aux pieds. Les enfants, en uniforme scolaire, vont en classe normalement, en dépit du fait que les enseignants ne sont plus payés depuis octobre dernier par Bagdad.

Hors la ville, tout au long de la route des tentes ont été dressées, échoppes de fortune où se vendent et s'échangent toutes sortes de produits mais où un seul est roi : le pétrole et ses dérivés, notamment l'essence, objet de tractations intenses avec les ressortissants des pays voisins, la Turquie surtout. Tout un trafic s'est mis en place depuis l'Irak qui y trouve aussi son compte puisque cela lui permet d'écouler par la bande des produits frappés par l'embargo.

A Dohouk, les murs du sinistre château-prison portent encore les traces du sang des prisonniers qui y furent, par milliers, torturés et abattus par les services spéciaux irakiens. La ligne de front, où peshmergas et soldats irakiens sont face à face, passe à quelques kilomètres seulement au sud. Il faut faire un grand détour vers le nord, par les montagnes, pour gagner la région où sont installés les quartiers généraux du Front du Kurdistan, entre Chaklawa et Souleymania.

A Amadya, perchée sur un piton rocheux, telle un nid d'aigle, le drapeau frappé de la faucille et du marteau des communistes irakiens flotte sur l'ancien siège du parti Baas, à l'endroit exact où se trouvait auparavant le portrait de Saddam Hussein. Au-delà, la route se transforme vite en une piste, impraticable l'hiver, boueuse et difficile par temps de pluie. Elle longe, à quelques kilomètres seulement, la frontière turque et traverse une région transformée par Saddam Hussein en champ de ruines. J'ai compté, jusqu'à Chaklawa, une bonne vingtaine de villages complètement détruits. Rasés, au point que pour certains, je n'aurais pas pu

deviner qu'il y avait là un village, sans tentes installées au milieu des pierres où des survivants de cette tentative de génocide sont revenus.

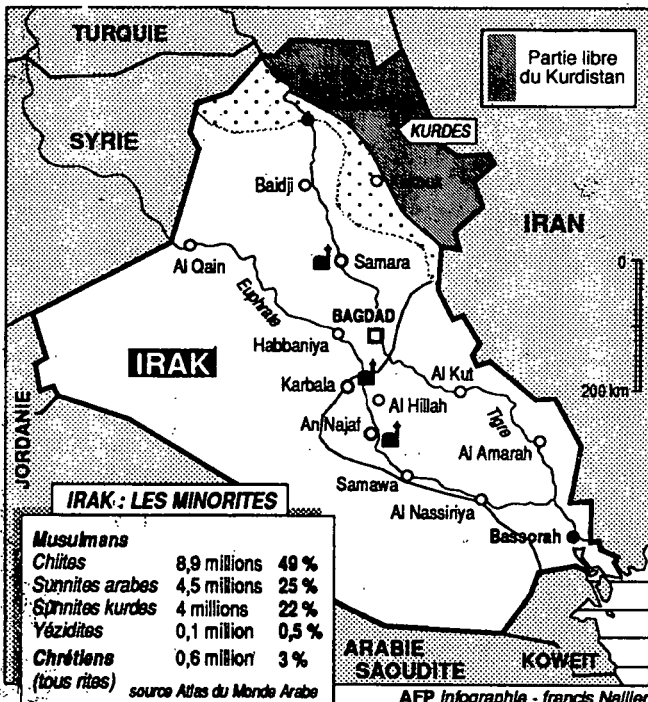
« La destruction a commencé en 1987, raconte un homme qui a perdu toute sa famille. Saddam Hussein avait décidé de déporter les Kurdes vers le sud. Les soldats ont attaqué les villages, tué beaucoup de monde et embarqué des centaines de personnes dans des camions. On n'a plus jamais eu de nouvelles d'eux. Après, ils ont dynamité les maisons, puis ils ont fait venir les bulldozers pour raser les pans de murs encore debout et combler les puits et les sources, pour être sûrs qu'on ne pourrait plus revenir. Cela a continué pendant des mois, contre les plus récalcitrants, là où il y avait résistance, Bagdad a utilisé les armes chimiques, comme à Halabja. Et il a terminé le travail après l'exode de 1991, laissant son armée détruire et piller tout ce qui restait. »

Aujourd'hui, quelques courageux tentent de revenir, de reconstruire les villages, encouragés par le Front du Kurdistan et aidés par des organisations humanitaires qui fournissent, mais en quantité insuffisante, le matériel nécessaire. Tâche énorme, difficile, contrariée par la peur qu'entretient volontairement la Turquie en effectuant régulièrement sur cette région des bombardements aériens sous prétexte de droit de poursuite contre le PKK. On m'a montré, à l'est de Barzan, le lieu où avait eu lieu le raid lancé pendant la visite du président Mitterrand à Ankara. Il a fait plusieurs blessés, tous civils, soignés à l'hôpital de Dohouk.

Pour les habitants de ce pays interdit qu'est le Kurdistan, le danger est permanent. Il vient tout autant d'Ankara que de Bagdad, du nord que du Sud.

Françoise Germain-Robin

(1) Peshmerga signifie « qui va au-devant de la mort ».



L'HUMANITÉ  
28 AVRIL 1992

Amnesty International (Béthune)

# MEHDI ZANA EN DANGER

**E**NTRE 1982 et 1991, le Comité d'Amnesty International de Béthune a parrainé Mehdi Zana, figure importante de la communauté Kurde et ancien maire de Diyakbakir, emprisonné à la suite du coup d'état militaire de septembre 1980 en Turquie.

A cette époque, il fut soumis à de longues et insupportables périodes de torture qui contribuèrent à une profonde aggravation de son état de santé.

Libéré en 1991, Mehdi Zana partit à l'étranger pour y être traité pour de l'asthme chronique. Sujet à de très graves crises, des médecins français ont certifié qu'il était allergique à certains médicaments, qu'il ne devait pas respirer la fumée de tabac, qu'il devait être suivi régulièrement par un médecin et que son état de santé était tel que la prison l'aggraverait.

Or, le 24 mars 1992 à son retour à Diyakbakir, Mehdi Zana a de nouveau été arrêté. Des informations émanant de cette région où vit une importante communauté kurde font état de tortures et de mauvais traitements.

Depuis août 1984, époque à laquelle la guérilla kurde est entrée en lutte armée avec les forces de sécurité, on dénombre plus de 3.000 morts, l'état d'urgence est en vigueur dans dix provinces et un gouverneur est chargé de son application avec des pouvoirs étendus accordés par le gouvernement turc.

Aujourd'hui, les amis béthunois de Mehdi Zana, auxquels ce dernier avait rendu visite en décembre 1991, sont inquiets pour son état de santé et pour sa vie qu'il considère en danger.

Ils vous demandent d'intervenir par lettre, télégramme ou fax auprès du Ministre de la Justice de Turquie (M. Seyfi Oktay Adalet Bakanligi, 06659, Ankara, Turquie. Fax N° 90.41.25.40.66) ou de l'Ambassadeur de Turquie à Paris (16, avenue de Lamballe, 75016 Paris).

Au moment où le président François Mitterrand souhaite des relations plus importantes entre la France et la Turquie, on constate avec effroi que les droits de l'homme sont totalement bafoués dans ce dernier pays.

**Pascal DEMAREZ**

## DE MORT

*Liberté* - 30 avril 1992

Le Courrier - 29 avril 1992

### Débat passionné en Turquie Le kurde à la télévision?

Une proposition du président turc Turgut Ozal d'ouvrir à la langue kurde la chaîne de télévision publique GAP, qui émet dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde, a suscité en Turquie des débats passionnés dans les milieux politiques et la population, au point que le sujet est devenu presque aussi populaire que le football.

Le kurde, langue maternelle de 8 à 12 millions des quelque 60 millions de citoyens de Turquie était interdite par une loi de 1980 adoptée par les militaires du dernier coup d'Etat, puis abrogée en janvier 1991 par M. Ozal. Des publications en kurde paraissent librement en Turquie depuis un an, mais le monopole de diffusion de l'Etat sur la radio et la télévision a empêché la fondation d'une radio ou d'une télévision en kurde.

Les tenants de la proposition de M. Ozal font valoir qu'il ne faut pas aller «à contre-courant» et que la loi doit «évoluer» en raison de l'annonce par la BBC et la Voix de l'Amérique de prochaines émissions en kurde vers la Turquie.

Le chef de l'Etat, actuellement aux Etats-Unis en visite privée pour soins médicaux, estime aussi que la Turquie «est obligée» de respecter les dispositions de la Charte de Paris de la CSCE qui prévoit la libre expression. Il avait ajouté que les Kurdes d'Irak, d'Iran et de Syrie seraient également «reconnaissants à Ankara».

Pour sa part, le premier ministre Süleyman Demirel, qui avait déclaré «re-

connaître la réalité kurde» peu après son arrivée au pouvoir en novembre dernier, a soulevé une objection de droit, estimant que la Constitution actuelle rédigée par les généraux du coup d'Etat du 12 septembre 1980, ne permet pas de telles émissions.

#### Réserves

M. Demirel dirige, depuis la victoire de l'opposition l'hiver dernier, un Gouvernement de coalition composé par son propre parti, dit de la Juste Voie (PJV, droite traditionnelle) et le Parti populiste social-démocrate (PPSD). Mais des réserves sont également venues du Parti de la mère patrie, fondé en 1983 par le président Ozal, et aujourd'hui dans l'opposition.

La presse nationale est dans l'ensemble réservée, jugeant que la Turquie n'est pas encore prête aux émissions en kurde. Mais l'armée, pourtant gardienne de l'orthodoxie kémaliste d'un Etat unitaire contre toute tendance «séparatiste», s'est rangée aux côtés de M. Ozal, et apparaît plus souple que M. Demirel.

Les publications illégales en kurde imprimées en Europe, les radios qui émettent en kurde depuis l'Irak, l'Iran ou l'Arménie sont les principales sources d'information de la population kurde de cette région frontalière de l'Irak de l'Irak et de la Syrie qui déclare se méfier des informations de la télévision d'Etat turque qui selon eux «dénaturent» la réalité kurde. (ATS)

# Iraq Traded Aid for Arms, U.S. Reveals

By Dean Baquet

New York Times Service

NEW YORK — For more than two years the U.S. government has had evidence that Iraq, in the months before it invaded Kuwait in August 1990, diverted food purchased under a \$5 billion American aid program and exchanged it for money and arms in the Soviet bloc and in other countries.

Iraq may have used some of the money to acquire "sensitive nuclear technologies," one high-level U.S. government official wrote in a confidential document dated Oct. 13, 1989.

A team of Department of Agriculture investigators confronted high-ranking members of the government of President Saddam Hussein of Iraq with some of these accusations that same month.

The team also complained that Iraqi officials were repeatedly demanding bribes from many big U.S. agricultural businesses selling food to Iraq, which was using money lent through the American aid program to buy it. In some instances, the Americans paid those bribes, investigators said.

Finally, the team charged that all these undertakings were part of a multibillion-dollar bank fraud in the United States that Iraq was engaged in to help finance the rebuilding of President Saddam's military power.

The Iraqis denied the accusations, and to the astonishment of U.S. law enforcement officials who were investigating the case, the Bush administration expanded the aid program with another half-billion dollars in guaranteed loans.

Direct losses from those loans,

which were backed by the Commodity Credit Corporation of the Agriculture Department, ultimately cost U.S. taxpayers at least \$400 million.

Newly obtained documents and interviews suggest that Soviet-bloc nations, as well as Jordanians and Turks, participated in the subversion of the aid program. The documents also suggest that nuclear technology reached Iraq through the aid program.

None of these accounts makes clear how much food may have been converted to cash or arms.

Officials in charge of the Commodity Credit Corp. declined to be interviewed because they say the suspected Iraqi corruption is still under investigation.

In 1991, some high-ranking Iraqi officials, along with executives of the Atlanta branch of the Bank Lavoro, Iraq's principal lender under the aid program, were indicted on charges that they participated in a multibillion-dollar bank fraud.

The State Department also declined to comment, but it has repeatedly said that aid was provided to Iraq to counterbalance Iran, as a way to stabilize the Middle East.

The accusation that Iraq used American aid to build its military force was discussed in an Oct. 13, 1989, meeting in the Agriculture Department.

The participants included lawyers and other officials of the Commodity Credit Corporation, under which the government cosigns bank loans for poor countries that want to buy millions of dollars worth of grain, corn and other farm products.

The government agrees that if

the country defaults, it will repay the bank up to 98 percent of the loan amount, as well as a portion of the interest.

The minutes of the meeting quote the participants as saying, "Although additional research needs to be done, it appears more and more likely that CCC-guaranteed funds and/or commodities may have been diverted from Iraq to third parties in exchange for military hardware."

According to the minutes, the Agriculture Department's inspector general was "concerned that commodities were bartered in Jordan and Turkey for military hardware."

Additionally, the minutes quote another participant as saying that law enforcement officials had "some indication that diverted funds (and possibly direct bank-lent funds) were used to procure nuclear-related equipment. Noted in particular were a 'nuclear fuel compounder' and a 'nose cone burr.'"

The participants, who included some senior legal officials of the Agriculture Department, also said that illegal "payments required by Iraq of exporters wishing to participate in the Iraqi market may have been diverted into acquiring sensitive nuclear technologies."

U.S. businessmen, they said, had complained that the Iraqis would not let them sell their products in Iraq unless they provided cash, trucks, spare parts and other equipment. Some companies did so, and those that would not go along, the minutes asserted, "were apparently kept on a black list and not allowed to participate in the Iraqi market."

The documents did not identify the American companies, and investigators declined to.

Law enforcement agents and other government officials spoke in interviews of additional evidence, based on information obtained from intelligence operatives and others, that some food was diverted to Soviet-bloc nations and traded there for weapons. However, they did not identify these nations. This charge was not contained in the minutes of the Oct. 13 meeting.

Iraq's participation in the aid program began in 1983, and by 1989 it was receiving \$1.1 billion in annual loan guarantees, making it by far the biggest participant in the program.

At the heart of most of the Iraqi financial operations in the United States was Bank Lavoro, which is largely owned by the government of Italy. The Italian government has insisted that it did not know of these illegalities.

Bank Lavoro's Atlanta branch was headed by an ambitious banker named Christopher Drogoul and

was actually more of a broker than a bank. It used its high credit rating to borrow money from other banks, then turned around and lent it to Iraq at a higher interest rate.

The Rome headquarters office approved the initial loans to Iraq, law enforcement officials said. But, fearing too much exposure to a country whose economy was still reeling from an eight-year war with Iran, it declined to let the branch make others, the Italian officials said.

A 347-count indictment returned last year asserts that Mr. Drogoul continued borrowing money from American and other international banks and lending it to Iraq.

According to the indictment, Mr. Drogoul kept track of his unauthorized loans in a separate log known as the Atlanta branch-bank office as the "gray book."

The indictment charges that he was induced in part by hundreds of thousands of dollars in cash and gifts he received from the Iraqis and multinational companies that wanted to sell them food.

Court records identify Mr. Drogoul's ally in the scheme as Wafai Dajani, a U.S.-educated Jordanian businessman with intelligence and business connections in the Middle East and the United States. He often boasted of his contacts in the State Department and the CIA.

Mr. Dajani was the principal shipper of the food bought with American aid.

Representative Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, chairman of the House Committee on Banking, Finance and Urban Affairs, which is investigating the Bank Lavoro scandal, has accused Mr. Dajani of helping Iraq acquire arms. Mr. Dajani denies the charge.

In a telephone interview from his home in London, Mr. Dajani denied arms dealing and said his name came up in the Bank Lavoro investigation only because of overzealous prosecutors.

In the summer of 1989, the Bank Lavoro fraud came to a crashing end. Two U.S. employees of the branch, fearful that they might get caught, walked into the offices of the U.S. attorney in Atlanta and offered to make a deal.

On Aug. 4, FBI agents and examiners from the Federal Reserve Bank raided the branch and carted away documents, including Mr. Drogoul's gray book. Law enforcement officials in Atlanta thought they had solid evidence in a case that would be easy to prosecute.

In Washington, Baghdad and Rome, however, the raid set off a series of policy meetings at the highest levels, and the CIA and the State Department began fretting about the impact a prosecution would have on U.S.-Iraqi relations.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 28, 1992

Lu - Avril 1992

William Eagleton Jr  
LA  
REPUBLIQUE  
KURDE



La République kurde. William Eagleton Jr. *Éd. Complexe, coll. Historiques. 254 p., 69 F.*

Qui s'en souvient encore ? En 1946 fut proclamée une éphémère république kurde. L'histoire de cette utopie de courte durée, fondatrice du nationalisme kurde, est indispensable pour comprendre l'histoire récente de l'Iran. Contée par un ex-ambassadeur qui a rencontré la plupart des survivants de cette expérience.

# Bush Aides Assailed For Links to Bank In Iraqi Loan Affair

By George Lardner Jr.  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — The chairman of the House Banking Committee has accused two high-ranking Bush administration officials of "deplorable" ethics in pressing for U.S.-guaranteed loans to Iraq in 1989 despite their prior association in private business with the bank that handled much of the money.

The chairman, Representative Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, sharply criticized the White House national security adviser, Brent Scowcroft, and Deputy Secretary of State Lawrence S. Eagleburger for having advocated \$1 billion in agricultural credits for Iraq over stiff opposition from other government agencies.

The dispute within the administration stemmed from a scandal involving Italy's biggest bank, the Banco Nazionale del Lavoro, whose Atlanta branch was Iraq's chief source of credit in the United States between 1984 and 1989. Evidence seized in an FBI raid on the bank in August 1989 showed that Iraq had been involved in a massive fraud effort to borrow billions of dollars from the Atlanta branch, far in excess of the amounts the bank reported to the Federal Reserve.

About \$900 million of such loans had been guaranteed by the Agriculture Department's Commodity Credit Corp. for the purchase of U.S. goods.

The Commodity Credit Corp. program was "the cornerstone of U.S.-Iraq relations," Mr. Gonzalez said in a House speech. In turn, the bank was the largest participant in the credit program for Iraq, he said.

Mr. Scowcroft and Mr. Eagleburger were officials of Kissinger Associates, the international consulting firm run by former Secretary of State Henry A. Kissinger, when the bank was one of its clients. Mr. Scowcroft left the firm to become President George Bush's national security adviser in January 1989. Mr. Eagleburger departed two months later for the State Department.

Mr. Scowcroft and Mr. Eagleburger declined to comment on Mr. Gonzalez's contention that they should have disqualified themselves from the intense administration debate over continuation of the commodity credit program for Iraq. But officials familiar with their views said they felt their connections with the bank while at

Kissinger Associates were too tenuous to cause concern.

Mr. Gonzalez disagreed. "While at Kissinger Associates, Mr. Scowcroft worked on the BNL account and met on numerous occasions with the BNL management," he said, referring to the bank. "On three occasions between 1986 and 1989, Mr. Scowcroft briefed the BNL board on international political and economic developments."

In addition, Mr. Gonzalez said, when the president of the bank traveled to the United States to attend the annual conference of the International Monetary Fund, he met with Mr. Kissinger and Mr. Scowcroft in New York.

An administration official said none of Mr. Scowcroft's consultations with the bank involved Iraq.

A State Department spokesman, Richard A. Boucher, said that Mr. Eagleburger, who was president of Kissinger Associates while Mr. Scowcroft was vice chairman, "has never done any work for BNL and therefore, there has never been any basis for Eagleburger to recuse himself from any matter related to BNL."

Mr. Gonzalez contended that Mr. Eagleburger still should have disqualified himself, and noted that Renato Guadagnini, former head of the bank's operations in the United States, told committee investigators that Mr. Eagleburger attended a meeting between bank managers and Kissinger Associates in New York in 1987.

Iraq was granted \$1 billion in commodity credits in the autumn of 1989, although the money was to be disbursed in two installments because of concern about the breaking bank scandal. At the time, government documents show, there was mounting evidence that the Iraqi program was riddled with corruption, including kickbacks and bribes demanded by Iraqi government agencies and questionable consulting fees for Iraqi front companies in the United States.

"If smoke indicates fire, we may be facing a four-alarm blaze in the near future," said the State Department in an Oct. 13, 1989, memo about apprehensions at the Agriculture Department. According to the memo, there were 19 separate investigations of Commodity Credit Corp. in 1989. "The integrity of the program is now in question," it said.

INTERNATIONAL  
HERALD  
TRIBUNE,  
THURSDAY,  
APRIL 30,  
1992

Nice Matin - 29 avril 1992

## Émigration juive et problèmes kurdes La Syrie lâche du lest

La Syrie, tirant les leçons de ce qu'elle considère comme une perte d'influence arabe face à l'Occident et Israël, a lâché du lest en prenant quelques mesures propres à satisfaire les Etats-Unis, tout en resserrant ses liens avec les pays arabes.

L'autorisation d'émigrer pour les 4.500 juifs syriens ainsi que la réduction du soutien aux rebelles kurdes de Turquie, annoncée par Ankara, s'inscrivent dans un repositionnement régional de la Syrie après l'effondrement de son principal soutien, l'Union soviétique.

La décision de laisser voyager les juifs sape une critique internationale majeure faite au régime syrien, même si ce dernier a toujours nié faire de la discrimination à l'égard de cette communauté.

Elle intervient alors que la Syrie, selon des diplomates, craint de se retrouver au ban des accusés de la Communauté internationale, comme le sont l'Irak et la Libye.

Enlevant un argument à une autre accusation de longue date, celle de soutien au terrorisme, le ministre turc de l'Intérieur, M. Ismet Sezgin, de retour de Damas, a affirmé la semaine dernière que la Syrie avait déclaré « organisation terroriste » le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ankara accusait auparavant Damas de soutenir ce parti

marxiste indépendantiste en lutte armée depuis 1984 contre le pouvoir central turc.

D'un autre côté, la Syrie, maintenue par Washington sur la liste des pays soutenant le terrorisme, continue à héberger des organisations radicales palestiniennes, notamment celle d'Ahmad Jibril, soupçonné d'avoir trémpé dans l'attentat contre un avion de ligne américain en 1988, pour lequel la Libye est mise en accusation.

La Syrie s'est également gardée de faire la concession qu'Israël juge essentielle dans le processus de paix lancé en octobre 1991 : envisager une normalisation des relations avec l'Etat hébreu.

### Le CRIF satisfait

Le président du Comité international pour la liberté des Juifs de Syrie, M. Roger Pinto, exprime sa « joie et sa grande satisfaction, mêlée de prudence », après « l'annonce officielle des autorités syriennes d'autoriser les 4.500 Juifs de Syrie à quitter le pays et à s'installer dans le pays de leur choix ».

Dans un communiqué publié hier, M. Pinto, également vice-président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), explique sa « prudence » par le fait que, selon lui, « des pressions similaires ont été faites dans le passé par le gouvernement syrien et n'ont jamais été tenues ».